BnF Gallica

Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

BnF Gallica

Journal des tribunaux français en Tunisie ["puis" des tribunaux de la Tunisie]. Revue... de législation et de jurisprudence. 1915.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

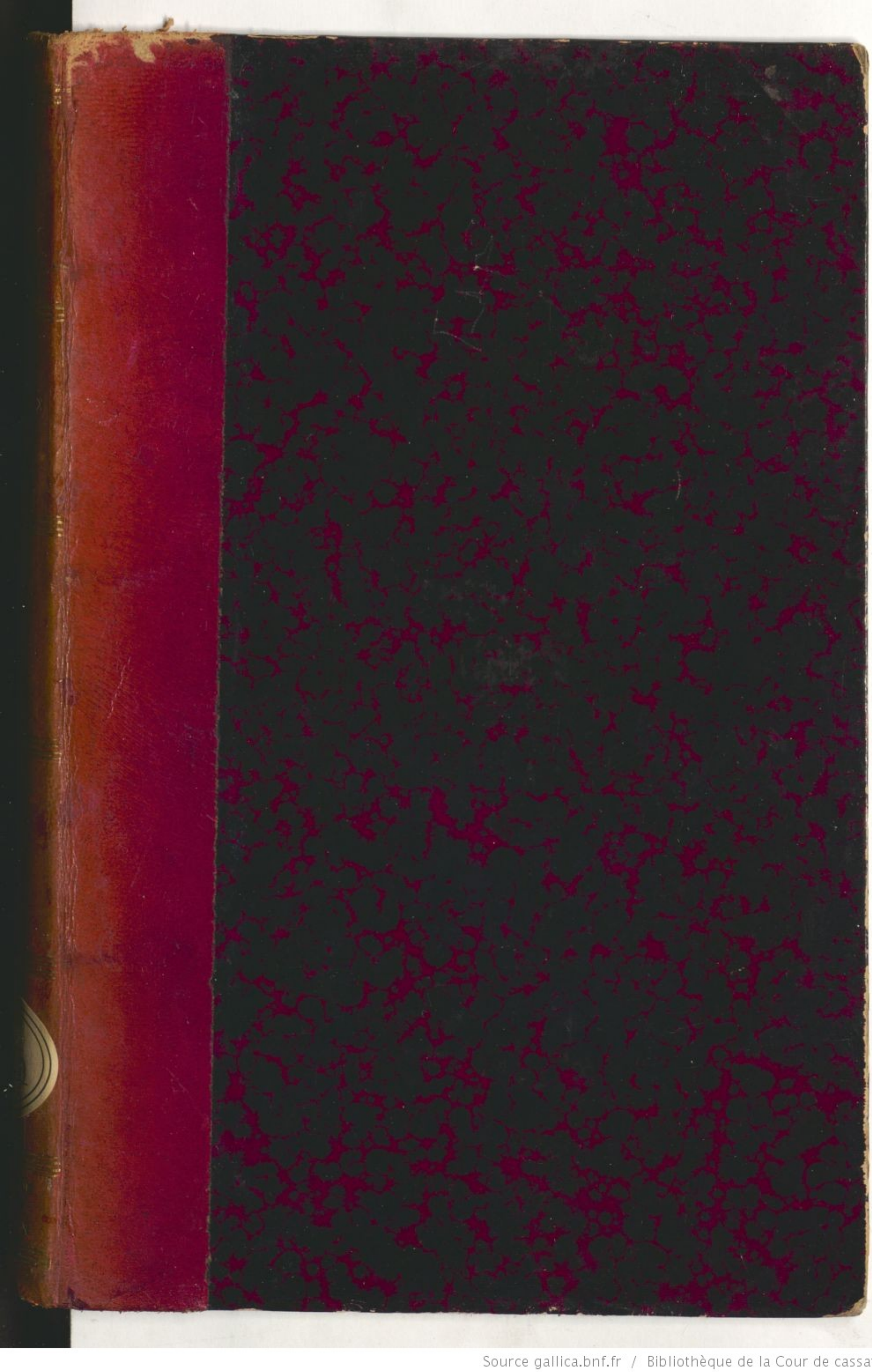
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque de la Cour de cassation

Annexe

Travée P

Rajon 4

P'_560

JOURNAL

DES TRIBUNAUX DE LA TUNISIE

REVUE PRATIQUE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

Le Journal des Tribunaux de la Tunisie parait sous le haut patronage du GOUVERNEMENT TUNISIEN, de M. **Alapetite,** C. ✲, résident général de la République française à Tunis et de MM. **Bard,** C. ✲ président de Chambre à la Cour de cassation ; **Berger,** vice-président du Tribunal de Tunis ; **Bompard,** G. O. ✲, ancien secrétaire général du Gouvernement tunisien, ambassadeur de France à Constantinople; **Bonnefond**, président du Tribunal de Sousse ; **Bourgeon,** ✲, ancien procureur de la République à Tuñis, procureur général à la cour de Poitiers ; Paul **Cambon,** G. C. ✲, ancien résident général de la République française à Tunis, ambassadeur de France à Londres ; **de Chelle,** substitut du procureur de la République à Tunis ; **Daguin,** ✲, secrétaire général de la Société de législation comparée ; **de Dianous,** ✲, ancien contrôleur civil à Sousse; **Dramard,** vice président du Tribunal de Tunis; **Paul Dumas,** ✲, président du Tribunal de Tunis ; Baron d'**Estournelles**, O. ✲, ministre plénipotentiaire, membre de la Cour d'arbitrage internationale de la Haye, sénateur ; **Fabry,** O. ✲, ancien président du Tribunal de Tunis, premier président de la Cour de Caen; **Flandin,** ✲, ancien procureur général près la Cour d'Alger, sénateur; **Fropo,** président du Tribunal mixte de Tunisie ; **H. Guyot,** directeur des Services judiciaires au Gouvernement tunisien; **Herbaux,** C. ✲, ancien procureur de la République à Tunis, procureur général à la cour de Paris; **Leclerc**, ancien président du Tribunal mixte de Tunisie, conseiller honoraire à la Cour de Besançon; **Lefort** ✲, ancien avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; **Loth,** vice-président du Tribunal de Tunis ; **Massé,** substitut du procureur de la République à Tunis ; René **Millet,** C. ✲, ambassadeur, ancien résident général de la République française à Tunis ; **S. Pichon,** C. ✲, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien résident général de la République française à Tunis ; **Randet,** ancien vice-président du Tribunal de Tunis, président du Tribunal de Casablanca ; **Regnault,** C. ✲, ambassadeur de France au Japon, ancien secrétaire général du Gouvernement tunisien ; **Reverdin,** ✲, procureur de la République à Tunis ; **Rossel,** conseiller à la Cour d'appel de Rabat, ancien procureur de la République à Sousse ; **Roy,** O. ✲, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Gouvernement tunisien ; **Vaissié,** procureur de la République à Sousse ; **E. Vallé,** sénateur, ancien garde des sceaux, ministre de la Justice ; **Ventre,** ✲, ancien président de la Chambre de commerce de Tunis.

15922

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

REVUE BI-MENSUELLE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR M. **Louis BOSSU** ✲

PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE A REIMS

Ancien Magistrat en Tunisie

27me ANNÉE — 1915.

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION

DE

M. S. BERGE O. ✲

PREMIER PRESIDENT A LA COUR D'APPEL DE RABAT

ANCIEN MAGISTRAT EN TUNISIE

PAR

M. L. COULON

AVOCAT AU BARREAU DE TUNIS ANCIEN BATONNIER

SUPPLÉANT DU JUGE DE PAIX DU CANTON SUD DE TUNIS

ET

M. P.-L. VAQUIÉ

JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE SOUSSE

M. B. VERSINI, *Secrétaire de la rédaction*

M. B. BORREL, *Administrateur-Gérant*

TUNIS

IMPRIMERIE FRANÇAISE B. BORREL.

RUE DE NAPLES

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

27me Année, Nos 1 et 2 — 15-31 janvier 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Le code de la route (*suite*). — Modification des règles de perception de la taxe personnelle. — Prorogation des échéances commerciales.

Jurisprudence : *Cour de cassation* : Situation au moment de sa majorité, de l'individu né en France de parents étrangers et expulsé pendant sa minorité. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* : 1° Bail se rapportant à un immeuble immatriculé régi par la loi française. — 2° Caractère de la demande formée par les dévolutaires d'un bien habous immatriculé au nom de la fondation et tendant à la mention de leurs droits sur le titre foncier. — 3° Responsabilité civile du propriétaire à la suite de la chûte du balcon dépendant de l'appartement de son immeuble occupé par un locataire. — 4° Contravention à l'arrêté ayant taxé des denrées au cas de refus de la part d'un commerçant de vendre des marchandises en magasin au prix de la taxe. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : 1° Droit du créancier du mégharsiste de faire tierce-opposition au jugement qui, à la demande du locateur, a déclaré résilié le contrat de mégharsa. — 2° Renvoi sine die d'une instance par défaut, par application du décret du 10 août 1914 à moins d'une continuation accordée en vertu d'une autorisation régulière pour moyens exceptionnels.

LÉGISLATION

Décret beylical du 15 septembre 1914 (25 chaoual 1332) *sur le Code de la route* (suite) (1)

(1) V. Journal 1914 p. 546.

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

TITRE II

Dispositions relatives à la circulation en général

CHAPITRE PREMIER

Dispositions applicables à tous les véhicules

ART. 16. — *Conduite des véhicules.* — Les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle, ou d'animaux domestiques circulant sur les voies publiques peuvent utiliser le milieu ou la partie droite de la chaussée, mais il leur est formellement interdit de tenir leur gauche.

Ils doivent toujours être en état de guider et de conduire leur véhicule, cycle ou animal.

Tout véhicule doit avoir un conducteur ; toutefois, deux véhicules marchant en convoi dans les conditions fixées par l'article 20, peuvent n'avoir qu'un seul conducteur. Quand le nombre de bêtes de trait est supérieur à cinq, il doit être adjoint un aide au conducteur.

L'attelage d'un véhicule doit toujours être disposé de telle sorte que le conducteur puisse le tenir bien en mains et que les animaux de trait soient, en tout temps, à même d'assurer l'exécution de toutes les manœuvres nécessaires.

Pour les attelages susceptibles d'être conduits autrement qu'à pied et au pas, l'usage d'une double guide est obligatoire.

ART. 17. — *Allure.* — D'une manière générale, les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle, ou d'animaux domestiques doivent rester constamment maîtres de la vitesse de leur véhicule ou de leur animal en tenant compte des facultés d'arrêt dont ils disposent, de l'état de la voie publique, des glissements possibles lors de l'arrêt et des circonstances atmosphériques, de manière à ne pas compromettre la sécurité de la circulation.

Ils doivent porter leur attention sur l'état de la voie, sur l'approche des personnes, des voitures, cycles, bêtes de trait, de charge ou de selle ou d'animaux domestiques, et ralentir ou arrêter toutes les fois que, en raison des circonstances ou de la disposition des lieux, ils pourraient être une cause d'accident, de désordre ou de gêne pour la circulation.

Ils doivent toujours marcher à une allure modérée dans la traversée des agglomérations, sur les sections des voies publiques bordées d'habitations, dans les passages étroits et encombrés, et toutes les fois que la route ou le chemin n'est pas parfaitement libre ou que la visibilité n'est pas assurée dans de bonnes conditions.

Ils doivent obéir aux signaux d'alarme qui leur sont faits et s'arrêter lorsqu'à leur approche une bête de trait, de charge ou de selle, ou un animal domestique manifeste des signes de frayeurs.

Il est interdit aux conducteurs de lutter de vitesse entre eux.

ART. 18. — *Nombre d'animaux d'un attelage.* — Il ne peut être attelé :

1° plus de cinq chevaux ou bêtes de trait aux véhicules servant au transport des marchandises, s'ils sont à deux roues ; plus de huit, s'ils sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir plus de cinq animaux de file ;

2° plus de trois bêtes de trait aux véhicules servant au transport des personnes, s'ils sont à deux roues ; plus de six, s'ils sont à quatre roues.

ART. 19. — *Renforts.* — Des dérogations aux prescriptions de l'article précédent peuvent être autorisées par arrêté du Directeur général des Travaux publics sur les parties de voies publiques affectées de rampes d'une déclivité ou d'une longueur exceptionnelle.

ART. 20. — *Convois.* — Lorsque plusieurs voitures attelées marchent à la suite les unes des autres, elles ne peuvent être distribuées en convois que deux par deux au

plus et à la condition que celle de tête soit seule attelée de plus de deux chevaux ou bêtes de trait. La longueur totale des deux voitures en convoi, attelages compris, ne peut dépasser vingt-cinq mètres (25m).

L'intervalle d'un convoi à l'autre ne peut être inférieur à cinquante mètres (50m).

Art. 21. — *Transport des objets indivisibles.* — Lorsqu'il y a lieu de transporter des objets indivisibles, de dimensions et de poids considérables exigeant un attelage supérieur à celui qui est déterminé à l'article 18 ou dépassant les limites de charge fixées par l'article 5 ou ayant une largeur de chargement supérieure à celle qui est fixée par l'article 31 ou, enfin, susceptibles de compromettre le passage des autres véhicules sur une voie publique, les conditions de leur transport sont fixées par le Directeur général des Travaux publics.

Les arrêtés d'autorisation doivent mentionner l'itinéraire à suivre et les mesures à prendre pour assurer les facilités et la sécurité de la circulation publique, et pour empêcher tout dommage aux routes et aux chemins, aux ouvrages d'art et aux plantations.

Art. 22. — *Croisement ou dépassement.* — Les conducteurs de véhicules quelconques, de cycles, de bêtes de trait, de charge ou de selle, ou d'animaux domestiques, doivent prendre à droite pour croiser ou se laisser dépasser, à gauche pour dépasser ; lorsqu'il veulent dépasser, ils sont tenus d'avertir le conducteur ou le cavalier.

Le conducteur d'un véhicule ou d'un animal quelconque doit se ranger à l'approche de tout véhicule ou animal. S'il doit croiser un autre véhicule ou un troupeau d'animaux ou être dépassé par eux, il doit leur laisser le plus large espace possible et, en tout cas, au moins la moitié de la chaussée et un espace utilisable d'au moins deux mètres de largeur s'il croise ou dépasse un cycle.

Art. 23. — *Bifurcations.* — A tout croisement, tout conducteur de véhicule, de cycle ou d'animal est tenu de prendre le côté droit de la voie qu'il parcourt.

En outre, s'il aborde une voie d'importance supérieure à celle qu'il suit, il doit s'assurer que cette voie est libre avant de s'y engager.

Il doit annoncer son approche et ralentir son allure, surtout aux endroits où la visibilité n'est pas parfaitement assurée.

Il doit être laissé entre les véhicules isolés, les convois ou les troupeaux qui se suivent sur une même voie, un espace suffisant pour qu'un autre véhicule, un autre convoi ou un autre troupeau venant des divers embranchements puisse y accéder sans danger et commodément.

ART. 24. — *Passage sur les ponts.* — Les conducteurs de véhicules ou d'animaux doivent s'assurer que le passage est libre avant de s'engager sur les ponts ne permettant que le passage d'une seule voiture de front.

ART. 25. — *Piétons.* — Les piétons doivent se ranger pour livrer passage aux véhicules quelconques, bêtes de trait, de somme ou de selle. De leur côté, les conducteurs sont tenus d'avertir les piétons de leur approche.

ART. 26. — *Convois funèbres, convois militaires, groupes scolaires.* — Il est interdit à tout conducteur de véhicule, de cycle, ou d'animal, de couper les convois funèbres, les groupes scolaires, les détachements de troupes ou les convois militaires.

ART. 27. — *Traversée des voies ferrées.* — Tout conducteur de véhicule, de cycle ou d'animal ne doit traverser les passages à niveau des voies ferrées, non munis de barrières, qu'après s'être assuré qu'aucun train ou machine n'est en vue.

Il doit, dans tous les cas, modérer son allure à la traversée des voies ferrées.

ART. 28. — *Stationnement des véhicules.* — Il est interdit aux conducteurs de laisser stationner, sans nécessité, aucun véhicule sur la voie publique ; cependant, dans les périmètres urbains, le stationnement peut être autorisé,

pour certains véhicules, à des conditions fixées par les présidents des communes.

En aucun cas, les conducteurs ne peuvent abandonner leur véhicule avant d'avoir pris les précautions nécessaires pour éviter tout accident.

Tout véhicule en stationnement doit être placé de manière à gêner le moins possible la circulation.

Art. 29. — *Eclairage.* — Aucun véhicule ne peut circuler ou stationner sur une voie publique, pendant l'intervalle de temps qui s'écoule depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, sans être signalé par au moins une lanterne allumée dont le feu, sauf exceptions autorisées par le Directeur général des Travaux publics, soit visible de l'arrière et de l'avant.

Il est accordé, pour l'application de cette prescription, une tolérance d'un quart d'heure si les conditions de visibilité sont suffisantes pour la sécurité de la circulation.

L'usage des phares est interdit aux véhicules attelés.

Tout véhicule marchant isolément et dont la longueur du chargement excède huit mètres (8m) doit être pourvu d'une lanterne à l'avant et d'un feu rouge a l'extrémité arrière du chargement.

Art. 30. — *Longueur des essieux.* — Les essieux des véhicules de tout genre ne peuvent avoir plus de deux mètres cinquante centimètres (2m 50) de longueur ni dépasser à leurs extrémités, les moyeux de plus de huit centimètres (0m 08).

La saillie des moyeux, y compris celle de l'essieu, ne doit pas excéder de plus de dix-huit centimètres (0m 18) le plan passant par le bord extérieur des bandes. Il est accordé une tolérance de deux centimètres (0m 02) sur cette saillie pour les roues qui ont fait un certain service.

Les prescriptions relatives à la saillie des moyeux ne sont pas applicables aux instruments aratoires.

Pour les automobiles servant au transport en commun des personnes ou au transport des marchandises et des ma-

tériaux, la saillie des moyeux et de l'essieu peut dépasser dix-huit centimètres (0m 18) et atteindre vingt-cinq centimètres (0m 25), mais les roues doivent alors obligatoirement être munies d'ailes ou de garde-boue ou de dispositifs équivalents, et la verticale passant par le bord extérieur de la carrosserie ou des ailes et garde-boue ne doit jamais tomber en dedans de l'aplomb de l'extrémité de l'essieu.

ART. 31. — *Largeur des véhicules et de leur chargement.* — D'une manière générale, la largeur du chargement d'un véhicule quelconque doit toujours être telle qu'il n'en résulte, sur le parcours, ni obstable pour la circulation, ni dégradation aux ouvrages d'art, aux plantations ou autres dépendances de la voie publique.

Il est interdit d'établir sur les côtés des véhicules des sièges fixes ou mobiles susceptibles de permettre au conducteur ou à un tiers transporté d'avoir tout ou partie du corps en dehors des limites du chargement ou de la carrosserie.

Le gabarit ou la largeur totale de la carrosserie des véhicules servant au transport des personnes ne doit, en aucun cas, excéder deux mètres (2m 00) toutes saillies comprises.

Le gabarit ou la largeur totale du chargement des véhicules servant au transport des matériaux ou des marchandises ne doit pas excéder deux mètres et cinquante centimètres (2m 50).

Pour les véhicules à moteur mécanique servant au transport des personnes, des marchandises ou matériaux, la largeur de la voie, mesurée d'axe en axe des bandages, ne peut excéder un mètre quatre-vingts centimètres (1m 80).

Le maximum de largeur du chargement indiqué au troisième alinéa du présent article n'est pas applicable aux voitures d'agriculture lorsqu'elles sont employées au transport des récoltes de la ferme aux champs et des champs à la ferme ou au marché.

Le chargement d'une bête de somme ne doit pas faire saillie, à gauche et à droite, de plus de quatre-vingt-dix centimètres (0m 90).

ART. 32. — *Hauteur du chargement.* — La hauteur du chargement d'un véhicule quelconque doit toujours être telle qu'il n'en résulte, sur les parcours, ni obstacle pour la circulation, ni dégradation aux ouvrages d'art, aux plantations ou autres dépendances de la route ou du chemin.

En aucun cas, la hauteur des véhicules servant au transport des personnes, depuis le sol jusqu'à la partie la plus élevée du chargement ou du couvercle de la bâche ne peut excéder trois mètres cinquante centimètres (3m 50) pour les voitures à quatre roues et deux mètres cinquante centimètres (2m 50) pour les voitures à deux roues.

ART. 33. — *Freins.* — Les véhicules servant au transport en commun des personnes doivent être pourvus d'au moins un dispositif à usage de frein disposé de façon à être manié facilement par le conducteur.

Le freinage doit être progressif dans le cas dispositif unique.

ART. 34. — *Plaques.* — Tout propriétaire de véhicule est tenu de faire placer, en avant et du côté gauche de son véhicule, une plaque métallique portant en français et en caractères apparents et visibles, ses nom, prénoms, profession et domicile.

Sont exceptés de cette disposition :

1° Les voitures particulières à traction animale destinées au transport des personnes, mais étrangères à un service public de transport en commun ;

2° Les voitures des administrations publiques, à la condition qu'elles portent une désignation en caractères très apparents ;

3° Les voitures des services militaires.

ART. 35. — *Responsabilité spéciale du conducteur d'une voiture non munie d'une plaque.* — Aucun conducteur ne peut faire circuler sur la voie publique une voiture qui, contrairement à l'article précédent, ne serait pas munie de plaque.

ART. 36. — *Troupeaux.* — Les troupeaux d'animaux de toute espèce circulant sur les voies publiques doivent être dirigés par un nombre suffisant de conducteurs et menés de façon qu'ils n'occupent pas plus de la moitié de la largeur de la voie publique.

Lorsqu'ils circulent la nuit, leur présence doit être indiquée par un signal sonore ou lumineux..

Lorsque plusieurs troupeaux circulent sur la même voie publique, ils doivent être séparés par une distance de cinquante mètres au moins.

ART. 37. — *Divagation ou abandon des animaux sur la voie publique.* — Il est interdit de laisser vaguer des animaux sur les voies publiques, et d'y laisser à l'abandon des bêtes de trait, de somme ou de selle.

ART. 38. — *Pacage.* — Il est défendu de faire ou de laisser paître, sur les voies publiques ou leurs dépendances, des animaux de toute espèce, sauf dérogations spéciales autorisées par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

Cette prescription n'est pas applicable aux pistes de transhumance.

ART. 39. — *Entrave à la circulation.* — Le jet ou l'abandon d'objets de nature à entraver ou à gêner la circulation sur la voie publique est formellement interdit.

ART. 40. — *Embarras de la voie publique.* — Il est expressément interdit de laisser sur la voie publique aucun véhicule, instrument ou ustensile, de quelque nature que ce soit. Il est, de même, formellement interdit de faire, sur la chaussée ou sur les accotements, des dépôts de quelque nature que ce soit.

Ces interdictions ne s'appliquent pas aux véhicules, instruments, dépôts, servant à l'entretien ou à la réparation de la voie publique, ou en cas de travaux régulièrement autorisés ou entrepris par la Direction générale des Travaux publics. Dans tous les cas, les mesures utiles doivent être prises pour assurer la sécurité de la circulation.

Lorsqu'un véhicule est immobilisé sur la voie publique par suite d'accident, ou que tout ou partie d'un chargement y tombe fortuitement sans pouvoir être immédiatement relevé, le conducteur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation et, notamment, pour assurer, dès la chute du jour, l'éclairage du véhicule ou des objets qui encombrent la voie publique.

CHAPITRE II

Dispositions spéciales aux véhicules à moteur mécanique autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées

ART. 41. — *Organes de manœuvres.* — Les organes de manœuvre doivent être groupés de façon que le conducteur puisse les actionner sans cesser de surveiller la voie publique.

Rien ne doit masquer la vue du conducteur vers l'avant, et les appareils indicateurs doivent être placés bien en vue et éclairés la nuit.

ART. 42. — *Organes de direction.* — Les véhicules à moteur mécanique doivent être disposés de manière à obéir sûrement à l'appareil de direction et à tourner avec facilité dans les courbes de petit rayon. Les organes de commande et de direction doivent offrir toutes les garanties de solidité désirables.

Ceux de ces véhicules dont le poids à vide excède trois cent cinquante kilogrammes (350 kg.) doivent être munis de dispositifs permettant la marche en arrière.

ART. 43 — *Freins.* — Tout automobile doit être pourvu de deux systèmes de freinage indépendants l'un de l'autre et suffisamment efficaces.

L'un, au moins, de ces systèmes, doit être à action rapide et agir directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles ci.

Il doit être aussi muni d'un mécanisme qui puisse

empêcher, même sur les fortes déclivités, tout mouvement en arrière si l'un des systèmes de frein ne remplit pas cette condition.

Dans le cas d'un véhicule à avant-train moteur, à boggie, l'un des systèmes de freinage à la disposition du conducteur doit pouvoir agir sur les roues arrière du véhicule.

Dans le cas d'un train remorqué par un automobile, chaque voiture remorquée doit être munie d'un système de frein suffisamment efficace et rapide, susceptible d'être actionné, soit par le mécanicien à son poste sur l'automobile, soit par un conducteur spécial.

ART. 44. — *Fumée, bruit, etc.* — Les organes d'un véhicule automobile doivent être disposés de façon à écarter, dans la mesure du possible, tout danger d'incendie ou d'explosion ; ils doivent être établis de façon que leur fonctionnement normal n'effraie pas, par le bruit, les bêtes de selle ou de trait, ne constitue aucune cause de danger pour la circulation et n'incommode pas les passants ou les riverains par la fumée, la vapeur ou le bruit.

ART. 45. — *Procès de réception.* -- La constatation qu'un véhicule automobile satisfait aux diverses prescriptions ci-dessus est faite par le service des Mines, sur la demande du constructeur ou du propriétaire. Pour les voitures construites en Tunisie, le fabricant doit demander la vérification de tous les types d'automobiles qu'il a établis ou établira. Pour les voitures de provenance étrangère, l'examen doit être fait avant la mise en service, en Tunisie, sur le point du territoire désigné par le propriétaire de la voiture.

Lorsque le fonctionnaire du service des Mines, délégué à cet effet, a constaté que la voiture présentée satisfait aux prescriptions réglementaires, il dresse de ses opérations un procès-verbal dont une expédition est remise soit au constructeur, soit au propriétaire, suivant le cas.

Tout procès-verbal de constatation délivré en France ou en Algérie est valable en Tunisie.

Le constructeur a la faculté de livrer au public un nombre quelconque de voitures, suivant chacun des types qui ont

été reconnus conformes au règlement. Il doit donner, à chacune d'elles, un numéro d'ordre dans la série à laquelle elle appartient, et il doit remettre à l'acheteur une copie du procès-verbal et un certificat attestant que la voiture livrée est entièrement conforme au type. Le certificat doit spécifier le maximum de vitesse que l'automobile est capable d'atteindre en palier.

Chaque voiture doit porter, en caractères bien apparents, le nom du constructeur, l'indication du type et le numéro d'ordre dans la série du type.

En cas de refus par le service des Mines de dresser un procès-verbal constatant que le véhicule présenté satisfait aux prescriptions réglementaires, les intéressés peuvent en appeler au Directeur général des Travaux publics.

ART. 46. — *Mise en circulation.* – Tout propriétaire d'un automobile doit, avant de le mettre en circulation sur les voies publiques, adresser au Directeur général des Travaux publics une déclaration dont il lui sera donné récepissé s'il satisfait aux prescriptions du présent décret.

La déclaration fait connaître le nom et le domicile du propriétaire ; elle doit être accompagnée d'une copie du procès-verbal dressé en vertu de l'article 45 ou du récépissé de déclaration délivré au propriétaire précédent si le véhicule a été déjà mis en service.

Le récépissé de la déclaration indique le numéro d'ordre assigné au véhicule ou spécifie qu'il n'est pas assujetti à porter les plaques prévues à l'article 49.

La déclaration faite dans un département de France ou d'Algérie suffit pour la Tunisie, à la condition expresse que l'automobile satisfasse aux prescriptions du présent décret.

ART. 47. — *Certificat de capacité.* — Nul ne peut conduire un véhicule à moteur mécanique s'il n'est porteur d'un certificat de capacité valable en France ou en Algérie ou délivré par le Directeur général des Travaux publics.

Les certificats de capacité ne peuvent être délivrés qu'aux postulants âgés de dix-huit ans au moins.

Le certificat de capacité est retiré temporairement, par arrêté du Directeur général des Travaux publics, à tout conducteur d'automobile qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret, a commis une nouvelle infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive.

ART. 48. — *Présentations des autorisations*. — Tout conducteur d'automobile doit être porteur :

1° de son certificat de capacité ;

2° du récépissé de déclaration du véhicule.

3° de toutes les autorisations spéciales prescrites par le présent décret.

ART. 49. — *Plaques d'identité*. — Tout véhicule à moteur mécanique, capable de marcher, en palier, à une vitesse supérieure à trente kilomètres à l'heure (30 km.), doit être pourvu, outre la plaque prévue à l'article 34, de deux plaques d'identité portant un numéro d'ordre, qui doivent toujours être placées en évidence à l'avant et à l'arrière du véhicule.

Le modèle de ces plaques, leur mode de pose, ainsi que le mode d'attribution des numéros d'ordre aux intéressés, sont fixés par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

ART. 50. — *Vitesse*. — Le conducteur d'un automobile ne doit jamais marcher à une allure qui soit une cause de dommage pour la route ou le chemin et les ouvrages qui en dépendent.

En aucun cas la vitesse ne doit excéder celle de 50 kilomètres à l'heure en rase campagne et de 15 kilomètres à l'heure dans les agglomérations, sauf l'exception prévue à l'article 54.

ART. 51. — *Eclairage*. — Dès la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, tout automobile circulant ou stationnant sur une voie publique doit porter à l'avant deux lanternes allumées et placées l'une à gauche et l'autre à droite.

S'il est susceptible de marcher à une vitesse de plus de dix-huit kilomètres (18 kil.) à l'heure en palier, il doit être muni, en plus, à l'avant, d'au moins une lanterne d'une puissance d'éclairage suffisante pour éclairer la voie publique à cinquante mètres (50m) en avant ; deux lanternes de cette espèce seront toujours obligatoires pour les automobiles assurant un service public de transport en commun des personnes, quelle que soit leur vitesse de marche.

Dans les agglomérations dont l'éclairage est suffisant pour assurer la sécurité de la circulation, le feu de la lanterne supplémentaire doit être éteint ou son intensité ramenée à celle d'une lanterne ordinaire.

Tout automobile doit être muni, dès la chute du jour, d'un feu à l'arrière, capable de rendre lisible le numéro distinctif.

Tout train remorqué par un automobile doit, en outre des feux prescrits par le présent article, porter, la nuit, un feu rouge à l'arrière du dernier véhicule.

ART. 52. — *Signaux avertisseurs.* — L'approche de tout automobile doit être signalé, en cas de besoin, au moyen d'une trompe à tons graves dont le son soit susceptible d'être entendu à cinquante mètres (50m) au moins.

L'usage de tout autre signal est interdit à l'intérieur des agglomérations ; il n'est permis que subsidiairement en dehors d'elles.

L'usage de la trompe à tons graves est interdit à toute autre espèces de véhicules.

ART. 53. — *Abus de l'échappement libre et des signaux avertisseurs.* — L'emploi abusif de l'échappement libre aussi bien que celui des signaux avertisseurs est interdit

L'emploi de l'échappement libre est, d'autre part, entièrement proscrit à l'intérieur des agglomérations.

ART. 54. — *Courses d'automobiles.* — Les courses de voitures automobiles ne peuvent avoir lieu sur la voie publique sans une autorisation spéciale délivrée par le

Directeur général des Travaux publics avec l'agrément des présidents des communes intéressées.

Les frais de surveillance et autres occasionnés par les mesures spéciales prescrites par l'administration sont supportés par les organisateurs de la course, qui doivent déposer, à cet effet, une consignation préalable.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales aux motocyclettes

ART. 55. — *Règlements applicables aux motocyclettes.* — Outre les prescriptions générales du présent décret, les dispositions du chapitre précédent (article 41 à article 54) sont applicables aux motocyclettes, sauf les exceptions indiquées aux articles 56, 57 et 58 ci-après.

Toutefois, d'une part, le minimum d'âge des conducteurs est abaissé à seize ans et, d'autre part, le mécanisme destiné à empêcher la dérive en arrière sur les fortes déclivités n'est pas obligatoire.

ART. 56. — *Certificat de capacité.* — Un certificat de capacité est délivré par le Directeur général des Travaux publics pour les conducteurs des motocyclettes d'un poids inférieur à cent cinquante kilogrammes (150 kg.).

ART. 57. — *Eclairage.* — L'éclairage des motocyclettes doit être assuré par au moins une lanterne d'une puissance suffisante pour éclairer la voie publique à trente mètres (30^{m}) en avant.

ART. 58. — *Signaux avertisseurs.* — Les motocyclettes doivent être munies d'un appareil avertisseur consistant en une trompe à ton aigü dont le son soit susceptible d'être entendu à cinquante mètres (50^{m}) au moins.

L'usage de ce signal est formellement interdit pour toute autre catégorie de véhicules.

CHAPITRE IV

Dispositions spéciales aux cycles

ART. 59. — *Allure.* — Les cycles ne peuvent marcher en groupe dans les rues.

En cas d'embarras, les cyclistes sont tenus de mettre pied à terre et de conduire leur machine à la main.

ART. 60. — *Eclairage.* — Dès la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, tout cycle doit être pourvu, à l'avant, d'une lanterne allumée.

ART. 61. — *Signaux avertisseurs.* — Tout cycle doit être muni d'un appareil avertisseur constitué par un timbre dont le son puisse être entendu à vingt cinq mètres (25^{m}) au moins et qui est actionné aussi souvent qu'il sera besoin.

L'usage du timbre est interdit à toute autre catégorie de véhicules, à l'exception des tramways marchant sur voie ferrée, pour lesquels l'emploi du timbre peut être prescrit par l'autorité compétente.

ART. 62. — *Plaques.* — Tout cycle doit porter une plaque indiquant le nom et le domicile du propriétaire, ainsi qu'un numéro d'ordre si le propriétaire est loueur de cycles.

ART. 63. — *Réglementation de la circulation des cycles.* — La circulation des cycles est interdite sur les trottoirs et contre-allées affectées aux piétons.

Cette interdiction ne s'étend pas aux machines conduites à la main.

Toutefois, en dehors des villes et agglomérations, la circulation des cycles peut s'exercer sur les trottoirs et contre allées affectés aux piétons, le long des routes et chemins pavés en état de réfection. Dans ces cas, les cyclistes sont tenus de prendre une allure modérée à la rencontre des piétons et de réduire leur vitesse au droit des habitations.

Décret Beylical du 30 décembre 1914 (12 sfar 1333), *modifiant des règles de perception de la taxe personnelle (ada-el-istitan), et réduisant de 2 fr. 50 à 2 fr. la cotisation temporaire indigène.*

Article Premier. — La taxe annuelle et personnelle (ada-el-istitan), de 10 francs, institué par le décret du 29 décembre 1913, est due pour l'année entière par toute personne visée audit décret, même si elle n'est pas domiciliée en Tunisie, pourvu qu'elle y réside pendant quatre vingt dix jours consécutifs.

Art. 2. — Les redevables incapables de se libérer en une seule fois peuvent être autorisés à payer leur cote par fractions indivisibles de 2 francs ou d'un multiple de 2 francs chacune espacées suivant leurs moyens pécuniaires.

Art. 3. — Les quittances destinées aux contribuables tunisiens continuent à être imprimées d'avance sur papier de couleur. Elles sont munies de quatre coupons de 2 francs chacun numérotés de 1 à 4, portant la désignation de la circonscription et le numéro du rôle, que le collecteur doit obligatoirement détacher et remettre au contribuable autorisé à se libérer par acomptes. Le paiement du dernier acompte de 2 francs est constaté par la remise au contribuable du corps principal de la quittance.

Les redevables non tunisiens et ceux qui, parmi les tunisiens demandent, pour une cause quelconque, à acquitter leur taxe en totalité ou par acompte avant leur inscription au rôle ou en dehors de leur circonscription, reçoivent du percepteur, pour le montant de leur paiement, une quittance manuscrite et non timbrée extraite d'un registre à souche de papier blanc.

Art. 4. — La cotisation temporaire indigène, instituée par l'article 6 du décret du 29 décembre 1913, est réduite, à partir de 1915, à 2 francs, bénéficiant, savoir : aux sociétés indigènes de prévoyance pour 0 fr. 55, aux œuvres d'assistance pour 0 fr. 55 et aux remises des collecteurs indigènes pour 0 fr. 90

ART. 5. — Seront admises en non-valeur par notre Directeur général des Finances soit d'office, soit sur l'initiative des intéressés, les cotes 1915 de la taxe personnelle ou de la cotisation temporaire indigène constatées à la charge de personnes présentes sous les drapeaux au 1er janvier 1915.

Pour celles de ces personnes qui sont titulaires d'une médaille commémorative du Maroc, l'allocation de 15 fr. attribuée par notre décret du 29 décembre 1913 aux titulaires de cette médaille, réunissant les conditions requises pour y avoir droit en 1915, sera diminuée de la somme de 10 ou de 12 francs dont l'admission en non-valeur aura été ainsi prononcée.

L'ordonnancement de l'allocation ou du solde restant dû sera à partir de 1915, subordonné à la demande de l'intéressé et à la justification qu'il continue à réunir ou réunit les conditions requises pour y avoir droit.

ART. 6. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret beylical du 28 janvier 1915 (12 rabia-el-aoual 1333) *prorogeant les échéances commerciales.*

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés par les articles 1, 2, 3 et 4 du décret français du 29 août 1914 et prorogés par les articles premiers des décrets français des 27 septembre et 27 octobre et par notre décret du 30 décembre 1914 sont prorogés, sous les mêmes conditions et réserves, pour une nouvelle période de trente jours francs.

Le bénéfice n'en est accordé aux valeurs négociables qu'à la condition qu'elles aient été souscrites avant le 4 août et qu'elles viennent à échéance avant le 1er mars 1915.

ART. 2. — Sont maintenues toutes les dispositions de nos décrets des 29 août, 27 septembre, 29 octobre et 30 décembre 1914 qui ne sont pas contraires au présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIM).

Audience du 10 juillet 1913. — Présidence de M. BARD, *président*

Etranger. Naissance en France. Minorité. Arrêté d'expulsion. Domicile en France (absence de). Français. Etranger. Naissance en France. Minorité. Arrêté d'expulsion: Participation aux opérations de recrutement. Incorporation

L'individu né en France ou en Algérie de parents étrangers, qui a été expulsé pendant sa minorité, ne saurait au moment de sa majorité, avoir en France ni domicile ni résidence, au sens légal du mot, puisque sa seule présence sur le territoire de la République est un délit, en vertu de l'article 8, § 4 du code civil ; mais cet individu a acquis la qualité de Français s'il a été porté en France sur les listes de recrutement et incorporé dans l'armée française (code civil 9 § 11).

Il doit alors être relaxé des poursuites intentées contre lui pour avoir contrevenu à l'arrêté d'expulsion.

TORTORA

La Cour ; — Vu la requête du Procureur de la République de Tunis ; — Statuant sur le pourvoi dudit procureur de la République de Tunis contre un jugement rendu le 17 décembre 1912, par le Tribunal correctionnel de Tunis, statuant comme juridiction d'appel, lequel a infirmé un jugement du tribunal de paix de Bizerte, en date du 24 avril 1912, qui avait condamné Tortora (Antoine) à trois mois de prison, pour infraction à un arrêté d'expulsion ;

Sur le moyen unique, pris de la violation des articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849 ; — Vu lesdits articles, ensemble les articles 8 et 9 du code civil ; — Attendu que l'article 8, § 4 du code civil dispose que « tout individu, né en France d'un étranger, et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, est français, à moins, que dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de Français » ; qu'il résulte de cette disposition que c'est le

domicile établi en France au moment de la majorité qui fait acquérir la qualité de Français ; que, sans l'accomplissement de cette condition, la nationalité de cet individu est déterminée par sa filiation, et que, dès lors, il est et reste étranger ; — Attendu que l'article de la loi du 3 décembre 1849 confère au Ministre de l'Intérieur et aux préfets, dans certains cas, le pouvoir d'enjoindre à tout étranger, voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français ; que ce droit, qui est attribué au gouvernement, dans un intérêt de haute police, est général et absolu, et qu'il s'étend à tous les étrangers quels qu'ils soient ; — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que Tortora est né en Algérie, le 13 juin 1883, de parents étrangers ; qu'il a été régulièrement expulsé de France le 18 novembre 1905, alors qu'il était mineur ; qu'il suit de là qu'il ne pouvait, au moment de sa majorité, avoir en France, ni domicile, ni résidence, au sens légal du mot puisque sa seule présence sur le territoire de la République constituait un délit ; que, dans ces conditions, les juges d'appel ont, à tort, refusé de faire au prévenu l'application de l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849, par ce motif que Tortora aurait acquis la qualité de français, en vertu de l'article 8 § 4 du code civil ; — Mais attendu, d'autre part, qu'il appert des constatations du jugement du juge de paix de Bizerte, et qu'il n'a jamais été contesté par le Ministère public, que Tortora a été porté sur les listes de recrutement et incorporé au 3e régiment de zouaves à Batna ; que, par suite, il a acquis la qualité de Français, non en vertu de l'article 8, mais en vertu de l'article 9 du code civil ; que ces circonstances de fait, ayant été invoquées devant les juges du fond, ne sont pas produites pour la première fois devant la Cour de cassation, qui peut, dès lors, en faire état ; — D'où il suit que, dans tous les cas, le relaxe de Tortora est justifié ; Et attendu que le jugement est régulier en la forme ; — Rejette,

MM. Geffroy, rap. ; Rambaub, av. gén. ; Me Talamon, avocat.

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

Audience du 3 juin 1914. — Présidence de M. Paul Dumas, *président*

Aux termes de l'article 2 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, les dispositions du code civil français qui ne sont contraires ni à la présente loi ni au statut personnel ou aux règles de succession des titulaires de droits réels immobiliers, s'appliquent en Tunisie, aux immeubles immatriculés et aux droits réels sur ces immeubles.

Si le bail ne crée aucun droit réel au profit du preneur, il n'en affecte pas moins la jouissance de l'immeuble et par suite, ne peut être gouverné, comme l'immeuble lui-même, que par la loi française.

Au cas d'une stipulation expresse dérogeant à l'article 1769 du code civil, le preneur a été chargé des cas fortuits (art. 1772 c. c.) ; il est irrecevable en son action en diminution de loyer pour cause de sécheresse.

Hassen el Abassi c/ Administration des Habous et aut.

Le Tribunal ; — Attendu que conformément au jugement de défaut-profit joint de cette chambre en date du 16 octobre 1912, les parties défaillantes régulièrement réassignées ont constitué défenseur ; qu'ainsi la cause est liée contradictoirement ; Au fond ; — Attendu qu'Hassen el Abassi locataire d'un immeuble rural immatriculé (titre foncier n° 12537) appartenant à la fondation habous privée de Sidi Mahfoud el louati a assigné l'administration des habous et les administrateurs de la fondation pour faire décider qu'il sera déchargé du prix de sa location pour l'année 1911-1912, toute sa récolte ayant été perdue par suite de la sécheresse ; — Mais attendu que cette demande n'est pas justifiée ; — Attendu que le bail intervenu entre Hassen el Abassi et les défendeurs est régi par la loi française ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 2 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, les dispositions du code civil français qui ne sont contraires ni à la présente loi ni au statut personnel ou aux règles de succession des titulai-

res de droits réels immobiliers, s'appliquent en Tunisie *aux immeubles immatriculés* et aux droits réels sur ces immeubles ; — Attendu que s'il est vrai que le bail ne crée aucun droit réel au profit du preneur, il n'en affecte pas moins la jouissance de l'immeuble et par suite ne peut-être gouverné, comme l'immeuble lui-même, que par la loi française ; — Attendu au surplus que, abstraction faite de cette considération tirée du texte précité, il est certain, en fait, qu'en traitant de la location d'un immeuble immatriculé et par suite soustrait à l'application de la loi musulmane, les parties dont l'une, le preneur, est d'ailleurs justiciable des juridictions françaises, ont entendu se placer sous l'empire du droit français ; — Attendu, cela étant, qu'aux termes de l'article 1772 du code civil, le preneur peut être, par une stipulation expresse dérogeant à l'article 1769 du même code, chargé des cas fortuits ; — Or attendu que l'article 4 des conditions générales pour la location des immeubles ruraux habous, conditions qui font partie intégrante du bail notarié intervenu entre les parties le 23 août 1909, prévoit que le preneur ne pourra réclamer aucune diminution de loyer pour cause de grèle, sécheresse, ravage de guerre et autres cas fortuits et imprévus ; — Attendu que la demande d'Hassen el Abassi apparaît dans ces conditions, comme dénuée de tout fondement ;

Par ces motifs ; — Déboute Hassen el Abassi de toutes ses demandes, fins et conclusions ; le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Cardoso et Gueydan, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

Audience du 3 juin 1914. — Présidence de M. Paul Dumas, *président.*

Habous. Immeuble immatriculé au nom de la fondation. Dévolutaires. Demande d'inscription sur le titre foncier. Nature du litige. Article 20 loi foncière. Application. Tribunaux français. Compétence. Chose jugée par le tribunal mixte. Non atteinte. Fondation habous restant seule propriétaire.

La demande formée par des dévolutaires d'un bien habous immatriculé au nom de la fondation habous, demande tendant à la mention de leurs droits sur le titre foncier, ne constitue pas un litige portant sur la dévolution d'un habous réservé à la juridiction indigène aux termes de l'article 2 du décret beylical du 31 juillet 1884, mais une action concernant la jouissance d'un immeuble immatriculé qui, d'après l'article 20 de la loi foncière du 1er juillet 1885 ressort exclusivement et d'une manière definitive à la juridiction des tribunaux français.

Elle ne saurait porter atteinte à la chose jugée par le tribunal mixte, la fondation habous restant toujours inscrite sur le titre foncier comme seule propriétaire.

AHMED BEN FERHAT BEN AMOR et autres
c/ MOHAMMED BEN ESSEGHAÏR BEN MAHMOUD et autres

Le Tribunal ; — Attendu que Ahmed ben Ferhat ben Amor Mahmoud ben Ali el Abidi et son frère Mohamed ont assigné Mohammed ben Esseghaïar ben Mahmoud ben Ali et consorts pour se faire reconnaitre, au même titre que ces derniers, dévolutaires du habous constitué par Mahmoud ben Ali el Abidi el Djelassi et ayant pour objet un immeuble dont les défendeurs ont obtenu l'immatriculation au nom de la fondation habous (titre foncier nº 13276) ; qu'ils demandent en conséquence que mention de leurs droits soit faite sur le titre de l'immeuble, qu'un mokaddem soit désigné pour le gérer et administrer, le tout avec exécution provisoire, et que les défendeurs soient condamnés à leur payer la somme de 50.000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que ces derniers résistent à la demande et qu'ils lui ont successivement opposé : 1º par leurs conclusions en date du 22 décembre 1913, une fin de non recevoir tirée de la chose jugée ; 2º subsidiairement par leurs conclusions en date du 23 mai 1914, une exception d'incompétence ;

Sur la compétence ; — Attendu que Mohamed ben Esseghaïar ben Mahmoud et consorts font valoir que le litige porte sur la dévolution d'un habous, et que le habous fai-

sant partie du statut successoral des musulmans, le litige doit être réservé à la juridiction indigène aux termes de l'article 2 du décret beylical du 31 juillet 1884 ; — Mais attendu qu'il s'agit avant tout au procès d'une action concernant la jouissance d'un immeuble immatriculé ; — Attendu qu'aux termes de l'article 20 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, « les immeubles immatriculés « ressortissent exclusivement et d'une manière définitive à « la juridiction des tribunaux français » ; — Que le décret présidentiel du 17 juillet 1888 n'a fait que confirmer cette dévolution de compétence ; — Attendu à la vérité, que le litige ainsi défini, implique nécessairement le jugement préalable de la question de savoir si les demandeurs font partie de la descendance du fondateur et ont droit au habous en vertu de l'acte constitutif ; — Mais attendu que cette question a le caractère d'une exception à l'action principale ; que le juge de l'action étant juge de l'exception, la juridiction française doit rester saisie ; — Attendu que l'article 354 de la loi foncière invoquée par les défendeurs vise une situation sans aucune analogue avec l'espèce actuelle ; qu'en effet dans le cas prévu par ce texte, il s'agit pour le conservateur de la propriété foncière requis de faire une inscription, de s'assurer d'office si les parties intéressées ont la capacité nécessaire pour contracter ; qu'en pareil cas il n'y a pas d'action judiciaire engagée et que, par suite, le principe rappelé plus haut que le juge de l'action est juge de l'exception est nécessairement sans application ; — Attendu en conséquence qu'il y a lieu pour le tribunal de céans de se déclarer compétent ; qu'il échet d'ailleurs d'aborder le fond, les défendeurs ayant conclu au fond en opposant à la demande la chose jugée ;

Sur la chose jugée ; — Attendu que les défendeurs soutiennent que par le fait de l'immatriculation il y a chose jugée et que le tribunal civil ne saurait, sans violer le principe posé par l'article 19 de la loi foncière et par l'article 2 du décret présidentiel du 17 juillet 1888, apporter aucune modification au titre foncier tel qu'il a été établi en suite de la décision du tribunal mixte ; — Mais attendu que l'imma-

triculation a été ordonnée par le tribunal mixte, non pas au nom de tels ou tels dévolutaires de la fondation habous, mais au nom de cette fondation elle-même prise comme personne morale ; que par suite, en admettant que le jugement à intervenir décide que les demandeurs ont, en qualité de dévolutaires, droit aux revenus de l'immeuble habous, cette décision ne porterait aucune atteinte à la chose jugée par le tribunal mixte, la fondation habous restant toujours inscrite sur le titre foncier comme seule propriétaire ; — Attendu, à la vérité, que le titre n° 13276 après avoir indiqué que suivant décision en date du 9 octobre 1907, le tribunal mixte a ordonné l'immatriculation du enchir « Ed Dorbania » au nom de la fondation habous de Mahmoud ben Ali el Abidi el Makloufi Er-Rouini, en qualité de propriété à titre habous, rappelle les termes de l'acte constitutif du habous dressé en 1711 ; — Mais attendu que cette reproduction est l'œuvre purement officieuse du conservateur de la propriété foncière et non du tribunal mixte qui ne l'a pas ordonnée ; qu'elle ne participe donc pas de l'autorité de la chose jugée pas plus que du caractère incommutable du titre foncier ; que la fondation habous ci-dessus nommée étant déclarée seule propriétaire, rien ne saurait s'opposer à ce que la qualité d'ayant-droit aux revenus de cette fondation soit reconnue à tout intéressé ; que l'immatriculation ordonnée dans ces termes, loin d'avoir eu pour effet de purger les droits de certains dévolutaires, n'a pu que les conserver virtuellement en conservant ceux de la fondation desquels ils dérivent ; — Attendu en conséquence que le moyen tiré de la chose jugée doit être rejeté ; — Sur le mérite des prétentions des demandeurs ; — Attendu que le tribunal ne trouve pas dans les pièces produites par les parties les éléments de conviction nécessaires ; qu'il y a lieu de recourir à l'examen des titres ; qu'ainsi une mesure d'expertise s'impose ;

Par ces motifs ; — Se déclare compétent ; — Rejette le moyen tiré par les défendeurs de la chose jugée ; — Et avant dire droit, nomme, faute par les parties de s'entendre dans les 3 jours de la signification du présent jugement sur

le choix d'un ou trois autres experts, M. Khairallah, interprète du tribunal mixte, expert, lequel serment préalablement prêté devant M. le président de cette chambre ou son dévolutaire, aura pour mission de rechercher, par l'examen des titres respectivement produits par les parties et à l'aide de tous renseignements utiles si les demandeurs sont, ainsi qu'ils le prétendent, descendants de Mahmoud ben Ali el Abidi el Djelassi el Makhloufi Er-Rouini qui a constitué habous le fonds objet du titre foncier n° 13276 et s'ils ont, aux termes de l'acte constitutif du habous, la qualité de dévolutaires de cette fondation ; dit que pour accomplir sa mission, l'expert pourra recourir à toutes mesures d'information utiles, même à l'audition de témoins, pourvu, sur ce dernier point, que ce ne soit qu'à titre de renseignements; conciliera les parties si faire se peut, sinon dressera et déposera rapport de ses opérations au greffe de ce tribunal pour être statué ce que de droit.

(Min. publ. M. Massé subst ; — Mes Vignale et Bodoy, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

Audience du 8 juillet 1914. — Présidence de M. Loth, *vice-président.*

Responsabilité civile. Chûte d'un balcon sur la voie publique. Propriétaire. Article 1386 C. c. Victime de l'accident ou ayants droit. Preuve à la charge du demandeur. Vice de construction ou défaut d'entretien. Présomption de faute du propriétaire. Locataire. Responsabilité. Preuve de la faute.

Au cas de chûte sur la voie publique d'un balcon ayant occasionné la mort d'un tiers. le propriétaire de l'immeuble est responsable des suites de cet accident s'il est la conséquence du défaut d'entretien ou d'un vice de sa construction. Dans ce cas prévu par l'article 1386 du code civil il suffit à la victime ou à ses ayants droit de prouver que l'accident est dû à l'une des deux causes précitées pour qu'il y ait présomption de faute du propriétaire de l'édifice.

Quant au locataire, il n'existe pas, comme pour le propriétaire, une présomption de faute; pour qu'il puisse être déclaré responsable de tout ou partie du dommage causé, il faudrait démontrer qu'il a commis une faute ; c'est à tort que le propriétaire soutiendrait qu'il y a abus de jouissance de la part de son locataire par le fait que ce dernier aurait admis un trop grand nombre de personnes sur son balcon, le locataire étant fondé à croire que le balcon a la résistance voulue pour cet usage.

HÉRITIERS BARSOTTI C/ MAAREK ET BOUBLIL

Le Tribunal ; — Attendu que le 24 février 1914, dans l'après-midi, M. Ulysse Barsotti se trouvait à la porte de son magasin sis au n° 27 de l'Avenue Jules-Ferry à l'angle de cette avenue et de la rue Besançon, quand un balcon, du 1er étage du même immeuble s'étant effondré brusquement, il reçut sur la tête la plaque de marbre formant le plancher dudit balcon ; que transporté aussitôt à l'hôpital, il y mourut le lendemain matin par suite des graves blessures à lui faites ; — Attendu que la veuve de la victime, la dame Elvio Baggini, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de ses quatre filles mineures Livia, Nella, Lina et Ralina, sur lesquelles elle exerce la puissance paternelle, a, suivant exploit de Me Sureau, huissier à Tunis, en date du 28 mars 1914, assigné à la fois et le locataire du premier étage M. Félix Maarek et le propriétaire de l'immeuble, M. Joseph Boublil, pour s'entendre condamner conjointement et solidairement à payer à la demanderesse ès-qualités la somme de 40.000 francs à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé ; que, dans le dernier état de la procédure, Madame veuve Barsotti a élevé à la somme de 60.000 francs le montant de l'indemnité qu'elle réclame ; — Attendu qu'antérieurement à l'assignation précitée, sur une citation donnée à M. Joseph Boublil par M. Félix Maarek, M. le Président du tribunal civil de Tunis avait, par une ordonnance de référé en date du 26 février 1914, nommé experts en la cause, MM. Guesnier, Giroud et Reymond, en leur donnant

pour mission de : 1° constater l'état du balcon de l'appartement de Maarek ; 2° déterminer les causes de l'accident et 3° faire connaître le ou les auteurs responsables du dit accidents ; — Attendu que les trois experts ont déposé leur rapport au greffe à la date du 13 mai 1914 ; — Attendu en premier lieu qu'ils ont procédé à de minitieuses constatations ; qu'ils se sont transportés à plusieurs reprises sur les lieux de l'accident ; que de plus ils sont venus au greffe correctionnel et ont examiné la plaque de marbre détachée du balcon, laquelle avait été saisie par M. le Juge d'instruction ; — Attendu que leurs constatations peuvent se résumer ainsi qu'il suit : le balcon se composait d'une plaque de marbre gris de 58 millimètres d'épaisseur et de 95 centimètres de largeur, reposant sur deux consoles laissant entre elles un intervalle de 2^m42. — Cette dalle de marbre n'était pas encastrée dans le mur, mais s'appuyait simplemnt sur une petite saillie de 5 à 6 centimètres, formée par une moulure en mortier de ciment. A la suite d'un fléchissement assez important dans le sens longitudinal et léger dans le sens transversal, elle formait une sorte de cuvette en son milieu. Quelques fissures apparaissaient dans l'épaisseur de la dalle. Enfin le marbre, décomposé en parties, n'avait plus qu'une consistance très faible ; en certains points, on pouvait l'effriter avec la lame d'un couteau ; — Attendu que les experts ont fait remarquer que ce fléchissement de la plaque de marbre était parfaitement visible de l'Avenue Jules-Ferry ; que d'ailleurs, au moment où ils ont procédé à leurs travaux, un fléchissement semblable pouvait être constaté dans une autre plaque de marbre formant un des balcons du même appartement, du côté de la rue de Besançon ; — Attendu que les recherches auxquelles ils se sont livrés ont démontré que le propriétaire Boublil n'avait pu ignorer cette situation ; — Attendu que M. Sansone, architecte, a déclaré aux experts qu'il y a environ trois ans, il s'était aperçu un jour de fête que le balcon dont la chute a causé la mort de Barsotti, menaçait déjà de s'effondrer ; qu'il en avait aussitôt avisé un agent de police, qui l'avait fait évacuer ; — Attendu que malgré les dénégations du

sieur Bellaïche qui occupait à cette époque l'appartement loué actuellement à M. Maarek, il est probable que ce fait avait été porté à la connaissance de M. Boublil ; — Attendu en tous cas, qu'il est certain qu'à la date du 30 octobre 1912, à la suite d'un rapport du garde de voirie Roger, le service municipal a adressé à Boublil un avertissement ainsi libellé: « Il a été constaté que, contrairement aux règlements, le marbre du balcon de votre immeuble situé Avenue Jules-Ferry, n° 27, menace de tomber sur la voie publique. L'Inspecteur de la voirie soussigné vous prie de faire disparaître cette contravention dans un délai de deux jours, passé lequel il serait dans l'obligation de verbaliser contre vous » ; — Attendu en second lieu que, se basant sur les constatations ci-dessus exposées. les experts ont pu déterminer facilement les causes de l'accident ; — Attendu que la dalle de marbre n'ayant aucun appui sur l'espace de $2^{m}42$ compris entre les consoles, devait à l'usage s'incurver vers le sol ; qu'en outre, exposée pendant plus de vingt années aux intempéries elle s'est désagrégée au point de devenir friable ; — Attendu que les experts concluent avec raison que par suite de ce fléchissement et de la désagrégation de ses parties les moins dures, la plaque de marbre n'avait plus le 24 février dernier, une résistance suffisante pour supporter le poids des personnes qui ont pris place sur le balcon à cette date ; — Attendu en troisième lieu, que les experts estiment dans ces conditions que le propriétaire de l'immeuble, M. Joseph Boublil, devra être déclaré seul responsable de l'accident, parceque voyant que son balcon avait fléchi, il aurait dû comprendre qu'il ne pouvait toujours durer et faire les travaux nécessaires pour le consolider ; — Attendu qu'invoquant les conclusions du rapport d'expertise M. Félix Maarek demande sa mise hors de cause pure et simple ; — Attendu que M. Joseph Boublil soutient, au contraire, que rien dans les constatations faites par les hommes de l'art ne permet de lui attribuer la responsabilité de l'accident ; que, malgré son fléchissement, la plaque de marbre avait une résistance suffisante pour un usage normal ; qu'elle s'est rompue, parce que le 24 février,

jour de mardi gras, M. Félix Maarek a surchargé le balcon; que dans ces conditions, M. Maarek, qui a commis un véritable abus de jouissance doit être déclaré seul responsable de l'accident ;

Attendu qu'il convient d'examiner tant en droit qu'en fait les prétentions des parties relativement à leur responsabilité et d'évaluer ensuite le préjudice subi par la famille de la victime ; I. *Sur la responsabilité du propriétaire, M. Joseph Boublil ;* -- Attendu que d'après les dispositions de l'article 1386 C. C. le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction ; — Attendu qu'en l'espèce on ne saurait nier qu'il y a eu à la fois vice de construction et défaut d'entretien ; — Attendu que le vice de construction consiste dans ce fait que le plancher du balcon était formé d'une seule plaque de marbre ayant pour tout point d'appui deux consoles distantes l'une de l'autre de $2^{m}42$; qu'un balcon ainsi construit a reçu une résistance insuffisante pour l'usage auquel il est destiné ; — Attendu que le défaut d'entretien a été démontré par les experts ; qu'il est certain que le balcon existait depuis plus de vingt ans et que le fléchissement de la plaque de marbre avait été constaté il y a plusieurs années déjà ; que Boublil aurait dû, dès que le fléchissement du marbre a été apparent, faire les travaux de consolidation nécessaires ; — Attendu que, dans le cas de l'article 1386 du code civil il suffit à la victime ou à ses ayants droits de prouver que l'accident est dû à l'une des deux causes précitées, pour qu'il y ait présomption de faute du propriétaire de l'édifice ; — Attendu en ce qui concerne le présent accident, que Boublil est d'autant moins fondé à soutenir qu'il n'a commis aucune faute, qu'il avait été prévenu par le service municipal que le balcon menaçait de tomber sur la voie publique ; — Attendu d'ailleurs que Boublil a si bien compris les fautes qu'il avait commises, qu'ayant à reconstruire son balcon, il s'est bien gardé d'y placer un plancher formé d'une seule plaque de marbre, et qu'il a ajouté trois supports aux deux consoles

existant déjà ; — Attendu que pour toutes ces raisons la responsabilité de Boublil n'est pas douteuse ;

II. *Sur la responsabilité du locataire, Félix Maarek ;* — Attendu que pour le locataire il n'existe pas, comme pour le propriétaire, une présomption de faute ; que pour déclarer Maarek responsable de tout ou partie du dommage causé, il faudrait démontrer qu'il a commis une faute ; — Attendu que la dame Barsotti ès-qualités ayant reproché à Maarek d'avoir surchargé le balcon, Boublil soutient que c'est, en effet, cette surcharge du balcon qui a été la véritable et l'unique cause de l'accident et que Maarek doit en conséquence, être déclaré seul responsable ; — Attendu tout d'abord que les experts n'ont pu déterminer exactement le nombre des personnes qui étaient sur le balcon au moment où l'accident s'est produit ; qu'il s'y trouvait beaucoup de monde comme sur la plupart des autres balcons de l'Avenue Jules-Ferry mais qu'il contenait surtout des femmes et des enfants ; — Mais attendu que les experts soutiennent avec raison que « les balcons peuvent être utilisés par autant de personnes qu'ils peuvent en contenir ; que le locataire est fondé à croire que le balcon a la résistance voulue pour cet usage » ; — Attendu qu'il y aurait abus de jouissance du locataire, si le locataire plaçait sur le balcon des charges exagérées, telles que des marchandises, des lingots de plomb, parce que le balcon n'est pas destiné à cet usage ; — Attendu que Maarek était d'autant plus fondé à croire que le balcon avait la résistance voulue pour l'usage auquel il était destiné, que le propriétaire Boublil, à qui il avait fait remarquer un jour le fléchissement de la plaque de marbre, lui avait déclaré qu'il n'y avait rien à craindre ; qu'il ne pouvait douter de la valeur de cette déclaration, sachant que Boublil était marbrier de profession ; — Attendu que pour toutes ces raisons il y a lieu d'adopter l'avis des experts en ce qui concerne Maarek et de mettre celui-ci purement et simplement, hors de cause ;

III. *Sur le préjudice causé à la famille de la victime ;* — Attendu que le sieur Ulysse Barsotti exerçait le métier de menuisier ; que son gain annuel ne dépassait pas 3.000 frs;

— Attendu qu'il a laissé une veuve et quatre filles ; qu'une seule de ses filles, l'aînée âgée de 18 ans, est en état de gagner elle-même son existence ; — Attendu qu'il y a lieu de tenir compte de cette situation de famille et de décider que Boublil devra verser à Mme Barsotti ès-qualités un capital déterminé et lui payer une rente pour celles de ses filles qui ne sont pas encore en âge de subvenir elles-mêmes à leurs besoins ; — Attendu que les éléments de la cause permettent au tribunal de fixer à 12.000 frs. le capital qu'il devra verser à la demanderesse et à 300 francs la rente annuelle qu'il devra lui payer pour chacune de ses filles jusqu'au jour où celles-ci auront atteint l'âge de 18 ans ;

Par ces motifs ; — Sans avoir égard à tous autres moyens, fins et conclusions qu'il rejette ; — Met hors de cause Maarek ; — Déclare Boublil seul responsable de l'accident qui a causé la mort de Barsotti ; — Condamne en conséquence Boublil 1° à payer à la demanderesse ès-qualités une somme de 12.000 francs à titre de dommages-intérêts ; 2° à lui servir pour chacune de ses filles, une rente annuelle de 300 frans à partir du jour de l'accident ; — Dit toutefois que cette rente, payable d'avance le 24 février de chaque année, prendra fin pour chaque enfant, à l'expiration de l'année dans laquelle elle aura atteint l'âge de 18 ans ; — Condamne Boublil en tous les dépens ; — Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, mais seulement en ce qui concerne les rentes exigibles le 24 février dernier, étant donné leur caractère alimentaire ; — Déboute les parties du surplus de leurs conclusions.

(Min. publ. M. Colin, subst. — Mes Mossé, Coulon et N. Bodoy, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (4e CH.)

Audience du 10 décembre 1914. — Présidence de M. Berger, *vice-président*

Guerre. Commerçant. Taxe des denrées. Régularité. Conséquences. Obligation de vendre au prix de la taxe. Marchandises en magasin. Refus. Contravention à l'arrêté.

Législation pénale nouvelle. Atténuation de peine. Délit antérieur. Bénéfice au prévenu.

I. — La taxe légalement faite et publiée de quelque objet que ce soit dans les périodes de crise et les circonstances calamiteuses, est restrictive du principe de la liberté du commerce et de la liberté de l'offre et de la demande.

Après la taxe, le commerçant n'est plus libre : 1° de vendre au dessus du prix fixé ; 2° de refuser les marchandises qu'il a en magasin, au consommateur qui lui en offre le prix de la taxe, et qui ne lui en demande que la quantité nécessaire à ses besoins urgents.

Et par suite contreviendrait à la taxe le commerçant qui refuserait de vendre au prix de la taxe à d'autres consommateurs que ses clients, ou qui exigerait des acheteurs, auxquels il ne reconnaitrait pas la qualité de clients, l'achat d'une certaine quantité d'autres marchandises non taxées, pour obtenir de lui la livraison des marchandises taxées.

Ces règles ont été établies par une jurisprudence constante dans l'application de l'article 479 § 6 du code pénal relatif à la taxe sur les boulangers et les bouchers.

II. — Toute nouvelle législation pénale qui atténue les peines d'un délit antérieur à sa promulgation, bénificie au prévenu.

MINISTÈRE PUBLIC C/ SLIMAN BEN AMARA BEN YAHMED

Le Tribunal ; — Attendu que Sliman ben Amara ben Yahmed est poursuivi pour avoir le 25 octobre 1914 à Tunis contrevenu à l'arrêté municipal du 23 octobre 1914 fixant le prix du sucre.

En droit ; — Attendu que l'établissement d'une taxe sur les denrées alimentaires a pour but dans les périodes de crise et les circonstances calamiteuses, de mettre le consommateur à l'abri des spéculations des accapareurs et de la cupidité des commerçants peu scrupuleux ; que la taxe entraine deux conséquences savoir, 1° l'obligation pour l'acheteur de donner le prix déterminé et 2° pour le marchand, l'obligation de livrer sa marchandise à ce prix ainsi fixé ; — Attendu pour que cette double obligation entre en

jeu qu'il suffit, d'une part, que l'acheteur demande une quantité de la marchandise taxée, en rapport avec ses besoins urgents et nécessaires pour sa consommation et, d'autre part, que le commerçant ait cette marchandise dans son magasin ; — Attendu encore que, pour le marchand, le refus de vendre à la taxe équivaut à la vente au dessus de la taxe ; qu'en effet le refus d'accepter le prix de la taxe aurait fatalement pour résultat nécessaire de forcer le consommateur à élever ses offres jusqu'à ce qu'il ait triomphé de la cupidité, de la résistance du vendeur, ce qui le mettrait à la merci de celui-ci et serait contraire au but de la taxe ; — Attendu qu'il en serait de même du refus par le marchand, de livrer la marchandise taxée, à d'autres personnes que ses clients attitrés ou à celles auxquelles il reconnaitrait cette qualité, moyennant l'achat d'autres marchandises pour une somme déterminée qui, dans son esprit, lui permettrait de se couvrir de la perte ou du manque à gagner sur la marchandise taxée ; — Attendu,en effet, que cette manœuvre, cette vente sous certaines conditions, aurait également pour conséquence de permettre au commerçant d'éluder la taxe ou de faire perdre aux consommateurs et à leurs besoins immédiats, la satisfaction et les avantages qu'elle a eu pour but de leur assurer ; — Attendu que ces principes ont été constamment appliqués par la jurisprudence aux infractions prévues à l'article 479 § 6 pour les boulangers et les bouchers ;

En fait ; — Attendu que d'une part un arrêté légalement pris et régulièrement publié, le 23 octobre 1914 a fixé à Tunis le prix du sucre à 0 fr. 80 le kilo au détail ; — Attendu d'autre part, qu'il est établi que le 25 octobre 1914 à Tunis, la dame Frezina Nicoletta, née Desu, s'est présentée à l'épicerie du djerbien Sliman ben Amara ben Yahmed qui a refusé de lui en vendre un kilo au prix de la taxe qu'elle lui offrait ; — Attendu qu'aux débats le prévenu a répondu que c'était exact, mais a soutenu qu'il n'avait du sucre que pour ses clients et ne pouvait le vendre avec perte à 0 fr. 80 le kilo quand il lui coutait 1 franc le kilo, à toute personne se présentant dans son magasin ; — Attendu que même en

admettant cette version comme sincère, il y aurait lieu de dire qu'il a contrevenu à l'arrêté ; qu'en effet, tant qu'il a du sucre non vendu dans son magasin, il est tenu d'en vendre au prix de la taxe à toute personne lui offrant ce prix et lui demandant cette marchandise pour ses besoins urgents d'alimentation ; -- Attendu qu'il y a lieu de lui faire application des articles 1 de l'arrêté du 23 octobre 1914, 1 et 7 du décret du 20 août 1914 ; — Attendu qu'il y a lieu aussi de le faire bénéficier de l'article 1 du décret du 31 octobre 1914, bien qu'il soit postérieur à l'infraction, du moment où il atténue la pénalité fixée par la réglementation antérieure et permet l'application de l'article 463 du code pénal; — Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par les articles 1 de l'arrêté du 23 octobre 1914, 1 et 7 du décret du 20 août 1914, article 1 du décret du 31 octobre 1914 ; — Mais attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes en faveur du prévenu et qu'il y a lieu de le faire bénéficier des dispositions de l'article 463 du codepénal; —Vu le dit article, ensemble les articles 55, 52 du code pénal, 194 du code d'instruction criminelle, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, dont M. le Président a donné lecture à l'audience ;

Par ces motifs ; — Déclare le prévenu coupable du délit ci-dessus spécifié ; — Admet en sa faveur le bénéfice des circonstances atténuantes, et par application des dispositions des articles précités, le condamne à la peine de 16 francs d'amende ; — Le condamne de plus par corps envers l'Etat aux frais du procès.

(Min. publ. M. de CHELLE, subst. Me IS. CATTAN, av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 13 février 1913. — Présidence de M. BONNEFOND, *président*

Bail à complant. Résiliation. Créancier du métharsiste. Tierce-opposition. Article 1167 C. C. civ. Recevabilité.

Les créanciers sont en général légalement représentés par leurs débiteurs dans les instances soutenues par ces dernier ; mais il en est autrement lorsque le créancier, au lieu d'invoquer à son profit l'article 1166 du code civil, invoque l'article 1167 qui lui permet d'attaquer en son propre nom certains actes de son débiteur : c'est ainsi que dans un contrat de bail à complant, le créancier du mégharsiste est fondé à faire tierce-opposition au jugement qui, à la demande du locateur, a déclaré résilié le contrat de mégharsa.

CHIMIER C/ SOCIÉTÉ SFAXIENNE DU JUJUBIER

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 14 septembre 1910, Emile Chimier a fait tierce-opposition à un jugement rendu le 14 janvier 1909 entre la société sfaxienne du Jujubier et les héritiers de Brahim Ben Mohamed El-Messedi ; que, suivant le dispositif de ce jugement, le contrat de bail à complant intervenu le 10 avril 1904 entre Ali Ben Salem El-Morali El-Arbi Elledjimi, premier preneur, et Brahin Ben Mohammed El-Messedi, a été déclaré résilié faute d'exécution ; que par voie de conséquence, la société du Jujubier a été autorisée à reprendre purement et simplement sa liberié d'action pour mettre en valeur la parcelle délimitée au contrat de megharsa, comme bon lui semblera ;

Attendu que l'exécution de ce jugement est de nature à léser les droits ou prétention de Chimier, créancier du défunt Brabim El-Messedi en vertu d'un contrat du 31 octobre 1906 (enregistré à Sfax le 7 novembre 1906 case 175), par lequel, moyennant un prêt de 11.000 francs, avec intérêts à 10 % il a reçu en nantissement six titres de propriété ; que cinq de ces immeubles ont été vendus, l'un à la requête de Chimier et quatre à la requête d'autres créanciers, mais que le total des prix perçus par Chimier le laisserait encore créancier d'un solde important ; que le dernier titre restant à réaliser est ainsi désigné dans le contrat de nantissement " Une olivette de cent pieds âgés de trente ans, sur la route de Gramda, à onze kilomètres de Sfax, limitée au Sud par Kaddour, à l'Est, par Ben Hadj Sleiem ben Abdallah, au Nord, par Stourou et à l'Ouest, par Ben El-Mreidj ; mais

qu'il ne serait autre qu'un titre de megharsa détenu par Chimier sous le nº de traduction Schembri 2507 se référant à l'immeuble dont s'agit au procès; que ce titre consiste en un bail à complant consenti par le mandataire de la société du Jujubier le 14 août 2893 à un sieur Ali Ben Salem El-Morali, lequel a cédé ses droits à Brahim El-Messedi par acte du 10 avril 1904 en présence et du consentement du même mandataire; que par le dit acte, Morali a déclaré vendre à céder à Brahim Messedi " la totalité de la main-d'œuvre lui donnant droit sur la parcelle de terre délimitée ci dessus " pour le prix de 775 francs "; que ce sont les mêmes droits et avantages que Messedi a transmis à Chimier, à titre de nantissement seulement, pour la sûreté de la créance; que Chimier est donc personnellement intéressé au réglement à intervenir entre le bailleur à complant et le preneur ou ses représentants;

Or, attendu que peu après la mort de Brahim El Messedi, Chimier a notifié son contrat de prêt et nantissement à ses héritiers par exploit du 22 octobre 1907, et les a même assignés par exploit du 27 décembre 1907 en paiement d'intérêts; que les héritiers ont, par acte notarié du 6 janvier 1908 (traduction Schembri nº 782) déclaré renoncer à la succession, et en particulier à leurs droits sur la main-d'œuvre et les travaux exécutés par le *de cujus* sur la propriété complantée d'oliviers à titre de bail à complant..... " et ce, en présence et du consentement du mandataire du bailleur; qu'assignés, en référé devant M. le Juge de paix de Sfax, ils ont requis acte de ce qu'ils avaient purement et simplement renoncé à la succession (ordonnance du 17 avril 1908); qu'assignés plus tard en résiliation après une expertise ordonnée en référé, ils ont laissé prendre par défaut le jugement du 11 janvier 1909, dont tierce opposition;

Attendu que cette voie de recours est certainement ouverte à Chimier en ce qu'il invoque des droits auquel le dit jugement peut préjudicier, et que d'autre part, il n'a été ni appelé, ni vraiment représenté dans cette procédure; que sans doute, en général, les créanciers sont légalement représentés par leurs débiteurs dans les instances soute-

nues par ces derniers, mais qu'il en est autrement lorsque le créancier, au lieu d'invoquer à son profit l'article 1166 c. civ. invoque l'article 1167 qui lui permet d'attaquer en son propre nom certains actes de son débiteur ; que bien mieux, dans l'espèce, Chimier n'a pas besoin de démontrer qu'il aurait été frauduleusement représenté par son débiteur, par ce motif que son débiteur n'a même pas figuré à ce titre dans l'instance terminée par le jugement du 14 janvier 1909 ; qu'en effet, les héritiers Messedi, qui succédaient en principe aux obligations de Brahim Messedi, avaient déjà rénoncé à la succession et qu'il leur en avait été donné acte par l'ordonnance sus-visée, que dès lors, le jugement dont tierce-opposition est réellement par rapport à Chimier «res inter alios acta» dans les conditions de l'article 174 du code de procédure civile ;

Attendu qu'il reste sans doute à déterminer quels avantages le demandeur peut retirer de son contrat de nantissement en tant qu'il s'applique à l'immeuble détenu à titre de megharsa par son débiteur Brahim Messedi ; qu'il lui restera à démontrer que l'olivette a été cultivée par le fait du défunt ou par son propre fait dans des conditions suffisantes pour donner ouverture au partage de la propriété, ou que la culture, étant inachevée, le bailleur lui doit en cas de résiliation quelque récompense en raison des travaux déjà faits et des avances reçues par le preneur ; mais que Chimier a le droit de discuter toutes ces questions avec le bailleur, sans qu'on puisse leur opposer à son égard le jugement pris contre les consorts Messeddi.

Par ces motifs ; — Reçoit Chimier tiers-opposant au jugement de défaut du 14 janvier 1909 rendu entre la Société du Jujubier et les consorts Messedi ; — Dit que ce jugement ne peut faire grief aux droits de Chimier, tels qu'il résulte du contrat du 31 octobre 1906 ; que son exécution par la Société du Jujubier doit laisser intacts les dits droits tels qu'il pourra les établir ; — Et attendu que la demande en dommages-intérêts n'est quant à présent justifiée par aucune des parties, les déboute respectivement de ce chef ; —

Condamne seulement la Société du Jujubier aux dépens de la présente instince.

(Min. publ. M. Rossel ; — Mes Gallini, Daninos et Binhas, av.).

TRIBUNAL DE 1re ISTANCE DE SOUSSE

Tribunal du 14 janvier 1915. — Présidence de M. Bonnefond, *président.*

Guerre. Citation. Droit commun. Jugement par défaut. Expiration des délais. Décret du 10 août 1914. Suspension des délais. Instances par défaut. Constitution d'avoué. Arrêt de la procédure. Renvoi sine die. Continuation de l'instance. Autorisation régulière. Moyens exceptionnels.

D'après le droit commun, un défendeur ne peut être validement condamné par défaut avant l'expiration d'un délai fixé et déterminé par la loi.

Le décret du 10 août 1914 a suspendu le délai ordinaire s'appliquant généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé : ce décret doit forcément s'appliquer aux instances par défaut dans lesquelles le délai pour constituer avoué n'était pas déjà expiré avant le 2 août 1914, date de la mobilisation générale. La procédure se trouve ainsi arrêtée par l'application de l'article 1er du dit décret, de sorte qu'aucun jugement par défaut ne peut être prononcé si ce n'est après la cessation des hostilités ou au cours des hostilités si la continuation de l'instance est régulièrement et exceptionnellement autorisée en vertu de l'article 3.

F. Avvocato c/ Ch. Cutayar

Le Tribunal ; — Attendu que par exploits des 14 et 17 novembre 1914, Avvocato a fait assigner les consorts Cutayar devant le tribunal civil de Sousse ; — Attendu qu'après l'expiration des délais ordinaires de comparution, et les défendeurs n'ayant pas comparu à l'appel de la cause à l'audience du 7 courant, le défenseur du demandeur a requis jugement de défaut ; — Mais attendu qu'en exécution de l'article 1er du décret du 10 août 1914, le tribunal ne peut statuer en l'état ; que l'obstacle résulte aussi bien du texte

de ce décret que de l'interprétation qu'en a faite la doctrine, comme la jurisprudence ; — Attendu en effet que, d'après le droit commun, un défendeur ne peut être validement condamné par défaut avant l'expiration d'un délai fixé et déterminé par la loi, notamment par les articles 72, 73, 1033 pr. civ ; or, dans l'espèce le délai ordinaire se trouve suspendu par les prescriptions du décret dont le texte s'applique « généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé », le décret du 10 août étant d'ailleurs la suite d'une loi du 5 août qui l'a autorisé ; — Attendu qu'en présence de ce texte clair et précis, la doctrine enseigne que le décret doit forcément s'appliquer aux instances par défaut dans lesquelles le délai pour constituer avoué n'était pas déjà expiré avant le 2 août 1914, date de la mobilisation ; que la procédure se trouve ainsi arrêtée par l'application de l'article 1er du dit décret, de telle sorte qu'aucun jugement de défaut ne peut être prononcé si ce n'est après la cessation des hostilités ou, au cours des hostilités, si la continuation de l'instance est régulièrement et exceptionnellement autorisée en vertu de l'article 3 ; — Attendu qu'il a été jugé en ce sens pour l'application des décrets des 9 septembre et 5 octobre 1870 qui, dans des circonstances analogues et dans les termes presque identiques, avaient suspendu pendant la durée de la guerre toutes les prescriptions et péremptions en matière civile, notamment « pour tous actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé » ; qu'ainsi un arrêt de la Cour de Paris du 7 juillet 1871 (D. P. 1871, 2, 160) a déclaré nul et sans effet un arrêt de défaut rendu un jour avant la date où devait légalement cesser la suspension des prescriptions et péremptions ;

Par ces motifs ; — Statuant par défaut et en premier ressort, constate le défaut des défendeurs ; — Renvoie *sine die* le jugement de la cause ; — Réserve les dépens,

(Min. publ. M. Vaissié proc, ; — Me Kraft, av.).

Imprimerie Française. *Le Gérnat* : B. Borrel.

27me Année, Nos 3 et 4 — 15-28 février 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Le code de la route (*suite et fin*). — Successions immobilières des victimes de la guerre. — Prorogation des échéances commerciales.

Jurisprudence : *Cour de cassation* : Privilège des ouvriers et fournisseurs en matière d'entreprises publiques. — *Cour d'Appel d'Alger* : Validité d'un commandement à fin de saisie immobilière, en vertu d'un acte s. s. p. inscrit à la conservation foncière. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* : 1° Observation de l'ordre des juridictions, en matière de référé, par le juge de paix à compétence étendue. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : 1° Conditions de validité d'un acte notarié.

LÉGISLATION

Décret beylical du 15 septembre 1914 (25 chaoual 1332) *sur le code de la route (suite et fin)* (1)

TITRE III

Dispositions spéciales relatives aux véhicules publics affectés au transport en commun (attelés ou automobiles)

CHAPITRE PREMIER

Classification des services publics de transport en commun

ART. 64. — *Définition des véhicules publics affectés au transport en commun des personnes.* — Les véhicules affectés au transport en commun des voyageurs payant leur

(1) V. Journal 1914 p. 546 et 1915 p. 1.

COUR DE CASSATION * BIBLIOTHÈQUE *

place sont considérés comme publics ; ils se partagent, suivant les conditions de leur service, en trois groupes :

1° véhicules accomplissant un service régulier ;
2° véhiculcs en service d'occasion ou à volonté ;
3° véhicules en service accidentel.

ART. 65. — *Service régulier.* — Les véhicules accomplissant un service régulier sont ceux qui font le service d'une même route, d'une ville à une autre, lors même que les jours et heures de départ varieraient.

ART. 66. — *Service d'occasion ou à volonté.* — Les véhicules d'occasion ou à volonté sont ceux qui, restant sur place, partent indifféremment à quelque jour, à quelque heure, pour chaque lieu que ce soit, à la réquisition des voyageurs.

Les voitures purement de louage sont exclues du présent groupe ainsi que les voitures dites de place, autorisées à stationner à l'intérieur des agglomérations urbaines.

ART. 67. — *Service accidentel.* — Les véhicules en service accidentel sont ceux qui sont mis temporairement en circulation dans certaines circonstances.

CHAPITRE II

Formalités préalables auxquelles sont assujettis les services publics de transport en commun

ART. 68. — *Nécessité d'une autorisation préalable pour les services réguliers.* — Toute personne désirant organiser un service régulier de transport en commun de personnes doit se pourvoir, au préalable, d'une autorisation auprès du Directeur général des Travaux publics, ou auprès des Présidents de Communes s'il s'agit de parcours à effectuer exclusivement sur les voies communales.

ART. 69. — *Forme de la demande.* — La demande doit, à peine de nullité, satisfaire aux conditions suivantes :

Elle est présentée sur timbre et accompagnée d'une copie sur papier libre.

Elle fait connaître :

1° les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° l'itinéraire détaillé qui doit être suivi par les véhicules, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des agglomérations ;

3° les jours et heures de départ et d'arrivée ;

4° les lieux et conditions de stationnement ;

5° le nombre des véhicules qui doivent être mis en service et le nombre maximum de places qu'ils contiennent ;

6° les principales dimensions des véhicules, la charge maximum par essieu, le mode de traction.

ART. 70. — *Forme de l'autorisation.* — L'autorisation est délivrée, s'il y a lieu, par arrêté du Directeur général des Travaux publics ou du Président de la Commune, suivant les cas.

L'arrêté fixe les conditions spéciales auxquelles l'autorisation est accordée ; il détermine, notamment, la charge maxima, par essieu, des véhicules et les dispositions spéciales à observer en ce qui concerne la conservation des voies publiques et la sécurité de la circulation en général.

Dans le cas où le service autorisé aurait un parcours commun avec un service public subventionné par l'Etat, l'arrêté doit comporter l'interdiction de prendre ou de déposer des voyageurs sur la partie commune du parcours.

Extrait de l'arrêté d'autorisation est publié au *Journal Officiel* aux frais du permissionnaire.

Les rejets d'autorisation sont subordonnés à un avis conforme du Conseil des Ministres et Chefs de service.

ART. 71. — *Retrait de l'autorisation.* — L'autorisation est annulée de plein droit si le permissionnaire ayant été condamné pour une des infractions prévues au présent décret, a commis une nouvelle infraction dans le délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive. L'autorisation peut être retirée, discrétionnairement, à toute époque, sur avis conforme du Conseil des Ministres, pour des motifs d'ordre public.

ART. 72. — *Péremption de l'autorisation.* — Toute autorisation dont il ne serait pas fait usage pendant le délai d'un an, compté à sortir de la date de l'arrêté d'autorisation, est annulée de plein droit.

ART. 73. — *Service d'occasion ou à volonté.* — Toute personne désirant organiser un service d'occasion ou à volonté pour le transport en commun des personnes, doit en faire par lettre recommandée avec avis de réception, la déclaration préalable au Directeur général des Travaux publics, ou au Président de la Commune s'il s'agit de parcours à effectuer sur des voies communales.

La déclaration établie sur timbre doit, à peine de nullité, contenir les indications suivantes :

1° les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur, ou, s'il s'agit d'une société, sa dénomination sociale, le siège principal de son établissement, ainsi que les nom, prénoms, nationalité et domicile de son représentant en Tunisie ;

2° les lieux et conditions de stationnement ;

3° les principales dimensions des véhicules qui doivent être mis en service, le nombre maximum des places, la charge maxima par essieu, le mode de traction.

ART. 74. — *Service accidentel.* — Chaque fois qu'une personne veut mettre accidentellement en circulation un véhicule pour le transport en commun, à prix d'argent, des voyageurs, elle doit en faire la déclaration aux fonctionnaires à désigner à cet effet.

La déclaration doit, en outre, contenir l'indication de l'itinéraire détaillé qui doit être suivi par le véhicule tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des agglomérations et les jours de mise en service du véhicule.

ART. 75. — *Réception des véhicules publics affectés au transport en commun des personnes.* — Toute personne désirant affecter un véhicule au transport commun des personnes doit le présenter à l'ingénieur des Ponts et Chaussées, chef de l'arrondissement dans lequel ce véhicule doit circuler, ou au Président de Commune s'il ne doit circuler que sur des voies communales.

Le fonctionnaire chargé de la visite prononce la réception du véhicule s'il satisfait aux prescriptions du présent décret, s'il ne présente aucun vice de construction qui puisse occasionner des accidents, et s'il remplit les conditions nécessaires pour assurer la commodité et la sécurité du transport des voyageurs.

En cas de contestation, il est statué par le Directeur général des Travaux publics.

Il ne peut plus être apporté de modifications aux véhicules ainsi visités, sans autorisation préalable du Directeur général des Travaux publics ou du Président de la Commune, suivant les cas.

ART. 76. — *Estampille.* — Après réception, le propriétaire est tenu de faire apposer une estampille sur le véhicule par le service des Contributions diverses.

Cette estampille ne peut être placée sur une autre voiture ; elle n'est valable que pour la seule voiture sur laquelle elle a été opposée par l'Administration.

ART. 77. — *Laissez-passer.* — Toute personne désirant mettre en circulation un véhicule affecté au transport en commun des voyageurs doit, préalablement, se munir d'un laissez-passer spécial à ce véhicule et à la nature du service qu'il doit assurer.

Ce laissez-passer est délivré par le Directeur général des Travaux publics ou par le Président de la Commune si ce véhicule ne doit circuler que sur des voies communales.

Il contient la désignation exacte de la voiture à laquelle il s'applique.

Pour les services réguliers et d'occasion ou à volonté, le laissez-passer est valable pendant un an.

Pour les services accidentels, il n'est valable que pour les jours de mise en service du véhicule, tels qu'ils sont indiqués à la déclaration prévue à l'article 74.

CHAPITRE III

Dispositions spéciales relatives à la circulation des véhicules publics affectés au transport en commun

ART. 78. — *Dispositions intérieures et extérieures.* — L'intérieur des voitures publiques doit être disposé de manière à assurer la sécurité et la commodité des voyageurs et, en particulier, satisfaire aux conditions suivantes :

Largeur moyenne des places : quarante-cinq centimètres (0^m 45) ;

Largeur des banquettes : quarante-cinq centimètres (0^m 45) ;

Distance entre deux banquettes : quarante-cinq centimètres (0^m 45) ;

Hauteur du plafond au dessus du fond de la voiture : un mètre soixante centimètres (1^m 60).

Il peut être placé sur l'impériale des véhicules à traction animale, à l'exclusion des voitures automobiles, une ban-

quette destinée à trois voyageurs au plus; il est expressément interdit d'accepter des voyageurs sur l'impériale autre part que sur cette banquette.

Les véhicules à moteur mécanique doivent avoir un espace isolé de 0m 90 exclusivement réservé à l'usage du mécanicien.

Art. 79. — *Enrayage.* — Toute voiture publique attelée doit être munie, en sus du frein indiqué à l'article 33, d'une machine à enrayer agissant sur l'une des roues de derrière.

Elle doit, en outre, être pourvue d'un sabot ou d'une chaine d'enrayage.

Toute dérogation à ces prescriptions doit être autorisée par l'autorité compétente.

Art. 80. — *Eclairage.* — Après la chute du jour, définie comme il est dit à l'article 29, les voitures publiques attelées doivent être, comme les automobiles, éclairées par deux lanternes à réflecteur placées à l'avant de la voiture et d'une puissance d'éclairage suffisante.

Art. 81. — *Indications diverses.* — Chaque voiture doit porter à l'extérieur, dans un endroit apparent, le nom et le domicile de l'entrepreneur ; à l'intérieur, le nombre maximum de places de chaque compartiment et l'interdiction de fumer dans les compartiments fermés et de cracher sur les planchers.

Art. 82. — *Tarifs.* — Le tarif des prix maxima des places et du transport des bagages, s'il y a lieu, doit être affiché à l'intérieur des compartiments.

Les tarifs ne peuvent être modifiés, pour les services réguliers, qu'après affichage de nouveaux tarifs au moins pendant huit jours pleins, par l'entrepreneur, dans ses divers bureaux et à l'intérieur des compartiments de ses véhicules.

Toute modification anx tarifs maxima doit être notifiée au Directeur général des Travaux publics.

ART. 83. — *Surcharge.* — L'entrepreneur ou le conducteur ne peut admettre, dans les compartiments de ses voitures, un plus grand nombre de voyageurs que celui indiqué.

Il ne peut accepter, sur l'impériale, des marchandises qu'autant que leur poids n'est pas susceptible de compromettre la stabilité du véhicule et de surcharger les essieux au delà des limites prescrites.

ART. 84. — *Horaires.* — L'entrepreneur de transport en commun des personnes doit, pour les services réguliers, afficher dans ses divers bureaux les horaires des voyages.

Il ne peut les modifier sans avoir fait, au préalable, pendant huit jours, l'affichage des nouveaux horaires dans ses divers bureaux.

Toute modification de l'horaire doit être notifiée au Directeur général des Travaux publics.

L'entrepreneur ou ses préposés, les relayeurs, doivent être présents à l'arrivée et au départ de chaque voiture.

ART. 85. — *Registres.* — A chaque bureau de départ et d'arrivée et à chaque relais, il doit tenir à la disposition des voyageurs, un registre côté et paraphé par l'autorité compétente pour l'inscription des plaintes qu'ils peuvent avoir à formuler.

Ce registre doit être présenté à toute réquisition aux gendarmes, aux commissaires de police et aux agents délégués à cet effet par les chefs de service intéressés.

ART. 86. — *Conducteurs.* — Les conducteurs de voitures publiques doivent être munis d'un certificat attestant leurs bonnes vie et mœurs, être âgés de dix-huit ans au moins s'il s'agit de voitures attelées et de vingt ans au moins s'il s'agit de voitures automobiles.

Ils doivent être porteurs du laissez-passer applicable au véhicule qu'ils conduisent.

Ils ne peuvent, sous aucun prétexte, descendre de leurs sièges lorsque la voiture est en marche.

Il leur est enjoint d'observer, dans la traversée des agglomérations, les règlements de police concernant la circulation dans les rues.

Dans les haltes, ils ne peuvent abandonner leur voiture sans en avoir assuré la garde, si elle est attelée, ou sans avoir arrêté le moteur, si le véhicule est à traction mécanique.

Avant de remonter en voiture, le conducteur doit s'assurer que le véhicule est en état de circuler sans danger pour les voyageurs.

ART. 87. — *Police intérieure des voitures.* — Le conducteur doit interdire l'accès de sa voiture aux personnes en état d'ivresse ou de malpropreté ividente, ainsi qu'aux personnes portant des armes à feu chargées ou des objets qui, par leur nature ou leur odeur, pourraient gêner, salir ou incommoder les voyageurs.

Les chiens ou autres animaux ne doivent pas être admis dans les compartiments affectés aux voyageurs.

L'accès des voitures publiques doit être également interdit aux personnes atteintes visiblement ou notoirement de maladies dont la contagion serait à redouter pour les voyageurs.

ART. 88. — *Entretien et propreté.* — Les voitures publiques doivent être constamment maintenues dans un bon état d'entretien et de propreté.

ART. 89. — *Désinfection.* — Toute voiture publique dans laquelle a pris place une personne atteinte d'une maladie contagieuse doit être désinfectée dès l'arrivée.

ART. 90. — *Mesures en temps d'épidémie.* — En temps d'épidémie, l'Administration peut prescrire telles mesures

qu'elle juge nécessaires pour assurer l'hygiène et la salubrité publiques.

ART. 91. — *Protection des animaux de trait.* — Il est interdit d'employer, pour la traction des voitures publiques de transport en commun, des animaux blessés ou manifestement hors d'état d'assurer leur service dans les conditions normales.

ART. 92. — *Déclaration des accidents.* — Toutes les fois qu'un accident est causé par une voiture publique, le conducteur doit en faire la déclaration à l'officier de police du lieu le plus rapproché.

ART. 93. — *Communication du Code de la Route aux voyageurs.* — Le présent décret doit être constamment tenu à la disposition du public, par les soins des exploitants, dans les bureaux ou relais de leur entreprise.

Les conducteurs des voitures doivent toujours être porteurs d'un exemplaire du présent décret et le communiquer à tout voyageur qui en fait la demande.

TITRE IV

Juridictions et pénalités

ART. 94. — *Autorités chargées de constater les contraventions et délits.* — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés rendus pour son exécution sont constatées :

par tous les Officiers de police judiciaire ;

par les Ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Mines, les Conducteurs, les adjoints techniques assermentés des Ponts et Chaussées, les cantonniers, les Contrôleurs des Mines et tous autres agents ou employés de la Direction

générale des Travaux publics commissionnés et assermentés ;

par tous agents des Forêts, des Poids et mesures, des Douanes, des Contributions diverses et des Monopoles ayant droit de verbaliser ;

par les Présidents et vice-Présidents des communes et tous agents de la voirie urbaine commissionnés et assermentés ;

par les Officiers, sous-officiers de gendarmerie, gendarmes, Commissaires de police et autres agents assermentés.

Les dommages prévus à l'article 102 sont constatés par les Ingénieurs, Conducteurs et autres employés des Ponts et Chaussées commissionnés à cet effet, sans préjudice du droit réservé à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au présent article, de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en sa présence.

ART. 95. — *Procès-verbaux.* — Les procès-verbaux sont adressés, dans les dix jours de leur date, à la juridiction compétente, par les chefs de service intéressés.

Les procès-verbaux dressés par application du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution font foi jusqu'à preuve du contraire ; ils ne sont pas sujets à l'affirmation.

ART. 96. — *Pénalités spéciales.* — Sont punis d'une amende de seize à mille francs (16 à 1.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces peines seulement :

1° ceux qui ont contrevenu aux prescriptions du titre I, chapitres II et III du présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution ;

2° tout propriétaire ou conducteur de véhicule qui a fait usage d'une plaque portant un nom ou domicile faux ou supposé ;

3° celui qui, conduisant un véhicule dépourvu de plaque, a déclaré un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel le véhicule est conduit ;

4° tout propriétaire qui a mis en circulation un véhicule non autorisé à circuler sur les voies publiques ;

5° tout conducteur de véhicule à moteur mécanique n'ayant pas obtenu le certificat de capacité prévu aux articles 48 et 56 du présent décret ;

6° tout propropriétaire ou conducteur d'un véhicule à moteur mécanique qui a fait usage de plaques d'identité ne s'appliquant pas à son véhicule ;

7° celui qui, conduisant un véhicule à moteur mécanique dépourvu de plaques d'identité, a déclaré un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel le véhicule est conduit ;

8° tout propriétaire ayant mis en circulation une voiture publique, affectée au transport en commun des personnes, sans avoir satisfait aux prescriptions du titre III, chapitre II, du présent décret ;

9° tout conducteur d'un véhicule quelconque ou d'animal qui, sachant que ce véhicule ou cet animal vient de causer ou d'occasionner un accident, ne s'est pas arrêté et a, ainsi, tenté d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue.

Art. 97. — *Pénalités générales.* — Toutes infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution, autres que celles prévues à l'article précédent, sont punies d'une amende de cinq à quinze francs (5 à 15 fr.) et d'un emprisonnement d'un à trois jours, ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 98. — *Refus d'obtempérer aux injonctions des agents chargés de verbaliser.* — Est puni d'une amende de

seize à cent francs (16 à 100 fr.), indépendamment des peines qu'il peut avoir encourues pour toute autre cause, tout conducteur qui, sommé de s'arrêter par l'un des fonctionnaires ou agents chargés de constater les infractions au présent décret ou arrêtés pris pour son exécution, a refusé d'obtempérer à cette sommation ou de se soumettre aux vérifications prescrites.

ART. 99. — *Rébellion ou outrages envers des agents chargés de verbaliser.* — Les dispositions du livre III, titre I, chapitre III, section IV, paragraphe 2, du code pénal français, si le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux français, ou celles du livre II, titre I, chapitre IV, section II, du code pénal tunisien, si le délinquant ou contrevenant est justiciable des tribunaux tunisiens, sont applicables, en cas d'outrages ou de violences envers les fonctionnaires ou agents chargés de constater les délits et contraventions prévus par le présent décret.

ART. 100. — *Nombre de condamnations à prononcer.* — Lorsqu'une même infraction a été constatée à plusieurs reprises dans un intervalle de vingt-quatre heures, il n'est prononcé qu'une seule condamnation pour cette même infraction si le contrevenant ou le délinquant n'a pu, dans l'intervalle qui sépare deux constatations successives, satisfaire aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution.

Sauf les exceptions mentionnées au présent article, il est prononcé autant de condamnations qu'il y aura eu d'infractions, alors même que celles-ci auraient été constatées dans un procès-verbal unique.

ART. 101. — *Récidives.* — Celui qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret ou les arrêtés pris pour son exécution, a commis à nouveau la même infraction dans un délai de douze mois à compter du

jour où la condamnation est devenue définitive, est condamné, sauf le cas de bonne foi dûment établie et s'il s'agit d'une des infractions prévues à l'article 96, au maximum des peines d'emprisonnement et d'amende, ou au maximum de l'une de ces peines seulement ; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

ART. 102. — *Réparation des dommages causés aux routes.* — Lorsqu'une infraction aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution aura causé un dommage quelconque à une voie publique ou à ses dépendances, le contrevenant est condamné, en plus des peines prévues par le présent décret, au payement des frais de la réparation, taxés par le Directeur général des Travaux publics.

ART. 103. — *Responsabilité civile des propriétaires.* — Tout propriétaire de véhicule quelconque ou d'animal est responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparations prononcés, en vertu des articles du présent titre, contre toute personne préposée par lui à la conduite de son véhicule.

Si le véhicule ou l'animal n'a pas été conduit par ordre ou pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur.

ART. 104. — *Juridiction compétente.* — Les infractions aux prescriptions du présent décret ou des arrêtés pris pour son exécution sont instruites et jugées par les tribunaux français ou tunisiens, en conformité des règles de leur compétence respective.

Lorsque le propriétaire d'un véhicule quelconque ou d'un animal, responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparations, par application de l'article précédent, est justiciable des tribunaux français, les contra-

ventions et délais prévus au présent décret et aux arrêtés pris pour son exécution sont instruits et jugés par les tribunaux français.

ART. 105. — *De l'application des peines.* — L'article 463 du code pénal français ou l'article 53 du code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

ART. 106. — *Attribution d'une partie des amendes aux agents verbalisateurs.* — Lorsque le procès-verbal constatant le délit ou la contravention a été dressé par l'un des agents désignés à l'article 94, une partie de l'amende recouvrée peut être attribuée à l'agent verbalisateur par le Directeur général des Finances sur la proposition motivée du chef de Service, à moins qu'il ne s'agisse d'une contravention ou d'un délit prévu aux articles 98 et 99.

TITRE V

Dispositions transitoires

ART. 107. — *Véhicules à moteur mécanique.* — Les véhicules à moteur mécanique, autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrées, qui ne satisfairont pas aux dispositions du titre I, chapitre III, article 5, et pour lesquels un récépissé de déclaration a été régulièrement délivré antérieurement à la date du présent décret et si le Directeur général des Travaux publics le juge possible, peuvent être autorisés à circuler sur certaines voies publiques à des conditions fixées par arrêté, sans que le délai de validité de cette autorisation puisse dépasser le 1er janvier 1915.

AR. 108. — *Véhicules affectés au transport en commun des personnes.* — Tout entrepreneur de transport en com-

mun des personnes, dûment autorisé à assurer un service régulier antérieurement au présent décret, devra se pourvoir, avant le 1er janvier 1915, d'une nouvelle autorisation dans les formes prévues au titre III, chapitre II du présent décret.

Tout entrepreneur de transport en commun des personnes ne pourra, à partir du 1er octobre 1914, faire circuler un véhicule public qu'autant qu'il se sera conformé aux prescriptions prévues aux articles 75, 76 et 77 du présent décret.

TITRE VI

Dispositions finales

ART. 109. — *Prescriptions spéciales.* — A l'intérieur des agglomérations, le Directeur général des Travaux publics peut prendre par arrêté toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la facilité et la sécurité de la circulation publique.

ART. 110. — *Arrêtés pris pour l'exécution du Code de la Route.* — Le Directeur général des Travaux publics prend les arrêtés nécessaires à l'exécution du présent décret.

Ces arrêtés sont publiés au *Journal Officiel Tunisien.*

ART. 111. — *Droits des Présidents de communes.* — Sur les voies dépendant du Domaine public communal ou comprises à l'intérieur des périmètres communaux, les pouvoirs attribués au Directeur général des Travaux publics par le présent décret sont exercés par les Présidents de Communes, dans les conditions prévues aux articles 30 et 46 du décret du 14 janvier 1914 sur l'organisation des Communes.

ART. 112. — *Abrogation des textes anciens.* — Sont abrogés :

Le décret du 5 août 1897 sur la police du roulage modifié par les décrets des 18 décembre 1901, 18 mai 1902, 4 août 1902, 5 mars 1903 ; les arrêtés réglementaires du 6 août 1897 pris pour l'exécution du décret du 5 août 1897 précité ; le décret du 12 janvier 1902 interdisant la mise en vente des roues d'arabas ayant moins de sept centimètres de largeur de jante, modifié par le décret du 5 mars 1903 ; le décret du 14 juin 1902 sur les subventions industrielles à fournir par les entreprises pour l'entretien des routes, et le règlement annexe ; le décret du 15 janvier 1908 réglementant la circulation des automobiles ; le décret du 24 janvier 1914 réglementant la circulation sur les voies publiques de la Régence des automobiles à poids lourd, ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

ART. 113. — *Mise en vigueur du présent décret.* — Le présent décret entrera en vigueur le 1er octobre 1914, sauf en ce qui concerne les subventions prévues au chapitre V du titre I, pour lesquelles cette mise en vigueur sera reportée au 1er janvier 1915.

Décret beylical du 18 janvier 1915 (1er rabia-el-aoual 1333) *relatif aux successions immobilières des victimes de la guerre.*

ARTICLE PREMIER. — Sont exempts de l'impôt de mutation par décès les parts nettes d'immeubles recueillies en Tunisie par les ascendants, les descendants, ou les veuves 1° des militaires des armées françaises et alliées de terre et de mer morts sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, morts dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées

pendant la guerre ; 2° de toutes personnes tuées par l'ennemi au cours des hostilités.

La déclaration de ces mutations par décès doit néanmoins être souscrite dans les délais fixés par l'article 9 du décret du 19 avril 1912 ; elle doit être accompagnée d'un certificat de l'autorité militaire constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la durée de la guerre, ou, dans le cas de civils tués par l'ennemi, établissant les circonstances du décès.

L'action solidaire pour le recouvrement des droits de mutation par décès conférée au Trésor par l'article 21 du décret du 19 avril 1912, ne peut être exercée à l'encontre des co-héritiers auxquels profite l'exemption accordée par le présent article.

ART. 2. — Le point de départ des délais prévus à l'article 9 du décret du 19 avril 1912 est reporté au jour de la cessation des hostilités pour les mutations par décès désignées dans l'article précédent, quel que soit le degré de parenté des héritiers ou légataires appelés à les recueillir et même lorsqu'elles sont échues à des successeurs irréguliers ou à des légataires sans lien de parenté avec le défunt.

ART. 3. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret beylical du 27 février 1915 (13 rabia-ettani 1333) *relatif à la prorogation des échéances commerciales.* (1)

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés par les articles 1, 2, 3 et 4 du décret français du 29 août 1914 et prorogés par les articles 1er des décrets français des 27 septembre et 27 octobre 1914, et par nos décrets des 29 décem-

---

(1) V. J. 1915 p. 18.

bre 1914 et 28 janvier 1915, sont prorogés, sous les mêmes conditions et réserves, pour une nouvelle période de trente jours francs.

Le bénéfice n'en est accordé aux valeurs négociables qu'à la condition qu'elles aient été souscrites avant le 4 août et qu'elles viennent à échéance avant le 1er avril 1915.

ART. 2. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs des 9 et 29 août, 27 septembre, 27 octobre, 30 décembre 1914 et 28 janvier 1915 qui ne sont pas contraires à celles du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CIV.)

Audience du 10 novembre 1914. — Présidence de M. FALCIMAIGNE, *président*

Privilège. Entreprise publique. Décret du 26 pluviose an II. Décret beylical du 1er août 1898. Ouvriers et fournisseurs. Fournitures. Rapport direct avec l'entreprise.

Le décret du 26 pluviose an II qui a créé le privilège des ouvriers et fournisseurs des travaux publics attribue un privilège aux créances provenant du salaire des ouvriers employés par les entrepreneurs et adjudicataires et aux sommes dues pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages. Ce privilège a été étendu par le décret tunisien du 1er août 1898 aux ouvriers et aux fournisseurs des entrepreneurs ou adjudicataires des travaux publics en Tunisie.

Les créances des fournitures auxquelles la loi a entendu conférer le privilège sont celles qui ont servi à la construction des ouvrages. S'il n'est pas nécessaire que les matériaux ou objets fournis soient incorporés dans l'ouvrage, il faut du moins que la fourniture ait un rapport direct et nécessaire avec la construction.

On ne saurait reconnaître ce caractère au prix de location de tentes utilisées par un entrepreneur de travaux publics pour servir d'abri aux ouvriers qui construisent les maisons d'équipe dans une entreprise publique.

Sté Vidal, Gaudens, Ravotti et Cie c/ Faillite Amphoux

La Cour; — Sur le moyen unique; — Attendu que des qualités du jugement attaqué il résulte que le sieur Amphoux, entrepreneur de travaux publics, a exécuté en Tunisie, au cours des années 1907, 1908 et 1909, diverses entreprises pour le compte de l'Etat; que la société Vidal, Gaudens Ravotti et Cie, demanderesse en cassation, lui a loué un matériel de tentes destinées à abriter les ouvriers; que l'entrepreneur Amphoux ayant été déclaré en faillite, la société demanderesse invoquant le décret du 26 pluviose an II et la loi du 28 juillet 1891, rendus applicables à la Tunisie par le décret du 1er août 1898, a demandé d'être admise au passif de la faillite et à titre privilégié sur les fonds à provenir de la ligne d'Aïn Moularès, pour une somme de 504 fr. représentant la location de trois tentes utilisées par Amphoux dans cette entreprise, du 25 avril 1908 au 25 janvier 1909; — Attendu qu'en refusant de reconnaître à cette créance le caractère privilégié, le jugement attaqué a fait une exacte application de la loi; — Attendu, en effet, que le décret du 26 pluviose an II qui a créé le privilège des ouvriers et fournisseurs des travaux publics attribue par l'article 3 un privilège "aux créances provenant du salaire des ouvriers employés par les entrepreneurs et adjudicataires et aux sommes dûes pour fournitures de matériaux et autres objets servant à la construction des ouvrages"; que ce privilège a été étendu par la loi du 25 juillet 1891 à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics et par le décret du 1er août 1898 (art. 5) aux ouvriers et aux fournisseurs des entrepreneurs ou adjudicataires des travaux publics en Tunisie: — Attendu que les textes qui établissent les privilèges doivent être interprétés restric-

tivement et ne peuvent pas être étendus au-delà de leurs termes; — Attendu qu'il résulte des textes précités que les créances des fournitures auxquelles la loi a entendu conférer le privilège sont celles qui ont servi à la construction des ouvrages; que s'il n'y est pas nécessaire que les matériaux ou objets fournis soient incorporés dans l'ouvrage, il faut du moins que la fourniture ait un rapport direct et nécessaire avec la construction; — Attendu qu'on ne saurait reconnaitre ce caractère aux tentes dont il s'agit et qui ont été utilisées par Amphoux pour servir d'abri aux ouvriers qui construisaient les maisons d'équipe dans l'entreprise d'Aïn Moularès; — D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a violé aucun des textes visés ci-dessus;

Par ces motifs; — Rejette le pourvoi.

(Min. publ. M. Lombard av. gén. — Me Mornard av.).

COUR D'APPEL D'ALGER (1re ch).

Audience du 10 décembre 1914. — Présidence de M. Patrimonio, *premier président.*

Loi foncière Tunisie. Titre inscrit. Article 295. Acte s. s. p. Titre authenthique. Assimilation. Patrimoine immobilier du débiteur. Code de procédure civile. Tunisie. Application. Dérogation expresse. Art. 545 c. p. civ. Commandement à toutes fins. Inscription à la conservation. Acte s. s. p. Validité.

L'article 295 de la loi foncière tunisienne précise que peuvent servir de bases aux poursuites, aussi bien les titres inscrits que les titres exécutoires.

Le législateur de 1892 qui a ajouté à l'ancien texte de l'article 295 le titre inscrit, a voulu, ce qui était la tendance de la loi française, assimiler l'acte sous seings privés inscrit, au titre authentique lui-même quant à ses effets sur le patrimoine immobilier du débiteur, affecté à la garantie de son obligation envers son créancier.

Le code de procédure civile n'est applicable à la Tunisie que dans les limites où il n'y est pas dérogé expressément par une autre disposition légale à ce pays : c'est ainsi que le législateur de 1892 a pu déroger à l'article 545 du code de procédure civile qui porte que nul jugement ni acte ne peuvent être mis à exécution s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de police, ainsi qu'il est dit à l'article 146 du même code.

Est par suite valable le commandement tendant à saisie immobilière signifié au débiteur en vertu d'un acte s. s. p. inscrit à la conservation de la propriété foncière.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE c/ COUITÉAS (1)

La Cour ; — Attendu qu'aux termes de l'article 295 de la loi foncière tunisienne, « la vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre inscrit ou exécutoire, pour une dette certaine et liquide » ; — Attendu que les premiers juges adoptant les conclusions de l'intimé, ont décidé que le titre inscrit pour servir de base à une poursuite en expropriation immobilière en Tunisie, devait être revêtu de la formule exécutoire par le Conservateur de la propriété foncière, ce qui n'était pas le cas, en l'espèce ; — Attendu qu'en conséquence le jugement entrepris a déclaré régulière et valable l'opposition faite par Couitéas aux commandements tendant à saisie immobilière signifiés au dit intimé en exécution de titres inscrits énumérés au dit jugement ; — Attendu que la Compagnie Algérienne persiste à soutenir, ainsi qu'elle l'a fait en première instance, que cette décision a été prise en violation flagrante de la disposition précitée ; — Attendu qu'il importe tout d'abord de faire observer que le texte même de l'article 295 sus-visé s'oppose nettement à l'interprétation qui en est donnée par les premiers juges ; — Attendu que ce texte précise que

(1) V. Journal 1913 p. 567.

peuvent servir de base aux poursuites aussi bien les titres inscrits que les titres exécutoires ; — Attendu que les titres inscrits, c'est-à-dire les actes s. s. p. transcrits sur les registres de la conservation foncière deviennent eux mêmes des titres exécutoires lorsqu'ils sont revêtus de la formule exécutoire ; — Attendu que point n'était besoin dès lors de faire une distinction entre les titres inscrits et les titres exécutoires ; — Attendu qu'il eût suffi de dire que la vente forcée des immeubles ne pouvait avoir lieu qu'en vertu d'un titre exécutoire ; — Attendu que cette formule était celle de l'ancien article 295 de la loi foncière tunisienne qui n'était lui-même que la reproduction pure et simple de l'article 2213 du code civil ; — Attendu que, par décret en date du 15 mars 1892, ce texte a été modifié et est devenu le texte actuel ; — Attendu que si le législateur de 1892 a ajouté à l'ancien texte de l'article 295 le titre inscrit, c'est qu'il a voulu, ce qui était la tendance de la loi française, assimiler l'acte s. s. p. inscrit au titre authentique lui-même quant à ses effets sur le patrimoine immobilier du débiteur, affecté à la garantie de son obligation envers son créancier ; — Attendu que le jugement entrepris déclare néanmoins qu'il résulte des travaux préparatoires du décret du 15 mars 1892 qu'en même temps que l'article 295 devait être modifié par l'adjonction du titre inscrit, le conservateur de la propriété foncière devait, par un autre décret concomitant, être lui même nanti du droit de revêtir les dits actes inscrits de la formule exécutoire ; que ce décret n'ayant jamais été pris, les titres inscrits n'avaient pas la force exécutoire qu'avaient entendu leur donner le législateur de 1892 ; — Attendu tout d'abord, que si le conservateur avait été nanti du droit de revêtir les actes inscrits de la formule exécutoire, il eût été sans intérêt de modifier le texte ancien de l'article 295, puisque les titres inscrits devenaient *ipso facto*, des titres exécutoires ; — Attendu, d'autre part, que rien dans les termes de l'article 295 nouveau, ne permet de distinguer cette intention prêtée à son auteur ; — Attendu que ce texte est net, précis et clair et se suffit à lui-même ; ne se

prétant à aucune ambiguité il ne saurait donner lieu à aucune interprétation ; — Attendu que qu'elle qu'ait pu être l'intention du législateur, il n'y aurait pas lieu de s'en préoccuper puisque cette intention ne résulte en aucune façon des termes par lui adoptés pour traduire sa pensée ; — Mais attendu que cette intention n'est rien moins que certaine ; — Attendu que l'on conçoit qu'en France où les lois sont discutées et adoptées par le Parlement, l'on puisse chercher dans les débats parlementaires le sens et la portée d'une disposition légale ; — Attendu qu'il n'en est pas ainsi en Tunisie où les lois sont exclusivement le fait du Prince sous la seule réserve de l'approbation du Résident général qui a reçu délégation à cet effet du Chef de l'Etat français ainsi que cela résulte du décret du 10 novembre 1884 ; — Attendu que les travaux de commissions chargées de proposer ou de préparer une disposition légale peuvent ne pas réfléter la pensée exacte du législateur puisque ces commissions ne font pas elles-mêmes œuvre législative et se bornent à soumettre un projet à l'approbation du Bey ; — Attendu qu'il est à peine besoin de dire que le Bey peut adopter tout ou partie seulement de ce projet ; — Attendu qu'il est certain que la sous commission qui a préparé la modification de l'article 295 de la loi foncière par l'adjonction du titre inscrit, a émis l'avis que le conservateur de la propriété foncière devait être en même temps nanti du droit de revêtir de la formule exécutoire les actes s. s. p. inscrits ; — Mais attendu que s'il est constant que la première de ces propositions a reçu, avec l'approbation du Résident général, l'agrément du législateur tunisien, puisqu'elle se trouve également dans le texte même de l'article 295, rien n'indique que ce législateur ait entendu subordonner l'exercice de ce nouveau droit aux nouvelles attributions demandées par le conservateur ; — Attendu qu'il est tout aussi permis de croire qu'il a cru suffisant de dire que le titre inscrit était, comme le titre exécutoire lui même, suffisant pour autoriser la vente forcée des immeubles d'un débiteur affectés par celui-ci à la garantie de son créancier ;

— Attendu que le jugement entrepris a, il est vrai, retenu à l'appui de sa décision, qu'aux termes de l'article 545 C. P. C. « nul jugement ni acte ne peuvent être mis à exécution s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de police, ainsi qu'il est dit à l'article 146 du même code » ; — Mais attendu que le code de procédure civile, n'est applicable à la Tunisie que dans les limites où il n'y est pas dérogé expressément par une autre disposition légale spéciale à ce pays ; — Attendu qu'il s'ensuit que le législateur de 1892 a pu parfaitement déroger au dit article 545 du code de procédure civile ; — Attendu d'autre part que le législateur français a lui même dérogé en maintes circonstances à la même disposition légale notamment en faveur des actes administratifs contractuels ; — Attendu qu'il est permis de croire que le législateur tunisien en adoptant la nouvelle formule de l'article 295 a entendu attribuer aux actes reçus par le conservateur de la propriété foncière qui est un fonctionnaire administratif, la même force exécutoire que celle qui est attribuée aux actes administratifs contractuels dans la métropole ; — Attendu que dans tous les cas si la réforme inscrite dans le nouvel article 295 avait dû être subordonnée à l'attribution au conservateur de la propriété foncière du droit de revêtir les actes inscrits de la formule exécutoire, il était indispensable de le dire d'une façon sinon explicite, du moins suffisamment claire et précise pour ne laisser aucune place au doute ; — Attendu que le jugement entrepris indique à ce point de vue que l'intention du rédacteur de l'article 295 résulte suffisamment de l'article 299 du même code qui édicte que les formes du commandement, de la poursuite sont réglées par les lois sur la procédure ; — Attendu que les formes du commandement qui doit précéder la saisie immobilière sont tracées par l'article 675 c. p. civ. ; — Attendu qu'il est dit dans ce texte qu'en tête du commandement il sera donné copie du titre en vertu duquel la saisie immobilière est faite, mais qu'il n'est pas précisé que ce titre sera nécessairement revêtu de la formule exé-

cutoire ; — Attendu d'autre part, que si l'on voulait admettre qu'il y a une référence nécessaire entre le dit article 673 et l'article 545 du même code, d'où il suivrait que le titre dont copie est donnée en tête du commandement doit être un titre exécutoire, il serait permis de répondre que l'article 295 de la loi foncière tunisienne a dérogé à ces deux dispositions, ce qui n'est prohibé par aucun texte ; — Attendu que le jugement entrepris semble argumenter aussi de l'article 2 du décret beylical du 29 juin 1906 où il est dit « que les contrats de prêt consentis par le Crédit foncier seront remis dans le mois de leur date au conservateur de la propriété foncière qui, après avoir inscrit l'hypothèque, en délivrera une copie contenant la formule exécutoire dont sont revêtus les jugements rendus par les tribunaux français établis dans la Régence » ; — Attendu que les premiers juges ont sans doute conclu de ce texte que si l'article 295 de la loi foncière tunisienne autorisait la saisie immobilière en vertu du seul titre inscrit, point n'était besoin de dire dans l'article 2 du décret du 29 juin 1906 que ce titre serait revêtu de la formule exécutoire par le conservateur de la propriété foncière ; — Mais attendu qu'il est possible d'admettre qu'en présence des divergences d'appréciation qu'avait provoquées dans la Régence l'article 295 précité, le législateur, pour encourager le Crédit foncier à faire des opérations dans ce pays, a cru devoir préciser que les actes inscrits pourraient être revêtus de la formule exécutoire par le conservateur de la propriété foncière ; — Attendu que l'on doit voir en conséquence dans ce texte, non pas une dérogation mais une confirmation de l'article 295 de la loi foncière ; — Attendu enfin que le jugement entrepris a exprimé l'avis que si le Gouvernement n'avait pas expressément investi le conservateur de la propriété foncière du droit de revêtir les actes inscrits de la formule exécutoire, c'était sans doute en raison des dangers que présenterait, dans un pays comme la Tunisie, désolé par l'usure, la mise à exécution en dehors

de toute intervention judiciaire, de simples actes s. s. p. passés sans aucune garantie et souvent dans les conditions les plus léonines et les plus périlleuses pour le débiteur ; — Attendu que pour répondre à ces considérations, il suffit de dire que cette intention prêtée au gouvernement tunisien ne résulte d'aucun texte ; qu'elle est au contraire en opposition formelle avec le texte précis de l'article 295 précité dont les tribunaux doivent assurer l'exécution dans tous les cas et qu'elles qu'en puissent être les conséquences ; — Attendu qu'il y a lieu par suite, d'infirmer le jugement entrepris ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel en la forme et y faisant droit au fond, infirme et met à néant le jugement dont est appel et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare valables les commandements tendant à saisie immobilière signifiés à Couitéas à la requête de la Cie Algérienne suivant exploits en date des 24 janvier et 5 mai 1913 ; — Déboute Couitéas de ses oppositions aux dits commandements et de toutes ses fins et conclusions ; -- Le condamne aux dépens de première instance et d'appel.

(Min. publ. M. Drago, av. gén. ; — Mes Meunier et Tilloy, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.)

Audience du 3 juin 1914. — Présidence de M. Paul Dumas, *président.*

Référé. Juge de paix à compétence étendue. Attributions semblables a celles du président du tribunal de 1re instance. Ordre des juridictions. Tribunal civil. Juridiction d'appel. Juge de paix. Renvoi du référé devant le Tribunal. Conséquences Violation de l'ordre des juridictions.

Si le juge de paix à compétence étendue tient de la loi, en matière de référé, les mêmes attributions que le président du tribunal de 1re Instance, il ne saurait étendre l'exercice de son pouvoir au cas où il serait exposé à violer les principes

qui régissent l'ordre des juridictions ou la compétence territoriale.

A l'égard du juge de paix, le tribunal civil étant juridiction supérieure et d'appel, le renvoi des instances de référé devant le tribunal aurait pour effet de transférer à la cour d'appel la décision qui viendrait à être rendue et de violer ainsi l'ordre des juridictions.

SOF C/ BOUZID BEN ABDALLAH et autres

Le Tribunal ; — Attendu que par ordonnance en date du 27 décembre 1913, M. le Juge de paix de Bizerte statuant en matière de référé a renvoyé devant le tribunal de céans la demande d'expulsion d'une propriété litigieuse formée par Sof agissant en qualité de séquestre judiciaire contre les sieurs Bouzid ben Abdallah et consorts ; — Attendu que la validité du renvoi par le juge des référés devant le tribunal est à la vérité admise par une jurisprudence fondée sur les articles 60 et 66 du décret du 30 mai 1808 ; — Attendu toutefois, en ce qui concerne le juge de paix à compétence étendue, que s'il tient de la loi en matière de référé les mêmes attributions que le président du tribunal de première instance, il ne saurait étendre l'exercice de son pouvoir au cas où il serait exposé à violer les principes qui régissent l'ordre des juridictions ou la compétence territoriale ; — Attendu qu'à l'égard du juge de paix, le tribunal civil étant juridiction supérieure et d'appel, le renvoi des instances de référé devant le tribunal aurait pour effet de transférer à la cour d'appel la décision qui viendrait à être rendue et de violer ainsi l'ordre des juridictions ; — Attendu d'autre part que la juridiction du juge de paix étant limitée à son canton, il ne saurait sans enfreindre les règles de la compétence, renvoyer la cause dont il est saisi devant le tribunal qui, en cette matière, serait incompétent en raison du domicile des parties ; — Attendu qu'à ce double point de vue le renvoi ordonné par le juge de paix de Bizerte est

irrégulier ; qu'en conséquence la cause ne saurait être retenue, alors surtout que les défendeurs excipent de l'incompétence du tribunal et de l'irrégularité du renvoi ;

Par ces motifs ; — Dit que c'est à tort que le juge de Bizerte a renvoyé devant le tribunal civil en état de référé la demande dont s'agit ; — Renvoie cause et parties devant le juge de paix suppléant de Bizerte pour être statué ce que de droit.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Gueydan et Joseph Samama av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 6 février 1913. — Présidence de M. Bonnefond, *président*

Notariat tunisien. Décret du 3 janvier 1915. Acte notarié. Mention d'enregistrement. Indication de la page du registre. Production en justice. Titre prétendu habous. Défaut de mention. Rédaction sur papier libre. Irrégularités graves Non prise en considération.

Aux termes de l'article 13 du décret du 8 janvier 1875 sur le notariat tunisien « si l'acte n'énonce pas la page du registre où il se trouve enregistré conformément à l'article 10, ou ne porte pas la date de cet enregistrement, il ne pourra pas être pris en considération par le juge auquel il sera présenté.

L'emploi de papier libre au lieu de papier timbré exigé par l'article 15 du même décret et par les décrets antérieurs de 1867, constitue une grave irrégularité. De telles irrégularités ne permettent pas au tribunal saisi d'une demande en nullité d'adjudication d'immeubles non immatriculés, demande basée sur le caractère habous de ces biens, de faire état de titres non conformes aux décrets sus-visés.

Administration des Habous c/ Haddad et fils

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit du 30 août 1910, l'administration des Habous a fait assigner A. Haddad et fils pour faire prononcer la nullité de la saisie pratiquée le 18 septembre 1909 à leur requête à l'encontre de Ali et de Mohammed ben Mohamed Arifate Gatoufi sur divers immeubles sis dans les environs de Tatahouine, ainsi que du jugement d'adjudication du 21 janvier 1910 qui en a été la suite ; — que la demande est fondée sur ce que lesdits immeubles seraient habous, ayant été constitués à ce titre par Mohammed ben Arifate El-Gatoufi suivant actes des 13-22 mars 1881 et 3-12 mars 1889 (traductions Taillard n° 10.554), à son propre profit sa vie durant, et après sa mort à ses enfants actuellement vivants, Ahmed, Ali et de tous ceux du sexe masculin pouvant encore survenir ;

Attendu que ces actes se présentent dans des conditions irrégulières et suspectes ; — qu'ils sont d'une part établis l'un et l'autre sur papier libre et que d'autre part, ils ne portent aucune mention du n° de la page du registre des notaires ; — Attendu qu'aux termes de l'article 13 du décret du 8 janvier 1875 sur le notariat tunisien : « si l'acte n'énonce pas la page du registre où il se trouve enregistré conformément à l'article 10, ou ne porte pas la date de cet enregistrement, il ne pourra pas être pris en considération par le juge auquel il sera présenté » ; que cette disposition impérative édictée en 1875 ne pouvait être ignorée d'aucun notaire tunisien en 1881 et en 1889 ; — Attendu que l'emploi de papier libre au lieu de papier timbré exigé par l'article 15 du même décret et par les décrets antérieurs de 1867 constitue encore une grave irrégularité ; que, pour le premier acte de mars 1881, aucune excuse n'est donnée pour expliquer l'usage de papier libre ; — que pour le second acte de 1889, on lit seulement à la fin : « le présent acte a été rédigé sur un papier non timbré parce qu'il n'existait pas de papier timbré dans la localité » ; — qu'il est étrange en effet que les mêmes notaires se soient trouvés démunis de papier timbré aussi bien en 1889 qu'en 1881 ou que, dans

le cas d'une pénurie momentanée de papier timbré, ils n'aient pu s'en procurer dans une autre localité ; — qu'en fait, on ne peut invoquer un motif d'extrême urgence, comme celui de dresser un acte *in extremis* pour un moribond, puisque le fondateur présumé de 1881 était encore vivant en 1889, et que même à cette dernière date, l'acte n'indique aucune cause d'urgence ; qu'on ne saurait davantage appliquer aux actes de constitution habous la tolérance maintenue par l'article 9 du décret du 20 juillet 1896 en vertu de laquelle les actes translatifs de biens immeubles sont d'abord exceptés de la règle générale : « Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré » ; — qu'il est permis en outre de les inscrire à la suite d'un titre de propriété et que dans ce cas, ils peuvent être, comme précédemment, timbrés ou visés pour timbre, préalablement à leur clôture ; — que l'institution de timbres mobiles existait donc antérieurement, mais qu'il ne s'ensuit pas que les titres de l'importance des actes de constitution habous pussent être validement établis sur papier libre, sauf à les faire revêtir ultérieurement de timbres mobiles en vue d'une production en justice ; — Attendu que ces deux irrégularités apparaissent encore plus graves, dans l'espèce, si l'on considère que l'un des deux notaires signataires des deux actes n'était autre que le constituant lui-même, Mohammed ben Mohammed Arifate el-Ketoufi, qui était en effet notaire à cette époque et a été révoqué de ses fonctions par mahrond du 25 août 1912 ; qu'il semble bien être en même temps le débiteur saisi, lequel porte identiquement les mêmes noms ; qu'en tout cas, c'est bien l'ancien notaire Mohammed el Arifate, débiteur saisi, qui a déclaré lui-même le 5 novembre 1909 au capitaine chef de l'annexe de Tatahouine « qu'il avait partagé ses biens entre ses enfants il y a déjà longtemps, 21 ans dit-il » et a déclaré ensuite les avoir habousés en ajoutant qu'il ne possédait rien personnellement ; que ce déclarant est bien le père de Ahmed et de Ali et

autres enfants ; que d'après les mêmes renseignements fournis le 5 novembre 1909, il occupait bien la propriété saisie avec ses fils, bien qu'il déclarât ne plus rien posséder ; cette dernière déclaration étant en outre en contradiction avec la clause du titre de habous qui lui réserve la jouissance jusqu'à la mort ; — Que l'ensemble de ces contradictions, jointes aux irrégularités signalées, ne permettent pas de faire état des titres produits ;

Par ces motifs ; — Rejette des débats le titre traduction Taillard numéro 10554, notamment en conformité de l'article 13 du décret du 8 janvier 1875 ; — Déboute la demanderesse de sa demande et la condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Dalloz, subst. ; — Mes Kraft et Gallini, av.)

Imprimerie Française. *Le Gérnat* : B. Borrel.

27me Année, Nos 5 et 6 — 15-31 mars 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Jurisprudence : *Cour de cassation* : Manque de base légale pour motifs insuffisants d'un jugement rendu en matière criminelle. *Cour d'Appel d'Alger* : 1° Inapplicabilité des délais à raison des distances dans un exploit non introductif d'instance. 2° Conditions requises par l'article 135 c. pr. civ. en matière d'exécution provisoire. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* : 1° Non effet par un musulman de la répudiation de son épouse européenne dont le mariage a été célébré devant l'officier de l'état civil français. — 2° Nullité de l'acte passé par la femme maltaise sans le consentement du mari. — 3° Conditions de responsabilité du dépositaire en cas d'incendie. — 4° Application du décret du 10 août 1914 en matière de faillite au sujet des délais de forclusion. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : 1° Part de la récolte revenant au propriétaire dans un bail à complant de céréales. — 2 Examen par le tribunal civil saisi d'un appel d'ordonnance de référé, des seules mesures provisionnelles en dehors de toute question touchant le fond. — *Justice de paix du canton nord de Tunis* : Conditions requises pour l'application du décret du 10 août 1914 en matière d'exécution de contrat.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (Chambre Criminelle)

Audience du 31 octobre 1912. — Présidence de M. Bard, *président*

Jugements et arrêts. Motifs insuffisants. Manque de base légale.

Doit être annulé, pour manque de base légale, le jugement d'un tribunal criminel, qui, à l'appui d'une condamnation pour complicité de vol par recel, se borne à énoncer que les explications de l'accusée prouvent qu'elle avait connaissance de la présence, chez une autre personne, des objets soustraits et qu'elle avait pris part à leur recel.

En effet, ces énonciations ne mettent la Cour de cassation

COUR DE CASSATION ★ BIBLIOTHÈQUE ★

en mesure ni de vérifier si les explications de l'accusée avaient un caractère de pertinence qui permit de les retenir comme preuve, ni d'apprécier si le fait non défini que le tribunal a qualifié de participation au recel, tombait sous le coup de l'article 62 du code pénal.

ROSINA MANCIA DAME ROMANO

La Cour ; — Attendu que les juges qui statuent dans les formes de procédure correctionnelle, ne peuvent prononcer une peine à raison d'un fait qu'ils qualifient crime ou délit, qu'autant qu'ils énoncent et spécifient les circonstances servant de base à leur décision ;

Attendu que le jugement attaqué du tribunal criminel de Tunis, qui a déclaré Rosa Mancia, dame Romano, coupable de complicité par recel de vol qualifié, s'appuie uniquement sur des explications produites par cette accusée ;

Qu'en effet il se borne à énoncer que « bien que les objets « soustraits aient été saisis au domicile de Tramontana, « voisin mais distinct de celui de la dame Romano, les « explications fournies par celle-ci prouvent suffisamment « qu'elle avait connaissance de la présence de ces objets « chez Tramontana, son gendre, et qu'elle avait pris part à « leur recel » ;

Attendu que le tribunal criminel n'ayant pas fait connaître quelles étaient les explications de l'inculpée, la Cour de cassation ne peut vérifier si elles avaient un caractère de pertinence qui permit de les retenir comme preuve ; — Que d'autre part, le tribunal n'ayant pas indiqué en quoi consistait la participation au recel qu'il a relevée, la Cour de cassation se trouve dans l'impossibilité d'apprécier si l'article 62 du code pénal était applicable ; — D'où il suit que le jugement manque de base légale et a violé l'article 195 du code d'instruction criminelle, ainsi que l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur l'autre moyen du pourvoi ; — Casse et annule le jugement du tribunal criminel de Tunis, en date du 6 juillet 1912, qui a condamné Rosa Mancia, dame Romano, à deux années

d'emprisonnement et à dix ans d'interdiction de séjour ; — Et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie l'accusée et les pièces de la procédure devant le tribunal criminel de Sousse, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

(M. Herbaux cons.rap. - M. Seligman av.gén.— Me Marcille, av.).

COUR D'APPEL D'ALGER (1re ch.).

Audience du 28 juillet 1913. — Présidence de M. Bergé, *président.*

Citation. Art. 72 et 73 c. pr. civ. Incident. Exploit non introductif d'instance. Inapplicabilité des délais.

Jugement. Exécution provisoire. Art. 135 c. pr. civ. Dommages-intérêts.

I. Les dispositions des articles 72 et 73 du code de procédure civile relatives aux délais des ajournements ne s'appliquent qu'aux exploits introductifs d'instance et non aux incidents qui peuvent être portés devant la juridiction du second degré au cours d'une instance d'appel et alors que les parties ayant constitué avoué, sont représentées devant cette juridiction : dans ce cas, l'autorisation de citer à bref délai, donnée par le Premier Président, doit recevoir tout son effet sans qu'il y ait lieu de tenir compte du délai de distance.

II. L'exécution provisoire ne peut être ordonnée en dehors des termes de l'article 135 du code de procédure civile. Elle ne peut être justifiée par le prétendu caractère alimentaire de l'indemnité allouée, si aucun lieu de parenté ou d'alliance n'existe entre parties, d'où pourrait résulter pour l'une d'elles un droit aux aliments.

Lopez c/ Dlle Bandini

La Cour ; — Attendu que la demoiselle Bandini a obtenu du tribunal civil de Tunis, à la date du 1er mars 1913, un jugement contradictoire, condamnant Lopez à lui payer la somme de 6.000 francs de dommages-intérêts et ce, avec exécution provisoire nonobstant appel et sans caution, à

raison, est-il dit, au jugement, de la promesse reconnue du défendeur et du caractère alimentaire de l'indemnité ; — Attendu que Lopez a interjeté appel de cette décision ; qu'en vertu d'une ordonnance de M. le Premier Président et suivant exploit du 21 mai 1913, il a fait assigner la demoiselle Bandini au délai de trois jours francs en défense à l'exécution provisoire du dit jugement ; — Attendu que la demoiselle Bandini soutient qu'étant domiciliée à Tunis, l'assignation qui lui a été délivrée devait comporter, outre le délai de trois jours francs, celui de deux mois, à raison de la distance et que, par suite, cette assignation est nulle ; — Mais attendu que les dispositions des articles 72 et 73 du code de procédure civile relatives aux délais des ajournements ne s'appliquent qu'aux exploits introductifs d'instance et non aux incidents qui peuvent être portés devant la juridiction du second degré au cours d'une instance d'appel et alors que les parties ayant constitué avoué sont représentées devant cette juridiction ; que dans ce cas, l'autorisation de citer à bref délai, donnée par M. le Premier Président, doit recevoir tout son effet sans qu'il y ait lieu de tenir compte du délai de distance ; – Attendu, au surplus, que Me Roque, avoué déjà constitué pour la demoiselle Bandini, sur l'appel de Lopez, s'est encore constitué le 18 juin 1913, pour la dite demoiselle Bandini sur l'assignation en défense de ce dernier ; que deux mois se sont écoulés depuis la date de cet exploit ; que tant en arguant de sa nullité, la demoiselle Randini a pris subsidairement des conclusions motivées tendant au rejet de la demande en défense, comme étant irrecevable et mal fondée ; qu'il suit de là qu'elle a eu toute liberté de préparer et de présenter ses moyens ; qu'aucun préjudice ne lui a donc été porté du fait de l'assignation critiquée ; qu'il convient en conséquence et en tant que besoin de faire application à la cause, des dispositions de l'article 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

Attendu au fond, que l'exécution provisoire a été ordonnée en dehors des termes de l'article 135 du code de procédure civile ; qu'en effet les dommages intérêts alloués n'ont jamais fait l'objet d'une promesse de la part de Lopez ; qu'ils

représentent la réparation d'un préjudice qui serait résulté de l'abandon par Lopez de la demoiselle Bandini qu'il aurait séduite à l'aide de promesses de mariage, ou autres, qui n'auraient pas été tenues et que d'ailleurs le demandeur en défense n'a cessé de contester ; — qu'il n'y a donc jamais eu reconnaissance d'une dette de 6.000 francs qui seule aurait permis d'ordonner l'exécution provisoire de la décision intervenue ; — Attendu que cette exécution provisoire ne saurait être davantage justifiée par le prétendu caractère alimentaire de l'indemnité allouée, aucun lien de parenté ou d'alliance n'existant entre parties d'où pourrait dériver pour la demoiselle Bandini un droit aux aliments ;

Par ces motifs ; — Sans s'arrêter m'avoir égard aux demandes, fins et exceptions contraires de la demoiselle Bandini, dans lesquelles elle est déclarée mal fondée, l'en déboute ; dit que l'exécution provisoire du jugement du 1er mars 1913, a été ordonnée à tort ; — Fait défense à la demoiselle Bandini de mettre ce jugement à exécution avant qu'il ait été définitivement statué sur l'appel dont il a été frappé ; — Condamne la demoiselle Bandini en tous les dépens de l'incident.

(Min. publ. M. Marsan, av. gén. ; — Mes Soubiranne et Opitz, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

Audience du 4 janvier 1915. — Présidence de M. Paul Dumas, *président.*

Mariage. Droit musulman Mari. Répudiation. Dissolution. Conditions de validité.

Mariage mixte. Célébration. Officier de l'état civil français. Décret beylical du 29 juin 1886. Volonté des époux de se soustraire à la loi musulmane. Répudiation Lien conjugal. Effet nul.

La répudiation est un mode de dissolution de l'union conjugale exclusivement propre au mariage contracté suivant les règles de la loi coranique.

L'indigène musulman qui a épousé une européenne devant l'officier de l'état civil de nationalité française, en confor-

mité du décret beylical du 29 juin 1886, a manifesté, ainsi que son épouse, sa volonté de se soustraire à la loi musulmane, tant pour les conditions de validité que pour les conséquences juridiques de leur mission.

Le lien conjugal ne saurait par suite être rompu entre eux par la seule volonté du mari et par la voie de la répudiation.

HAMMAT BEN SLIMAN SAFIOUNE c/ ANTOINETTE DIONISI.

A l'audience M. le substitut Massé a pris les conclusions suivantes :

La question qui est soumise au Tribunal dans l'affaire Safioune-Dionisi n'est pas nouvelle et il y a longtemps que la doctrine et la jurisprudence ont eu à rechercher quelle était la loi applicable aux unions contractées par les algériens sujets français devant l'officier de l'Etat civil, que la femme soit une musulmane ou au contraire une européenne.

Dans le cas présent, une seconde question se pose, tout à fait secondaire d'ailleurs, le mariage ayant été célébré entre un sujet algérien et une européenne devant l'officier de l'Etat civil tunisien institué par le décret beylical du 29 juin 1886.

I

Si l'on examine tout d'abord la question au point de vue des principes, on aperçoit vite les conséquences du mariage d'un algérien sujet français devant l'officier de l'Etat civil.

On sait que les indigènes musulmans (et autrefois les indigènes israélites d'Algérie) ont continué à être régis par leurs lois et coutumes, principalement au point de vue du statut personnel : cela a toujours été pour eux un droit, une faveur, mais non une nécessité. En dehors de la naturalisation spéciale qui leur était facilitée, la faculté leur était ouverte par l'ordonnance de 1842 de renoncer à leur statut et de se rallier au droit français, temporairement, partiellement, à l'occasion d'un acte ou d'un fait juridique déterminé.

Ce droit d'option a été formulé d'une façon encore plus large par l'article 3 du décret du 17 avril 1889 qui dit :

« Dans les affaires énoncées à l'article 1er (c'est-à-dire celles « qui concernent le statut personnel, les successions et les « immeubles musulmans) les musulmans peuvent renoncer « par une déclaration expresse à l'application de leurs droits « et coutumes pour se soumettre à la législation française. « Cette déclaration sera insérée soit dans une convention « spéciale soit dans la convention originaire. La renoncia- « tion résulte en outre, à moins de déclaration contraire, de « la réception de la convention originaire par un officier « français ».

Cette option expresse ou tacite ne produit des effets que, quant au fait juridique lui-même, objet de l'acte ; pour tous les autres faits l'indigène demeure, à moins d'une nouvelle renonciation, soumis à son statut personnel ; — si, en effet, l'adoption, même implicite, de la loi française, entraînait pour tous les autres actes renonciation au statut indigène, l'admission à la jouissance des droits de citoyen français, cette naturalisation spéciale aux algériens sujets français, perdrait une grande partie de son utilité.

Ainsi donc, pour cela même qu'il recourt à un officier public français sans faire aucune réserve tendant au maintien de la loi musulmane, l'indigène algérien se soumet à la loi de cet officier, c'est à dire à la loi française. Il y a plus ; nous estimons que si on doit considérer que lorsqu'un indigène se présente devant un officier public pour faire établir un contrat, il opte ainsi tacitement pour la loi française pour régir les conséquences de cet acte juridique ; dans le cas où ce même indigène va demander à l'officier de l'Etat civil de célébrer son mariage, par cet acte spontané il indique expressément sa volonté de contracter l'union conformément au droit français. En cas de mariage avec une musulmane, par exemple, il avait le choix entre les formes musulmanes et les formes françaises. Par son acte, il manifeste clairement et expressément sa volonté.

Et d'ailleurs ne trouve-t-on pas un argument en faveur de la thèse que nous soutenons dans l'organisation de l'état civil des indigènes algériens? La loi du 23 mars 1882 a tenu compte de l'impossibilité de se conformer, pour les

mariages et les divorces des musulmans, sans porter une atteinte considérable à leur statut personnel, aux règles de forme et de fond du code civil. C'eût été transformer complètement le caractère consensuel et privé des actes relatifs à la formation et à la dissolution du lien conjugal. Aussi la loi du 24 mars 1882 a-t-elle prescrit une simple déclaration à l'officier de l'état civil dans les trois jours de mariage ou du divorce. — Pour les européens, l'officier de l'Etat civil célèbre le mariage, prononce l'union. L'acte qui relate la déclaration des indigènes, n'est que l'enregistrement d'un contrat déjà passé, d'un mariage déjà célébré et le plus souvent consommé. De même tandis que la transcription du jugement de divorce est nécessaire, aux termes du code civil, pour que ce jugement produise effet, le divorce ou la répudiation est un fait accompli dès que l'indigène a satisfait aux conditions requises par le droit musulman et l'acte reçu par l'officier de l'Etat civil n'est qu'une constatation.

Le mariage d'un sujet algérien devant l'officier de l'Etat civil, implique donc, d'après les principes que nous venons d'exposer, l'option pour la loi française. Les effets de cette option seront d'ailleurs restreints aux effets proprement dits du mariage, mais elle entrainera l'application exclusive de la loi française pour les conditions de validité de l'union, l'autorité maritale, les relations de famille dont le mariage est la source, les conditions de dissolution du lien conjugal. Les effets de cette option, il convient de le faire remarquer, seront beaucoup plus étendus s'il s'agit du mariage d'un sujet musulman avec une européenne que s'il s'agit d'une union entre musulmans. Dans ce dernier cas, la femme musulmane et son mari conservent leur statut personnel sauf dans leurs rapports conjugaux. Au contraire par son mariage avec un musulman algérien, la femme européenne perdra son statut personnel si elle est étrangère. Conformément à la loi française, elle suivra la condition de son mari, mais elle acquerra non le statut personnel musulman qui ne peut être acquis par un européen, un infidèle, mais le statut personnel français, et l'enfant né du mariage ne sera

pas un indigène musulman sujet francais, il aura la plénitude du statut personnel français.

II

La jurisprudence a d'ailleurs depuis longtemps consacré ce système que nous venons d'exposer. La Cour d'Alger l'avait tout d'abord repoussé, et elle avait décidé que les israélites indigènes, bien qu'ils aient contracté mariage devant l'officier de l'état civil français, restaient soumis au statut personnel mosaïque : elle leur refusait la faculté de renoncer à ce statut.

Mais par un arrêt de 1862, rendu sous la présidence de M. Troplong, la Cour de Cassation a décidé que les israélites indigènes qui contractaient mariage devant l'officier de l'état civil au lieu de se marier seulement devant le rabbin, renonçaient par cela même pour tout ce qui concerne leur union à être régis par la loi mosaïque et se plaçaient sous l'empire de la loi française (Cass. 15 avril 1862, journal Cour Alger 1862 p. 220).

Nous releverons dans cet arrêt l'attendu suivant :

« Attendu que la célébration du mariage devant l'officier de « l'état civil français n'est pas seulement une affaire de « forme ; qu'elle constitue un contrat solennel dont il n'est « pas permis de se jouer en invoquant une loi autre que la « loi civile sous la garantie de laquelle les parties ont con- « tracté ; que quand l'officier de l'état civil reçoit le con- « sentement des conjoints sujets français et déclare, *au nom* « *de la loi*, *après lecture de cette loi*, qu'ils sont unis en « mariage, c'est au nom de la loi française qu'il parle, c'est « avec les conditions de la loi française que l'union des « époux est prononcée, c'est conformément à cette loi qu'elle « pourra être dissoute ».

Cet arrêt a été vivement discuté et la Cour d'Alger a maintenu tout d'abord sa jurisprudence, notamment dans un arrêt du 7 juin 1865, dans lequel elle déclare que l'intention de la part des israélites de soumettre leur mariage à la loi française ne peut résulter du seul fait qu'il a été célébré par l'officier de l'état civil français.

Cette résistance s'explique par le fait qu'au début on discutait pour les israélites la faculté d'option pour le droit français qu'aucun texte ne leur conférait expressément, alors que ce droit était reconnu aux indigènes musulmans. En outre on soutenait que l'on ne pouvait induire cette option, si on leur reconnaissait le droit, de leur comparution devant l'officier de l'état civil, qui n'avait pas été spontanée, le conseil leur ayant été donné administrativement de faire constater leur union par devant cet officier pnblic.

Cependant la Cour d'Alger a fini par se ranger au système de la Cour de Cassation et l'a consacré par de nombreux arrêts, en l'appliquant aux mariages des indigènes musulmans célébrés devant l'officier de l'état civil. (C. Alger, 13 nov. 1882, B. J. A. 1883 p. 150 ; 7 mai 1883, B. J. A. 1883 p. 177, 29 déc. R. A. 1886, 2, 178 ; 15 juin 1892 R. A. 1892, 2, 403).

Plus récemment un arrêt de la Cour d'Alger du 12 février 1903 a jugé qu'une européenne, en l'espèce une espagnole, ne pouvait valablement contracter mariage avec un indigène musulman que devant l'officier de l'état civil.

Le Tribunal de Tunis a eu à juger une question semblable et par jugement du 23 novembre 1891 (J. Berge 1892 p. 31) a décidé que l'indigène musulman algérien qui épouse une européenne devant l'officier de l'état civil français, manifeste ainsi son intention de renoncer en cette matière à son statut personnel et de faire régir son union par la loi française. Il ne peut en conséquence invoquer contre sa femme les dispositions de la loi musulmane relative à la répudiation et au divorce par consentement mutuel, et doit poursuivre le divorce conformément à la loi française.

III

Il est donc certain que l'indigène algérien qui s'est marié devant l'officier de l'état civil français soit avec un musulman, soit avec une européenne, a renoncé à son statut personnel et placé son union sous le régime de la loi française.

Le fait que le mariage a été célébré devant l'officier de

l'état civil tunisien institué par le décret du 29 juin 1886 peut-il changer cette situation ? Nous ne le pensons pas.

En effet cet officier de l'état civil nous paraît devoir être considéré, par les termes du décret, comme un officier de l'état civil français.

Le préambule du décret dit en effet qu'il a pour but de mettre les institutions du pays en harmonie avec celles des puissances amies, afin que *leurs sujets* établis sur le territoire tunisien y trouvent toutes les garanties que leur sont offertes dans leurs patries respectives. Il crée dans la Régence un état civil où chacun sans distinction de nationalité pourra faire inscrire les actes qui le concernent.

Et quelles dispositions reproduit le décret dans le chapitre relatif aux mariages ? Il reproduit la disposition du code civil français. L'officier de l'état civil prononce l'union des conjoints après leur avoir lu, si elles sont de nationalité française, le chapitre VI du code civil, titre du mariage.

Ne suit-il pas, du texte même de ce décret, que lorsqu'il procède à un mariage d'un sujet français avec une étrangère, c'est conformément aux dispositions du code civil français? Bien entendu si les deux parties sont de même nationalité, le mariage sera régi par leur statut personnel. Mais si comme dans l'espèce soumise au Tribunal, il s'agit du mariage d'un sujet français avec une étrangère, il ne paraît pas douteux qu'il devra été fait application des mêmes principes que si le mariage avait été célébré devant l'officier de l'état civil français, qu'il y a eu la même option.

Si cette théorie venait à être rejetée, il ne s'en suivrait pas moins que la dissolution du mariage ne pourrait être prononcée que conformément à la loi française. Il a été décidé en effet par le Tribunal de Tunis, depuis longtemps et notamment par jugement du 10 juin 1908 (J. Berge 1908, p. 452) à l'occasion du mariage entre un tunisien et une française, que ce mariage ne pouvait être dissous par la répudiation du mari.

Il faut retenir en outre de ce jugement cette considération qu'un mariage contracté devant l'officier de l'état civil tunisien entre un tunisien et une française, ne peut avoir

pour effet de soumettre cette union à la loi musulmane ou à la loi mosaïque, la femme conservant sa nationalité propre.

Mais nous estimons que la question qui est soumise au Tribunal doit être résolue par les principes et la jurisprudence relatifs aux mariages des algériens sujets français et nous concluons de toute manière qu'il n'y a pas lieu de discuter si la répudiation dont se prévaut le demandeur a été régulière ou non conforme au droit coranique. Il n'avait pas le droit de répudier sa femme et son action tendant à l'inscription de cette répudiation en marge de l'acte de mariage, n'est pas recevable et doit être rejetée.

Le Tribunal ; — Attendu que Hammat ben Slimane Safioune, sujet algérien, a épousé le 27 mars 1912 la demoiselle Antoinette Dionisi, de nationalité italienne, devant l'officier de l'état civil de la ville de Tunis, en conformité du décret beylical du 29 juin 1886 ; -- Attendu qu'il a ensuite répudié sa femme par répudiation triple, conformément au droit musulman ; — Attendu que par son instance actuelle Hammat ben Slimane Safioune, demande au tribunal d'autoriser l'officier de l'état civil de la Municipalité de Tunis à transcrire la répudiation en marge de l'acte de mariage ; — Attendu que cette prétention suppose résolue par l'affirmative la question de savoir si par le seul fait de la répudiation du mari, le mariage contracté dans les conditions ci-dessus s'est trouvé valablement et définitivement dissous ; — Or, attendu qu'il ne saurait en être ainsi ; — Attendu que la répudiation est un mode de dissolution de l'union conjugale exclusivement propre au mariage contracté suivant les règles de la loi coranique ; — Attendu que le mariage du demandeur avec la défenderesse est inexistant au point de vue de cette loi ; qu'il y manque, en effet, au moins une des conditions essentielles prévues par elle pour la validité des mariages, la constitution de dot ; — Attendu d'ailleurs qu'en contractant mariage dans les formes prévues par le décret beylical sus-visé, du 29 juin 1886, c'est-à-dire devant un officier de l'état civil de nationalité

française, procédant suivant des formalités calquées à peu près intégralement sur celles qu'à prévues le code civil français, les époux ont clairement manifesté leur volonté de se soustraire, tant pour les conditions de validité que pour les conséquences juridiques de leur union, à la loi musulmane ; — Attendu qu'il suit nécessairement de là que le lieu conjugal ne saurait être rompu entre eux par la seule volonté du mari et par la voie de la répudiation ; — Attendu qu'aussi la transcription de cette répudiation en marge de l'acte de mariage ne saurait être ordonnée ;

Par ces motifs ; — Déboute Hammat ben Slimane Safioune de ses demandes, fins et conclusions, le condamne en tous les dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Abéasis fils et Baissat, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re ch.).

Audience du 8 juillet 1914. — Présidence de M. Versini *ff. de président*

I. Droit maltais. Ordonnance de 1873. Art. 8. Engagement constaté par la femme. Défaut d'autorisation maritale. Nullité.

II. Loi foncière. Jugement d'immatriculation. Inscription définitive des droits réels immobiliers. Titre permanent. Hypothèque. Jugement ordonnant l'inscription. Effet donné à l'acte. Demande en nullité. Recevabilité.

I. Aux termes de l'article 8 de l'ordonnance de Malte de 1873, est nul tout engagement contracté par la femme sans l'autorisaeion maritale.

II. D'après la loi foncière tunisienne, le jugement qui ordonne l'immatriculation est définitif et ne saurait être l'objet d'aucun recours ; les inscriptions ordonnées par ce jugement sont inattaquables en ce qui concerne les droits réels immobiliers qui affectent l'immeuble immatriculé à titre permanent, notamment la propriété, l'enzel, les servitudes ; mais l'inscription d'une hypothèque n'est immuable qu'en ce qui concerne le rang qu'elle lui confère. Bien qu'ordonnée par jugement du tribunal mixte, une telle inscription

ne peut avoir pour effet d'attribuer à l'acte une valeur absolue et définitive. Sa nullité peut en être demandée aux tribunaux de droit commun.

Epoux Deguerra-Agius c/ J. Scemama et André Pavia

Le Tribunal ; — Attendu que les époux Agius actionnent Scemama et Pavia en nullité d'une obligation, constatée par acte sous seing privé du 28 décembre 1911, enrégistré à Tunis n° 1314 le 9 décembre 1911, consentie par la dame Deguerra épouse Rocco Agius au profit de Pavia et cédée par celui-ci à Scemama ; — Attendu que l'acte sus-mentionné ne porte pas la signature de Rocco Agius, époux de la contractante; que celle-ci s'est donc engagée sans l'autorisation maritale prescrite par l'article 8 de l'ordonnance de 1873 de l'ile de Malte ; — Attendu par suite que l'obligation est nulle ; — Attendu que Scemama et Pavia font plaider que l'acte dont s'agit ayant été inscrit sur le titre foncier de l'immeuble affecté à la garantie de la créance, en vertu d'un jugement du Tribunal mixte est devenu définitif et inattaquable ; — Attendu qu'à la vérité, aux termes de la loi foncière tunisienne, le jugement qu'ordonne l'immatriculation est définitif et ne saurait être l'objet d'aucun recours, et que les inscriptions ordonnées par ce jugement sont inattaquables en ce qui concerne les droits réels immobiliers qui affectent l'immeuble immatriculé à titre permanent tels notamment que la propriété, l'enzel, les servitudes ; — Attendu toutefois que ce principe ne saurait avoir une portée aussi étendue au sujet des charges transitaires qui grèvent cet immeuble telles que les hypothèques ; que l'inscription d'une charge de cette nature est immuable en ce qui concerne le rang qu'elle lui confère, mais que l'inscription d'un acte même ordonnée par jugement du Tribunal mixte ne saurait avoir pour effet d'attribuer à cet acte une valeur absolue et définitive et de priver les parties intéressées du droit d'en demander la nullité ; — Attendu, au surplus que l'immutabilité absolue des charges inscrites fût-elle admise en ce qui concerne les contrats antérieurs à la réquisition et régulièrement déclarés, ce principe ne trouverait pas son

application en l'espèce, où il s'agit d'un acte postérieur à la réquisition ; qu'en effet le jugement d'immatriculation fixe la situation juridique de l'immeuble au jour de la réquisition et n'ordonne l'inscription des actes postérieurs à cette réquisition que dans les mêmes conditions que pourrait l'opérer le conservateur de la propriété foncière, en sorte que de ce chef le jugement ne saurait avoir un caractère inattaquable et que l'inscription ainsi ordonnée n'a pas plus de valeur que les inscriptions postérieures émanant directement du conservateur ; — Attendu dès lors que sans s'arrêter aux moyens et arguments formulés par les défendeurs, il échet de décider que l'obligation dont s'agit est nulle et de nul effet ;

Sur l'appel en cause de Pavia ; — Attendu que dans l'acte de cession de créance (enrégistré à Tunis le 15 mai 1913 nº 1274 le cédant Pavia s'est formellement engagé à la garantie de la créance cédée ; qu'il échet de le condamner envers Scemama au paiement du montant de l'obligation annulée à l'égard de la débitrice cédée ;

Par ces motifs ; — Dit l'obligation contractée par la dame Deguerra époux Agius suivant acte sous seing privé du 28 décembre 1912 nulle et de nul effet ; — Dit l'appel en garantie de Pavia valable et régulier ; — Condamne Pavia à payer à Scemama la somme de 3.000 francs montant de l'obligation ; lui réserve son recours en ce qui concerne les intérêts échus dont il ne demande pas le paiement dans la présente instance ; — Déboute Scemama de sa demande en dommages-intérêts contre la dame Agius, demande dénuée de fondement, les fins et moyens de la demande principale étant justifiés ; — Condamne Scemama au paiement des dépens de l'instance principale ; — Condamne Pavia à garantir Scemama du paiement des dépens mis à la charge de ce dernier et à payer directement les dépens de l'appel en garantie.

(Min. publ. M. Massé subst. — Mes Coulon, Samama et Piétra av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

Audience du 11 juin 1914. — Présidence de M. Berger, *vice-président*

Incendie. Dépositaire d'objets. Obligations. Preuve. Fait d'un tiers. Cas fortuit ou force majeure. Cause inconnue.

Il incombe au dépositaire, tant d'après la règle générale de l'article 1302 du code civil, que des règles spéciales concernant ses obligations definies aux articles 1927, 1928 et 1929 du code civil, de prouver que l'incendie n'a été produit ni par sa faute, ni par son fait, et qu'il est le résultat du fait d'un tiers ou le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure.

La cause inconnue de l'incendie n'est pas le cas fortuit ni la force majeure.

Nizard frères c/ le Soleil et Cie des Gaz et Eaux

Le Tribunal ; — Attendu qu'à la suite de l'incendie des ateliers de carrosserie des frères Nizard survenu le 22 août 1911, à 11 heures du matin, la maison Berliet qui avait déposé pour réparations un chassis d'automobile dans ces ateliers, s'est fait payer par la compagnie d'assurances le « Soleil », son assureur, la valeur de ce chassis détruit, soit 8.895 fr. 20 ; que par assignation du 24 avril 1912, cette compagnie, subrogée aux droits de son assuré a assigné Nizard frères en paiement de cette somme ; que Nizard frères par exploit du 30 avril 1912, enregistré, ont appelé la compagnie des Gaz et Eaux en garantie ; qu'un jugement avant dire droit désignant des experts a été rendu le 18 novembre 1912 ; — Attendu que les experts ont accompli leur mission et déposé leur rapport le 9 avril 1914 ; que par exploit du 27 mai 1914, enregistré, Nizard frères ont repris l'instance et ont assigné la compagnie le Soleil et la compagnie des Gaz et Eaux pour voir dire qu'ils seraient mis hors de cause dans l'affaire concernant la demande de la compagnie le Soleil et que la compagnie des Gaz et Eaux serait déclarée seule responsable vis-à-vis de l'assureur de la maison Berliet et au cas où la compagnie

des Gaz et Eaux ne serait pas condamnée, pour voir dire que l'incendie est dû à un cas fortuit et que la demande de la compagnie le Soleil n'est pas fondée ;

Sur l'appel en garantie ; — Attendu que par jugement en date de ce jour dans une action intentée par Nizard frères contre la compagnie des Gaz et Eaux seule, il a été décidé que cette dernière ne pouvait pas être déclarée responsable de l'incendie ; — Attendu que l'expertise à laquelle il a été procédé dans l'instance présente entre les trois parties en cause aboutit aux mêmes conclusions ; que les experts déclarent qu'il y a doute absolu, pour eux, sur la véritable cause de l'incendie, court-circuit, ou bien embrasement spontané des poussières sous la chaleur excessive du sirocco qui soufflait depuis plusieurs jours, ou bien jet d'allumette enflammée, oubien etc... et qu'ils ajoutent que fût-il établi que l'incendie ait été allumé par un court-circuit, ils ne pourraient davantage affirmer que cet accident électrique se serait produit dans la partie de la construction dont la compagnie des Gaz et Eaux était responsable ; — Attendu que les experts démontrent par des expériences et des constatations et notamment par l'examen des livres, de la fausseté des allégations des frères Nizard en ce qui concerne le potelet qui supportait les fils électriques près de l'entrée de ceux-ci dans les ateliers et la fausseté des insinuations malveillantes de certains témoins d'après lesquels la compagnie des Gaz et Eaux aurait enlevé ce potelet pour faire disparaître les traces d'un court circuit qui se serait produit dans la partie de canalisation dont elle avait la responsabilité et aurait substitué un autre potelet fabriqué par ses soins pour tromper les experts ; — Attendu qu'ils démontrent également que l'installation de la canalisation à son entrée dans les ateliers jusqu'au compteur avait été faite conformément aux règles de l'art ; que loin d'établir la faute de la compagnie des Gaz et Eaux l'expertise au contraire prouve qu'on ne peut lui en reprocher aucune d'une façon certaine ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de la proposition formulée par les experts à la fin de leur rap-

port ; que si l'incendie devait être attribué à un court-circuit, il y aurait lieu, dans l'incertitude de l'endroit où il se serait produit, d'en faire peser la responsabilité, partie sur la compagnie des Gaz et Eaux, partie sur les frères Nizard, mais dans une proportion plus grande sur ces derniers ; que le Tribunal ne saurait se déterminer par des appréciations de ce genre basées sur des hypothèses ; qu'il y a lieu de dire simplement que la preuve qui incombait aux frères Nizard n'est pas rapportée ;

Sur l'action de la compagnie le « Soleil » ; — Attendu que le dépôt du chassis d'automobile dans les ateliers Nizard et sa destruction par l'incendie ne sont pas déniés ; — Attendu qu'il incombe au dépositaire tant d'après la règle générale de l'article 1302 du code civil, que des règles spéciales concernant les obligations du dépositaire définies aux articles 1927, 1928 et 1929 du code civil, de prouver que l'incendie n'a été produit ni par sa faute, ni par son fait, et qu'il est le résultat du fait d'un tiers, ou le résultat d'un cas fortuit ou de force majeure ; qu'il n'a pas rapporté cette preuve mais seulement celle que la cause de l'incendie est inconnue ; que la cause inconnue n'est pas le cas fortuit, ni le cas de force majeure ; — Attendu que l'expertise a même démontré que l'installation électrique des frères Nizad manquait d'entretien et qu'il y avait sur ce point négligence de leur part ; — Attendu dès lors que la responsabilité du dépositaire vis-à-vis du déposant, du débiteur vis-à-vis du créancier d'un corps certain reste entière ;

En ce qui concerne la valeur du chassis ; — Attendu que les experts confirment l'estimation première qui en avait été faite ;

Par ces motifs ; — Dit que Nizard frères sont seuls responsables du chassis Berliet incendié dans leurs ateliers le 22 août 1911 et les déboute de leur action en garantie contre la compagnie des Gaz et Eaux ; les condamne à payer à la compagnie le Soleil la somme de 8.895 fr. 20, avec les intérêts de droit depuis l'exploit introductif d'instance du 24 avril 1912 ; les condamne aux

dépens tant envers la compagnie le Soleil, qu'envers la compagnie des Gaz et Eaux.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes MOSSÉ et GUEYDAN, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.)

Audience du 27 novembre 1914. — Présidence de M. DRAMARD, *vice-président*

Solidarité. Droit musulman. Stipulation expresse.

Faillite. Art. 581 C. Com. Date de la cessation des paiements. Fixation. Délais. Forclusion. Guerre. Décret du 10 août 1914. Péremptions et prescriptions. Suspension. Applicabilité.

En droit musulman la solidarité ne peut être invoquée que si elle est expressément stipulée. La formule « cautionnement entraînant paiement » n'implique pas solidarité. Elle signifie seulement que la caution n'est tenue de payer qu'à défaut du débiteur.

Si aux termes de l'article 581 du code de commerce, aucune demande des créanciers tendant à faire fixer la date de la cessation des paiements à une époque autre que celle qui résulterait du jugement déclaratif de faillite ou d'un jugement postérieur, ne peut être recevable après l'expiration des délais pour la vérification et l'affirmation des créances, une telle demande doit être admise aux termes du décret du 10 août 1914, d'après lequel sont suspendus pendant la durée de la guerre et jusqu'à la cessation des hostilités, toutes prescriptions et péremptions en matière civile, commerciale et administrative. La forclusion édictée par l'article 581 du code de commerce rentre dans le cadre de celles du décret ci-dessus dont la portée est d'ordre général.

FAILLITE BOUBLIL C/ TAKALI et AVERSIN fils

Le Tribunal ; — Attendu que la Société S. Takali, Amor Chemam et Cie a produit à la faillite Moïse de S. Boublil pour la somme de 743 fr. 60, à titre chirographaire et pour celle de 4.000 francs à titre privilégié ; — Attendu que cette production a été contestée par le failli ;

Sur la créance chirographaire ; — Attendu que les produisant, soutiennent que leur créance est représentée par 6 effets souscrits par Boublil à leur ordre ; — Attendu qu'ils n'ont pu représenter que deux de ces effets, s'élevant ensemble à 207 fr. 48 ; — Attendu que par jugement en date du 20 novembre courant ils ont été admis pour cette somme ; — Attendu que pour le surplus, Boublil prétend que les billets qu'on lui oppose ont été souscrits pour remplacer des effets antérieurement souscrits par les sieurs Elie Boublil et el Fassi ; qu'ils font double emploi avec ces derniers ; — Attendu que les vérifications faites par le syndic n'ont pu établir d'une façon précise s'il en était effectivement ainsi ; — Attendu que les effets ne sont pas entre les mains des produisants ; qu'ils sont actuellement détenus par la Société générale ; qu'il y a donc lieu, dans ces conditions, de rejeter en l'état leur production, sauf à leur réserver leurs droits lorsqu'ils apporteront les justifications nécessaires ;

Sur la créance privilégiée ; — Attendu que, après avoir produit pour 4.000 francs, S. Takali, Amor Chemam et Cie ont déclaré réduire leur production à 2.233 fr. 35, par suite d'acomptes versés ; — Attendu que les produisants invoquent à l'appui de leur demande d'admission un acte passé à la date du 17 mars 1914, devant notaires indigènes, aux termes duquel Moïse Boublil cautionnait son fils Elie pour les sommes que ce dernier leur emprunterait jusqu'à concurrence de 5.000 francs ; — Mais attendu que cet acte, dans les termes où il est conçu, n'entraîne pas, pour Moïse Boublil, cautionnement solidaire ; que la formule employée " cautionnement entrainant paiement " n'implique pas solidarité ; qu'elle signifie seulement que la caution n'est tenue de payer qu'à défaut du débiteur ; qu'en droit musulman la solidarité ne peut-être invoquée que si elle est expressément stipulée ; qu'il y a donc lieu de rejeter purement et simplement la production faite par S. Takali, Amor Chemam et Cie ;

Attendu que le sieur Aversin fils, créancier de la faillite Boublil est intervenu à l'instance ; que son intervention est régulière ; qu'il déclare, en tant que de besoin, faire

siens les moyens présentés par le syndic à l'encontre des prétentions de S. Takali, Amor Chemam et Cie ; — Attendu qu'il demande de plus que la date de la cessation des paiements de Moïse de S. Boublil soit reportée au 20 novembre 1913 ; — Attendu que le syndic déclare se rallier à cette mesure ; — Attendu que Moïse Boublil entend la faire rejeter, motifs pris de ce que, contrairement aux dispositions de l'article 581 du code de commerce, cette demande a été faite après l'expiration des délais impartis ; — Mais attendu que Aversin peut à bon droit, invoquer les dispositions du décret du 10 août 1914 aux termes duquel sont suspendus pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, toutes prescriptions et péremptions en matière civile, commerciale ou administrative, tous délais impartis pour signifier, exécuter ou attaquer les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs ; — Attendu que la forclusion édictée par l'article 581 du code de commerce rentre bien dans le cadre de celles indiquées dans le texte précité dont la portée est d'ordre général ; — Attendu, au fond, qu'il résulte des documents produits et soumis à l'examen du syndic que Moïse de S. Boublil se trouvait en état de cessation de paiement depuis le 20 novembre 1913, date d'un jugement rendu à son encontre par le tribunal de commerce de Marseille, au profit du sieur Dor Marcel, créancier admis et vérifié ; qu'il y a lieu de reporter à ce jour la date de la cessation de paiements primitivement fixée au 31 juillet 1914 ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'intervention du sieur Aversin fils comme régulière, joint les deux causes inscrites sous les numéros 134 et 1878 ; — Fixe au 20 novembre 1913 la date de la cessation des paiements du sieur Moïse de S. Boublil ; — Déclare les sieurs S. Takali, Amor Chemam et Cie mal fondés en l'état en leur demande d'admission à titre chirographaire pour le surplus de la somme de 207 fr. 40, pour laquelle ils ont été admis par jugement précédemment rendu ; — Rejette en conséquence leur production ; leur réserve toutefois leurs droits pour le cas où ils produiraient les effets qui s'y rapportent et justifieraient

par vérification de leur comptabilité que ces effets ne font pas double emploi avec ceux souscrits à leur profit par Elie Boublil et El Fassi ; — Déclare les produisants mal fondés en leur demande à fin d'admission à titre privilégié, les en déboute, les condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Slama, J. Scemama et Coulon, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 3 juillet 1913. — Présidence de M. Bonnefond, *président*

Bail à complant. Céréales. Ensemencement fourni par le mégharsiste. Partage de la récolte. Usages. Trois quarts pour le mégharsiste, un quart pour le propriétaire. Estimation. Récolte sur pied. Paiement du prix. Partage en nature après battage.

Le mégharsiste qui fournit la totalité de la semence et a ensemencé le terrain qui lui a été prêté par le propriétaire, a droit, conformément à l'usage, aux trois quarts de la récolte et le propriétaire à un quart.

Pour déterminer la part revenant au propriétaire, deux procédés sont en usage : le propriétaire fait faire par des amines une estimation de la récolte sur pied et exige du mégharsiste le quart de la dite estimation ou il prélève sa part sur la récolte exactement mesurée sur l'aire après le battage.

Etienne Siry et François Chatel

c/ Hassine ben Mohammed Mesmoudi et autres

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 12 août 1911, Siry et Chatel ont interjeté appel d'un jugement du juge de paix de Sfax du 8 août 1911 prononcé entre eux et les intimés ;

En la forme ; — Attendu que l'appel est recevable ;

Au fond ; — Attendu que les intimés sont mégharsistes d'un terrain appartenant à Siry et dont Chatel est le gérant; qu'il est reconnu qu'ils ont ensemencé en orge et blé leurs lots et qu'ayant fourni la totalité de la semence, ils ont droit

aux trois quarts de la récolte et le propriétaire à un quart; — Attendu que, pour déterminer la part revenant au propriétaire, deux procédés sont en usage dans le pays, suivant les conventions expresses ou tacites établies entre eux; qu'un grand nombre de propriétaires font faire par des amines (experts arabes) une estimation de la récolte sur pied et exigent de leurs mégharsistes le quart de la dite estimation; que d'autres prèlèvent leur part sur la récolte exactement mesurée sur l'aire, après le battage;

Attendu qu'à l'époque de la récolte de 1911, le gérant Chatel l'a fait estimer par deux amines qui ont évalué la part revenant à chacun des intimés et au propriétaire; — que les intimés ont offert le quart de cette estimation, mais qne Chatel prétendit exiger le partage en nature, après le battage, sans tenir compte de l'évaluation; — Attendu que le prèmier juge a donné gain de cause aux intimés, en raison de l'estimation à laquelle Chatel lui-même avait fait procéder par des amines de son choix, et en conformité d'une règle consacrée par l'usage; — Attendu que pour les mêmes motifs, il y a lieu de confirmer ce jugement; — Attendu qu'il est reconnu qu'à la suite de cette sentence, les appelants ayant refusé de nouveau les offres, les cinq intimés ont enlevé la totalité de leur récolte, mais ne se refusent pas à se libérer en conformité des décisions de justice;

Par ces motifs; — Reçoit l'appel en la forme mais le dit mal fondé; — Confirme purement et simplement le jugement du 8 août 1911 dont appel; — Dit que les intimés seront libérés contre la remise au propriétaire ou son représentant des quantités par eux offertes, sur la récolte 1911, savoir: Hassine ben Mohammed el-Masmoudi: trois caffiz et huit ouibas d'orge et quinze ouibas de blé, Hadj Mohammed el Ayadi, un caffiz et quatorze ouibas d'orge et sept ouibas et trois saas de blé, — Mahmoud Derbal, trois caffis et deux ouibas d'orge et quatorze ouibas de blé, Mohammed ben Ali ben Aamer, un caffiz et quatorze ouibas d'orge et un caffiz et deux ouibas de blé, — Mohammed el Ayadi: douze ouibas d'orge et deux ouibas de blé; — Les condamne en tant que de besoin à livrer ces quantités, les

déboute de leur demande reconventionnelle en dommages-intérêts ; — Condamne les appelants aux dépens.

(Min. publ. M. Rossel, proc. ; — Mes Gallini, Kraft et Binhas, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 29 janvier 1914. — Présidence de M. Bonnefond, *président*

Référé. Ordonnance. Appel. Tribunal Civil. Compétence exclusive. Mesures provisionnelles. Examen du fond. Incompétence.

Le tribunal saisi d'un appel d'une ordonnance de référé ne peut statuer sur des mesures provisionnelles sans statuer sur le fond ni faire préjudice au principal.

Cts Bokhors c/ Cts Fellousse.

Le Tribunal ; — Attendu, que par exploit du 18 Juillet 1913, Samuel et Maatouk Boukhors ont interjeté appel d'une ordonnance de référé du juge de paix de Sfax en date du 19 Juin 1913 signifiée le 11 Juillet ; que cet appel est recevable en la forme ;

Au fond ; — Attendu que cette ordonnance de référé a prononcée la main-levée d'un séquestre existant sur la moitié d'une maison sise à Sfax et sur la moitié d'une bâtisse avec boutiques sise même ville au Souk-el-Djemel ; que le séquestre avait été nommé par ordonnance de référé du juge de paix de Sfax à la date du 23 mars 1904, parce que ces immeubles étaient alors litigieux entre les dits Boukhors et les consorts Fellousse, qu'ils avaient été saisis à la requête de Haïm, auteur des Bokhors, à l'encontre de Mohammed Sadok ben Hadj el Fellousse par procès-verbal du 24 mars 1903 et adjugés au poursuivant suivant jugement du 10 juillet 1903, mais que les consorts Fellousse prétendaient à la nullité de cette saisie et de cette adjudication en invoquant le caractère habous des immeubles ;

Attendu que ce litige, porté d'abord devant le tribunal de de Sousse, qui déclara habous les dits immeubles par jugement du 18 juin 1908, fut ensuite porté devant la cour

d'appel d'Alger qui, après un arrêt interlocutoire du 6 avril 1911, confirma le dit jugement dans son dispositif par arrêt du 8 mai 1913 ; que les immeubles étant reconnus habous, et par suite insaisissables, la saisie du 24 mars 1903 et l'adjudication du 10 juillet 1903 furent déclarées nulles et sans effet; que les consorts Boukhors furent en conséquence condamnés à délaisser aux consorts Fellousse la libre disposition, possession et jouissance des immeubles dont s'agit; que par voie de conséquence, il y avait lieu de prononcer la main-levée du séquestre ;

Attendu que tel était l'objet de l'assignation en référé ; qu'en réponse à la demande, Boukhors demandèrent au juge de paix de Sfax de se déclarer incompétent, au profit du tribunal qui avait rendu le jugement d'adjudication ; que nonobstant, le premier juge, par ordonnance du 19 juin 1913 en renvoyant les parties à se pourvoir au principal, prononça la main-levée du séquestre, avec ce dispositif....." disons que le dit séquestre cessera ses fonctions à partir de ce jour, et qu'il sera tenu dans la quinzaine de la signification de notre ordonnance de verser entre les mains, et sur simple quittance à Me Kraft, avocat-défenseur de Fellousse, le montant du produit net du séquestre..." — Attendu que les consorts Boukhors ne contestent plus, sur l'objet de la demande, la compétence du juge de paix de Sfax et ne contestent nullement la main-levée du séquestre : que leur appel porte exclusivement sur la partie du dispositif relative au versement du produit du séquestre ; que d'après eux, les consorts Fellousse n'y auraient aucun droit ; que ce produit reviendrait aux Boukhors ; qui invoquent, à l'appui de cette prétention, la partie du dispositif de l'arrêt du 8 mai 1913 ainsi conçue ; — « Attendu que les consorts el Fellousse sont, par le fait, de Haïm Boukhors, privés depuis 1903 de la jouissance des immeubles litigieux ; qu'il sont subi de ce chef un préjudice certain, qui ne saurait être considérable néanmoins, puisqu'ils ne fournissent aucun renseignement à l'appui de leur demande sur ce point ; qu'il y a lieu surtout d'envisager l'appel vexatoire et mal fondé de Haïm Boukhors qui, depuis janvier 1906 (date

de l'exploit introductif d'instance) a causé aux consorts el Fellousse un préjudice certain et indépendant du premier ; que la Cour possède les éléments d'appréciation suffisants pour fixer l'ensemble de ce préjudice à la somme de quatre cents francs » ; que dès lors, d'après les appelants. la Cour ayant attribué aux consorts Fellousse une somme de 400 francs pour privation de jouissance des immeubles litigieux, le produit du séquestre ne saurait leur être alloué en réparation de la même privation de jouissance ; que, de toute façon le juge de paix était imcompétent pour en connaitre; que par suite, ils demandent au Tribunal d'ordonner au contraire que le séquestre leur remettra à eux-même le produit du séquestre ;

Attendu d'abord, en droit, que le Tribunal statuant sur l'appel d'une ordonnance de référé, ne peut que statuer en référé sur des mesures provisionnelles, sans statuer sur le fond ni faire préjudice au principal ; que dès lors le moyen de fond invoqué par Boukhors, et tiré de son interprétation du dispositif de l'arrêt de la cour d'Alger, ne peut être tranché, au fond, par voie de référé ; que le Tribunal ne saurait donc, dans la présente instance d'appel, décider, comme ils le prétendent, que les produits du séquestre depuis le 23 mars 1904, à quelque somme qu'ils puissent s'élever, doivent leur être attribués ; que la somme de 400 francs allouée par la Cour doive être par les consorts Fellousse la seule représentation de leur privation de jouissance depuis cette époque, et que le séquestre aurait ainsi géré et administré dans l'intérêt et au profit exclusif des consorts Boukhors, reconnus pourtant sans droit sur les immeubles litigieux ;

Attendu qu'à ces prétentions, et quel qu'en soit la mérte, l'ordonnance entreprise répond suffisamment par cette partie du dispositif : « au principal, renvoyons les parties à se pourvoir », que sur ce point, le tribunal ne peut que confirmer l'ordonnance ;

Et quant au surplus,

Attendu que la main-levée du séquestre et la remise des immeubles à la disposition des consorts Fellousse ne sont nullement contestées, et ne sauraient l'être, en présence de

l'arrêt de la Cour qui confirme dans son dispositif le jugement du tribunal ; qu'il ressort en effet de ces arrêt et jugement que, la saisie et l'adjudication étant déclarées nulles et sans effet, les consorts Fellousse n'ont jamais cessé d'être propriétaires des immeubles litigieux sur lesquels Haïm Boukhors, ni après lui, ses ayants-cause, n'ont jamais eu aucun droit ; que le séquestre qui administrait pour le compte de qui de droit, n'a donc administré que les biens des consorts Fellousse, et ne doit, par suite qu'à ces derniers compte des produits de son administration ; que l'ordonnance doit donc être entièrement confirmée sur ce point comme sur le surplus ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu, d'autre part, comme l'a demandé en cours de plaidoierie Me Kraft, d'ordonner en référé que le séquestre versera aux consorts Fellousse le produit brut de son administration, sans distraction des charges ou frais, lesquels devraient être supportés par les consorts Boukhors ; que si ces derniers étaient reconnus débiteurs des frais du séquestre, à titre de réparation, ils ne pourraient l'être, s'il y a lieu, que par le juge du fond ; que cette prétention doit donc être rejetée en référé, comme il y a lieu de rejeter en référé les prétentions de Boukhors de récupérer directement et par l'attribution des produits du séquestre, la somme de 400 francs ; tous ces réglements de compte, à les supposer fondés, touchant au fond du litige.

Par ces motifs ; — Le tribunal statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Reçoit l'appel comme régulier en la lorme, mais le dit mal fondé ; — Confirme en conséquence purement et simplement l'ordonnance de référé du 19 juin 1913 dont appel.

Condamne les appelants aux dépens distraits au profit de Me Kraft, aux offres de droit.

(M. Vaissié, procureur de la République ; — Mes Gallini et Kraft, avocats-défenseurs.

JUSTICE DE PAIX DU CANTON NORD DE TUNIS

Audience du 23 décembre 1914. — Présidence de M. A. DE MATTEÏS, *juge de paix suppléant*

Guerre Décret du 10 août 1914. Caractère exceptionnel. Article 5. Application. Conditions requises. Force majeure. Impossibilité absolue d'exécution.

Etant donné son caractère exceptionnel, l'article 5 du décret du 10 août 1914 ne reçoit application que si les conditions qu'il prévoit expressément se trouvent remplies, à savoir 1° que le contrat qui prévoit la déchéance dont l'effet est suspendu, soit antérieur au 4 août 1914 ; 2° que ce contrat mette à la charge de l'une des parties, une obligation à remplir dans un delai ou à une date préfixe ; 3° que de l'inexécution de cette obligation dans ce délai résulte de la convention elle-même, une déchéance convenue.

La guerre n'est pas en principe un cas de force majeure.

Les évènements qui en sont la suite ne peuvent délier le vendeur de ses obligations que s'ils ont créé pour lui une impossibilité absolue d'exécution : elles subsistent au contraire, si ces évènements ont rendu simplement cette exécution plus onéreuse ou plus difficile qu'on ne l'aurait pensé lors du contrat.

V. COHEN c/ L. et S. SALIBA fils

Nous, Juge de paix ; — Attendu que, suivant exploit de Me Sureau, huissier à Tunis, en date du 14 octobre 1914, M. Victor Cohen a fait assigner MM. L. et S. Saliba fils ; — Attendu qu'il expose dans le dit exploit : « que MM. L. et S. Saliba fils lui ont vendu une quantité de 6.000 litres d'alcool dénaturé à 90°, type régie, au prix de 55 francs l'hectolitre, à livrer au fur et à mesure de ses besoins par quantité de 200 litres au minimum ; — « Qu'après plusieurs livraisons régulièrement affectées, leur ayant passé une commande de 300 litres à valoir sur le marché, les sieurs L. et S. Saliba se sont refusés à l'exécuter, malgré une sommation accompagnée de l'offre réelle de la somme de 165 francs prix des dits 300 litres ; qu'il demande en conséquence 1° que MM. L. et S. Saliba fils soient condamnés à lui livrer dans les 24 heures du jugement à intervenir, la quantité de 300 litres d'alcool à brûler, conformément à leurs conventions, ce, contre paie-

ment de 165 francs et à lui payer la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts ; 2° à défaut de livraison dans le dit délai, que les dits MM. L. et S. Saliba soient condamnés à lui payer la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé par la non-livraison ; » le tout avec dépens et sous réserves de toutes autres actions ;

Attendu qu'il résulte d'un marché en date à Tunis du 20 avril 1914, enregistré le 7 décembre de la même année n° 1619, que MM. L. et S. Saliba ont vendu, en effet, à M. Victor Cohen 6000 litres d'alcool dénaturé à 90, type régie, à 55 francs l'hectolitre payables au comptant, sans escompte, livrable dans son matériel au fur et à mesure de ses besoins par quantités de 200 litres minimum à la fois du 1er du juin 1914 au 30 mai 1915 ; — Attendu qu'il résulte, d'autre part, d'un exploit de M. Sureau, huissier à Tunis, en date du 29 septembre 1914, que M. Cohen a fait sommation à MM. L. et S. Saliba fils, d'avoir à continuer régulièrement l'exécution du marché précité et par suite à lui livrer dans les 48 heures pour tout délai, la quantité de 300 litres d'alcool à valoir sur le dit marché, faisant toutes réserves et protestations utiles et offrant la somme de 165 francs représentant le prix de la livraison demandée ; — Qu'à cette mise en demeure, il a été répondu par M. Laurent Saliba « par suite de la guerre actuelle, nos alcools dénaturés expédiés d'Arras, le 30 juillet 1914, à notre adresse suivant facture afférente qui est en notre possession, ne sont pas encore arrivés à l'heure actuelle. Cet envoi fait l'objet d'un marché que nous avons conclu nous-mêmes avec une distillerie d'Arras, en date du 24 avril 1914 » ; — Que cette réponse équivaut évidemment à un refus sous réserve de l'appréciation du motif allégué pour le justifier ; — Attendu qu'il résulte enfin de cinq factures versées aux débâts par M. Cohen, enregistrées, émanant les deux premières de M. René Lavau, les trois autres de M. A. D. Taïeb, tous deux négociant, à Tunis, que le dit M. Cohen a pu acheter sur place du 5 au 22 octobre 1914, 410 litres d'alcool dénaturé, mais à un prix variant entre 0 fr. 75 et 1 franc le litre ; — Attendu qu'à la demande formulée contre eux

comme il vient d'être dit, MM. L. et S. Saliba, dans les conclusions qu'ils ont fait déposer sur le bureau du tribunal, répondent en invoquant les moyens suivants : 1°) à la suite de mobilisation, une convention est intervenue entre Cohen et eux, aux termes de laquelle ils réservaient à ce dernier leur stock en magasin d'environ 500 litres et ne lui fourniraient le solde du marché que s'ils recevaient d'Arras l'alcool qu'ils ont eux-mêmes commandé pour faire face à leurs engagements ; — Cette convention a été acceptée et exécutée par la livraison de 490 litres entre le 15 août et le 16 septembre ; — N'ayant pas reçu l'alcool commandé par eux à Arras par suite de la guerre ils se trouvent libérés aux termes des dispositions des articles 1147 et 1148 du c. civ. ; 2°) aux termes de l'article 5 du décret du 10 août 1914, l'effet des clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe est suspendu ; — Les dommages et intérêts réclamés par M. Cohen constituent la sanction de la déchéance encourue ; — Cette déchéance se trouve donc reportée jusqu'à la cessation des hostilités ; — 3°) dans sa sommation du 29 septembre 1914, M. Cohen a omis d'offrir comme il y était tenu, le matériel nécessaire pour la livraison ; — Attendu qu'il convient d'examiner successivement les arguments ci-dessus invoqués ;

Sur le troisième moyen ; — Attendu qu'il est vrai que Cohen doit, d'après le marché, fournir les récipients destinés à loger l'alcool ; — Qu'il ne les a pas offerts dans sa sommation ; — Mais que cette simple omission ne peut avoir pour effet de rendre inefficace sa mise en demeure ; — Que ce n'est pas cette circonstance qui évidemment a mis MM. Saliba dans l'impossibilité de remplir leurs engagements puisqu'ils croient en être déliés ; — Que s'ils avaient voulu les tenir ils n'avaient qu'à se déclarer être prêts à le faire, sauf à M. Cohen à leur fournir les récipients destinés à recevoir l'alcool ;

Sur le deuxième moyen ; — Attendu que l'article 5 du décret du 10 août 1914 ne saurait trouver son application, étant donné son caractére exceptionnel, que si les condi-

tions suivantes qu'il prévoit expressément se trouvent remplies en l'espèce ; — Attendu que ce texte exige en effet :

1°) que le contrat qui prévoit la déchéance dont l'effet est suspendu soit antérieur au 4 août 1914 ; — 2° que ce contrat mette à la charge de l'une des parties une obligation à remplir dans un délai ou à une date préfixe ; — 3° que de l'inexécution de cette obligation dans ce délai résulte de la convention elle même une déchéance convenue ;

Attendu que les deux premières conditions sont évidemment remplies en l'espèce ; — Mais attendu, contrairement à ce que soutiennent MM. Saliba, que la troisième condition fait défaut ; — Que le marché dont s'agit ne prévoit, en effet, aucune déchéance spéciale ; — Que ce n'est pas en vertu d'une clause explicite de ce marché que M. Cohen prétend avoir droit à des dommages et intérêts pour son inexécution, mais bien en vertu des dispositions générales de l'article 1148 du c. c. qui sous-entend toujours la condition résolutoire dans les contrats synallagmatiques ; — Que, d'autre part, le montant des dommages et intérêts qu'il réclame n'est pas fixé par le contrat, mais doit l'être, s'il y a lieu, par justice, aux termes de l'article 1147 du même code ; — Qu'en d'autres termes, le texte précité n'a pas eu pour effet de suspendre la déchéance que la loi attache sous le contrôle des magistrats à l'inexécution d'une façon générale de toutes les conventions synallagmatiques, mais les déchéances que les parties ont stipulées elles-mêmes conformément aux termes de l'article 1226 et qui échappent en principe à ce contrôle (article 1152) ;

Sur le premier moyen ; — Attendu que la guerre n'est pas en principe un cas de force majeure ; — Que les évènements qui en sont la suite ne peuvent donc délier le vendeur de ses obligations que s'ils ont créé pour lui une impossibilité absolue d'exécution ; — Qu'elles subsistent, au contraire, si ces évènements ont rendu simplement cette exécution plus onéreuse ou plus difficile qu'on ne l'avait pensé lors du contrat ; — Attendu que le marché intervenu entre les parties n'indique aucune provenance ; — Que dans ces conditions pour établir le cas de force majeure provenant des faits de la guerre, MM. Saliba devraient démontrer, à s'en tenir aux termes du dit marché, qu'il leur a été impos-

sible de se procurer de l'alcool dénaturé soit à Arras soit ailleurs ; — Que non seulement ils ne rapportent pas cette preuve, mais qu'il résulte, au contraire, des factures versées aux débâts, qu'il leur était relativement facile d'en acheter sur place ; — Que sans doute ils auraient dû, pour tenir leurs engagements, payer cet alcool plus cher qu'ils ne l'avaient vendu ; — Mais que c'est là une circonstance qui rend l'exécution de leurs engagements simplement plus onéreuse mais nullement impossible ; — Attendu dès lors, et si l'on s'en tient uniquement aux termes du marché intervenu entre les parties, que c'est à tort que, se basant sur les faits de guerre, MM. Saliba ont refusé, malgré une mise en demeure régulière de faire la livraison qui leur était demandée ; — Mais attendu qu'il est évident, au contraire, que la modification à la convention primitive que MM. Saliba invoquent, si elle est établie, serait de nature à leur permettre de soutenir, comme ils le font, que les conséquences de la guerre les dispensent tout au moins provisoirement de faire la livraison qui leur est demandée ; — Attendu, en effet, que cette livraison ne saurait être exigée d'eux s'il est établi que M. Cohen a pris livraison après la mobilisation du stock de 500 litres que MM. Saliba avaient en magasin à ce moment et qu'il a accepté que le solde du marché ne serait livré que lorsque ses vendeurs auraient reçu eux-mêmes l'alcool qu'ils ont commandé à Arras ; s'il est établi d'ailleurs qu'ils ne l'ont pas reçu ; — Attendu, il est vrai, que M. Cohen dénie formellement cette prétendue modification apportée au marché ; — Mais attendu que les faits allégués sont pertinents et admissibles ; — Qu'il échet dès lors d'admettre MM. Saliba à en rapporter la preuve ;

Par ces motifs ; — Avant dire droit au fond ; — Autorisons MM. L. et S. Saliba fils à rapporter la preuve, en la forme habituelle des enquêtes à l'audience du 8 janvier 1915, 1°) qu'il a été convenu entre M. Cohen et eux, par dérogation du marché qui les lie, qu'ils lui livreraient le stock de 500 litres environ d'alcool dénaturé qu'ils avaient en magasin au moment de la mobilisation ; - 2°) que moyennant cette livraison M. Cohen a consenti à ne réclamer le solde du marché que quand eux-mêmes recevront l'alcool qu'ils ont commandé à Arras ; 3°) qu'ils ont, en effet, livré à M. Cohen tout leur stock au moment de la mobilisation, s'élevant environ à 500 litres ; — Réservons à Cohen la preuve contraire ; — Réservons les dépens.

(Mes Fitoussi et Isaac Cattan av.).

Imprimerie Française. *Le Gérnat* : B. Borrel.

27me Année, Nos 7 et 8 — 15-30 avril 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Décret beylical prorogeant les échéances des valeurs commerciales à fin mai 1915. — Décret beylical relatif à la prorogation des délais en matière de loyers. -- Décret beylical relatif aux fiches anthropométriques. — Loiayant pour objet de permettre en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. — Loi ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie. — Loi autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France. — Décret beylical prorogeant les échéances des valeurs commerciales à fin juin 1915.

Doctrine : *A de Matteis* : Commentaire du décret du 15 décembre 1914 modifiant certaines dispositions du décret du 10 août 1914.

LÉGISLATION

Décret beylical du 27 mars 1915 (11 djoumadi-el-aoual 1333) *prorogeant les échéances des valeurs commerciales.*

Article premier. — Les délais accordés par les articles 1, 2, 3 et 4 du décret français du 29 août 1914 et prorogés par les articles 1er des décrets français des 27 septembre et 27 octobre 1914, et par nos décrets des 29 décembre 1914, 28 janvier et 27 février 1915 sont prorogés, sous les mêmes conditions et réserves, pour une nouvelle période de trente jours francs.

Le bénéfice n'en est accordé aux valeurs négociables qu'à la condition qu'elles aient été souscrites avant le 4 août et qu'elles viennent à échéance avant le 1er mai 1915.

Art. 2. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs des 9 et 29 août, 27 septembre, 27 octobre, 30 décembre 1914, 28 janvier et 27 février 1915 qui ne sont pas contraires à celles du présent décret.

Décret beylical du 27 mars 1915 (11 djoumadi-el-aoual 1333)
relatif à la prorogation des délais en matière de loyers.

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés par les articles 1 et 2 du décret du 24 décembre 1914 et qui viendront à expiration entre le 1er avril et le 30 juin inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réserves pour une nouvelle période de trois mois à compter de leur échéance.

ART. 2. — Les veuves des militaires morts sous les drapeaux ou disparus depuis le 1er août 1914 et les membres de leurs familles qui habitaient avec eux les lieux loués continuent suivant les prévisions de l'article 1er du décret du 2 novembre 1914, de bénéficier des dispositions de cet article applicables aux locataires présents sous les drapeaux.

ART. 3. — Par dérogation à l'article 4 du décret du 2 novembre 1914, en cas de mort sous les drapeaux d'un locataire, ses héritiers ou ayants-droit peuvent, si le contrat contient une clause de résiliation en cas de décès ou ne stipule pas expressément la continuation du bail en cas de décès, être autorisés par le juge de paix ou le magistrat tunisien compétent, à défaut d'accord avec le propriétaire, à sortir des lieux loués sans avoir à acquitter préalablement les termes, et, le cas échéant, les indemnités dûes en vertu du contrat ou de l'usage des lieux, même si le montant annuel des loyers dépasse les taux prévus par le décret du 25 août 1914.

Ce magistrat fixe, dans sa sentence, les délais accordés pour le paiement des sommes ainsi dûes au propriétaire.

ART. 4. — Sont maintenues les dispositions des décrets des 25 et 27 août, 2 et 3 novembre et 24 décembre 1914 qui ne sont pas contraires au présent décret.

Décret beylical du 3 avril 1915 (18 djoumadi-el-aoual 1333)
relatif aux fiches anthropométriques.

ARTICLE PREMIÈRE. — La fiche anthropométrique de tout individu ayant été condamné par un des tribunaux indi-

gènes lui sera délivrée, ainsi qu'aux administrations publiques, sur leur demande.

ART. 2. — Cesseront d'être inscrites sur la fiche anthropométrique délivrée aux particuliers :

2 ans après l'expiration ou la remise de la peine corporelle, la condamnation unique à 15 jours d'emprisonnement au plus ;

5 ans après l'expiration ou la remise de la peine corporelle, la condamnation unique à six mois d'emprisonnement au plus.

ART. 3. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

Loi du 4 avril 1915, *ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux.*

ARTICLE PREMIER. — En temps de guerre, pour causes graves et sur autorisation du ministre de la justice et du ministre de la guerre ou du ministre de la marine, il peut être procédé à la célébration du mariage des militaires et des marins sans que le futur époux, s'il est présent sous les drapeaux, soit obligé de comparaître en personne et à la condition qu'il soit représenté par un fondé de procuration spéciale.

Dans ce cas, le délai de trente jours francs prévu par les articles 151 et 154 du code civil sera réduit à quinze jours francs.

La procuration dont il sera fait mention dans l'acte de mariage, sera établie conformément à la loi du 8 juin 1893 et dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Loi du 4 avril 1915, *ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction faite aux Français d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie.*

ART. 1er. — Quiconque, en violation des prohibitions qui ont été ou seront édictées, conclura ou tentera de conclure, exécutera ou tentera d'exécuter, soit directement, soit par personne interposée, un acte de commerce ou une convention quelconque, soit avec un sujet d'une puissance ennemie ou avec une personne résidant sur son territoire, soit avec un agent de ce sujet ou de cette personne, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents a vingt mille francs (500 à 20.000 fr.) ou de l'une de ces peines seulement.

Seront réputés complices de l'infraction tous les individus tels que préposés, courtiers, commissionnaires, assureurs, voituriers, armateurs qui, connaissant la provenance et la destination de la marchandise ou de toute autre valeur ayant fait l'objet de l'acte de commerce ou de la convention, auront participé, à un titre quelconque, pour le compte de l'une des parties contractantes, à l'opération prévue et réprimée par le paragraphe précédent.

En cas de condamnation, les tribunaux pourront prononcer la confiscation de la marchandise ou valeur, ou du prix, ainsi que des chevaux, voitures, bateaux et autres objets ayant servi au transport.

ART. 2. — Sera passible des mêmes peines quiconque aura détourné ou recélé, fait détourner ou recéler des biens appartenant à des sujets d'une puissance ennemie et placés sous séquestre en vertu d'une décision de justice rendue sur réquisitions du ministère public.

ART. 3. — Les condamnations prononcées contre les auteurs ou complices des délits prévus par l'article premier entraîneront de plein droit privation pendant dix années des droits civils et civiques énumérés en l'article 42 du code pénal.

La privation de tout ou partie de ces droits pourra être ordonnée par le tribunal dans le cas prévu par l'article 2.

ART. 4. — L'article 463 du code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

ART. 5. — La présente loi est applicable de plein droit à l'Algérie, aux colonies et aux pays de protectorat.

Loi du 7 avril 1915, *autorisant le Gouvernement à rapporter les décrets de naturalisation obtenus par d'anciens sujets de puissances en guerre avec la France.*

ARTICLE PREMIER. — En cas de guerre entre la France et une puissance à laquelle a ressorti un étranger naturalisé, celui-ci pourra être déchu de la naturalisation, lorsqu'il aura conservé la nationalité de son pays d'origine ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé.

La déchéance sera obligatoire, si le naturalisé a recouvré une nationalité antérieure ou acquis tout autre nationalité, s'il a, soit porté les armes contre la France, soit quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire; soit enfin si directement ou indirectement, il a prêté ou tenté de prêter contre la France, en vue ou à l'occasion de la guerre, une aide quelconque à une puissance ennemie.

La déchéance sera prononcée par décret rendu après avis du Conseil d'Etat et sauf recours au contentieux devant cette juridiction. Le décret portant retrait de la nationalité française fixe le point de départ de ses effets sans toutefois pouvoir les faire remonter au delà de la déclaration de guerre.

ART. II. — Seront revisées toutes les naturalisations accordées postérieurement au 1er janvier 1913 à des sujets ou anciens sujets de puissances en guerre avec la France.

Dans un délai de quinzaine à compter de la publication du décret réglant les conditions d'application de la présente loi, un état nominatif de toutes ces naturalisations devra

être inséré au *Journal Officiel* par les soins du ministre de la justice.

Dans un délai de trois mois à compter de l'expiration de ce premier délai de quinzaine, le ministre de la justice devra, par une publication notariée insérée au *Journal Officiel*, faire connaître celles de ces naturalisations jugées dignes d'être maintenues, ainsi que les motifs de cette décision.

Dans le même délai, toutes les autres naturalisations seront rapportées par décrets insérés au *Journal Officiel*.

Le retrait de naturalisation exercé dans cette hypothèse produira de plein droit ses effets à dater de la déclaration de guerre.

Les dispositions du présent article sont sans application aux Alsaciens ou aux Lorrains d'origine nés avant le 20 mai 1871 ou à leurs descendants.

Art. III. — En aucun cas, la rétroactivité du retrait de naturalisation ne pourra préjudicier aux droits des tiers de bonne foi, ni faire échec à l'application des lois pénales sous le coup desquelles le naturalisé serait tombé avant le décret de retrait.

Art. IV. — Le retrait de la nationalité française prononcé en vertu des articles précédents est personnel à l'étranger qui l'a encouru. Toutefois, selon les circonstances, il pourra être étendu à la femme et aux enfants, s'il en est ainsi ordonné, soit par le décret concernant le mari ou le père, soit par un décret ultérieur rendu dans les mêmes formes.

Art. V. — La femme pourra décliner la nationalité française dans le délai d'un an à partir de l'insertion au *Journal Officiel* du décret portant retrait de la naturalisation à l'égard du mari. Si, lors de cette insertion, elle est mineure, ce délai ne commencera à courir qu'à dater de sa majorité.

La même faculté est reconnue aux enfants dans les mêmes conditions. En outre, le représentant légal des enfants mineurs pourra, dans les conditions prévues par

l'article 9 du code civil, renoncer pour eux au bénéfice de la nationalité française qu'ils tiennent soit du décret de naturalisation du père, soit d'une déclaration antérieure de nationalité.

ART. VI. — Aucune naturalisation nouvelle d'un sujet d'une puissance en guerre avec la France ne pourra être accordée avant la signature définitive de la paix.

ART. VII. — La présente loi cessera d'être exécutoire deux ans après la signature définitive de la paix.

ART. VIII. — La présente est applicable à l'Algérie et dans les autres possessions françaises.

ART. IX. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la précédente loi.

Décret beylical du 26 avril 1915, (12 djoumadi-ettani 1333), *relatif à la prorogation des échéances commerciales.*

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés par les articles 1, 2, 3, et 4 du décret français du 29 août 1914 et prorogés par les articles 1er des décrets français des 27 septembre et 27 octobre 1914, et par nos décrets des 29 décembre 1914, 28 janvier, 27 février et 27 mars 1915 sont prorogés, sous les mêmes conditions et réserves, pour une nouvelle période de trente jours francs.

Le bénéfice n'en est accordé aux valeurs négociables qu'à la condition qu'elles aient été souscrites avant le 4 août et qu'elles viennent à échéance avant le 1er juin 1915.

ART. II. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs des 9 et 29 août, 27 septembre, 27 octobre, 30 décembre 1914, 23 janvier, 27 février et 27 mars 1915 qui ne sont pas contraires à celles du présent décret.

DOCTRINE

Commentaire du décret du 15 décembre 1914 modifiant certaines dispositions du décret du 10 août 1914.(1)

Le décret du 15 décembre 1914 n'abroge pas complètement celui du 10 août 1914 ; il modifie simplement certaines de ses dispositions.

Son article 4 est, en effet, ainsi conçu :

« Les dispositions du décret du 10 août 1914 seront main-« tenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent « décret ».

Nous allons donc rechercher successivement quelles sont les dispositions du décret du 10 août qui restent en vigueur et celles qui ont été modifiées. Nous indiquerons ensuite en quoi consistent ces modifications.

Il convient, auparavant, de préciser l'interprétation du décret du 10 août ; cette interprétation ayant donné lieu à de graves divergences d'opinion.

***

Interprétation du décret du 10 août 1914

L'interprétation que nous avons proposée dans une précédente note peut se résumer comme suit :

Tous les délais impartis par la loi ou par la convention des parties pour accomplir des actes judiciaires ou extra judiciaires cessent de courir pendant la durée des hostilités, et, dès lors, la déchéance que le législateur ou les parties ont attachée à l'inexécution de ces actes, ne peut plus être encourue.

Quand l'inaction se produit en dehors de toute instance en cours, la suspension des délais est irrévocable tant que les dispositions du décret précité ne seront pas rapportées.

---

(1) V. Journal 1914 p. 534 A. de Matteis : Commentaire du décret du 10 août 1914, relatif à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative,

Quand l'inaction se manifeste au cours d'une instance pendante, le retour au droit commun peut être autorisé dans certaines formes et sous certaines conditions.

Ce retour au droit commun comporte deux étapes et s'obtient au moyen de deux ordonnances.

La première, qui doit émaner du Président du Tribunal saisi, permet d'aboutir à une décision qui n'est plus susceptible d'aucun recours. Elle a, en d'autres termes, pour effet de replacer les parties dans le droit commun jusqu'au moment où, la décision obtenue n'étant plus susceptible de voie de recours, par l'écoulement des délais qui ont recommencé à courir, il s'agit d'exécuter cette décision devenue ainsi définitive.

La seconde, qui doit émaner du Président du Tribunal civil dans le ressort duquel doit avoir lieu l'exécution, rend cette exécution possible.

Cette interprétation, en ce qui concerne la continuation des instances, a été généralement écartée.

Le commentaire du décret du 10 août 1914 paru dans «les Lois Nouvelles», revue dirigée avec la plus haute compétence par Me Emile Schaffhauser, résume ainsi l'opinion professée par plusieurs de ses éminents collaborateurs, qui semble avoir prévalu :

« La combinaison des deux paragraphes de l'article 3 du « décret, est-il dit dans la circulaire du 21 août de la cham- « bre des avoués du département de la Seine, nous amène « à cette conclusion que, si l'instance a pu, depuis le « 2 août 1914, être engagée ou continuée soit de plein droit, « soit en vertu d'une ordonnance du tribunal saisi, l'exé- « cution du jugement obtenu *sera impossible toutes les fois « que ce jugement n'aura pas été rendu contradictoirement « et en dernier ressort ou avec exécution provisoire nonobs- « tant opposition ou appel* ».

En d'autres termes, dans cette opinion, sous l'empire du décret du 10 août 1914, l'autorisation prévue par son article 3 n'avait d'autre effet, dans le cas où le défendeur faisait défaut ou bien dans le cas où le jugement n'était pas con-

tradictoire et en dernier ressort, ou exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel, que de munir le demandeur d'une décision qui devait rester lettre morte jusqu'à la fin des hostilités.

Comme nous le faisions remarquer dans notre précédente note, cette interprétation aboutissait, en pratique, à la paralysie presque complète des affaires et rendait absolument inefficace, dans la grande majorité des cas, les dispositions de l'article 3 du décret du 10 août.

Ainsi interprété, ce décret appelait une réforme urgente. C'est cette réforme qu'a eu pour but de réaliser le décret du 15 décembre. Elle n'est, malheureusemnnt pas complète, puisque les dispositions de ce décret n'abrogent pas entièrement, comme nous venons de le dire, celles du décret du 10 août qui reste en vigueur dans certains cas.

Si, dans ces cas, on se rallie, en thèse générale, à l'interprétation qui a prévalu, il semble qu'il faudrait, tout au moins, faire une réserve.

Nous avons dit dans notre précédente note que : « les dispositions du décret du 10 août 1914 ne trouvent pas leur application quand les instances sont contradictoires et tant qu'elles restent contradictoires ».

Nous estimons, pour les motifs que nous avons développés dans cette note, que, même dans les cas où le décret du 10 août demeure en vigueur, tant que l'instance reste contradictoire, ses dispositions ne trouvent pas leur application. Ce qui nous confirme dans cette opinion c'est le principe même que consacre le décret du 15 décembre, principe qui est le suivant : si le défendeur, dûment prévenu, ne s'oppose pas à la levée de la suspension des délais ou ne démontre pas qu'il y a lieu de maintenir cette suspension, le droit commun reprend son empire contre lui. S'il en est ainsi, alors que le défendeur est entendu ou dûment invité à s'expliquer, on ne conçoit pas qu'il puisse en être autrement lorsqu'il accepte les débats et fait valoir tous ses moyens.

Ceci dit, et avant d'examiner en quoi le décret du 15 dé-

cembre a modifié les dispositions de celui du 10 août, recherchons d'abord quelles sont celles des dispositions de ce décret qui sont encore en vigueur et celles qui ont été modifiées.

***

Dispositions du décret du 10 août 1914 laissées en vigueur par le décret du 15 décembre

Le décret du 15 décembre ne vise que la suspension en matière civile ou commerciale des délais, prescriptions et péremptions. Il n'y est pas question, comme dans le décret du 10 août, de la matière administrative. En cette matière, c'est donc le décret du 10 août qui reste en vigueur.

L'administration, d'ailleurs désorganisée par la mobilisation, se doit toute entière à l'œuvre de la défense nationale; elle ne peut s'occuper, comme il convient, de son contentieux. Il est dès lors facile de comprendre que le législateur n'ait pas cru, pour la sauvegarde des intérêts généraux qui sont en jeu, desserrer en ce qui la concerne, les règles protectrices édictées par le décret du 10 août, à moins, comme nous l'avons dit, qu'en acceptant les débats elle ne reconnaisse elle-même qu'il n'existe aucun obstacle pour elle au cours normal de la justice.

De même, en vue d'éviter toute préoccupation à ceux qui combattent ou souffrent plus spécialement pour la patrie, le législateur, non seulement n'a pas cru devoir diminuer la protection absolue qu'il a accordée par le décret du 10 août, aux personnes présentes sous les drapeaux, mais il l'a, à juste raison, étendue à ceux qui sont domiciliés dans les circonscriptions judiciaires à déterminer par décret.

Ces circonscriptions, c'est-à-dire celles qui sont actuellement encore occupées par l'ennemi ou qui ont le plus directement souffert des conséquences de la guerre, ont été déterminées par le décret du 21 décembre 1914.

A l'égard de cette double catégorie de personnes, le principe de la suspension absolue des délais, péremptions et

prescriptions, posé par le décret du 10 août reste pleinement en vigueur.

Nous résumerons simplement ici les développements très juridiques et d'un grand intérêt pratique que les « Lois Nouvelles » donnent au sujet de la question de savoir ce qu'il faut entendre par citoyens présents sous les drapeaux.

Il faut entendre par cette expression tous les citoyens mobilisés, alors même qu'ils resteraient affectés à un service civil. Ainsi par exemple, un citoyen mobilisé mais qui n'a pas été incorporé, parce qu'il est à la disposition de l'autorité municipale en qualité de sapeur pompier, doit être considéré comme étant sous les drapeaux. Il en va de même du mobilisé qui est en congé.

Mais ne doivent pas être considérés comme étant sous les drapeaux, les citoyens qui sont simplement susceptibles d'être mobilisés, ni ceux qui après avoir été mobilisés sont provisoirement renvoyés dans leurs foyers.

En ce qui concerne les personnes morales, nous estimons, en thèse générale — le développement de cette thèse sortant du cadre de cette étude sommaire — que la question doit se résoudre en fait. Il n'y a lieu d'appliquer les dispositions des décrets des 10 août et 15 décembre 1914 au point de vue qui nous occupe, que si, par suite de la mobilisation, la ou les personnes physiques qui personnifient l'être moral sont dans l'impossibilité absolue et légale de remplir le rôle qui leur est dévolu par la loi et les conventions sociales.

Sont aussi maintenues les dispositions de l'article 4 du décret du 10 août aux termes desquelles « l'article 1244 § 2 du c. c. est applicable pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à cessation des hostilités aux poursuites et exécutions en toute matière. Le Président du tribunal civil statuera par ordonnance de référé exécutoire nonobstant appel ».

Nous verrons enfin plus loin que la disposition de l'article 3 § 2 du décret du 10 août 1914 qui est relative à l'autorisation nécessaire pour l'exécution des jugements définitifs est restée en vigueur.

Toutes les autres dispositions de ce décret ont fait, au contraire l'objet de modifications plus ou moins profondes dont nous allons essayer maintenant de dégager la portée.

***

Modifications apportées par le décret du 15 décembre 1914

Il résulte, à notre avis, des dispositions des articles 1 et 2 du décret du 15 décembre que le retour au droit commun est désormais possible, en tous cas, que l'inaction se produise au cours d'une procédure judiciaire proprement dite ou en dehors de toute instance pendante.

Pour ce qui est de l'inaction se produisant en dehors de toute instance, le décret du 15 décembre ne contient, en réalité, aucune modification. Il permet de faire disparaître l'obstacle que le décret du 10 août apportait au retour au droit commun, en réalisant l'évènement qui était prévu pour mettre fin à la situation sans issue que le décret du 10 août avait créée dans ce cas.

Il en va de même, aux termes de l'article 3, pour l'effet des clauses contractuelles stipulant une déchéance.

Pour ce qui concerne la continuation des instances, le décret du 15 décembre modifie, au contraire, celui du 10 août, tout au moins, interprété comme il l'a été contrairement à notre opinion.

Nous pensons que, désormais, en matière civile et commerciale, toutes les instances déjà engagées ou qui pourront l'être par la suite peuvent être définitivement solutionnées et que tous les jugements auxquels elles aboutissent peuvent devenir définitifs.

Si tel est incontestablement, à notre avis, l'esprit du décret du 15 décembre, son texte prête, il est vrai, à controverse.

L'article 2 de ce décret dit en effet : « la continuation jusqu'à décision définitive de toute instance engagée, en matière civile et commerciale, avant ou depuis la mobilisa-

tion, contre les mêmes personnes, pourra selon les circonstances être autorisée, et... ».

Mais que faut-il entendre par « instance », et par suite quelle est la portée de l'autorisation que vise ce texte ?

Dans notre précédente note, nous avons dit : Il faut entendre par instance l'ensemble des actes qui se placent depuis l'introduction de l'action et non pas seulement, l'obtention d'une décision, mais l'exécution des décisions définitives.

A ce système on a fait l'objection suivante :

Il n'y a d'instance, que tant que les parties sont devant le tribunal ; dès l'instant où celui-ci a rendu sa décision, l'instance prend fin. Dès lors, l'autorisation de continuer l'instance ne peut avoir aucun effet sur le sort des jugements rendus. Elle ne peut pas notamment faire courir à leur encontre les délais pour les frapper des voies de recours dont ils sont susceptibles. Ces délais sont suspendus ; la levée de cette suspension qui était impossible sous l'empire du décret du 10 août, interprété contrairement à notre opinion, est, il est vrai, possible actuellement en vertu du décret du 15 décembre, mais elle ne résulte pas de l'autorisation de continuer l'instance (article 2); elle ne peut résulter que d'une nouvelle autorisation donnée en vertu de l'article 1er qui prévoit la suspension des délais impartis pour attaquer les décisions des tribunaux.

Nous pensons que l'interprétation que nous avons proposée de l'article 3 du décret du 10 août s'impose aujourd'hui en présence des termes formels de l'article 2 du décret du 15 décembre et de l'esprit dans lequel il a été incontestablement rendu.

Le texte de l'article 2 du décret du 15 décembre diffère de celui de l'article 3 du décret du 10 août en ce qu'il n'y est plus simplement question de la continuation des instances, mais de la continuation des instances *jusqu'à décision définitive*.

C'est en sous entendant dans le § 1 de l'article 3 du décret du 10 août les mots *« décision devenue définitive »* qui ne se

trouvent que dans le § 2 et en rapprochant ces deux dispositions qui évidemment se complètent, que nous avons justifié notre manière de voir. Or, le texte actuel a précisément inséré ces mots dans l'article 2 du décret du 15 décembre qui remplace le § 1 de l'article 3 du décret du 10 août.

Il y a d'ailleurs plus qu'un argument très fort de texte ; il y a un argument tiré de l'esprit de la loi. Nous avons dit également dans notre précédente note : Si le législateur a attaché à l'inaction d'une partie une sanction aussi sévère que la déchéance, c'est qu'il présume que cette inaction est volontaire. Cette présomption se justifie parfaitement quand la vie sociale évolue normalement, mais elle perd, au contraire, toute portée quand des évènements d'une gravité exceptionnelle viennent jeter un trouble profond dans la vie de toute la nation. Dans ce cas, il est juste de présumer que l'inaction est le résultat de ces évènements ; tant qu'ils durent, la déchéance qui en est la conséquence en temps normal, ne peut plus être encourue et par suite l'effet des dispositions légales qui s'inspirent de ce principe doit être suspendu. Or précisément, la procédure contradictoire organisée par le décret du 15 décembre a pour but de rechercher si réellement l'inaction est involontaire ou non.

Une autre interprétation du mot *instance* peut, il est vrai, être proposée. On pourrait soutenir que l'expression *jusqu'à décision définitive* doit être interprétée non pas dans le sens de *jusqu'à solution qui ne soit plus susceptible de voie de recours*, mais dans le sens de *solution qui dit définitivement le droit*, en l'état, tout au moins, par opposition à celles qui n'ont pour objet que de *préparer cette solution*, c'est-à-dire des jugements avant dire droit.

Dans cette théorie, l'autorisation prévue par l'article 2 permettrait seulement de continuer l'instance jusqu'au moment où le litige est complètement vidé. Mais une fois le débat vidé définitivement, si le jugement est susceptible d'une voie de recours, une nouvelle autorisation serait nécessaire pour faire courir ces délais. Cette autorisation serait celle prévue par l'article 1er du décret du 15 décem-

bre relative à la levée de la suspension des délais pour attaquer les décisions judiciaires.

Mais cette interprétation doit encore être écartée comme absolument contraire à l'esprit du décret du 15 décembre. En effet, le cas le plus fréquent est le suivant : X assigne Y qui ne comparait pas. X présente sa requête pour être autorisé à continuer l'instance. Il obtient une ordonnance. Le même jour ou très peu de temps après, il obtient un jugement de défaut. A quoi servirait de demander immédiatement après, une nouvelle autorisation pour faire courir les délais d'opposition et d'appel, s'il y a lieu ? Il est à croire que si Y ne s'est pas présenté ou si, s'étant présenté, les raisons qu'il a fait valoir n'ont pas été jugées de nature à justifier le maintien de la suspension des délais, sa situation n'a pas changé à si peu de distance et il est bien plus logique d'admettre, étant donnée la nouvelle procédure, que l'autorisation de continuer l'instance a pour effet non seulement d'obtenir un jugement mais de le rendre définitif.

Une autre raison nous confirme dans notre opinion. Le décret du 10 août 1914 prévoit dans son article 3 § 2 une autorisation spéciale pour exécuter les jugements définitifs. Rien dans le texte du décret du 15 décembre n'abroge cette disposition. L'esprit dans lequel il a été édicté ne permet pas non plus de croire que le législateur ait voulu priver le débiteur de cette garantie, car, si le décret a eu pour objet de rendre possible le cours de la justice, il n'a voulu en rien diminuer les garanties déjà données ; loin de là, il les a, au contraire, augmentées (voir en ce sens « Lois Nouvelles »).

Mais si une seconde autorisation était nécessaire pour faire courir les délais de recours après la première qui a pour objet la continuation des instances, il faudrait au total trois autorisations pour obtenir et exécuter une décision de justice. Ainsi interprété, le décret du 15 décembre paralyserait, au lieu de la faciliter, la reprise des affaires. Ce n'est certainement pas ce que le législateur a voulu ; donc la thèse que nous combattons est inadmissible.

On soutiendrait, vainement enfin, que dans le système que nous proposons, l'article 1er du décret du 15 décembre, en tant qu'il permet de lever la suspension des délais pour attaquer les décisions judiciaires, reste sans application. Le législateur, ainsi que nous l'avons expliqué, a eu à se préoccuper non seulement des déchéances qui peuvent être encourues au cours d'une instance en cours, mais aussi de celles qui peuvent être encourues en dehors de toute procédure pendante. C'est ce second cas que vise l'article 1er. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a actuellement encore des jugements assez nombreux, rendus avant la guerre, d'autres plus nombreux encore rendus depuis la guerre en vertu des dispositions de l'article 3 § 1er du décret du 10 août qui n'ont pas acquis, d'après l'interprétation généralement admise du décret précité, l'autorité de la chose jugée. Ce sont ces jugements que l'article 1er du décret du 15 décembre permet de rendre définitifs.

La thèse que nous combattons aboutit, à un autre point de vue, à une conséquence bien plus en contradiction encore avec le but que le législateur s'est manifestement proposé d'atteindre, la reprise de la vie économique.

Cette conséquence est parfaitement mise en évidence dans les « Lois Nouvelles » où nous lisons ce qui suit :

« Il est à remarqner que le décret du 15 décembre ne « confère pas au Président le pouvoir d'autoriser l'exécu- « tion des jugements, d'où cette conséquence que le Prési- « dent, lorsqu'il lève la suspension des délais d'appel ne « peut pas permettre au demandeur d'exercer un commen- « cement de poursuites pour contraindre l'adversaire à « s'exécuter ou à interjeter appel de suite.

« Nous restons, en effet, pour l'exécution des jugements « sous l'empire du décret du 10 août 1914 (article 3 § 2) qui « ne prévoit l'autorisation de poursuites que dans le cas « seulement où le jugement est définitif.

« Contre les jugements par défaut, l'autorisation de faire « courir les délais d'opposition ne comporte pas de difficulté « lorsque le délai prend cours par une formalité autre qu'un

« acte d'exécution : tel est le cas des jugements de justice « de paix rendus par défaut, des jugements de divorce par « défaut, signifiés à personne ou suivis de la publicité « légale ; tel également les jugements de défaut contre « avoué, l'ordonnance produira effet comme pour un délai « d'appel. Mais il en est autrement des jugements par « défaut contre parties, rendus en matière de droit commun, « le délai d'opposition ne court pas, à proprement parler, « puisque ces jugements sont susceptibles d'opposition jus- « qu'à exécution. Comme le décret du 15 décembre n'a pas « innové, en ce qui touche l'exécution des jugements non « définitifs, il semble qu'on demeure dans la situation anté- « rieure : *il reste impossible de poursuivre l'exécution d'un « jugement de défaut parce qu'il n'est pas devenu définitif et « on ne peut pas le rendre définitif parce qu'il reste suscep- « tible d'opposition tant qu'il n'est pas exécuté* ».

En d'autres termes, si le défendeur ne se présente pas en personne ou ne constitue pas avoué ce qu'il peut toujours faire, ce qu'il fera à peu près toujours, car le défendeur a presque toujours intérêt à paralyser l'action de la justice, sauf en matière de justice de paix et dans de très rares cas au civil, le décret du 15 décembre restera lettre morte. Au point de vue commercial notamment, les recouvrements déjà bien entravés par le moratorium et la défense de poursuivre les mobilisés, seront absolument impossibles.

Si telle doit être l'interprétation du décret du 15 décembre, il faut avouer que le législateur a fort mal exprimé sa volonté, pourtant indiscutable. Il aurait même permis aux débiteurs de mauvaise foi de se dérober à l'exécution de leurs engagements le plus facilement du monde puisque pour y parvenir il leur suffirait de ne rien faire.

L'interprétation que nous proposons n'aboutit pas à cette conséquence.

L'autorisation de continuer l'instance, délivrée par le Président du tribunal saisi, en vertu de l'article 2, avons-nous dit, replace les parties dans le droit commun jusqu'au moment où le jugement est devenu définitif. Rien n'empê-

che donc celui qui est porteur d'un jugement susceptible d'appel ou d'opposition de tenter de l'exécuter. Ni le texte, ni l'esprit du décret n'obligent à admettre une conséquence que les partisans du système que nous combattons n'admettent qu'à regret, se rendant parfaitement compte qu'elle est en contradiction absolue avec le but que le législateur a voulu atteindre.

En effet, tenter l'exécution d'un jugement non encore définitif, ce n'est pas exécuter un jugement définitif. Or c'est pour exécuter les jugements devenus définitifs que l'article 3 § 2 du décret du 10 août prévoit une autorisation et non pour la tentative d'exécution d'un jugement susceptible de voies de recours, tentative qui peut être arrêtée immédiatement par l'exercice de ces voies de recours.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que l'autorisation prévue par l'article 3 § 2 du décret du 10 août n'est, comme nous l'avons dit dans notre précédente note, qu'un supplément de garantie que le législateur a voulu donner au débiteur de bonne foi qui a trop présumé de ses forces. Ce serait méconnaître absolument ce caractère que d'en faire une arme mise à la disposition du plaideur de mauvaise foi qui ne cherche qu'à éluder ses engagements.

Cette manière de voir se justifie d'autant plus aujourd'hui que, celui contre lequel a été pris un jugement susceptible d'opposition ou d'appel, a été dûment prévenu de la continuation de l'instance.

En ce qui concerne les jugements de défaut, l'interprétation que nous proposons peut, il est vrai, avoir pour conséquence, dans certains cas, la suppression de l'autorisation prévue par l'article 3 § 2 du décret du 10 août, par suite de cette circonstance que la tentative d'exécution, si elle n'est pas arrêtée, peut devenir une exécution complète.

C'est là la conséquence juridique de l'application de principes de droit que nul n'est censé ignorer. Cette application est d'ailleurs de tous points conforme à l'esprit du décret 15 décembre 1914.

Si l'on se réfère en effet, aux motifs qui ont dicté les

dispositions des articles 158-159 du code de procédure civile et 643 du code de commerce, on voit que la loi ne répute les jugements par défaut exécutés qu'en se basant sur une véritable présomption d'acquiescement. Cette présomption résulte soit des dispositions formelles des textes précités dans les trois cas suivants : 1° saisie et vente des meubles, 2° saisie des immeubles suivie d'une notification, 3° paiement des frais; soit des faits et circonstances de la cause laissés à l'appréciation des tribunaux dans le cas où il a été fait des actes desquels *il résulte nécessairement que l'exécution du jugement a été connue de la partie défaillante.*

Il est impossible de croire que dans ces cas, le défaillant en ne protestant pas, n'ait pas reconnu le bien fondé de la condamnation prononcée contre lui et accepté par suite de s'y soumettre volontairement. Ainsi disparait la présomption d'inaction involontaire qui, nous l'avons dit, justifie toutes les dispositions des décrets des 10 août et 15 décembre et dès lors ces textes cessent de trouver leur application.

Exigerait-on l'autorisation prévue par l'article 3 § 2 si un débiteur voulait payer sans y être contraint ? évidemment non.

A bien réfléchir, la situation est exactement la même, le débiteur ne paie pas, mais il laisse son créancier se payer, alors qu'il pourrait s'y opposer. La loi ne peut pas protéger les plaideurs malgré eux, et sacrifier le créancier quand le débiteur entend se libérer.

D'ailleurs, il faut observer que si l'exécution faite dans les conditions qui viennent d'être indiquées a toujours pour effet de rendre le jugement définitif, le plus souvent elle n'éteint pas ou n'éteint pas complètement les causes du jugement. Dans ce cas, bien entendu, l'exécution ne pourra être continuée qu'en vertu des dispositions de l'article 3 § 2.

Ainsi, par exemple, un créancier, en vertu d'un jugement par défaut, d'une somme de 1000 francs fait pratiquer une saisie mobilière à l'encontre de son débiteur. Ce dernier laisse vendre les meubles saisis. La vente ne produit que

100 francs. Le jugement est devenu définitif. Mais si le créancier veut saisir d'autres biens, il ne pourra le faire que conformément à l'article 3 § 2 du décret du 10 août. Il en sera de même dans le cas où le débiteur aurait payé les frais sans payer le principal. Le jugement par défaut deviendra définitif, mais pour poursuivre l'exécution des condamnations non éteintes, le créancier devra se conformer aux dispositions ci-dessus indiquées. En matière de saisie immobilière, la dénonciation du procès-verbal de saisie rendra également le jugement de défaut définitif ; mais pour procéder à la vente, il faudra aussi se munir de l'autorisation prévue par l'article précité.

Ces exemples démontrent bien que la tentative d'exécution d'un jugement susceptible de voie de recours ne se confond pas nécessairement avec l'exécution d'un jugement devenu définitif. Il peut arriver sans doute qu'elles se confondent. Dans ce cas, s'il ne peut plus être question de l'autorisation prévue par l'article 3 § 2 du décret du 10 août, c'est par la raison péremptoire qu'elle ne peut plus intervenir juridiquement et utilement.

D'ailleurs, si par hasard et bien rarement, des mesures d'exécution étaient prises vraiment à l'insu du défaillant, il est certain que les tribunaux n'hésiteraient pas, étant données surtout les circonstances, à le relever de la déchéance et à admettre son opposition.

En résumé, si notre thèse peut entrainer quelques inconvénients faciles à réparer, la thèse adverse aboutit à cette conséquence inadmissible que le décret du 15 décembre, au lieu de faciliter la reprise des affaires, y apporterait une nouvelle entrave, puisque, sans rien modifier à la situation antérieure, il imposerait aux demandeurs une procédure très longue dont le défendeur pourrait paralyser néanmoins l'effet à son gré et le plus simplement du monde en opposant simplement la force d'inertie si commune, en particulier, en Tunisie.

Nous maintenons donc ce que nous avons dit ci-dessus : en matière civile et commerciale, toutes les instances déjà

engagées au 15 décembre 1914 ou qui l'ont été et pourront l'être par la suite peuvent désormais être définitivement solutionnées et tous les jugements auxquels elles aboutissent ou déjà rendus antérieurement au 15 décembre 1914 peuvent devenir définitifs et nous ajouterons et être mis à exécution.

Nous repoussons, d'ailleurs, l'interprétation qui tendrait à exiger trois autorisations : la premiére pour continuer l'instance jusqu'à solution définitive du procès (article 2 du décret du 15 décembre) ; la seconde, pour faire courir, s'il y a lieu, les délais de recours des décisions ainsi obtenues (article 1er du décret du 15 décembre) ; la troisième pour exécuter les décisions devenus définitives par l'expiration des délais pour les attaquer (article 3 § 2 décret du 10 août).

Nous nous en tenons à la thèse que nous avons déjà développée : une première autorisation replace les parties dans le droit commun jusqu'au moment où le jugement est devenu définitif, une seconde autorisation est nécessaire pour pouvoir exécuter les jugements définitifs.

Nous ajoutons simplement que tous les jugements rendus sous l'empire du décret du 10 août qui sont actuellement susceptibles d'une voie de recours ne peuvent devenir définitifs que moyennant l'autorisation prévue par l'article 1er du décret du 15 décembre.

Dans ce cas, si ces jugements ont été obtenus après autorisation conformément à l'article 3 du décret du 10 août 1914 et en admettant l'interprétation de ce décret qui a prévalu, trois ordonnances seront nécessaires pour les exécuter définitivement.

De même, les instances actuellement en cours en vertu d'une autorisation délivrée sous l'empire du décret du 10 août doivent aboutir à des jugements qui, s'ils sont susceptibles de voies de recours, ne deviendront définitifs qu'en vertu d'une nouvelle autorisation donnée conformément à l'article 1er du décret du 15 décembre. Cette ordonnance ne dispense pas d'ailleurs de celle qui est prévue par l'article 3 § 2 du décret du 10 août qui reste en vigueur.

Dans ce cas encore, trois ordonnances seront nécessaires pour arriver à l'exécution définitive, mais deux seulement auront nécessité la procédure contradictoire instaurée par le décret du 15 décembre.

L'ordonnance prévue par l'article 1er du décret du 15 décembre permet d'ailleurs, à notre avis, pour les motifs que nous venons d'exposer, d'aboutir à l'exécution même des jugements de défaut.

***

Applications pratiques du décret du 15 décembre 1914

La portée générale du décret du 15 décembre étant ainsi déterminée dans ses grandes lignes, nous allons rechercher successivement pour chacune des catégories d'actes qui y sont prévues, quelles en sont les applications pratiques. Nous examinerons ensuite dans ses détails la procédure à suivre pour arriver à la suspension des déchéances dans les cas où cette suspension est possible comme nous venons de le dire.

***

Prescriptions et péremptions

L'article 1er du décret du 15 décembre est ainsi conçu : « La suspension, en matière civile ou commerciale, des prescriptions et péremptions, prononcée par l'article 1er du décret du 10 août 1914, pourra être levée par ordonnance, etc... ».

Si le principe du retour au droit commun moyennant certaines formalités est certain, on n'aperçoit pas très bien le fonctionnement en pratique de cette disposition.

Envisageons d'abord le cas de la prescription.

On conçoit mal, dans la pratique des affaires, que celui qui prescrit puisse prévenir celui contre lequel il prescrit, de son intention d'user de ce mode spécial d'acquérir ou de se libérer. Souvent, d'abord, en matière de prescription acquisitive le vrai propriétaire est inconnu. En fût-il autre-

ment, le prévenir n'est-ce pas l'inviter à interrompre immédiatement la prescription ?

Dans les courtes prescriptions libératoires qui sont basées sur une présomption de paiement, quel motif celui qui veut faire cesser la suspension invoquera-t-il ? Puisqu'il a payé, il ne peut pas croire qu'on lui réclamera une seconde fois ce qu'il doit. Il ne lui viendra donc pas à l'esprit de demander l'interruption d'un délai qui, pour lui, ne court pas.

En d'autres termes, ces courtes prescriptions sont toujours une défense et on ne voit pas la défense se produisant en dehors d'une demande.

Pratiquement, tout au moins, cette partie du décret ne semble pas devoir trouver de fréquentes applications. Il en va à peu près de même en matière de péremption. On sait que les instances périment par une inaction de 3 ans ; que la péremption n'est pas acquise de droit, qu'il faut la demander ; que tant qu'elle n'est pas demandée, l'instance peut être reprise par un acte quelconque de procédure. X a introduit une instance contre Y; il est resté dans l'inaction, le délai de 3 ans est actuellement suspendu. Libre à X de reprendre son instance. C'est donc Y qui pourrait demander la levée de la suspension du délai. Mais pourquoi le ferait-il ? S'il le prévient de son intention de faire courir à nouveau les délais, ce dernier s'empressera de faire un acte quelconque de procédure qui interrompra la péremption.

S'agit-il de la péremption d'un jugement de défaut, quel intérêt pourrait avoir Y, contre lequel X a pris un pareil jugement, à le prévenir que s'il ne l'exécute pas, il sera périmé ? X s'empressera de l'exécuter et de forcer ainsi Y à faire opposition ; il serait plus facile pour lui de procéder par cette voie.

Ici encore, les applications pratiques semblent peu probables.

***

Déchéances contractuelles

Dans cette matière, au contraire, le décret du 15 décembre sera d'une application facile et fréquente.

La partie qui a stipulé une déchéance à l'égard de son co-contractant, si elle peut justifier que c'est abusivement que celui-ci ne s'exécute pas et évite ainsi la déchéance convenue, pourra obtenir le retour au droit commun. Elle n'a rien à craindre en prévenant son co-contractant de son intention. C'est là, au contraire, une mise en demeure qui est de nature à démontrer son bon droit.

Ainsi, pour reprendre quelques-uns des exemples que nous avons cités :

Une compagnie d'assurances peut obtenir que, si les primes ne sont pas payées dans les délais impartis par la police, la déchéance sera à nouveau encourue.

Un vendeur d'immeuble peut obtenir que, faute par l'acquéreur de payer le prix de vente, il sera fondé à exercer contre lui l'action résolutoire.

Le propriétaire peut obtenir que, faute par l'entrepreneur de livrer, à la date convenue, l'immeuble qu'il s'est engagé à construire, l'amende stipulée lui soit appliquée.

Celui qui a consenti une promesse de vente et reçu des arrhes, peut obtenir que, si la promesse n'est pas levée, les arrhes lui seront acquises.

***

Inscription des hypothèques, renouvellement, transcription

Pour les motifs déjà exposés dans notre précédente note, il n'y a pas lieu en Tunisie de s'occuper des effets du décret à ce point de vue.

***

Actes extra-judiciaires

Ici, on se heurte dans beaucoup de cas, à une difficulté insurmontable.

Souvent, en effet, les délais sont suspendus non pas en faveur d'une ou plusieurs personnes qu'il est possible de connaître et par suite de mettre en demeure, mais d'une

catégorie de personnes qui ne peuvent être individuellement désignées.

Il est donc impossible de leur adresser l'avis prévu par le décret du 15 décembte 1914. D'où il faut conclure que les dispositions de ce décret ne pourront pas, le plus souvent, trouver leur application dans ce cas.

*
* *

Procédures judiciaires

Une instance est introduite ; ou bien le défendeur se présente, ou bien il fait défaut.

Dans le premier cas, et tant que l'instance reste contradictoire, l'autorisation prévue par l'article 2 du décret du 15 décembre est sans objet.

Dans le second cas, comme sous l'empire des dispositions du décret du 10 août, le tribunal ne peut prononcer défaut ni faute de comparaître, ni faute de conclure. Il doit constater la non comparution du défendeur et renvoyer l'affaire *sine die*.

Si le demandeur veut continuer l'instance, il doit obtenir l'autorisation prévue par l'article 2 du décret du 15 décembre.

Cette autorisation, dans le système que nous préconisons, replace les parties dans le droit commun, jusqu'au moment où le jugement devient définitif par l'échéance des délais impartis pour exercer les voies de recours dont il est susceptible.

Il va de soi que, si ces voies de recours sont exercées dans les délais prévus, les mêmes formalités qui sont nécessaires pour une instance qui est pendante devant le magistrat du premier degré, s'appliquent à nouveau devant les magistrats du second degré.

Ces règles sont d'ailleurs applicables à toutes les instances civiles ou commerciales et devant toutes les juridictions.

Les jugements étant devenus définitifs, l'exécution ne pourra en être poursuivie, s'il y a lieu, qu'en vertu d'une

seconde ordonnance délivrée conformément à l'article 3 § 2 du décret du 10 août. Malgré cette autorisation, il appartient encore au Magistrat, statuant en matière de référé, d'accorder tels délais de grâce que lui paraîtra justifier la situation du débiteur. Il sera fait évidemment, de ce droit, que le magistrat des référés a en temps normal, un plus large usage en raison des circonstances graves que traverse le pays.

***

Formalités prévues par le décret du 15 décembre

Examinons, maintenant, par qui et dans quelles conditions, peuvent être délivrées ces diverses autorisations.

L'ordonnance levant la suspension des délais, prescription et péremption (article 1er), celle levant la suspension des effets des clauses contractuelles stipulant des déchéances (article 3) sont rendues par le Président du tribunal civil. La loi ne spécifie pas davantage. Il semble que, par application des principes de droit commun, — la procédure dont s'agit constituant elle même une véritable instance *sui generis*, — il y a lieu d'ajouter « par le Président du tribunal civil dans le ressort où pourrait être assigné le défendeur. Par défendeur, il faut entendre celui contre lequel la levée de la suspension est demandée.

L'ordonnance, autorisant la continuation des instances, est rendue par le Président du tribunal saisi.

Dans l'un et l'autre cas, il est évident que le Président peut déléguer ses pouvoirs à un membre du tribunal.

Dans les tribunaux, dans lesquels une chambre juge commercialement, il serait à désirer, en cas de délégation, qu'elle fût faite au magistrat qui préside cette chambre. Il pourrait ainsi suivre les affaires et éviter des surprises.

L'article 2 § 2 du décret du 15 décembre qui prévoit le cas de continuation des instances, dit expressément que cette autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par le tribunal saisi.

Dans ce cas, le Président, comme naus l'avons dit dans notre précédente note, statue par délégation du tribunal ; ce dernier, mieux informé, peut donc revenir sur la décision prise en son nom.

Peut-il en être de même dans le cas des articles 1 et 3 du même décret ? Bien que la loi soit muette sur ce point, nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'affirmative. La loi ne prévoit pas de voie de recours contre les ordonnances dont s'agit. L'application des principes généraux aboutirait, en pratique, à une entrave énorme pour la reprise des affaires. Il faut donc décider qu'en tous cas, l'ordonnance du Président pourra être rapportée par le tribunal qui sera appelé à connaître de ses conséquences.

Ainsi, le tribunal saisi d'une demande tendant à l'application d'une déchéance contractuelle pourra refuser de l'appliquer, s'il estime que l'ordonnance sur laquelle on se base a été surprise à la religion du magistrat qui l'a rendue.

Le Président, pour apprécier les motifs qui peuvent l'autoriser à accorder ou à refuser l'autorisation demandée a un pouvoir discrétionnaire. Ce n'est plus seulement pour des motifs exceptionnels que l'autorisation doit être accordée, elle peut l'être, suivant les circonstances.

La loi ne l'indique formellement ; qu'à propos des ordonnances de continuation des instances, mais son esprit doit nous faire admettre cette solution dans tous les cas, sans distinction.

Il semble cependant que les mêmes circonstances doivent être appréciées différemment suivant qu'il s'agit d'ordonner la continuation des instances ou de faire courir les délais pour exercer les voies de recours ou d'ordonner l'exécution des jugements définitifs.

Ainsi, l'autorisation de continuer une instance qui présente un certain caractère d'urgence, paraît devoir être accordée dès l'instant où il est démontré que le défendeur est en mesure de se défendre, quelle que soit sa situation de fortune, même serait-il gêné par suite de la guerre. Il

n'appartient pas, en effet, au Président, mais au tribunal de tenir compte de cette situation, en accordant des délais conformément à l'article 4 du décret du 10 août 1914. Le Président pourra, au contraire, et devra tenir compte de la situation du débiteur quand il s'agira d'ordonner la continuation des poursuites et, dans une moindre mesure, quand il s'agira de lever la suspension des délais pour exercer les voies de recours.

Nous répétons ici, ce que nous avons déjà dit dans notre précédente note. En Tunisie, où les effets de la guerre se font beaucoup moins sentir qu'en France, les présidents pourront et devront en quelque sorte se montrer beaucoup plus larges dans l'appréciation des motifs qui sont de nature à autoriser le retour au droit commun.

Cette attitude s'impose d'autant plus, que l'ordonnance qui est délivrée par le Président est, d'après le nouveau décret, une décision contradictoire.

L'article 1 du décret dit, en effet : « *qui statuera, sans frais, après avis adressé aux intéressés par les soins du greffier. Cet avis sera motifié par lettre recommandée avec accusé de réception* ».

Lorsque la partie qui désire obtenir la levée de la suspension des délais, péremption et prescription, des effets des clauses contractuelles stipulant une déchéance, ou la continuation des instances, présente sa requête, il n'y est donc pas répondu immédiatement. Avis est donné à la partie contre laquelle la mesure est sollicitée.

Bien que la loi ne le dise pas expressément, il est certain que cette partie doit être admise, si elle le désire, à faire valoir les motifs qui militent pour que la mesure sollicitée ne soit pas accordée.

Comment le fera-t-elle ?

La loi est muette sur ce point.

Admettra-t-on chaque partie à solliciter une audience du Président saisi de la requête, pour lui fournir ses explications ? Ces explications, pour répondre aux vœux de la

loi, ne doivent-elles pas être fournies en présence de la partie adverse ?

La pratique a heureusement comblé cette lacune.

En même temps qu'il prévient la partie qu'une mesure est sollicitée contre elle, le greffier lui fixe une audience et prévient le requérant de cette fixation.

Un jour spécial est d'ailleurs réservé à ces véritables audiences.

La loi n'indique pas davantage à quel délai doit être convoqué celui contre lequel on demande le retour au droit commun. L'esprit du décret qui a voulu faciliter autant que possible la reprise des affaires, la forme même de la procédure adoptée par le législateur, indiquent qu'il n'y a pas de délais fixés, qu'il n'y a pas lieu davantage de se préoccuper des délais de distance.

Il va sans dire cependant que la convocation devra être donnée dans des conditions telles que la personne convoquée ait le temps matériel de s'y rendre si elle le désire.

Cette convocation devant avoir lieu, aux termes de l'art. 1 du décret du 15 décembre, par lettre recommandée avec avis de réception, la date de comparution ne peut, en fait, être fixée que dans un délai qui varie entre une quinzaine et un mois francs.

En effet, dans l'état actuel des règlements postaux qui régissent la matière, les lettres recommandées avec avis de réception, déposées entre le 1er et le 15 de chaque mois, après avoir été présentées au destinataire, auquel un bulletin est laissé pour le prévenir en cas d'absence, ne sont retournées à l'expéditeur avec l'avis qu'à l'expiration de la deuxième quinzaine du même mois, c'est-à-dire à partir du 1er du mois suivant. De même, les lettres recommandées avec avis de réception déposées du 15 à la fin du mois ne sont retournées qu'à l'expiration de la première quinzaine du mois suivant, c'est-à-dire à partir du 15 du mois suivan.

Il est certain, d'autre part, qu'il ne peut être répondu à la requête aux fins de levée de la suspension des délais,

prescription, péremption, etc... sans que l'avis de réception de la lettre recommandée soit présenté au Président. Comme il est impossible de savoir à quel moment la lettre sera remise, il en résulte que la convocation, comme il vient d'être dit, devra par la force même des choses, être donnée en tenant compte des délais ci-dessus indiqués.

Ce laps de temps sera, dans bien des cas, beaucoup trop long. Dans certains autres, à raison de la distance entre le domicile du convoqué et le lieu où siège le Président, les difficultés plus ou moins grandes de communication, il sera à peine suffisant, quelques fois même trop court.

Pour permettre au Président de mieux proportionner les délais de comparution aux circonstances, il serait à souhaiter que les délais ci-dessus indiqués fussent réduits dans de justes proportions pour les lettres à destination de la Tunisie. Cette mesure qui ne s'appliquerait qu'aux lettres recommandées avec avis de réception adressées en exécution des décrets qui ont organisé cette procédure spéciale et qui serait dès lors purement, temporaire semble d'ailleurs pouvoir être prise par un simple arrêté de M. le Directeur de l'Office Postal Tunisien. Sans compromettre aucunement les droits de ceux contre lesquels la suspension est demandée, puisque le Président est toujours libre de fixer tel délai qu'il croit nécessaire, elle permettrait dans bien des cas d'éviter des abus auxquels il est impossible d'échapper actuellement.

Nous pensons que le Président est d'ailleurs libre, si le convoqué ne se présente pas, de ne pas donner défaut et d'exiger une nouvelle convocation, s'il estime que le défaut de comparution peut avoir un motif légitime.

Le Président peut et doit s'entourer de tous renseignement de nature à éclairer sa religion. Il doit notamment rechercher, suivant les cas, si la partie contre laquelle la mesure est sollicitée est sous les drapeaux, quelle est la situation de fortune des parties en cause ; dans quelle mesure l'état de guerre a pu modifier cette situation et en particulier celle de la partie contre laquelle la mesure est

sollicitée ; quelle est la raison pour laquelle, en cas de continuation d'instance, la partie défaillante ne s'est pas présentée. Il est évident que le Président ne peut pas, le plus souvent, recueillir ces renseignements par lui même. Il sera obligé de s'adresser aux fonctionnaires de l'ordre judiciaire ou, à défaut, administratif, les mieux placés, pour procéder à l'enquête sans imposer un trop grand déplacement à la partie convoquée devant lui. Il ne faut pas cependant que les renseignements ainsi fournis pèsent d'un poids absolu dans la balance de la justice. La partie qui y a intérêt doit être admise à les contester ; autrement le rôle du Président se trouverait singulièrement diminué. Ce ne serait plus lui, en réalité, qui jugerait, mais un agent parfois assez peu qualifié pour remplir les fonctions délicates que le législateur a conférées intentionnellement au magistrat le plus élevé dans chaque tribunal.

Les autorisations dont s'agit sont demandées par requête et il y est répondu par ordonnance. Nous renvoyons à ce sujet à ce que nous avons dit dans notre précédente note.

Revenant cependant sur l'opinion que nous avons émise, nous adoptons la pratique suivie au tribunal de Tunis qui exige que toutes les requêtes présentées au Président du tribunal civil soient signées par un défenseur. Si cette pratique expose la partie qui présente la requête à des frais d'ailleurs minimes (trois francs) elle offre l'avantage de lever tout doute sur l'identité de l'exposant, facilite l'examen de la requête par une rédaction correcte et conforme aux vœux de la loi et par la constitution d'un dossier complet.

Le vœu que nous avions émis de voir ces requêtes affranchies de tous droits est réalisé par le décret du 15 décembre dont l'article 1 dit la « *suspension..... pourra être levée par ordonnance du Président du tribunal civil qui statuera sans frais...* »

Ces actes ne sont donc soumis ni à la formalité du timbre ni à celle de l'enregistrement.

La loi n'oblige pas celui qui obtient une ordonnance à la signifier. On ne saurait donc imposer cette formalité. Elle est évidemment inutile lorsqu'elle est rendue en présence du convoqué, mais nous pensons, comme nous l'avons dit dans notre précédente note que le Président peut, suivant les circonstances, imposer à la partie à laquelle elle est délivrée, l'obligation de la porter à la connaissance de la partie contre laquelle elle est rendue, avec avenir s'il s'agit d'une continuation d'instance, ou mise en demeure, s'il s'agit d'une déchéance contractuelle, par exemple. En tout cas, l'ordonnance autorisant la continuation d'une instance, devra être mentionnée dans les qualités des jugements.

***

Délais

Les ordonnances ainsi rendues font courir à nouveau les délais suspendus en principe. Quel est le point de départ des nouveaux délais et quelle en est la durée ?

Le point de départ du nouveau délai est toujours la date de l'ordonnance.

En ce qui concerne la durée : à dater de l'ordonnance prévue au § précédent, un nouveau délai égal au délai ordinaire courra pour les différents actes de recours devant les tribunaux judiciaires.

Quant aux autres actes, il sera accordé à partir de la même date un délai égal à celui qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

En définitive, l'ordonnance remplace le décret prévu par l'article 2 du décret du 10 août ; la prorogation qui est accordée par le nouveau texte est exactement celle qui était impartie dans le décret précité.

***

Le décret du 15 décembre, interprété, tout au moins comme nous le proposons, desserre, comme on l'a dit, con-

sidérablement le moratorium judiciaire et permettra une sérieuse reprise des affaires.

Il aurait mieux atteint son but si le législateur, au lieu de recourir à l'avis par lettre recommandée, avait eu recours à la voie ordinaire des exploits d'huissiers, tout en réduisant les frais dans ce cas spécial.

***

Décret tunisien du 15 décembre 1914

Le texte que nous venons de commenter est celui du décret français du 15 décembre. Il existe un décret tunisien de la même date (J. O. T. 30 décembre 1914) relatif à la même matière.

Si, comme pour le décret du 10 août, le législateur tunisien s'était borné à reproduire les dispositions en vigueur en France, la question de savoir quel est le texte applicable devant les juridictions françaises. n'aurait qu'une importance purement théorique. Mais le décret tunisien du 15 décembre ne reproduit pas exactement les dispositions du décret français de la même date.

Nous sommes d'avis que le seul texte applicable devant les juridictions françaises de Tunisie est le texte français. Ce serait sortir complètement du cadre de cette simple note, de vouloir justifier ici cette opinion qui n'est que l'un des aspects sous lesquels se présente la question si importante, qui se pose malheureusement depuis trop longtemps en Tunisie, de savoir quelles sont les lois françaises qui y sont applicables devant les tribunaux français.

Nous nous bornerons donc à signaler les différences qui existent entre les deux textes et les conséquences qui peuvent résulter de leur divergence.

L'article 1 du décret français laisse sous l'empire des dispositions antérieures non seulement les personnes qui sont actuellement sous les drapeaux, mais aussi celles qui sont domiciliées dans les circonscriptions judiciaires à déterminer par décret.

Le décret tunisien ne reproduit pas cette disposition. Evidemment, il n'y a pas en Tunisie, des parties du territoire envahies par l'ennemi, ou qui ont plus directement souffert des conséquences de la guerre. Mais l'ordonnance algérienne du 16 avril 1843 permet d'assigner le défendeur devant le tribunal dans le ressort duquel l'action a pris naissance, si ce défendeur a son domicile en France. Supposons qu'en vertu de ce texte, un défendeur domicilié en France, dans une des circonscriptions judiciaires qui ont été désignées par le décret du 21 décembre 1914, soit assigné devant un tribunal de Tunisie, qu'adviendra-t-il ? Si c'est le décret français qui est applicable, l'action ne sera évidemment pas recevable ; mais elle le serait, si c'est le décret tunisien. Ainsi toute une catégorie de citoyen français dignes du plus grand intérêt, se trouverait privée du bénéfice d'une disposition dont, de par une loi française, elle jouit à juste titre dans la Métropole. Ce serait un résultat au moins surprenant.

L'article 3 du décret tunisien contient la disposition suivante : « ont dispensés de cette autorisation (de l'autorisation prévue par l'article 2 pour la continuation des instances) l'Etat, les Communes ou les Etablissements publics d'Etat, pour les poursuites engagées en matière de recouvrement des impôts, contributions, produits, revenus, redevances ou créances de toute nature, qui continueront à s'effectuer, sous réserve, le cas échéant, de l'application du bénéfice de l'article 4, du décret du 10 août ».

Cette disposition qui ne se rencontre pas dans le texte français est ou non applicable, suivant que c'est le décret tunisien ou le décret français qui devant les juridictions françaises est en vigueur.

La question offre un grand intérêt, car il ne faut pas se dissimuler, étant donnés les termes très généraux dans lesquels est conçu l'article précité, qu'en réalité, il annihile dans une large mesure, les effets du décret français du 15 décembre, en ce qui concerne le recours de l'Etat, des Communes et des Etablissements publics d'Etat. Toutefois,

il faut observer que ce texte devant, à raison de sa nature même, recevoir une interprétation restrictive, l'Etat, les Communes et les Etablissement publics d'Etat ne sont pas dispensés des autorisations prévues par l'article 1 du décret du 15 décembre et par l'article 3 § 2 de celui du 10 août. D'autre part, les instances administratives étant restées sous l'empire du décret du 10 août, l'exception dont s'agit ne saurait s'appliquer en cette matière. Si, d'ailleurs, la thèse que nous avons combattue était admise, l'Etat, comme les simples particuliers, verrait son action absolument paralysée au cas où, en matière de droit commun, ses débiteurs laisseraient prendre défaut.

Je dois remercier, en terminant, mon confrère et ami, Me Ventre, avocat au barreau de Tunis, de son utile collaboration.

A. DE MATTEIS,

avocat au barreau de Tunis,

ancien bâtonnier.

ANNEXES

Décret français du 15 décembre 1915.

ARTICLE PREMIER. — La suspension, en matière civile ou commerciale, des délais, prescriptions et péremptions, prononcée par l'article 1er du décret du 10 août 1914, pourra, à l'égard des individus qui ne sont ni présents sous les drapeaux, ni domiciliés dans les circonscriptions judiciaires à déterminer par décret, être levée par ordonnance du président du tribunal civil qui statuera sans frais, après avis adressé aux intéressés par les soins du greffier. Cet avis sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

A dater de l'ordonnance prévue au paragraphe précédent, un nouveau délai égal au délai ordinaire courra pour les différents actes de recours devant les tribunaux judiciaires.

Quant aux autres actes, il sera accordé, à partir de la même date, un délai égal à celui qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

ART. 2. — La continuation jusqu'à décision définitive de toute instance engagée, en matière civile ou commerciale, avant ou depuis la mobilisation, contre les mêmes personnes pourra, selon les circonstances, être autorisée par ordonnance du président du tribunal saisi qui statuera dans les conditions déterminées à l'article 1er du présent décret.

Cette autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par le tribunal civil.

ART. 3. — A l'égard des mêmes personnes et dans les mêmes formes, le président du tribunal civil pourra, selon les circonstances, lever en matière civile ou commerciale, la suspension prononcée par l'article 5 du décret du 10 août 1914, des effets des clauses contractuelles stipulant une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe.

ART. 4. — Les dispositions du décret du 10 août 1914 seront maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent décret.

ART. 5. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Décret du 21 décembre 1914 (J. Off. 22 décembre).

ARTICLE PREMIER. — Les circonscriptions judiciaires visées à l'article 1er du décret du 15 décembre 1914 et dans lesquelles les dispositions de ce décret ne sont pas, quant à présent, applicables, sont déterminées, conformément aux indications du tableau annexé au présent décret.

ANNEXE

Tableau des circonscriptions judiciaires dans lesquelles les dispositions du décret du 15 décembre 1914 ne sont pas actuellement applicables.

Cour d'Appel d'Amiens

Aisne. — Tous arrondissements.
Oise. — Arrondissements de Clermont et Compiègne.
Somme. — Arrondissement de Montdidier et Péronne.

Cour d'Appel de Besançon

Haut-Rhin.

Cour d'Appel de Douai

Nord. — Arrondissements d'Avesnes, Cambrai, Douai, Hazebrouck.

Lille et Valenciennes

Pas de Calais. — Arrondissements d'Arras et de Bethune.

Cour d'Appel de Nancy

Ardennes. — Tous arrondissements.
Meurthe-et-Moselle. — Tous arrondissements.
Meuse. — Arrondissements de Montmédy, Saint-Mihiel et Verdun.
Vosges. — Arrondissement de Saint-Dié.

Cour d'Appel de Paris

Marne. — Arrondissements de Chalons-sur-Marne, Reims et Saint-Menehould.

Décret tunisien du 15 décembre 1914.

Louange à Dieu!

NOUS, MOHAMMED EN NACER PACHA-BEY, POSSESSEUR DU BOYAUME DE TUNIS,

Vu notre décret du 10 août 1914, relatif à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative ;

Vu le décret du Président de la République Française du 15 décembre 1914 ;

Attendu qu'il y a lieu d'édicter en Tunisie des dispositions analogues ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — La suspension, en matière civile ou commerciale, des délais, prescriptions et péremptions, prononcée par l'article premier de notre décret du 10 août 1914, pourra à l'égard des personnes non présentes sous les drapeaux, être levée par ordonnance du président du tribunal qui statuera, sans frais, après avis adressé aux intéressés par les soins du greffier. Cet avis sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception.

A dater de l'ordonnance prévue au paragraphe précédent, un nouveau délai égal au délai ordinaire courra pour les différents actes de recours devant les tribunaux judiciaires.

Quant aux autres actes, il sera accordé, à partir de la même date, un délai égal à celui qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

ART. 2. — La continuation jusqu'à décision définitive de toute instance engagée, en matière civile ou commerciale, avant ou depuis la mobilisation, contre les mêmes personnes, pourra, selon les circonstances, être autorisée par ordonnance du président du tribunal saisi qui statuera dans les conditions déterminées à l'article premier du présent décret.

Cette autorisation pourra, s'il y a lieu, être révoquée par le tribunal saisi.

ART. 3. — Sont dispensés de cette autorisation l'Etat, les communes ou les établissements publics d'Etat, pour les poursuites engagées en matière de recouvrement des impôts, contributions, produits, revenus, redevances ou créances de toute nature, qui continueront à s'effectuer, sous réserve, le cas échéant, de l'application du bénéfice de l'article 4 du décret du 10 août 1914.

ART. 4. — A l'égard des mêmes personnes et dans les mêmes formes, le président du tribunal pourra, selon les circonstances, lever en matière civile ou commerciale, la suspension prononcée par l'article 5 du décret du 10 août 1914, des effets des clauses contractuelles stipulant une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe.

ART. 5. — Les dispositions du décret du 10 août 1914 seront maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent décret.

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B BORREL.

27me Année, Nos 9 et 10 — 15-31 mai 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Loi instituant une croix dite «Croix de Guerre».– Décret réglant l'application de ladite loi. — Décret beylical réglementant la pêche dans le lac de Tunis. — Modification aux décrets relatifs à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative. — Décret beylical mettant fin au moratorium des valeurs négociables payables en Tunisie.

Jurisprudence : *Cour de Cassation :* Compétence du juge de simple police en matière de contravention, au cas d'un délit connexe non poursuivi. — *Cour d'Appel d'Alger* : Interprétation du décret du 15 novembre 1914 concernant la procédure à l'encontre des mobilisés et des non mobilisés. — *Cour d'Appel de Toulouse :* Etendue des pouvoirs des sequestres des biens ayant appartenu à des austro-allemands, en conformité du décret du 27 septembre 1914. *Conseil permanent de révision d'Alger :* Situation des italiens en Tunisie au point de vue des droits et privilèges ; application du décret beylical relatif aux réquisitions militaires ; état de siège donnant compétence au Conseil de guerre de Tunis pour connaitre de certains crimes et délits par eux commis et sans dessaisissement préalable de la juridiction de droit commun. — *Tribunal de 1er Instance de Tunis* . 1° Situation juridique de la femme et des enfants mineurs de l'indigène admis à la qualité de citoyen français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865. — 2° Dissolution d'ordre public avec effet rétroactif, d'une société avec un sujet allemand.

LÉGISLATION

Loi du 8 avril 1915 *instituant une croix, dite « Croix de guerre », destinée à commémorer les citations individuelles pour faits de guerre à l'ordre des armées de terre et de mer, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.*

ARTICLE UNIQUE. — Il est créé une croix dite « Croix de guerre », destinée à commémorer, depuis le début de la guerre de 1914-1915, les citations individuelles, pour fait de guerre, à l'ordre des armées de terre et de mer, des corps d'armée, des divisions, des brigades et des régiments.

Jusqu'à la cessation de ladite guerre, cette croix sera attribuée, dans les mêmes conditions que ci-dessus, dans les corps participant à des actions de guerre en dehors du théâtre principal des opérations.

Un décret réglera l'application de la présente loi.

Décret du 23 avril 1915 *réglant l'application de la loi ayant institué la croix dite « Croix de guerre ».*

ARTICLE PREMIER. — La Croix de Guerre instituée par la loi du 8 avril 1915, est en bronze florentin du module de 37 millimètres, à 4 branches, avec entre les branches, deux épées croisées : le centre représente à l'avers une tête de République au bonnet phrygien, orné d'une couronne de laurier avec, en exergue : « République Française » : il porte au revers l'inscription « 1914-1915 ».

ART. 2. — La Croix de Guerre est portée sur le côté gauche de la poitrine immédiatement après la Légion d'honneur ou la médaille militaire, suspendue à un ruban vert, avec liseré rouge à chaque bord et comptant cinq bandes rouges de 1 m. 50.

ART. 3. — La Croix de Guerre est conférée de plein droit aux militaires des armées de terre et de mer français ou étrangers qui auront obtenu pour faits de guerre, pendant la durée de la guerre contre l'Allemagne et ses alliées, une citation à l'ordre d'une armée, d'un corps d'armée, d'une division, d'un régiment ou une citation à l'ordre d'une unité correspondante.

ART. 4. — La Croix de Guerre est également conférée de plein droit aux civils et aux membres des divers personnels militarisés qui auront été l'objet d'une des citations visées à l'article précédent.

Art. 5. — En ce qui concerne l'armée de mer les différentes citations à l'ordre du jour prévues à l'article 3 peuvent être respectivement prononcées par les autorités maritimes ci-après désignées :

Citation d'armée. — Vice-amiral, commandant en chef l'armée navale, ministre de la marine (pour le personnel ne relevant pas du commandant en chef de l'armée navale).

Citations de corps d'armée : vice-amiraux commandant une escadre ; officiers généraux ; préfets maritimes.

Citations de la division : contre-amiral commandant une division indépendante.

Citations de la brigade : contre-amiraux commandant une division en sous ordre, contre-amiraux et capitaines de vaisseaux, majors généraux commandant les fronts de mer, contre-amiraux et capitaines de vaisseau commandant la marine, capitaines de vaisseau chef de division, capitaines de vaisseau commandant les sous-marins de l'armée navale.

Citations du régiment : officiers supérieurs commandant un bâtiment, une force navale autre que celles prévues à l'alinéa précédent, une formation à terre ne relevant pas du département de la guerre en dehors de la métropole.

Art. 6. — La Croix de Guerre est conférée de plein droit, en même temps que la Légion d'honneur ou la Médaille militaire aux militaires ou civils non cités à l'ordre dont la décoration aura été accompagnée, au « Journal Officiel », de motifs équivalant à une citation à l'ordre de l'armée pour action d'éclat.

Art. 7. — Les citations à l'ordre se distinguent de la manière suivante : armée, palme en bronze en forme de branche de laurier ; corps d'armée, une étoile en vermeil ; division, une étoile en argent, brigade, régiment ou unité assimilée, une étoile en bronze.

Plusieurs citations obtenues pour des faits différents se distingueront par autant d'étoiles correspondant à leur degré ou de palmes.

Art. 8. — Les citations accordées par les commandants de région, par les commandants supérieurs des troupes aux colonies, pour faits de guerre accomplis contre les Allemands ou leurs alliés sont assimilées, suivant le grade et le rang de l'autorité qui les a accordées, à des citations à l'ordre du corps d'armée, de la division, de la brigade, du régiment. Toutefois, leur approbation est soumise soit au général commandant en chef (zone des armées), soit au ministre de la guerre (zone de l'intérieur et troupes coloniales) soit au ministre des colonies (personnel relevant de son département).

Art. 9. En cas de décès de l'ayant-droit, la Croix de Guerre est remise à titre de souvenir et sur leur demande, aux parents du défunt dans l'ordre suivant : le fils aîné (ou, à défaut de fils aîné, la fille aînée), la veuve, le père, la mère, le plus âgé des frères ou à défaut, la plus âgée des sœurs, et ainsi de suite dans l'ordre successoral.

Art. 10. — La Croix de Guerre n'est pas délivrée à ceux qui, se trouvant dans les conditions stipulées plus haut pour l'obtenir, auraient, pendant leur présence sous les drapeaux et postérieurement à l'obtention de leur citation, encouru des condamnations ou tenu une conduite qui les rendraient indignes de recevoir cette distinction. Elle sera, en outre, retirée à tous ceux qui, postérieurement à la citation, subiraient les condamnations prévues par les articles 4 et 5 de la loi du 21 mars 1915 sur le recrutement de l'armée. Dans l'un et l'autre cas, la décision sera prise par le chef de corps ou de service de l'intéressé, tant qu'il sera sous les drapeaux.

Art. 11. — Les dispositions disciplinaires des décrets des 18 mars et 24 novembre 1852, 14 avril 1874 et 9 mai 1874 sont applicables aux titulaires de la Croix de Guerre.

Art. 12. — Une instruction établie par chaque département ministériel (guerre, marine, colonies) déterminera : 1° les formations spéciales des armées de terre et de mer

assimilables au régiment et les autorités qui auront pouvoir de décerner les citations ; 2° les personnels coloniaux militarisés participant à des actions de guerre au même titre que des troupes coloniales qui pourront prétendre à la Croix de Guerre ; 3° les conditions dans lesquelles certains militaires français prenant part, soit isolément, soit en troupe, à des opérations de guerre ne rentrant dans aucune des catégories visées par le présent décret pourront recevoir la Croix de Guerre.

ART. 13. — Les ministres de la guerre, de la marine, des colonies, le garde des sceaux, ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel » de la République française et inséré au Bulletin des lois.

Décret beylical du 26 avril 1915 (11 djoumadi-ettani 1333) *règlementant la pêche dans le lac de Tunis.*

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 7, § 1 du décret du 15 avril 1906 sur la police de la pêche maritime côtière en Tunisie, la pêche dans la partie Nord du lac de Tunis, comprise entre deux lignes partant des kilomètres 2 et 8 sur la berge nord du canal et aboutissant à deux pyramides maçonnées sur la rive nord du lac, peut être autorisée par le Directeur général des Travaux publics aux conditions fixées par le présent décret, pendant tout ou partie de la période allant du 1er mai au dernier jour du mois de février.

ART. 2. — Les autorisations de pêche prévues à l'article 1er donnent lieu au paiement d'une redevance calculée au taux de quatre francs par mois grégorien ; leur durée de validité est fixée dans chaque cas par le Directeur général.

La redevance est dûe par barque et par homme d'équipage.

Le nombre de barques autorisées à pêcher ne peut, en aucun cas, dépasser un maximum de douze.

ART. 3. — Les pêcheurs munis de l'autorisation spéciale de pêche dans le lac de Tunis sont soumis à toutes les prescriptions générales du décret du 15 avril 1906 sur la police de la pêche maritime côtière en Tunisie et aux dispositions spéciales suivantes :

1° La pêche est interdite du coucher au lever du soleil ;

2° Le seul filet autorisé est le filet de tramail, non employé comme filet traînant et dont la longueur totale est au plus égale à 330 mètres, quel que soit le nombre des pièces dont il est composé ;

3° Il est interdit à toute barque de pêche d'avoir à son bord une longueur de filet tramail supérieure à 330 mètres;

4° Il est interdit à toute barque de caler son filet tramail à moins de 330 mètres du filet d'une autre barque ;

5° Les barques doivent pour se rendre dans la zone de pêche ou en sortir, suivre le canal balisé à cet effet par la Direction générale des Travaux publics dans les zones de protection des premier et deuxième lots de pêche ammodiés.

Elles ne peuvent entrer dans le lac que pendant la première heure qui suit le lever du soleil et doivent en sortir pendant l'heure qui précède son coucher, sauf les cas de force majeure laissés à l'appréciation du Directeur général des Travaux publics.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés rendus pour son exécution sont constatées dans les conditions prévues aux articles 4, 82 et 83 du décret du 15 avril 1906 sur la police de la pêche maritime modifié par le décret du 2 février 1909.

Elles sont punies d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces peines seulement.

En outre, tous les engins de pêche prohibés ou utilisés dans des conditions contraires aux dispositions du présent décret sont saisis et leur confiscation est prononcée par le tribunal compétent.

Les barques sont saisies et servent de garantie au paiement des amendes prononcées.

ART. 5. — Celui qui, ayant été condamné pour l'une des infractions prévues par le présent décret ou aux arrêtés pris pour son exécution, a commis à nouveau la même infraction dans un délai de douze mois à compter du jour où la condamnation est devenue définitive, est condamné au maximum de l'une de ces peines seulement ; ces peines peuvent être portées jusqu'au double.

ART. 6. — Tout propriétaire de barque est responsable des amendes prononcées, en vertu du présent décret, contre toute personne préposée par lui à la pêche.

ART. 7. — L'article 463 du code pénal français ou l'article 53 du code pénal tunisien suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

ART. 8. — Dans la zone de protection de leurs pêcheries fixes, les amodiataires du lac de Tunis peuvent, à l'exclusion de tous autres, être autorisés à pêcher à des conditions spéciales à fixer par arrêté du Directeur général des Travaux publics.

ART. 9. — Est abrogé le décret du 17 avril 1913 réglementant la pêche dans le lac de Tunis ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles du présent décret.

ART. 10. — Le présent décret entrera en vigueur le 1er mai 1915.

Décret français du 11 mai 1915, *modifiant les décrets des 10 août et 15 décembre 1914, relatifs à la suspension des prescriptions, péremptions et délais en matière civile, commerciale et administrative.*

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret susvisé du 10 août 1914 est modifié comme suit :

« Par dérogation à la règle posée en l'article 1er, la continuation, jusqu'à décision définitive, des instances enga-

gées avant ou depuis la mobilisation pourra être autorisée, pour des motifs exceptionnels, par ordonnance du président du tribunal saisi, qui statuera sans frais, le défendeur appelé au moyen d'un simple avertissement que le greffier lui notifiera par lettre recommandée avec avis de réception.

« A défaut d'avis de réception, le président pourra, avant de statuer, ordonner que le défendeur sera cité, au jour et heure qu'il fixera, par exploit d'huissier commis à cet effet.

« Son ordonnance ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel.

« Sous les mêmes conditions et dans les mêmes formes, l'exécution de toute décision devenue définitive pourra être autorisée par le président du tribunal civil.

« L'autorisation, à laquelle l'exécution des jugements est subordonnée par le paragraphe précédent, est également nécessaire pour celle des actes assimilés aux jugements, quant à la force exécutoire, par les articles 545 et suivants du code de procédure civile ».

ART. 2. — Les dispositions des deuxième et troisième paragraphes de l'article 1^er^ du décret susvisé du 15 décembre 1914 sont remplacées par les suivantes :

« A défaut d'avis de réception de la lettre recommandée portant convocation sous forme d'avertissement, le président pourra, avant de statuer, ordonner que les intéressés seront cités, au jour et heure qu'il fixera, par exploit d'huissier commis à cet effet.

« Son ordonnance leur sera, en outre, signifiée par huissier commis, s'ils n'ont pas comparu,

« Elle ne sera susceptible ni d'opposition ni d'appel.

« A dater de l'ordonnance ou de la signification, selon que les intéressés dûment convoqués ou cités auront ou non comparu, un nouveau délai égal au délai ordinaire courra pour les différents actes de recours devant les tribunaux judiciaires. Exceptionnellement, si le délai qui a été suspendu était supérieur à deux mois, le nouveau délai sera limité à la moitié de ce délai sans toutefois pouvoir être

inférieur à deux mois ni au délai qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

« En ce qui concerne les actes autres que les actes de recours devant les tribunaux judiciaires, il sera, dans tous les cas, accordé, à partir de l'ordonnance ou de sa signification selon la distinction établie plus haut, un délai égal à celui qui restait à courir au premier jour de la mobilisation.

Décret beylical du 20 mai 1915 (6 redjeb 1333) *mettant fin au moratorium des valeurs négociables payables en Tunisie.*

Vu nos décrets des 9 et 20 août, 27 septembre, 27 octobre, 30 novembre, 29 décembre 1914 et 28 janvier, 27 février, 27 mars et 26 avril 1915, qui ont prorogé à diverses reprises les échéances des valeurs négociables ;

Considérant que les conditions économiques de la Tunisie que l'état de guerre a d'ailleurs troublées à un degré moins général que dans la métropole, paraissent devoir être notablement améliorées par les résultats des récoltes pendantes ;

Considérant qu'il parait dès lors justifié de profiter de ces circonstances pour fixer certaines dates échelonnées auxquelles les débiteurs d'échéances prorogées cesseront, à moins qu'ils ne soient présents sous les drapeaux, de bénéficier des sursis édictés d'office par la loi et devront, le cas échéant, pour obtenir d'autres délais, s'adresser soit à leurs créanciers, soit à la justice sauf, dans ce dernier cas, à appuyer leur demande de l'avis d'organes de conciliation spécialement institués à cet effet ;

Après nous être assuré de l'assentiment du gouvernement français ;

Sur la proposition de notre directeur général des finances et la présentation de notre premier ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs négociables payables en Tunisie, souscrites antérieurement au 4 août 1914 et

échues ou à échoir du 31 juillet 1914 au 31 décembre 1915, deviendront définitivement exigibles, sauf arrangements entre les parties et sous réserves des règles de droit ou d'usage en ce qui concerne la date de présentation, savoir :

Celles échues du 31 juillet 1914 au 30 novembre 1914, onze mois date pour date à compter de l'échéance primitive, l'échéance du 31 juillet 1914 étant payable le 30 juin 1915 et celles du 31 octobre 1915, le 30 septembre 1915 ;

Celles échues du 1er au 31 décembre 1914 inclus, le 31 octobre 1915 ;

Celles échues du 1er janvier au 31 mars 1915, le 15 novembre 1915 ;

Celles échues ou à échoir du 1er avril au 30 juin 1915, le 30 novembre 1915 ;

Celles à échoir du 1er juillet au 30 septembre 1915. le 15 décembre 1915 ;

Et celles à échoir du 1er octobre au 31 décembre 1915, le 31 décembre 1915.

Ces dispositions sont applicables même si les valeurs dont la désignation précède ont déjà fait l'objet d'un paiement d'acompte ou d'intérêts.

Le débiteur a la faculté de se libérer par anticipation.

Les valeurs négociables visées au présent article sont : les lettres de change, les billets à ordre ou au porteur, les chèques, à l'exception de ceux présentés par le tireur lui-même, les mandats et les warants.

Art. 2. — Les valeurs négociables souscrites antérieurement au 4 août 1914 à une échéance postérieure au 31 décembre 1915, et celles souscrites à compter du 4 août 1914, restent totalement exclues des dispositions du présent décret et demeurent exigibles à leurs échéances respectives.

Art. 3. — Les porteurs de valeurs prorogées énumérées en l'article premier devront obligatoirement, dès la promulgation du présent décret et avant le 15 juin 1915, notifier à leurs frais à chacun des souscripteurs ou tirés, le relevé

individuel des valeurs qu'ils ont sur lui entre leurs mains avec indication de la date définitive à laquelle chacune d'elles deviendra exigible par application de l'article Ier. La lettre de notification sera écrite au débiteur et adressée soit à son domicile d'élection soit, en cas de domicile élu chez un tiers, à ce dernier en son domicile. Elle sera envoyée par la poste, sous pli recommandé, savoir :

Directement au domicile qui vient d'être indiqué, si la localité est desservie à domicile par l'Office Postal.

Dans le cas contraire, sous le couvert du contrôleur civil de la circonscription de ce domicile qui la fera parvenir audit domicile par les moyens à sa disposition.

Il appartiendra au débiteur ainsi prévenu par les divers porteurs de ses valeurs, des échéances diverses le concernant, s'il ne croit pas pouvoir se libérer à une ou plusieurs de ces échéances, de se rapprocher du premier des bénéficiaires des valeurs correspondantes et de se mettre en mesure d'obtenir de lui des délais pour tout ou partie de sa dette.

Art. 4. — Le défaut de paiement d'un effet à l'une des échéances prévues par l'article premier sera constaté et poursuivi dans les formes du droit commun sous les réserves suivantes :

1° Par extension de la disposition établie par le dernier alinéa de l'article premier du décret français du 29 août 1914 la présentation de l'effet et, s'il y a lieu le protêt faute de paiement, pourront être faits dans un délai de dix jours y compris celui de l'échéance. Le protêt sera exceptionnellement exempt de timbre et d'enregistrement ;

2° Le protêt sera dénoncé au bénéficiaire et aux endosseurs. Mais aucun recours ne pourra être exercé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé, contre le bénéficiaire et les endosseurs ;

3° Pour les effets stipulés payables dans les localités où les banques ne garantissent pas le prêt à bonne date, le protêt pourra ne pas être dressé, mais le porteur devra

aviser les bénéficiaires et endosseurs du non paiement des effets par une lettre expédiée dans les délais de droit commun prévus pour les dénonciations de protêts. Ces délais courront à partir de l'expiration du délai de dix jours fixé au numéro 1 du présent article. Le coût de l'affranchissement de cette lettre sera à la charge des débiteurs ;

4° Le porteur d'effet pour lequel le recours contre les bénéficiaires et endosseurs est momentanément suspendu par le numéro 2 qui précède, ne sera en aucun cas tenu d'exercer des poursuites contre le souscripteur ou tiré.

La responsabilité du porteur ne pourra être mise en cause ou son droit de recours contesté par les bénéficiaires et endosseurs pour défaut de protêt dans le cas visé au numéro 3 ci-dessus, ni d'une façon générale pour défaut de poursuites consécutives au protêt, soit à leur encontre, soit à l'encontre des tirés ou souscripteurs ;

5° Le porteur d'effet qui n'aura pas envoyé au débiteur la lettre de notification prévue à l'article 3 pourra faire protester et dénoncer le protêt, mais ne pourra assigner le débiteur qu'avec l'autorisation du président du tribunal compétent auquel il s'adressera par voie de simple requête au greffe ;

6° Sur l'assignation, si le débiteur conclut à l'allocation d'un délai, le tribunal pourra, par un jugement qui ne sera ni levé ni signifié, surseoir à statuer jusqu'après avis du comité institué par l'article 5 ci-après. Ce comité sera saisi de la décision délivrée par le greffier sur papier libre et sans autres frais que ses honoraires, dans les trois jours de la date du jugement, à notre Directeur général des Finances ;

7° Lorsque des délais auront été accordés par suite d'entente entre le créancier et le débiteur pour le paiement d'une valeur prorogée, le débiteur devra souscrire en renouvellement une ou plusieurs valeurs aux nouvelles échéances convenues. Ces valeurs ne bénéficieront plus du moratorium.

Art. 5. — Les demandes de délais prévues au numéro 6 de l'article 4 qui précède seront soumises, savoir :

Si le créancier et le débiteur sont tous deux justiciables des tribunaux indigènes, au conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance présidé par notre secrétaire général du gouvernement ;

Dans le cas contraire, à un comité spécial composé sous la présidence de notre Directeur général des Finances ou celle de son délégué, du Directeur de la succursale de la Banque de l'Algérie ou de son représentant, d'un directeur de banque français, d'un agriculteur et d'un négociant français et, si le débiteur est indigène ou étranger, d'un agriculteur ou négociant indigène ou étranger de la même nationalité. Les membres du comité seront désignés chaque semaine par la voie d'un tirage au sort sur une liste de personnes agréées en conseil des ministres et chefs de services.

Le débiteur devra produire au conseil ou au comité un exposé de sa situation active et passive, avec l'indication de ses disponibilités probables et de l'affectation qu'il compte leur donner. Les comités pourront d'ailleurs s'entourer de tous les renseignements dont ils auront besoin, notamment auprès des société locales indigènes ou de sous-comités locaux fonctionnant au siège de chaque contrôle civil ou bureau des Affaires indigènes sous la présidence du contrôleur civil, ou de l'officier des Affaires indigènes. Le conseil ou le comité pourront également convoquer les créanciers pour tenter de concilier leurs débiteurs et celles du débiteur.

L'avis du conseil ou du comité ne sera pas motivé. Il sera simplement consultatif pour le tribunal qui sera maitre de sa décision. Copie en sera délivrée d'office par notre directeur général des Finances au créancier et au débiteur.

Les délais du fonctionnement du conseil et du comité seront déterminés, s'il y a lieu, par arrêtés communs du secrétaire général du gouvernement et du Directeur général des Finances.

ART. 6. — Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4, s'appliquent au paiement,

1° Des fournitures de marchandises faites entre commerçants antérieurement au 4 août 1914 et dont le paiement n'a pas été fixé à une date antérieure au 31 juillet 1914 ou postérieure au 31 décembre 1915 ;

2° de toutes sommes dues sans échéance ou avec une échéance ne dépassant pas le 31 décembre 1915, pour toutes avances faites antérieurement au 1er août 1914, en compte ou à découvert, ainsi que pour toutes avances faites antérieurement à la même date sur des titres de valeurs mobilières et sur des effets de commerce ou garanties par ces titres et effets.

Les délais prévus à l'article premier courront, savoir :

Pour le paiement des sommes visées au numéro 2 ci-dessus, à partir du lendemain de l'échéance, ou du jour où la dénonciation faite d'après les conventions entre les parties aura produit effet et, à défaut de stipulation d'échéance ou de clause de dénonciation, à partir du 10 août 1914.

ART. 7. — Le délai, pour la réalisation des ouvertures de crédit consenties antérieurement au 4 août 1914, qui a été accordé par le troisième alinéa de l'article 2 du décret du 29 août 1914 et prorogé d'abord par l'article premier du décret du 27 septembre et, ensuite jusqu'à une date à fixer après la cessation des hostilités, par le décret du 27 octobre 1914, pourra être réduit en vertu d'arrangement des parties pour prendre fin en tout cas le 31 décembre 1915, si l'objet en vue auquel le crédit a été ouvert peut encore être réalisé. En cas de diminution des garanties, le montant du crédit sera réduit proportionnellement à cette diminution

ART. 8. — La délivrance du solde non encore déclaré exigible par nos décrets de moratorium, des dépôts, espèces et soldes créditeurs constitués antérieurement au 2 août dans les banques et les établissements de crédit ou de dépôt. sera obligatoire à partir du 1er juillet 1915.

Les versements effectués par les déposants à partir du 2 août 1914 et les encaissements de toute espèce faits pour leur compte à partir de la même date ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret et continuent à être régis par les conventions existant entre les parties.

Art. 9. — Les débiteurs qui profiteront des prorogations des détails prévues au présent décret seront de plein droit redevables d'un intérêt calculé de la façon suivante :

1° Pour les sommes visées à l'article premier, et pour celles visées au n° 1 de l'article 6, au taux de 5 °/₀ à dater du lendemain du jour où le paiement était primitivement exigible ;

2° Pour les sommes visées au n° 2 de l'article 6, à partir du lendemain de l'échéance ou du jour où la dénonciation aurait produit son effet, et à défaut de stipulation d'échéance ou de clause de dénonciation, à partir du 10 août 1914. Le taux est, pour chaque période de prorogation, le taux appliqué par la banque de France à la date initiale de ces périodes pour les avances sur titre, sous réserve de l'application de toutes clauses contractuelles qui stipuleraient des conditions plus élevées.

3° Pour les sommes visées à l'article au taux de 3°/₀ à dater du 1er août 1914 jusqu'au 30 juin 1915 inclusivement ; toutefois, cette disposition ne s'applique qu'à la portion indisponible du dépôt ou du solde du compte.

Le débiteur vis-à-vis duquel le créancier n'aura pas rempli la formalité de notification prescrite par l'article 3 ne devra plus d'intérêt à partir du 15 juin 1915. Par contre le débiteur à l'égard duquel la formalité aura été remplie, mais qui ne sera pas libéré de sa dette à l'échéance nouvelle prorogée par l'article premier du présent décret, sera de plein droit tenu, à compte de cette échéance, d'un intérêt annuel égal au taux d'escompte pratiqué par la banque de l'Algérie, majoré d'un pour cent du montant de la dette sans que cet intérêt majoré puisse être inférieur au taux conventionnel établi, le cas échéant, entre les parties.

ART. 10. — Les échéances des valeurs négociables souscrites antérieurement au 4 août 1914 et les dates d'exigibilité des dettes prévues à l'article 6 et contractées antérieurement au 4 août ou au 1er août 1914 suivant les distinctions des numéros 1 et 2 de cet article, par des personnes actuellement présentes sous les drapeaux, sont prorogées jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement.

Ne bénificieront pas de la prorogation fixée par le présent article, les sociétés en nom collectif ou en commandite dont le fonctionnement sera assuré par la présence d'un ou de plusieurs associés non mobilisés et les sociétés anonymes dont le fonctionnement sera assuré par un ou plusieurs agents autorisés munis des pouvoirs nécessaires conférés par leur conseil d'administration.

Le débiteur présent sous les drapeaux ne pourra, tant qu'il bénéficiera de la prorogation accordée par le présent article, se prévaloir du bénéfice de l'article 8 ci-dessus.

ART. 11. — Notre secrétaire général du gouvernement et notre directeur général des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

Audience du 30 avril 1914. — Présidence de M. BARD, *président*

Simple police. Contravention. Délit connexe non poursuivi. Compétence.

Aucune disposition de loi n'autorise les tribunaux de simple police, régulièrement saisis, à se déclarer incompétents pour d'autres causes que celle énoncée dans l'article 160 du Code d'instruction criminelle et le tribunal, saisi d'une

infraction constituant une contravention, ne peut se dessaisir par le motif que la contravention est connexe à un délit. (1)

MINISTÈRE PUBLIC c/ CONSORTS RISTORI et autres

Les prévenus poursuivis devant le tribunal de simple

---

(1) La jurisprudence est fixée en ce sens que le tribunal de répression, saisi d'un fait unique, composé d'éléments complexes et indivisibles, doit se déclarer incompétent si ce fait présente les caractères d'une infraction dont la connaissance ne lui appartient pas. Mais, s'il est saisi de plusieurs faits, distincts, séparés, susceptibles chacun d'une qualification différente, il doit retenir la connaissance de ceux qui ressortissent à sa juridiction et prononcer son incompétence quant aux autres, alors même que tous ces faits considérés dans leur ensemble seraient unis par la connexité. Il n'appartient pas en effet au tribunal d'enjoindre au Ministère public de poursuivre, et si celui-ci s'abstenait d'agir, les faits qui sont de la compétence du tribunal demeureraient impunis.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'en subordonnant la décision de l'action publique dont il est compétemment saisi, à la poursuite et à la décision d'une action qui n'est point intentée relativement à un autre fait, sous prétexte d'une prétendue connexité, le juge de police méconnait les règles de sa compétence (Crim. cass. 22 février 1844 Bull. crim. n° 62). De même, le juge de simple police qui, saisi de deux faits (voies de fait et dommage aux propriétés mobilières d'autrui), ne reconnait qu'à un seul des deux le caractère de délit, ne peut se dessaisir de l'un et de l'autre sous prétexte de connexité ; en pareil cas, et alors qu'aucun tribunal n'est saisi du dernier fait, le juge de simple police est obligé de retenir, pour y statuer, celui des chefs de prévention qui, quoique connexe à l'autre, rentre dans sa compétence (Crim. cass. 30 avril 1869 D. P. 69. 5. 80 et 81) voir dans le même sens : Paris 7 février 1894 sous Crim. 12 avril 1894 D. P. 98. 1. 342. Crim. 8 février 1895 D. P. 99. 1. 609 et la note.

En l'espèce, le tribunal de simple police, saisi d'une contravention de violences légères, n'avait pas à s'occuper d'un prétendu délit de vol qui n'était pas poursuivi et qui, d'ailleurs, échappait à sa compétence. Il ne devait ni admettre certaines des parties à produire des témoins pour l'établir, ni en faire état dans son jugement. Au point de vue de la compétence, son examen ne pouvait porter que sur le seul fait de violences dont il était saisi, et l'article 160 du Code d'instruction criminelle ne lui permettait de se déclarer incompétent que si ce fait, au lieu d'une contravention, constituait un délit.

police pour violences légères et réciproques, deux d'entre eux concluent à l'incompétence du tribunal, motif pris de ce que la scène de violences, objet de la poursuite, avait été suivie du vol d'un bijoux commis à leur préjudice, par certains de leurs co-prévenus, délit connexe échappant à la compétence du tribunal de simple police. Quoique ce vol ne fût l'objet d'aucune poursuite, le tribunal se déclarait incompétent par jugement du 13 décembre 1913.

Ce jugement était porté trop tard à la connaissance du parquet pour permettre un pourvoi en cassation et, à l'effet de remettre les choses en état, les prévenus étaient cités devant le tribunal correctionnel pour y répondre de la contravention de violences légères et réciproques déclarée connexe à un délit. A la date du 3 mars 1914, le tribunal correctionnel se déclarait à son tour incompétent, s'agissant d'une contravention de simple police.

Sur la requête en réglement de juges fournie par le Procureur de la République près le Tribunal de Tunis, la Cour de Cassation a rendu l'arrêt suivant :

La Cour ; — Vu les articles 525 et suivants du Code d'Instruction criminelle ;

Attendu que, dans une poursuite exercée contre Ristori (Thomas), Ristori (Gaston), Ristori (Joséphine), Sbergio (Oreste), Gattuti (Fortunée), Bottaro (Carmela) et Bottaro (Marie), sous la prévention de voies de fait et violences légères, le tribunal de simple police de Tunis s'est, par jugement du 13 décembre 1913, déclaré incompétent, par ce motif que les faits seraient connexes à un délit de vol commis par une des parties poursuivies ; — Que le tribunal de Tunis, devant lequel l'affaire a été ensuite portée, a rendu, le 3 mars 1914, un jugement par lequel il a déclaré l'incompétence de la juridiction correctionnelle, en se fondant sur ce que les faits présentaient le caractère de contraventions de police ; — Attendu que les deux jugements précités sont passés en force de chose jugée ; que, de leur contradiction, résulte un conflit négatif de juridic-

tion qui interrompt le cours de la justice et qu'il importe de faire cesser ;

Attendu que le fait de vol, relevé dans le jugement du tribunal de simple police de Tunis, n'est l'objet d'aucune poursuite ; que les faits qui ont motivé l'exercice de l'action publique sont de nature à constituer des contraventions de police ; — Qu'aucune disposition de loi n'autorise les tribunaux de simple police, régulièrement saisis, à se déclarer incompétents pour d'autres causes que celle énoncée dans l'article 160 du Code d'instruction criminelle, et à refuser de statuer sur les faits dont la connaissance leur appartient, sous prétexte que ces faits se rattacheraient à d'autres faits pouvant donner lieu à des poursuites devant une autre juridiction ;

Par ces motifs ; — *Réglant de juges*, sans s'arrêter au tribunal de simple police de Tunis, lequel sera considéré comme non avenu, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de la Goulette pour être statué sur la prévention.

(MM. La Borde, rapporteur ; Rambaud, avocat général).

COUR D'APPEL D'ALGER (1re ch.)

Audience du 11 février 1915. Présidence de M. Patrimonio, *premier président*

Guerre. Décret du 10 août 1914. Procédure. Mobilisés. Non mobilisés. Décret du 15 décembre 1914. Interprétation

Les instances sont suspendues à l'égard des citoyens présents sous les drapeaux pendant la durée des hostilités. En ce qui concerne les non mobilisés, la continuation des instances est restée la règle, mais en raison des graves préoccupations et de l'état de gêne résultant pour chacun des hostilités actuelles, le législateur a prorogé tous délais impartis par la loi pour accomplir un acte quelconque (art. 1er du décret du 10 août 1914). Certaines instances se sont trouvées suspendues par la provenance d'un délai dans

lequel devait être accompli un acte de procédure ; pour des causes exceptionnelles, elles pouvaient être continuées en vertu d'une autorisation délivrée par le président de la juridiction saisie.

L'expérience ayant démontré que le cours de la justice se trouvant entravé de façon excessive, l'article 2 du décret du 15 décembre 1914 a édicté que cette même autorisation pouvait être donnée, non plus pour « des causes exceptionnelles » mais « suivant les circonstances » par le président du tribunal saisi, élargissant ainsi dans de notables proportions le champ d'application de l'article 3 du décret du 10 août 1914. En étendant ainsi les pouvoirs de ce magistrat, l'intention évidente du législateur a été de faciliter l'expédition des affaires et non pas d'apporter une entrave de plus à cette expédition.

H... c/ Compagnie X.

La Cour, — Attendu que H... soutient qu'aux termes de l'article 2 du décret du 15 décembre 1914, la continuation jusqu'à décision définitive de toute instance engagée, pour être autorisée, doit être précédée d'une ordonnance du Président du Tribunal saisi rendu par ce magistrat après avis donné aux parties ; — Attendu que ces conclusions ne tendent à rien moins qu'à faire décider que par l'effet de l'article 2 du décret du 15 décembre 1914, toute instance engagée est suspendue et que sa continuation ne peut avoir lieu qu'en suite d'une autorisation délivrée par le Président de la juridiction saisie ; — Attendu que s'il est hors de doute que le texte précité indique comment une instance engagée peut être continuée, rien dans ces termes, si on les considère isolément, comme le fait H..., ne précise dans quelles conditions une instance engagée est suspendue ; — Attendu qu'en principe toute instance portée devant les tribunaux doit suivre son cours normal jusqu'à solution définitive ; — Attendu que les juges qui négligent de juger les affaires en état et en tour d'être jugées se rendent coupables d'un déni de justice et sont passibles de la prise à

partie ; — Attendu, en conséquence, que pour arrêter momentanément le cours de la justice, il faut, tout au moins, un texte précis et formel ; — Attendu que ce texte existe en ce qui concerne les instances poursuivies contre les mobilisés, instances qui sont formellement suspendues par l'article 4 de la loi du 5 août 1914 ; — Attendu qu'aucune décision de même nature n'a été prise pour les non-mobilisés ; — Attendu qu'en ce qui concerne ces derniers la continuation des instances est restée la règle ; — Attendu toutefois, qu'en raison des graves préoccupations de l'état de gêne résultant pour chacun des hostilités actuelles, le législateur a pensé qu'il était sage de proroger tous délais impartis par la loi pour accomplir un acte quelconque (Art. 1er du décret du 10 août 1914) ; — Attendu que c'est ainsi que certaines instances se sont trouvées suspendues par la survenance d'un délai dans lequel devait être accompli un acte de procédure ; — Attendu que le même législateur a prévu le cas où cette suspension serait nuisible à certains intérêts éminemment respectables ; — Attendu qu'il a, en conséquence, édicté dans l'article 3 du même décret que, par dérogation à l'article 1er, c'est-à-dire lorsqu'une procédure était suspendue par la survenance d'un délai, cette instance ainsi suspendue pourrait néanmoins, pour des causes exceptionnelles, être continuée en vertu d'une autorisation délivrée par le Président de la juridiction saisie ; — Attendu que l'expérience ayant démontré que cette disposition, qui n'autorisait la continuation des instances que pour des causes exceptionnelles, entravait de façon excessive le cours de la justice ; — Attendu que c'est ainsi que l'article 2 du décret du 14 décembre 1914 a édicté que cette même autorisation pouvait être donnée non plus pour « des causes exceptionnelles », mais « suivant les circonstances » par le Président du Tribunal, élargissant ainsi dans de notables proportions le champ d'application de l'article 3 du décret du 10 août ; — Attendu qu'en étendant ainsi les pouvoirs de ce magistrat l'intention évidente du législateur a été de faciliter l'expédition des affaires et non pas d'apporter une

entrave de plus à cette expédition, comme tendent à le faire décider les conclusions d'H... ; — Attendu que l'on ne voit pas comment cette intention pourrait se réaliser si par l'effet du nouveau texte une autorisation était nécessaire dans toutes les affaires, sans exception, alors que précédemment cette autorisation n'était nécessaire que dans les affaires suspendues par la survenance d'un délai ; — Attendu qué l'on doit en conclure que l'article 2 du décret du 15 décembre 1914 n'a modifié l'article 3 du décret du 10 août 1914 qu'en ce qui concerne les pouvoirs attribués au Président de la juridiction saisie, mais que rien n'a été changé en ce qui concerne les conditions dans lesquelles cette autorisation était nécessaire ; — Attendu qu'il doit en être d'autant plus ainsi que l'article 4 du décret du 15 décembre 1914 stipule que « les dispositions du décret du 10 août 1915 sont maintenues en ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent décret » ; — Attendu qu'il s'en suit qu'H... ne serait fondé en son exception que s'il justifiait qu'il peut invoquer le bénéfice d'un délai prorogé, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 10 août 1914 ; — Attendu qu'il n'invoque aucun délai de cette nature ; — Attendu, en fait, qu'il a fait opposition à l'arrêt de défaut du 15 juin 1914, par exploit en date du 4 juillet 1914, régulièrement motivé, antérieurement aux hostilités ; qu'il ne peut plus, dès lors invoquer aucun délai pouvant suspendre en sa faveur le cours de la procédure ; qu'il doit, par suite, être débouté de son exception.

Par ces motifs ; — Dit que l'instance d'appel poursuivie à la requête de la Compagnie X... contre H... n'est pas suspendue ; — Dit qu'aucune autorisation n'est nécessaire pour la continuer ; — Dit qu'il sera plaidé au fond à l'audience du 25 février courant ; — Condamne H... aux dépens de l'incident.

COUR D'APPEL DE TOULOUSE (1re CH).

Audience du 24 mars 1915. — Présidence de M. MARTIN, *premier président*

Guerre Austro-Allemands. Relations commerciales. Interdiction. Décret du 27 septembre 1914. Sequestres. Circulaires et instructions. Interprétation. Recouvrement des créances. Actes de gestion et d'administration. Créanciers français. Conditions de paiement.

Il résulte des circulaires et instructions interprétatives et notamment de celles des 14 novembre 1914 et 17 mars 1915, en suite du décret du 27 septembre 1914 relatif à l'interdiction des relations commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, que les séquestres des biens des Austro-Allemands peuvent, dans une certaine mesure, recouvrer des créances pour en appliquer le montant à l'acquittement des sommes dues aux créanciers français. Il résulte aussi de la stricte limitation imposée à ces recouvrements et à leur affectation, que les séquestres en s'y conformant, n'agissent pas comme des liquidateurs, mais font seulement des actes de gestion et d'administration, compatibles avec l'exercice des opérations qui leur sont confiées: ils peuvent en conséquence payer les créances liquides et exigibles qui leur paraissent sincères et ne peuvent donner lieu à aucune contestation et à la condition que ces paiements ne pourront préjudicier à d'autres créanciers ayant des droits égaux.

BENEZECH et autres c/ BOUSSAC séquestre SCHIMDT

La Cour; — Attendu que par ordonnance du président du tribunal civil de Castres, en date du 19 octobre 1914, rendue conformément au décret du 27 septembre précédent, les biens d'un sieur Max-Hartmann Schmidt, sujet allemand négociant à Mazamet, ont été placés sous séquestre, et Boussac, greffier en chef du tribunal, a été nommé séquestre; — Attendu qu'avec l'autorisation du président, Boussac a procédé à des ventes de marchandises périssables, et a versé à la Caisse des dépôts et consignations le montant des dites sommes s'élevant à 145.410 fr. 70 %; —

Attendu que plusieurs négociants de Mazamet, les sieurs Benezech, Guillou, Cormouls-Houlès, Brenac, Sagnes et Sablayrolles, créanciers d'Hartmann Schmidt en une somme globable d'environ 80.000 francs, ont alors demandé au séquestre le paiement de leurs créances ; ce dernier ayant répondu ne pouvoir effectuer ce paiement, ils ont adressé au président du tribunal une requête tendant à faire déclarer que le séquestre serait tenu d'acquitter leurs créances; — Attendu que par ordonnance du 26 janvier 1915 le président a rejeté cette requête, motif pris de ce que les pouvoirs du séquestre se bornant à acquitter le passif correspondant aux sommes dépendant de l'actif dont il a la garde, et que le passif ainsi mentionné ne paraît pas être autre chose que les frais de garde et d'administration ; — Attendu que cette ordonnance a été frappée d'appel ; — Attendu que le séquestre est intervenu dans l'instance devant la Cour, et que son intervention est régulière, puisque c'est lui qui, en sa qualité, est directement visé par les demandeurs dans leur requête ; — Attendu que l'appel est recevable en la forme, s'agissant dans l'espèce d'une question éminemment litigieuse ; — Au fond ; — Attendu que l'ordonnance frappée d'appel a fait une interprétation trop restreinte de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1914, en limitant aux frais de garde et d'administration du séquestre, le passif correspondant aux sommes dépendant de l'actif ; Que si telle avait été la pensée de l'auteur de la circulaire, c'est évidemment le mot : *frais correspondants*, et non *passif correspondant*, qui eût été employé ; — Attendu que le pouvoir conféré au séquestre d'acquitter le passif et non pas seulement les frais de gestion correspondant aux sommes dépendant de l'actif, s'évince encore des circulaires et instructions interprétatives qui ont suivi le décret du 27 septembre 1914 ; Qu'il y est dit, notamment que les séquestres « devront tenir un compte des dépenses « et recettes effectives qui servira à enregistrer, au jour le « jour, les paiements et recouvrements de sommes dues par « ou à la personne ou maison dont les biens ont été placés

« sous séquestre » ; — Attendu que ces termes explicites visent le cas où le séquestre aura à payer des sommes dûes par la personne ou la maison séquestrée ; — Attendu qu'il est encore recommandé aux séquestres de ne pas céder aux sollicitations de créanciers qui, pour hâter le recouvrement de leurs créances, les inciteraient à vendre des marchandises à des époques inopportunes, ce qui pourrait entraîner une dépréciation de leur valeur réelle ; mais qu'on peut en inférer que lorsque ces marchandises ont été vendues dans des conditions normales, le prix en provenant peut-être employé au paiement des dettes ; — Attendu que la détermination des pouvoirs du séquestre, telle qu'elle vient d'être indiquée, se trouve corroborée par une récente circulaire du Garde des Sceaux, en date du 17 mars courant, contenant les instructions suivantes : « Quant au recouvrement « des créances faisant partie de l'actif des maisons alleman- « des ou austro-allemandes placées sous séquestre, il doit « être limité à ce qui est strictement indispensable à l'ac- « quittement des sommes dues aux créanciers français, et « il n'y a lieu de le poursuivre qu'avec les ménagements « dûs aux débiteurs français à raison des circonstances » ; — Attendu qu'il résulte clairement de ces instructions que les séquestres peuvent, dans une certaine mesure, recouvrer des créances pour en appliquer le montant à l'acquittement des sommes dûes aux créanciers français ; et il résulte aussi de la stricte limitation imposée à ces recouvrements et à leur affectation, que les séquestres, en s'y conformant, n'agissent pas comme des liquidateurs, mais font seulement des actes de gestion et d'administration, compatibles avec l'exercice des opérations qui leur sont confiées ; — Attendu, en outre, qu'il appartient aux séquestres de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des créanciers qui pourraient se faire connaître ultérieurement, s'il croit qu'il en existe ;

En ce qui concerne le retrait de l'escompte demandé par les appelants ; — Attendu de leurs créances étant devenues productives d'intérêt à 5 % à partir du jour où elles étaient

exigibles, ils ne sauraient cumuler le bénéfice résultant des intérêts ; qu'il n'y a donc pas lieu d'accueillir leur demande de ce chef ;

Par ces motifs ; — Accueillant comme recevable en la forme l'appel relevé par les sieurs Benezech, Cormouls-Houlès, Guillou, Brenac, Sagnes et Sablayrolles ; — Dit que l'intervention du sieur Boussac, séquestre de la maison allemande Hartmann Schmidt, est régulière et qu'il y a lieu de l'admettre ;— Au fond ; -- Réforme l'ordonnance du 19 octobre 1914 ; — Dit que le séquestre, en vertu du décret du 27 septembre dernier, n'a pas le droit de procéder à la liquidation de la maison de commerce, mais qu'il a un pouvoir d'administration suffisant pour payer les créances liquides et exigibles qui lui paraissent sincères et ne pouvoir donner lieu à aucune contestation et à la condition que ces paiements ne pourront préjudicier à d'autres créanciers ayant des droits égaux ; — Dit que les créanciers ne pourront bénéficier de l'escompte ; — Condamne le séquestre ès-qualités aux dépens ; — Ordonne la restitution de l'amende.

Mᵉˢ Cauquil et Larriau-Estellé, av.

CONSEIL PERMANENT DE RÉVISION D'ALGER

Audience du 19 février 1915. — Présidence de M. le Général Guillet, *président*

Conventions diplomatiques. Convention franco-italienne du 25 janvier 1884. Abrogation. Italiens en Tunisie. Droits et prérogatives. Réglementation. Convention du 28 septembre 1896. Déclaration franco-italienne du 21 février 1868. Tunisie. Non application.

Réquisitions militaires. Décret beylical du 22 octobre 1900. Italiens. Application. Décret du 2 août 1914. Etat de siège. Autorité militaire. Connaissance de certains crimes et délits. Droit de les référer aux tribunaux militaires. Dessaisissement préalable de la juridiction de répression ordinaire non exigé par le décret.

La convention franco-italienne du 25 janvier 1884 a été abrogée par des conventions postérieures en date du 28 sep-

tembre 1896 : cette abrogation a été constatée par l'article 1er du décret beylical du 1er février 1897.

La situation des italiens au point de vue des droits et privilèges leur appartenant en Tunisie est réglée par la convention consulaire et d'établissement du 28 septembre 1896 disposant dans son article 1er que les italiens en Tunisie seront reçus et traités relativement à leurs personnes et leurs biens, sur le même pied et de la même manière que les nationaux et les français ; qu'en outre les italiens ne sont justiciables que de la juridiction française ; par suite rien ne fait obstacle en Tunisie à ce que les italiens puissent être poursuivis devant un conseil de guerre français.

La déclaration franco-italienne du 21 février 1868 n'est pas applicable à la Tunisie.

La question des immunités dont les italiens bénéficient en Tunisie, a été spécialement réglée par l'article 1er de la convention consulaire franco-italienne du 28 septembre 1896. Elle porte que les italiens en Tunisie seront exempts de service militaire obligatoire, comme de toute contribution en argent ou en nature, qui viendrait à être imposée pour l'exonération du service militaire ; mais pour le surplus, ils sont soumis aux conditions, aux contributions et aux autres charges imposées aux nationaux et aux français.

Les réquisitions militaires prévues par le décret beylical du 22 octobre 1900 n'ont pas ce caractère et les italiens n'en sont point dispensés par la convention franco-italienne du 28 septembre 1896.

L'état de siège, aux termes de l'article 3 du décret beylical du 2 août 1914, confère à l'autorité militaire le droit de déférer aux tribunaux militaires la connaissance de certains crimes et délits. Aucune disposition de ce décret n'exige que pour user de cette prérogative, l'autorité militaire ait, au préalable, ordonné le dessaisissement intégral de la juridiction répressive ordinaire.

LISCIA C/ MINISTÈRE PUBLIC

Le Conseil ; — Vu les recours du condamné 1° contre le jugement du Conseil de Guerre de Tunis par lequel le Con-

seil a écarté les conclusions de la défense tendant à ce qu'il se déclarât incompétent ; 2° contre le jugement du même Conseil qui a rejeté les conclusions de la défense tendant à ce que les poursuites contre le sieur Liscia fussent déclarées irrecevables ; 3° contre le jugement du même Conseil qui a rejeté les conclusions de la défense tendant à ce que l'inculpé fût déclaré non coupable et renvoyé des fins des poursuites ; 4° contre le jugement de condamnation ;

Vu le mémoire du condamné ;

I. — Sur le recours contre le jugement qui a statué sur la compétence, basé : 1° sur ce que les italiens en Tunisie ne sont pas justifiables des Conseils de guerre, la convention franco-italienne du 25 janvier 1884 disposant que dorénavant les italiens seront justiciables des tribunaux français établis dans la Régence par le décret beylical du 18 avril 1883, mais que le régime juridictionnel ainsi établi ne pourra être modifié qu'avec l'agrément explicite du gouvernement italien, et les décrets beylicaux du 22 octobre 1900 et du 2 août 1914, qui défèrent à la juridiction des Conseils de Guerre certains crimes et délits ayant été pris sans que l'agrément du gouvernement italien eût été donné ; 2° sur ce que le décret beylical du 22 octobre 1900, relatif aux réquisitions militaires n'est pas applicable aux italiens, ceux-ci étant exonérés de ces réquisitions soit par la convention franco-italienne du 21 février 1868, soit en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, assuré en Tunisie aux italiens ; 3° sur ce que le décret beylical du 2 août 1914 qui a établi l'état de siège en Tunisie n'a point dessaisi la juridiction répressive ordinaire qui, dès lors, restait seule compétente pour connaître des poursuites intentées contre le sieur Liscia ; 4° sur ce que le Conseil de Guerre n'a point qualité pour interpréter les traités dont se réclame le sieur Liscia, ce droit d'interprétation n'ayant été reconnu par la Convention franco-italienne du 25 janvier 1884 qu'aux nouveaux tribunaux institués en Tunisie par le décret beylical du 18 avril 1883 ;

Sur le premier moyen ; — Attendu que la convention franco-italienne du 25 janvier 1884 a été abrogée par des conventions postérieures en date du 28 septembre 1896 ; que cette abrogation a été constatée par le décret beylical du 1er février 1897 dont l'article 1er est ainsi conçu: «Sont et demeurent définitivement abrogés les traités et conventions de toute nature relatifs à la Tunisie conclus antérieurement aux conventions, arrangements et déclarations précitées avec l'Italie» et que cette abrogation est si certaine que pour faire revivre certaines des stipulations de la convention du 25 janvier 1884, celles contenues dans l'article 9 notamment, il a fallu les incorporer aux conventions nouvelles.

Attendu que la situation des italiens au point de vue des droits et privilèges leur appartenant en Tunisie, est aujourd'hui réglée par la convention consulaire et d'établissement du 28 septembre 1896 ; que l'article 1er de cette convention dispose que « les italiens en Tunisie seront reçus et traités « relativement à leurs personnes et leurs biens, sur le même « pied et de la même manière que les nationaux et les fran- « çais ; qu'ils jouiront des mêmes droits et privilèges en se « soumettant aux conditions, aux contributions et aux « autres charges qui sont imposées aux dits nationaux et « français » ; que l'article 7 de cette même convention sti- « pule que « les italiens en Tunisie ne sont justiciables que « de la juridiction française » ; que dès lors rien ne s'oppose, dès l'instant que les italiens ne seront pas traités en Tunisie autrement que les français, à ce que le Gouvernement français réalise en Tunisie dans le fonctionnement de la justice répressive, telles réformes qu'il lui plaira, sans avoir à soumettre ces réformes à l'agrément du gouvernement italien; qu'en conséquence rien ne fait obstacle en Tunisie, à ce que les italiens puissent être poursuivis devant un conseil de guerre français, dès l'instant qu'ils ne sont pas en dehors des cas et des conditions desquels les tunisiens et les français pourraient l'être ;

Sur le deuxième moyen ; — Attendu que la déclaration

franco-italienne du 21 février 1868 n'est pas applicable à la Tunisie ; qu'il est vrai qu'un décret beylical du 1er février 1897 a étendu à la Tunisie par son article 2, « les « traités et conventions de toute nature en vigueur entre « la France et l'Italie » ; — Mais attendu qu'il n'en peut être ainsi qu'autant qu'il s'agit de conventions et de traités se référant à des questions autres que celles qui ont fait l'objet d'un arrangement spécial entre la France et l'Italie ; — Attendu que la question des immunités dont les italiens bénéficient en Tunisie a été spécialement réglée par l'article 1er de la convention consulaire franco-italienne du 28 septembre 1896 ; que c'est donc dans cet article 1er seulement, que doit être cherchée la solution de la question de savoir si les italiens en Tunisie, échappent ou non au décret beylical du 22 octobre 1900 sur les réquisitions militaires ;

Attendu que cet article 1er de la convention consulaire du 28 septembre 1896 porte que les italiens en Tunisie, « seront exempts de service militaire obligatoire tant dans « l'armée que dans la marine, la garde nationale et la « milice, comme de toute contribution en argent ou en « nature, qui viendrait à être imposée pour l'exonération du service militaire » ; mais que pour le surplus, ils seront sou- « mis aux conditions, aux contributions et aux autres char- « ges qui seront imposées aux dits nationaux et français ; »— Attendu que de là résulte que les seules contributions et charges dont les italiens soient exonérés en Tunisie sont celles « qui viendraient à être imposées pour l'exonération du service militaire ; » que les réquisitions militaires prévues par le décret beylical du 22 octobre 1900 n'ont pas ce caractère ; que, dès lors, les italiens ne sont point dispensés de ces réquisitions de par la convention franco-italienne du 28 septembre 1896 ;

Attendu que les italiens ne sauraient, en Tunisie, se prévaloir de la convention franco-italienne du 21 février 1868, non plus que de certaines autres conventions conclues par la France avec des puissances tierces, telles que la conven-

tion franco espagnole du 7 janvier 1897, et étendues à la Tunisie par le décret beylical du 1er février 1897, pour soutenir qu'ils sont exempts des réquisitions militaires, à raison de ce fait qu'ils bénéficient en Tunisie du traitement de la nation la plus favorisée ; — Attendu, en effet, que si les italiens bénéficient en Tunisie, du traitement de la nation la plus favorisée, c'est en vertu de l'article 8 de la convention franco-italienne de commerce et de navigation du 28 septembre 1896 ; que s'il en résulte bien qu'en matière économique, les italiens peuvent revendiquer le traitement de la nation la plus favorisée, il n'en résulte pas qu'ils aient la même faculté, au point de vue politique ou dans le domaine du droit public ; que, d'ailleurs l'article 8 de cette convention de commerce stipule expressément que la clause de la nation la plus favorisée ne peut être opposée à la France et qu'en conséquence, on ne concevrait pas que l'Italie pût invoquer cette clause pour réclamer pour les italiens en Tunisie, un régime plus favorable que celui qui y est assuré aux français ; — Attendu, au surplus, que si pendant un certain temps, par une interprétation bienveillante des traités, la France a dispensé de toute réquisition militaire les nationaux de certaines puissances dont l'énumération a été reproduite par l'article 3 du décret beylical du 4 septembre 1907, et dans laquelle ne figure pas l'Italie, la France a renoncé à cette interprétation bienveillante et soumet, à l'heure actuelle, aux réquisitions militaires, tous les étrangers de quelque pays qu'ils soient, ainsi qu'il résulte d'un rapport du Ministre de la Guerre au Président de la République en date du 28 juin 1910, ainsi que d'un décret modifiant certains articles du décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi sur les réquisitions militaires et en ce qui concerne la Tunisie, d'un décret beylical du 3 décembre 1910 modifiant les alinéas 1 et 2 de l'article 3 du décret du 4 septembre 1907 sur la réquisition des animaux et voitures en Tunisie ; — Attendu, dès lors, que c'est à bon droit que le Conseil de Guerre a déclaré les italiens en Tunisie, soumis aux pres-

criptions du décret beylical du 22 octobre 1900, sur les réquisitions militaires ;

Sur le troisième moyen ; — Attendu que l'état de siège, aux termes de l'article 3 du décret beylical du 2 août 1914, confère à l'autorité militaire, le droit de déférer aux tribunaux militaires la connaissance de certains crimes et délits ; -- Attendu qu'aucune disposition de ce décret du 2 août 1914 n'exige que pour user de cette prérogative l'autorité militaire ait, au préalable, ordonné le dessaisissement intégral de la juridiction répressive ordinaire ; — Attendu, il est vrai, que s'agissant de l'exercice par l'autorité militaire, des pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police, l'article 2 du décret du 2 août 1914 subordonne cet exercice au dessaisissement préalable de l'autorité civile ; — Mais attendu qu'il n'en est ainsi que parce que l'exercice simultané par l'autorité militaire et l'autorité civile, des mêmes pouvoirs de police, sur un même point du territoire, ne pourrait être que la source de conflits et de difficultés inextricables, tandis qu'on n'aperçoit pas que le fait de déférer aux Conseils de guerre la connaissance de quelques crimes ou délits, puisse apporter le moindre trouble dans le fonctionnement de la justice répressive ordinaire ; — Attendu, au surplus, que les dispositions du décret beylical du 2 août 1914 sont la reproduction à peu près littérale de celles de la loi française du 9 août 1849 sur l'état de siège ; — Attendu qu'en France, l'extention de la compétence des Conseils de guerre, par suite de l'existence de l'état de siège, n'implique nullement un dessaisissement intégral de la justice répressive ordinaire, ni un arrêt complet de son fonctionnement ; et qu'il est admis, sans contestation aucune, que l'autorité militaire peut procéder par voie de mesures individuelles et se borner sans avoir ordonné, au préalable, le dessaisissement de la juridiction répressive ordinaire même pour une catégorie déterminée d'infractions, à réclamer, pour le Conseil de guerre, la connaissance de telle ou telle affaire que bon lui semble ; — Attendu, dès lors, que ce fait que l'autorité mi-

litaire, en Tunisie, a laissé subsister et fonctionner, en dépit de l'état de siège, la juridiction répressive ordinaire n'impliquait nullement l'incompétence du Conseil de guerre pour connaître des poursuites exercées contre le sieur Liscia ;

Sur le quatrième moyen ; — Attendu que, quand bien même les traités internationaux devraient être considérés comme des actes de haute administration dont l'interprétation échappe aux tribunaux, il n'en appartient pas moins à ces mêmes tribunaux ainsi que l'a jugé la Cour de Cassation le 27 février 1908, d'appliquer ces traités dans chaque espèce lorsque leur sens et leur portée ne présentent pas d'ambiguité ;

Attendu que l'article 1er de la convention consulaire franco-italienne du 28 septembre 1896 dispose que les italiens en Tunisie, sont soumis « aux conditions, aux contri- « butions et aux autres charges qui sont imposées auxdits « nationaux et français ; » que toutefois, ils seront exempts « de toute contribution en argent ou en nature qui viendront à être imposée pour l'exonération du service militaire » ; que le sens et la portée de ce texte ne laissent place à aucune incertitude ; que ce texte n'a pu avoir et n'a pas eu pour objet de dispenser les italiens, en Tunisie, des réquisitions militaires, lesquelles ne sont nullement imposées pour l'exonération du service militaire ; qu'en déclarant, en vertu de ce texte, les italiens soumis aux réquisitions militaires en Tunisie le Conseil de guerre a non pas interprété, mais simplement appliqué ce texte et que, dès lors, le moyen n'est pas fondé ; — Attendu, il est vrai, que la convention franco-italienne du 25 janvier 1884, prévoyant les difficultés d'interprétation auxquelles certains arrangements pourraient donner lieu, a confié le soin de les résoudre aux tribunaux français institués en Tunisie par le décret beylical du 18 avril 1883 ; — Mais attendu que la réserve de compétence en faveur de ces tribunaux ne visait que l'interprétation d'arrangements et d'actes limitative-

ment déterminés ; — Attendu, au surplus, que cette convention du 25 janvier 1884 a été abrogée ainsi que le constate le décret beylical du 1er février 1897 ; — Attendu, d'autre part, que, pour ce qui est des autres conventions diplomatiques desquelles résulterait pour certains étrangers, exemption de toute réquisition militaire, dont l'interprétation (à supposer que le sieur Liscia pût les invoquer), pourrait donner lieu à controverse, le droit de les appliquer ne saurait être contesté au Conseil de Guerre, puisqu'elles ont fait l'objet de la part du Gouvernement français, d'une interprétation consignée dans un rapport du Ministre de la Guerre au Président de la République en date du 28 juin 1910 ;

Par ces motifs ; — Le Conseil à l'unanimité, rejette le recours formé par le sieur Liscia contre le jugement par lequel le Conseil de guerre de Tunis s'est déclaré compétent pour connaitre des poursuites intentées contre lui ;

II. — Sur le recours contre le jugement qui a rejeté les conclusions de la défense tendant à faire admettre par le Conseil de guerre l'irrecevabilité des poursuites ; — Attendu que ce recours est basé sur ce que les poursuites auraient été exercées contre le sieur Liscia en violation de la convention franco-italienne du 21 février 1868 qui a exempté les italiens en France de toute prestation ou réquisition militaire et qui a été étendue à la Tunisie par l'article 2 du décret beylical du 1er février 1897, soit en violation des dispositions d'autres conventions entre la France et certaines puissances étrangères, telles que l'Espagne, conventions étendues, elles aussi, par le même décret, à la Tunisie, assurant elles aussi, aux nationaux de ces puissances, l'exemption de toute réquisition militaire, et dont les italiens seraient autorisés à se prévaloir comme bénéficiant, en Tunisie, du traitement de la nation la plus favorisée ; — Attendu que ce moyen a déjà été invoqué à l'appui du recours formé contre le jugement sur la compétence, et que le Conseil de révision l'a déjà jugé non fondé ;

Par ces motifs ; — Le Conseil de révision s'en référant aux considérations par lesquelles il a déjà écarté ce moyen, à l'unanimité rejette le recours formé par le sieur Liscia contre le jugement qui a statué sur la recevabilité des poursuites ;

III. — Sur le recours formé contre le jugement qui a rejetté les conclusions de la défense tendant à ce que l'inculpé fût déclaré non coupable et renvoyé des fins des poursuites ; — Attendu que les conclusions de la défense tendaient en réalité, à faire juger par le Conseil de guerre, que Liscia n'avait pas commis les infractions retenues contre lui par l'ordre de mise en jugement, et que si le Conseil y avait fait droit, il eût été amené à statuer sur le fond par voie de jugement sur incident ; que c'est donc à bon droit que le Conseil de guerre a décidé qu'il n'y avait pas lieu pour lui de statuer sur les conclusions préalablement au délibéré et au jugement de l'affaire ; — Attendu d'ailleurs, qu'aucun moyen spécial d'annulation n'est invoqué par le sieur Liscia à l'appui du recours qu'il a formé contre ce jugement ;

Par ces motifs ; — Le Conseil de révision, à l'unanimité, rejette le recours formé par le sieur Liscia contre le jugement qui a décidé qu'il n'y avait lieu de statuer sur les troisièmes conclusions de la défense ;

IV. — Sur le recours formé contre le jugement de condamnation ; — Attendu que le sieur Liscia a été condamné: 1° pour mauvais vouloir et refus d'obtempérer à une réquisition légale ; 2° pour abandon d'un service personnel pour lequel il avait été légalement requis ; le tout par application de l'article 9 du décret beylical du 22 octobre 1900.

Sur la première infraction ; — Attendu que le sieur Liscia soutient qu'il n'a jamais eu l'intention de refuser les peaux réquisitionnées lui appartenant ; que son intention était simplement de défendre sa marchandise, de gagner quelques heures pour se renseigner ; qu'il a si peu refusé de livrer cette marchandise qu'il a offert d'aller chercher les clefs

de son entrepôt ; — Mais attendu que ces allégations sont en contradiction avec les constatations du jugement ; — Attendu, en effet, que le jugement du Conseil de guerre constate souverainement que Liscia s'est abstenu de se présenter à son entrepôt à la Manoubia à 8 heures, le 7 décembre 1914, ainsi qu'il en avait été avisé le 5 décembre par l'expert civil représentant le sous-intendant militaire chargé du service des réquisitions ; qu'il a refusé de déférer à une réquisition de 600 peaux de moutons, qui ont dû être requises par la force ; qu'il a sciemment refusé d'ouvrir ou de faire ouvrir les portes de son entrepôt ; — Attendu que le jugement a ainsi constaté souverainement que par son abstention et son refus, le sieur Liscia avait mis l'autorité militaire dans l'obligation de recourir à la force pour entrer en possession des peaux réquisitionnées par elle ; — Attendu que ces faits tombent manifestement sous le coup de l'article 9 alinéa 2 du décret beylical du 22 octobre 1900 ainsi conçu : « Si le refus provenait du « mauvais vouloir des personnes réquisitionnées, les recou- « vrements seraient assurés au besoin par la force ; en outre, « les réfractaires aux ordres de réquisition seront passibles « d'une amende qui pourra s'élever au double de la valeur « des prestations requises » ; — Que c'est donc à bon droit que le sieur Liscia a été condamné de ce chef ;

Sur la deuxième infraction ; — Attendu que le sieur Liscia soutient qu'il ne s'est pas rendu coupable d'abandon d'un service personnel pour lequel il aurait été personnellement requis ; 1° parce qu'il n'a jamais été requis d'emballer et de transporter les peaux réquisitionnées ; 2° parce que l'ordre d'ouvrir ou de faire ouvrir les portes d'un entrepôt ne constitue pas une réquisition de service personnel ; — Attendu que le jugement constate que le sieur Liscia I° n'a pris aucune disposition pour assurer l'emballage et le transport des peaux réquisitionnées 2° s'est éloigné après avoir pris connaissance de la réquisition légale et sciemment refusé d'ouvrir ou de faire ouvrir les portes de

son entrepôt ; — Mais attendu que, si l'ordre de procéder à l'emballage et au transport des peaux réquisitionnées peut être considéré comme une réquisition de service personnel, ce service personnel n'a pas été requis du sieur Liscia ; que cela résulte de l'ordre de réquisition du 7 Décembre 1914 visé par le jugement le seul qui y a été visé et le seul qui figure au dossier ; qu'en effet, cet ordre de réquisition s'adressait au maire de Tunis ; que si cet ordre enjoignait au sieur Liscia de laisser prendre chez lui les peaux réquisitionnées, ce n'est pas à lui, mais au maire de Tunis, qu'il était enjoint d'assurer l'emballage et le transport des peaux et que rien ne démontre que, par la suite, le sieur Liscia ait été régulièrement requis d'assurer, avec l'aide de son personnel et de ses voitures et attelages, l'emballage puis le transport des peaux réquisitionnées ; -- Attendu d'autre part, que le jugement du Conseil de guerre a constaté souverainement que le sieur Liscia s'était éloigné, après avoir pris connaissance de la réquisition légale à lui adressée et sciemment refusé d'ouvrir et de faire ouvrir les portes de son entrepôt ; — Mais attendu que, ce faisant, le sieur Liscia n'a pas commis le délit d'abandon d'un service personnel pour lequel il aurait été légalement requis ; — Attendu en effet que l'article 9 du décret beylical du 22 octobre 1900, au cas de refus de déférer à un ordre de réquisition, distingue suivant qu'il est ou non possible d'assurer par la force l'exécution de l'ordre de réquisition ; que ce n'est que dans le cas où il n'est pas possible d'assurer par la force l'exécution de l'ordre de réquisition, que la résistance du réfractaire est qualifiée d'abandon de service personnel et punie de prison ; — Attendu qu'en présence du refus du sieur Liscia d'ouvrir ou de faire ouvrir les portes de son entrepôt, l'autorité militaire pouvait, en recourant à la force, se procurer les peaux réquisitionnées, et que c'est d'ailleurs ce qu'elle a fait ; — Attendu, en conséquence qu'en refusant d'ouvrir ou de faire ouvrir les portes de son entrepôt, le sieur Liscia n'a pas commis le délit d'abandon

d'un service personnel pour lequel il aurait été légalement requis ;

Par ces motifs ; — A l'unanimité annule par voie de retranchement, le jugement du Conseil de guerre de Tunis, en tant qu'il a déclaré le sieur Liscia coupable d'abandon d'un service personnel pour lequel il aurait été légalement requis, et la déclaration de culpabilité étant maintenue quant au délit de mauvais vouloir et de refus d'obtempérer à une réquisition légale, renvoie devant le Conseil de guerre de Constantine mais seulement pour l'exacte application de la peine édictée par le 2me alinéa de l'article 9 du décret beylical du 22 octobre 1900 conformément aux dispositions des articles 170 et 167 du code de justice militaire.

(M. Morand, doyen de la faculté de droit d'Alger, lieutenant d'artillerie, commissaire du gouvernement ; — Me Victor Piétra, avocat au barreau de Tunis).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.)

Audience du 7 décembre 1914. — Présidence de M. Paul Dumas, *président*

Nationalité. Indigènes. Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865. Citoyen français. Qualité étendue à la famille. Motifs.

L'admission des indigènes à la qualité de citoyen français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, profite à la femme et aux enfants mineurs de celui qui en bénificie : ce principe repose sur la nécessité d'assurer l'homogénéité de la famille indigène admise par décret du Président de la République à jouir des droits de citoyen français.

Isaac Bonan c/ le Résident Général

Le Tribunal ; — Attendu que l'admission des indigènes à la qualité de citoyen français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 diffère essentiellement de la naturalisation proprement dite ; — Attendu que cette

admission profite à la femme et aux enfants mineurs de l'indigène qui en bénéficie ; — Attendu que ce principe admis par une circulaire de M. le Garde des Sceaux du 24 juin 1884 après avis du Conseil d'Etat et consacré par une jurisprudence aujourd'hui constante (Alger 30 juin 1908, Rev. Alg. 1909 II, 93) s'induit de l'intention manifeste du législateur de 1865 et repose sur la nécessité d'assurer l'homogénéité de la famille indigène ; — Attendu qu'en l'espèce Isaac Bonan, né à Tunis en 1864, est fils de Abraham Bonan admis à jouir des droits de citoyen français par décret du Président de la République en date du 20 avril 1870 ; — Attendu qu'ainsi par application du principe ci-dessus, il est citoyen français.

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement, en premier ressort ; — Dit que Isaac Bonan est citoyen français ; — Et attendu que l'instance a été soutenue par M. le Résident général au nom de l'Etat français dans un but d'intérêt public, laisse les dépens à la charge de Bonan.

(Min. public. Me Massé, subst ; Me Mossé av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.)

Audience du 4 décembre 1914. — Présidence de M. Dramard, *vice-président*

Guerre. Contrat de société. Allemand. Décret du 27 septembre 1914, art. 3. Interdiction. Ordre public. Dissolution Effet rétroactif 4 août 1914.

Aux termes de l'article 3 du décret du 27 septembre 1914, l'exécution au profit de sujets allemands ou austro hongrois, de tout contrat ou obligation, est interdite comme contraire à l'ordre public. Par suite doit être dissoute la société existant entre un de ces sujets et une autre personne n'appartenant pas à une nation ennemie ; l'effet de la dissolution doit être reporté au 4 août 1914 aux termes de l'article 2 du décret sus-visé.

REDDON sequestre HUGO KONIG c/ A COHEN TANUGI

Le Tribunal ; — Vu les articles 1, 2 et 3 du décret du 27 septembre 1914 ; — Attendu que Reydon, es-qualité, a donné assignation à Achille Cohen Tanugi pour voir contester la nullité du contrat de société du 30 juillet 1913 à partir du 4 août 1914, prononcer la dissolution de l'association Konig Hugo et Cie et commettre telle personne qu'il plaira au Tribunal désigner pour procéder aux opérations que nécessitera la liquidation ; — Attendu que, aux termes de l'article 3 du décret sus-visé, l'exécution au profit de sujets allemands ou austro-hongrois de tout contrat ou obligation est interdite comme contraire à l'ordre public; qu'il y a donc lieu de décider que la société passée entre Konig et Cohen Tanugi ne peut produire d'effet valable, à partir du 4 août 1914, date fixée à l'article 2 du décret sus-visé.

Par ces motifs ; — Déclare dissoute à partir du 4 août 1914, la société dont il s'agit ; — Dit Cohen Tanugi dégagé de tout lieu social vis-à-vis de Konig à partir de cette date ; — Nomme, de l'accord des parties, M. Reydon, es-qualité, liquidateur de la société avec mission de procéder à la dite liquidation en se conformant aux prescriptions légales régissant la matière ; — Dit qu'en cas d'empêchement le liquidateur sera remplacé par ordonnance de M. le Président de cette chambre ou de son dévolutaire rendue sur requête présentée par la partie la plus diligente ; Réserve les dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subs. ; M. REYDON et Me V. SCIALOM av.)

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. BORREL.

27me Année, Nos 11 et 12 — 15-30 juin 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Loi du 22 mai 1915 sur le recel.

Doctrine : *A. de Matteis et J. Ventre* : Influence de la guerre sur les marchés à livrer en Tunisie.

Jurisprudence : *Cour d'Appel d'Aix* : Application du statut personnel en matière d'autorisation maritale. Conditions d'acquisition par les israélites algériens de la qualité de citoyen français. *Conseil permanent de révision d'Alger :* 1° Non application devant les Conseils de Guerre des circonstances atténuantes en temps de guerre. — 2° Mention dans les jugements des Conseils de Guerre du décret beylical ayant établi l'état de siège en Tunisie si la peine prononcée n'a pu l'être qu'en raison de l'existence de ce décret. — 3° Absence de délit de refus d'obéissance dans l'ordre donné à un délinquant de cesser le bris de carreaux. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis* . 1° Conditions de recevabilité d'une action en justice. — 2° Conditions du choix du tribunal compétent par le demandeur au cas de pluralité de défendeurs. Rôle du courtier non assermenté en Tunisie. — 3° Applicabilité en Tunisie de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, malgré le defaut de sa promulgation et de sa publication spéciales dans la Régence. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse* : 1° Emancipation tacite du mineur musulman pubère qui fait ostensiblement du commerce. — 2° Modes d'acquisition des servitudes de vue des immeubles non immatriculés en droit tunisien. — *Justice de Paix du canton Nord de Tunis* : Effets de la saisie-arrêt sur le dixième saisissable pratiquée pour service d'une pension alimentaire.

LÉGISLATION

Loi du 22 mai 1915 sur le recel

Article premier. — Les dispositions de l'article 462 du code pénal seront insérées à la place et sous le numéro de l'article 459 du code pénal.

ART. II. — Les articles 460 et 461 (nouveaux) seront redigés ainsi qu'il suit, sous la rubrique : **Du Recel.**
Art. 460 (nouveau). — Ceux qui, sciemment, auront recélé en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront punis des peines prévues par l'article 401.

L'amende pourra même être élevée au delà de 500 francs jusqu'à la moitié de la valeur des objets recélés.

Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime, conformément aux articles 59, 60 et 61.

ART. 461 (nouveau). — Dans le cas où une peine afflictive et infamante est applicable au fait qui a procuré les choses recélées,le recéleur sera puni de la peine attachée par la loi au crime et aux circonstances du crime dont il aura eu connaissance au temps du recélé. Néanmoins, la peine de mort sera remplacée à l'égard des recéleurs par celle des travaux forcés à perpétuité. L'amende prévue par l'article précédent pourra toujours prononcée.

ART. III. — Il est ajouté à l'article 58 du code pénal le paragraphe suivant :

« Le recel sera considéré, au point de vue de la récidive,
« comme le délit qui a procuré les choses recélées ».

ART. IV. — Le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 est ainsi complété :

«..... une des condamnations énoncées au paragraphe
« précédent et deux condamnations, soit à l'emprisonne-
« ment pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois
« d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de con-
« fiance, recel de choses obtenues à l'aide d'un vol, d'une
« escroquerie ou d'un abus de confiance, outrage public à
« la pudeur.... (la suite conforme) ».

ART. V. — L'article 380 § 2 du code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

« A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé « ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, « ils seront punis comme coupables de recel conformément « aux articles 460 et 461 ».

ART. VI. — L'article 227 du code d'instruction criminelle est ainsi complété :

« Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis « en même temps par plusieurs personnes réunies, soit « lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même « en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un « concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les « coupables ont commis les uns pour se procurer les « moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour « en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité « soit lorsque des choses enlevées, détournées ou obtenues « à l'aide d'un crime ou d'un délit ont été, en tout ou en « partie recelées ».

ART. VIII. — Lorsque les lois édictent des incapacités ou lorsqu'elles autorisent les tribunaux à les prononcer contre les individus condamnés pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commis par des dépositaires publics, leurs dispositions sont applicables aux individus condamnés pour avoir sciemment recélé, en tout ou en partie des choses obtenues à l'aide de ces délits.

ART. VIII. — Les articles 62, 63 du code pénal sont abrogés.

DOCTRINE

Influence de la guerre sur les marchés à livrer en Tunisie

Dans le cours du premier semestre de l'aunée 1914, il a été passé de nombreux marchés à livrer portant sur des céréales diverses ou leurs dérivés (blé, orge, avoine, maïs, semoule, son, farine, etc.).

Ces marchés étaient ou arrivaient à leur période d'exécution quand le 3 août 1914 éclata la guerre.

Certains vendeurs ont refusé de livrer, malgré les mises en demeure qui leur ont été régulièrement signifiées.

Ces vendeurs soutiennent que, par suite de la guerre, ils sont dégagés de leurs obligations, en vertu de l'article 1148 du code civil qui prévoit le cas de force majeure.

La guerre est-elle un cas de force majeure ?

L'état de guerre par lui-même n'est certainement pas un cas de force majeure ; mais certains évènements consécutifs à l'état de guerre peuvent constituer des cas de force majeure susceptibles d'entrainer la résiliation ou la résolution des marchés ou de dégager des obligations.

C'est dans ce sens que la jurisprudence se prononce et le principe admis par elle peut se formuler en ces termes :

« Les évènements de guerre ne constituent la force majeure que s'ils créent une impossibilité absolue d'exécution ».

Si les évènements de guerre ont seulement rendu l'exécution plus onéreuse ou plus difficile qu'on ne l'avait pensé lors du contrat, si elle est momentanément entravée par des obstacles accidentels sans être absolument impossible, les engagements susbsistent. (D. P. 70, 3, 116, 70, 3, 54, 72, 2, 26, 74, 1, 200, 72, 2, 211 ; Caen, 24 février 1915, Rouen, 29 février 1915 ; Le moniteur des huissiers, 15 mars 1915; Toulon, 16 décembre 1914; Aix, 25 février 1915; La Tunisie française, 7 mai 1915 ; Perrigueux, le Petit Parisien, 27 avril 1915).

Tel est le principe.

Voyons quelle en est la portée et quelles en sont les applications pratiques.

***

Du principe posé, il résulte tout d'abord que malgré l'état de guerre, les contrats, en thèse générale, doivent être exécutés. Il suffit à celui qui est en droit d'exiger l'exécution,de prouver l'existence du contrat dont il se prévaut. Il n'a aucune autre justification à produire. C'est à celui qui se prétend délié qu'il incombe de démontrer l'existence du cas de force majeure, (art. 1302 § 3 C. C.)

***

Dans quels cas les faits consécutifs à l'état de guerre constituent-ils un cas de force majeure ?

L'état de guerre entraine toujours, *ipso facto*, une perturbation générale. Cette perturbation est plus ou moins profonde. Suivant que la lutte est plus longue et plus acharnée, qu'elle se déroule sur des champs de bataille plus nombreux et plus étendus, qu'elle nécessite l'emploi de quantités plus considérables de troupes et de matériel, une partie plus ou moins importante des éléments actifs de la population est arrachée à ses fonctions habituelles, les moyens de communication tant à l'intérieur qu'avec l'étranger sont plus ou moins paralysés, le crédit public est plus ou moins ébranlé, la vie économique et même sociale, d'une façon générale, est plus ou moins troublée. Mais cette perturbation générale, si grande soit-elle, n'est pas un cas de force majeure en tant qu'elle atteint indistinctement tous les éléments de la population du pays belligérent et toutes les branches de son activité.

Les faits consécutifs à l'état de guerre peuvent, au contraire, constituer des cas de force majeure s'ils sont envisagés non pas dans leur généralité, mais spécialement et à l'égard seulement des éléments de la population ou des branches de l'activité nationale particulièrement atteintes.

C'est ainsi, par exemple, que l'invasion par l'ennemi d'une partie du territoire, l'investissement des villes ou

places fortes, la main mise sur telle partie des voies de communication, l'interdiction de vente, d'exportation ou d'importation de tels produits, les réquisitions, etc... peuvent constituer des cas de force majeure pour les habitants des contrées envahies ou investies, pour ceux qui ne peuvent livrer que les produits frappés d'interdiction ou pour ceux dont toutes les marchandises sont réquisitionnées, s'ils ne peuvent s'en procurer d'autres.

Ceux-là seuls en effet, se trouvent dans l'impossibilité absolue d'exécuter leurs engagements. Mais tous les citoyens, indistinctement, d'un pays belligérant ne peuvent se soustraire à leurs engagements par le seul fait de l'état de guerre.

Ce fait, en lui même, ne comporte pas nécessairement l'élément essentiel de la force majeure : l'impossibilité absolue d'exécution. Il est certain, en effet, et, nous en avons sous les yeux l'exemple le plus encourageant, que la vie nationale n'est pas complètement arrêtée, malgré l'état de guerre.

En dehors d'ailleurs de cet argument juridique, il y a un argument d'ordre économique et patriotique qui est sans réplique. Si l'on admettait, en effet, que la guerre est par elle-même un cas de force majeure, il faudrait arriver à cette conséquence absurde, cet évènement ayant sa repercussion indistinctement sur tous les citoyens du pays belligérant, que tous les engagements antérieurs à l'ouverture des hostilités et même ceux postérieurs sont sans effets. Ce serait courir à la défaite fatale en se privant de l'un des éléments les plus importants de la victoire : la puissance financière.

D'ailleurs la législation spéciale qu'a provoqué l'état de guerre fournit encore un argument à l'appui de notre opinion. Il fallait évidemment apporter un remède à la perturbation générale dont nous venons de parler ; il fallait atténuer autant que possible l'effet des conséquences résultant de l'état de guerre en tant qu'elles rejaillissent sur tous les citoyens du pays belligérant en général et qu'elles atteignent indistinctement toutes les branches de son activité.

C'est ce que le législateur a fait par cet ensemble de dispositions que l'on désigne sous la dénomination générale de « Moratorium ».

Il a tout d'abord mis à l'abri de toute préoccupation ceux qui sont appelés sous les drapeaux en décidant qu'ils ne pourront faire l'objet, pendant la durée des hostilités, d'aucune poursuite.

Il a donné à tous les citoyens l'assurance du moins temporaire, qu'ils ne seraient pas en pleine tourmente, jetés dans la rue par des propriétaires inhumains, en réglant la question des congés et des loyers.

Il a évité les paniques financières et aussi les spéculations qui pourraient porter atteinte au crédit national, et pris les dispositions corrélatives pour la sauvegarde des intérêts particuliers, en édictant les mesures relatives aux effets de commerce, aux fournitures commerciales faites antérieurement à la guerre, aux établissements de crédit, compagnies d'assurances, etc...

Il a évité les surprises rendues plus faciles par suite de l'état de guerre en soumettant à un contrôle spécial l'exercice des actions en justice.

Il a pris, en général, une série de mesure qui tendent toutes vers un but unique : empêcher dans la plus large mesure possible la paralysie complète de la vie nationale et faciliter graduellement sa reprise.

Mais toutes ces mesures impliquent à l'évidence non pas la rupture des contrats existants mais leur maintien, puisqu'elles ne font que suspendre leur exécution. Si la guerre était par elle-même un cas de force majeure, ces mesures auraient été inutiles et anti-juridiques, les dispositions de l'article 1148 auraient suffi à régler toutes les situations créées par l'état de guerre.

En résumé : l'état de guerre par lui-même et malgré ses graves conséquences n'entraine nullement la résiliation ou la résolution des contrats existants. La perturbation générale qui en résulte ne constitue pas un cas de force majeure, C'est dans ce sens qu'il est juste de dire que : « la guerre

n'est pas un cas de force majeure». Mais les conséquences de la guerre que l'on désigne généralement sous le nom de «faits de guerre» peuvent dans certaines conditions qui vont être précisées, constituer à l'égard de certaines personnes des cas de force majeure.

Est-il besoin de faire remarquer que s'il en est ainsi en France et d'ailleurs dans tous les autres pays belligérents, il doit en être à *fortiori* de même en Tunisie où ces conséquences se sont fait bien moins sentir, où la diminution de l'intensité de la vie économique est dûe bien moins à la guerre qu'au défaut de récoltes pendant plusieurs années successives et aussi, il faut bien le reconnaitre, au peu de bonne volonté que certains éléments de la population ont apporté au réglement de leurs obligations auxquelles ils sont incontestablement en mesure de faire face, quoi qu'ils en disent.

***

Quels sont les principaux faits de guerre pouvant constituer des cas de force majeure et dans quelles circonstances revêtent-ils ce caractère ?

On peut citer, comme nous l'avons dit plus haut, l'invasion par l'ennemi et l'occupation du territoire où le vendeur exerce son commerce, l'investissement de la ville où il réside, la prohibition par l'autorité,de vente, d'exportation ou d'importation de certains produits, sa main mise sur les moyens de communication, les réquisitions.

Ces faits de guerre n'entrainent cependant la force majeure que si l'impossibilité d'exécuter qui en résulte est absolue. Elle cesse de l'être si elle est la conséquence, à un degré quelconque, non pas exclusivement d'une circonstance étrangère à la volonté de celui qui se prétend délié mais de cette volonté même.

Ainsi l'invasion et l'occupation du territoire où le vendeur exerce son commerce ne le libéreraient pas de ses engagements de livrer dans l'intérieur du territoire si la chose était d'ailleurs possible (D. P. 73. 1. 215).

L'investissement de la ville où il réside ne le libérerait pas s'il a pu prévoir cet évènenent et en paralyser les conséquences, (D. P. 73. 1. 215, — 71. 3. 17, — 72. 1. 456).

La main mise de l'autorité sur les voies de communication pour les besoins de la défense nationale ne peut constituer un cas de force majeure que s'il est réellement justifié que c'est par suite de cette circonstance que la livraison n'a pas pu être faite au lieu convenu. Cette justification ne peut pas résulter du seul fait de la mesure administrative. Il faut établir que la marchandise à livrer existait au temps où la livraison devait être faite. Dès lors, il faut reconnaître à l'acheteur dûment prévenu, la faculté de prendre livraison au lieu où se trouvait la marchandise au moment où elle a été immobilisée. Ce n'est qu'à défaut par lui d'accepter la marchandise là où elle se trouve que le marché est résilié par suite de la force majeure. S'il en était autrement, le vendeur, en réalité, se trouverait libéré par sa faute, car il serait en faute de ne pas s'être mis en mesure de livrer. (D. P. 72, 2. 211).

Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que les marchés qui nous occupent plus spécialement, qui comportent des livraisons mensuelles successives, constituent, en réalité, d'après leur contexte même, autant de contrats qu'il y a de livraisons prévues. Dès lors, en admettant même, qu'il y ait eu force majeure, cette circonstance ne doit pas, si la main mise vient à cesser, entrainer la résiliation de la *totalité des livraisons*. Cette observation s'applique d'ailleurs à tous les faits de guerre.

En ce qui concerne l'interdiction d'exportation, il faut également, pour les mêmes raisons, que le vendeur qui invoque ce moyen prouve que la marchandise existait au temps de la livraison et que l'acheteur a refusé d'en prendre livraison au lieu où cette mesure l'a immobilisée.

En matière de réquisitions, la marchandise réquisitionnée doit avoir été identifiée au profit de l'acheteur pour que le vendeur puisse se prétendre libéré à son égard par cette mesure. Dans ce cas d'ailleurs l'acheteur est fondé à sou-

tenir que la réquisition doit être faite à son profit. Il serait en effet, souverainement injuste que le vendeur bénéficie, ce qui est généralement le cas, des prix plus élevés payés en pareilles circonstances, en livrant en définitive une marchandise qui ne lui appartient pas. La réquisition d'une denrée par l'autorité compétente a pour effet de la placer « hors du commerce ». Elle peut permettre à celui qui en était débiteur de se prétendre libéré de l'obligation de la fournir à celui auquel il l'avait promise ; mais la mise hors du commerce n'entraîne pas nécessairement et en tous cas cette conséquence. Aux termes de l'article 1302 du code civil ce n'est que « lorsque le corps *certain* et *déterminé* qui était l'objet de l'obligation vient à périr et *mis hors du commerce* ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence » que « l'obligation est éteinte, si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il fût en demeure ». On ne peut donc sortir du dilemme suivant : ou la marchandise n'est pas identifiée, le vendeur ne peut prétendre que c'est la marchandise vendue qui a été réquisitionnée et il est tenu de livrer ; ou elle est identifiée et alors c'est au bénéfice de l'acheteur que la réquisition doit être faite. Ce principe ne comporte qu'une exception dans le cas où toutes les denrées d'une même espèce font l'objet d'une réquisition générale. (Voir à titre d'exemple le décret du 29 septembre, 3 octobre 1870 D. P. 1870 4.95).

Il faut enfin qu'il s'agisse d'une véritable réquisition et non d'une cession à l'amiable, même consécutive à une menace de réquisition. Dans ce cas, en effet, il n'y a plus le fait du prince qui seul constitue le cas de force majeure.

On peut faire, du principe qui fait découler la force majeure uniquement de l'impossibilité absolue d'exécuter, diverses autres applications qui offrent en cette manière un grand intérêt :

Dans le cas où, aux termes de la convention des parties, le débiteur peut se libérer soit par une prestation en nature, soit par le paiement d'une somme d'argent, il ne saurait invoquer la force majeure, même s'il lui est impossible de

fournir la prestation, car il ne lui est pas impossible de payer la somme convenue. C'est le cas des marchés à prime.

De même encore, le vendeur qui a promis des marchandises de diverses provenances ne peut se refuser à livrer sous le prétexte d'une interdiction d'exportation édictée dans l'un des pays d'origine si pareille interdiction n'existe pas pour tous les pays d'origine prévus au marché.

De même, enfin, celui qui est à la fois vendeur et acheteur d'une même marchandise ne peut pas se refuser à la compensation.

A côté des faits de guerre dont il vient d'être question qui peuvent entrainer une impossibilité d'exécution, il en existe d'autres qui, bien que communément considérés comme constituant des cas de force majeure pour ainsi dire absolue, ne revètent ce caractère que dans des circonstances très exceptionnelles ; tels sont la mobilisation et le moratorium financier.

Le fait d'être mobilisé ne constitue pas en principe un cas de force majeure. Tout d'abord, il ne faut pas confondre les effets de la mobilisation au point de vue des poursuites à exercer contre les mobilisés avec ses effets au point de vue de la force majeure.

S'il est incontestable qu'un mobilisé ne peut être poursuivi en justice, tant qu'il est sous les drapeaux, il ne s'en suit nullement que par le fait seul qu'il est mobilisé, tout français se trouve par cela même délié de ses obligations.

Rien qu'à formuler cette thèse on s'aperçoit qu'elle est inadmissible car elle apporterait dans l'enchevètrement des contrats qui constituent la trame de la vie économique et sociale, des perturbations telles que toute la vie nationale serait paralysée alors que tous les efforts doivent tendre, au contraire, à lui donner un essor plus grand.

Le fait même que le législateur a mis les mobilisés à l'abri de toutes poursuites démontre d'ailleurs qu'ils ne sont pas déliés de leurs engagements dont il est simplement impossible de leur demander quant à présent l'exécution.

Le législateur a pensé, en effet, que dans la plupart des

cas, le mobilisé sera dans l'impossibilité ou se trouvera extrémement gêné pour faire valoir sa défense utilement et dans de bonnes conditions. Il lui a donc donné le droit de se retrancher derrière sa situation de mobilisé pour éviter le débat quant à présent. Il va de soi que si les mobilisés peuvent se prévaloir des dispositions précitées ils peuvent aussi y renoncer. Dans ce cas, ils retombent dans le droit commun au point de vue de la force majeure. A ce point de vue, les mobilisés ne sont pas, en principe, déliés de leurs obligations. Mais le fait qu'il est mobilisé peut dans certains cas, mettre le débiteur dans l'impossibilité absolue de remplir ses obligations et constituer ainsi pour lui la force majeure qui l'exonère aux termes de l'article 1148 du code civil. C'est ce qui se produira toutes les fois qu'il s'agira d'une prestation que seule peut fournir la personne qui est appelée sous les drapeaux et pour l'accomplissement de laquelle elle ne peut se faire substituer par une autre. Ce sera le cas par exemple d'un peintre, d'un sculpteur, d'un auteur,d'un acteur,en un mot, chaque fois qu'il s'agira d'un contrat fait essentiellement *intuitu personnæ* et dont l'exécution ne peut être retardée. Au contraire, lorsque l'œuvre propre ne sera pas indispensable et que, dès lors, le débiteur pourra se faire remplacer, lorsqu'en résumé, la mobilisation de celui ou de ceux qui doivent opérer la prestation, n'entrainera pas l'impossibilité absolue de l'exécuter, il n'y aura pas cas de force majeure.

Il va sans dire qu'il n'y a aucune assimilation à faire entre les mobilisables et les mobilisés. Mais il ne faut pas hésiter à assimiler au point de vue des effets de la mobilisation les alliés aux nationaux.

L'application des principes qui viennent d'être exposés soulève des difficultés au cas où il s'agit de personnes morales. Ce serait sortir du cadre d'une simple note que de les exposer.

On peut résumer de la manière suivante l'idée qui doit régir les solutions à intervenir. On ne saurait soutenir la thèse trop absolue que les personnes morales qui ne sont

pas, par essence, susceptibles d'être mobilisées, ne peuvent en aucun cas bénéficier des dispositions ci-dessus rappelées Mais il est juste d'admettre que si par suite de la mobilisation des personnes physiques qui composent la personne morale, celle ci se trouve dans l'impossibilité matérielle ou légale d'agir il y a lieu de lui faire application de ces dispositions.

Quant au moratorium financier on ne peut pas soutenir que le fait seul des entraves qu'il comporte, dégage le débiteur de ses obligations. Il alléguera sans doute qu'il avait des sommes importantes dans un établissement de crédit dont les guichets ont été fermés par ordre supérieur ; il l'établira même, mais il ne pourra pas établir qu'il n'avait pas d'autres disponibilités. C'est là une preuve négative qu'il ne peut rapporter ; et il existe une présomption contraire, qu'en fait, il ne peut détruire. On lui objectera toujours, en effet, avec raison, que d'autres dans les mêmes circonstances ont tenu leurs engagements; qu'il aurait donc pu les tenir lui aussi. Il est difficile d'imaginer un cas même purement théorique où le débiteur pourrait établir la force majeure en raison de cette circonstance.

* * *

Il va sans dire que si les parties ont prévu et réglé dans leurs conventions les conséquences des faits de guerre, une pareille stipulation n'ayant rien de contraire à l'ordre public, doit recevoir son exécution.

Ce cas n'est pas rare, les parties stipulent assez fréquemment que la guerre entrainera, *ipso facto*, la résiliation de la convention. Ceci démontre que la pratique sait fort bien que la guerre n'est pas un cas de force majeure. Mais des difficultés très sérieuses peuvent s'élever au sujet de l'interprétation de ces clauses. Quand les termes n'en sont pas suffisamment précis, pour écarter tout doute sur la volonté des contractants, trois interprétations sont possibles. On peut voir d'abord dans cette clause la reproduction pure et simple du principe posé par l'article 1148 ; en ce cas, la

clause est sans portée. On peut y voir, au contraire, la volonté formelle d'écarter absolument ce principe et de faire de la guerre en elle même un cas de force majeure absolu, pourvu qu'elle ait une répercussion incontestable sur le marché ; dans ce cas, ce seul point peut être discuté. On peut prétendre enfin, adoptant une opinion intermédiaire, que cette stipulation n'a d'effets que si la guerre, sans rendre absolument impossible l'exécution de l'obligation, l'entrave et la rend onéreuse dans des proportions telles qu'il en résulterait pour le débiteur un préjudice absolument anormal par rapport aux risques commerciaux habituels si graves soient-ils.

***

En admettant que l'application des principales qui viennent d'être rappelées, entraine pour l'une des parties des pertes même très sensibles, les tribunaux ne devraient pas hésiter à s'y conformer. *Dura lex, sed lex.* Cette maxime doit être appliquée avec d'autant moins d'hésitation dans les circonstances actuelles que ce n'est pas seulement se soumettre à la loi que de tenir ses engagements quand on n'est pas dans l'impossibilité absolue de le faire : c'est aussi remplir un devoir patriotique qui s'impose à tous au premier chef. Le succès de la lutte actuelle dépend,en effet, autant de l'étendue des ressources économiques du pays que de la puissance de ses moyens militaires.

Il est juste cependant de reconnaitre, qu'à raison du caractère particulier de la guerre actuelle, qui est sans précédent dans l'histoire,de la répercussion mondiale qu'elle a eu, les tribunaux, quand ils se trouvent en présence de plaideurs de bonne foi qui sont réellement victimes des conséquences de la guerre, peuvent et doivent se montrer très modérés dans l'évaluation des dommages qu'ils sont obligés d'allouer si l'inéxécution des conventions n'est pas justifiée par une impossibilité absolue. Ils doivent, au contraire, se montrer particulièrement sévères à l'égard des plaideurs de mauvaise foi pour qui la guerre n'est qu'un

moyen de s'enrichir. Ce cas n'est malheureusement pas rare.

Malgré leur rigidité apparente, en fait, et en Tunisie, en particnlier, l'application des principes qui viennent d'être exposés n'aboutit pas généralement à des conséquences par trop rigoureuses ; elle empéche, au contraire, le plus souvent, la réussite de combinaisons aussi peu conformes aux règles de probité qui doivent régir le commerce qu'aux principes du droit.

Le plus souvent, en effet, le refus d'exécuter les marchés n'est pas dicté par la crainte d'une perte, mais bien plutôt par le désir de réaliser un plus grand bénéfice, en vendant à un prix plus élevé que celui du marché la même marchandise qu'on refuse de livrer à ceux à qui elle appartient réellement. Il suffit pour s'en rendre compte de voir les variations qu'ont subi les cours depuis la guerre. Elles ne sont pas de beaucoup plus élevées que celles qui résultent d'une mauvaise récolte. Il serait profondément immoral de favoriser une pareille combinaison. Cette immoralité apparait à l'évidence dans les cas très nombreux d'ailleurs où le vendeur n'a pas cessé de livrer des marchandises de même nature que celles qui font l'objet du marché dont il essaie de se dégager, mais bien entendu à un prix supérieur à celui fixé dans ce marché. Il est arrivé, ce qui est le comble, que le même vendeur vend au même acheteur des marchandises identiques à celles qui font l'objet de leur marché, mais bien entendu au prix fort. L'acheteur, obligé de se fournir, subit momentanément les exigences de son adversaire, mais il est à désirer que de pareils agissements reçoivent en justice une sanction sévère.

A. DE MATTEIS, *avocat au barreau de Tunis, ancien bâtonnier.*

J. VENTRE, *avocat au barreau de Tunis.*

JURISPRUDENCE

COUR D'APPEL D'AIX (CH. CORR).

Audience du 27 juin 1913. — Présidence de M. BOYER, *président*

I. — Autorisation maritale. Article 215 c. c. Incapacité relative. Application du statut personnel.

Israélites étrangers. Loi mosaïque. Femme mariée. Statut personnel. Autorisation maritale inutile.

II. — Nationalité française. Acte de notoriété. Homologation. Acquisition. Insuffisance.

Israëlites algériens. Convention du 5 juillet 1830. Décret du 26 septembre 1842. Loi française. Faculté d'adoption. Maintien du statut personnel. Sénatus consulte du 14 juillet 1865. Bénéficiaires. Conditions. Acquisition de la qualité de citoyen français. Résidence en Algérie.

I. — Si aux termes de l'article 215 du code civil la femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari et en toute matière, il est maintenant reconnu que la nullité de l'autorisation tient du statut personnel car elle s'inspire d'une capacité relative.

Les israélites étrangers sont régis pour tout ce qui a trait à leur statut personnel par la loi mosaïque qui n'oblige pas la femme mariée à rapporter ou à requérir l'autorisation d'ester en justice pour poursuivre son mari.

II. — Un acte de notoriété, même homologué, ne saurait à lui seul conférer le titre de citoyen français qui ne peut résulter que des dispositions de la loi ou s'acquérir dans des conditions déterminées.

Les textes de la convention du 5 juillet 1830 et du décret du 26 septembre 1842, aux termes desquels les israëlites algériens, tout en restant soumis à leur statut personnel, avaient la faculté d'adopter la loi française, tout en restant soumis à leur statut personnel, ainsi que le sénatus consulte du 14 juillet 1865, s'appliquent uniquement aux israëlites indigènes algériens qui, après la conquête, sont restés en Algérie, se soumettant à la domination française et non pas à ceux qui, dès cette époque, se sont expatriés sans esprit de

retour pour aller se fixer dans d'autres pays musulmans non soumis à la loi française. Le décret du 24 octobre 1870, a consacré cette interprétation des textes antérieurs, car il ne confère la qualité de citoyen français qu'aux israëlites indigènes résidant en Algérie au moment de sa promulgation.

De Vanda Lusena c/ Joseph Abram

La Cour ; — Attendu que la dame Vanda Lusena, épouse du sieur Joseph Abram a fait citer à sa requête ce dernier devant le tribunal consulaire de France à Alexandrie siégeant correctionnellement, pour répondre d'un délit de coups et blessures volontaires exercées sur sa personne ; — Attendu qu'à l'audience du 8 novembre 1912 le dit Abram a soulevé l'exception de nullité d'assignation résultant de ce que la requérante l'avait cité sans y être autorisée ni par son mari ni par justice ; — Attendu que par jugement du 16 du même mois, même année, le tribunal saisi a rejeté l'exception soulevée, déclaré la citation valable et fixé au 18 décembre 1912, pour la continuation des débats ; — Attendu que ledit Abram a fait appel de cette décision ; que son appel est régulier en la forme et qu'il y a lieu de l'examiner au fond ;

Attendu il est vrai, qu'aux termes de l'article 215 du code civil la femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari ; — Attendu que ce principe est général et absolu et que suivant une doctrine et une jurisprudence constantes il doit être appliqué quelle que soit la nature de l'instance formée, civile ou commerciale ou pénale ou administrative *(**Pandectes Françaises V° Mariage n°s 1647, 1651, 1652. Dalloz V° Mariage suppl. n° 428**)* ;— Mais attendu que cette même doctrine et cette même jurisprudence sont unanimes à reconnaître que la nullité de l'autorisation tient au statut personnel, car elle s'inspire d'une incapacité relative (Sirey C. C. article 215); — Attendu, dès lors, qu'il convient de rechercher quel est le statut personnel de la dame Vanda Lusena et si, comme

le prétend l'appelant, elle est soumise aux obligations de l'article 215 du code civil par suite de son mariage avec lui Abram, citoyen français ou tout au moins sujet français ; — Attendu qu'à défaut par ce dernier d'établir à son profit cette qualité de citoyen ou de sujet français, les époux Abram israëlites étrangers, simples administrés français, doivent être et sont régis par tout ce qui a trait à leur statut personnel par la loi mosaïque qui n'oblige pas la femme mariée à rapporter ou à requérir l'autorisation d'ester en justice pour poursuivre son mari ; — Attendu que Abram prétend faire résulter sa qualité de citoyen ou de sujet français de ce qu'il est le petit fils d'un algérien né à Alger le 4 avril 1822 se trouvant en résidence dans cette ville au moment de la conquête française, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu par le Consul de France à Alexandrie le 2 juillet 1892, homologué par le tribunal consulaire de cette ville le 4 juin 1909 ; — Attendu qu'un acte de notoriété, même homologué, ne saurait à lui seul conférer le titre de citoyen français qui ne peut résulter que des dispositions de la loi ou s'acquérir dans des conditions déterminées ; — Attendu, il est vrai, qu'aux termes de la convention intervenue le 5 juillet 1830 et du décret du 26 septembre 1842, les israëlites algériens, tout en restant soumis à leur statut personnel, avaient la faculté d'adopter la loi française et que le sénatus-consulte du 21 janvier 1865 qui reconnait aux israëlites algériens la qualité de français, leur conserve leur statut personnel avec faculté d'option, mais avec obligation d'en supporter les charges en résultant ; — Mais attendu que tous ces textes s'appliquent uniquement aux israëlites indigènes algériens qui, après la conquête, sont restés en Algérie, se soumettant à la domination française et non pas à ceux qui, dès cette époque, se sont expatriés sans esprit de retour, pour aller se fixer dans d'autres pays musulmans non soumis à la loi française ; — Attendu que le décret du 24 octobre 1870, dit « décret Crémieux », a consacré cette interprétation des textes antérieurs, car il ne confère la qualité de citoyen français qu'aux israëlites indigènes résí-

dant en Algérie au moment de sa promulgation ; — Attendu que le sieur Joseph Abram, grand-père du concluant et de qui ce dernier prétend tenir ses droits, ayant quitté l'Algérie en 1830 aussitôt après la conquête, pour venir se fixer en Egypte sans jamais revenir depuis en Algérie, ne saurait se prévaloir des dispositions des textes sus-visés et acquérir ainsi la qualité de citoyen ou sujet français ; — Attendu sans doute que dans certains pays d'Orient soumis au régime des capitulations, les indigènes peuvent au moyen d'une immatriculation, d'autres formalités, obtenir la protection des consuls et se soumettre à la loi française, mais qu'ils deviennent seulement des administrés français ; — Attendu que c'est ainsi qu'est qualifié Abram (administré français) dans son acte de mariage reçu par le consul français d'Alexandrie le 26 janvier 1911 et dans son contrat de mariage passé le même jour aussi par le consul ; — Attendu en outre, que les parties en comparaissant devant le consul, n'ont certainement pas voulu renoncer à leur statut personnel, car le même jour elles ont contracté mariage et réglé leurs conventions matrimoniales par devant le rabbin et ce, suivant la loi hébraïque ; — Attendu par suite que l'appelant ne justifie pas de sa qualité de français ou de sujet français ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges ; — Déboute Abram de son appel ; — Confirme le jugement entrepris pour sortir son plein et entier effet ; — Condamne la partie civile aux dépens, sauf son recours contre le prévenu.

(Min. publ. M. Arrighi, avocat général.

CONSEIL PERMANENT DE REVISION D'ALGER

Audience du 17 septembre 1914. — Présidence du Général HANOTEAU, *président*

Conseil de guerre. Voies de fait. Outrages à supérieur. Circonstances atténuantes. Loi du 19 juillet 1901. Conditions d'application. Temps de paix. Etat de guerre. Non application.

La loi du 19 jullet 1901 qui a permis aux Conseils de guerre d'admettre les circonstances atténuantes pour les crimes ou délits prévus par le code de justice militaire si elle l'autorise en vertu d'une disposition spéciale de l'article applicable, ne peut recevoir son application qu'en temps de paix seulement.

Le Conseil ; — Attendu que le Conseil de Guerre de Tunis était compétent ; que la procédure a été régulièrement faite ; — Mais attendu qu'il résulte du jugement attaqué que les chasseurs Dégout et Marro ont été déclarés coupables de voies de fait en dehors du service envers un supérieur et outrages en dehors du service envers un supérieur, délits prévus et réprimés par articles 223 et 224 du code de justice militaire ; — Attendu que ces articles n'autorisent pas l'admission des circonstances atténuantes ; — Attendu qu'il n'est permis aux juges d'admettre les circonstances atténuantes que pour crimes ou délits prévus par le code de justice militaire qu'autant que la loi l'autorise par une disposition spéciale de l'article applicable ; — Que néanmoins le Conseil de Guerre en a admis en faveur des susdits Dégout et Marro, par application de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1901 et qu'il appert des dispositions du dit article qu'il n'est applicable qu'en temps de paix seulement ; — Attendu que le jugement attaqué du Conseil de Guerre de Tunis a été rendu le 21 août 1914 et qu'à ce moment la France était en état de guerre ; — Attendu qu'en opérant ainsi le Conseil de Guerre a violé les articles 135 et 134 du code de justice militaire ; Que dès lors la peine prononcée

par la loi n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le Conseil de Guerre ; — Mais attendu que les recours contre le dit jugement ont été formés par les condamnés seulement ; — Qu'il est de jurisprudence constante qu'un condamné ne peut être admis à se pourvoir contre son propre intérêt ; qu'en l'état, l'admission de leur pourvoi les exposerait à des peines plus fortes ; tout en constatant l'irrégularité commise, à l'unanimité, rejette les recours formés par des condamnés contre le dit jugement qui recevra sa pleine et entière exécution.

(Min. publ. Lieutenant-colonel Raby, rapp ; sous-intend. Pelleport, comm. du gouv).

CONSEIL PERMANENT DE REVISION D'ALGER

Audience du 30 octobre 1914. — Présidence de M. le Général Guillet, *président.*

Conseil de Guerre. Tunisie. Etat de siège. Décret beylical du 2 août 1914. Position de la question. Réponse. Jugement. Texte déterminant la peine. Mention de l'état de siège en Tunisie. Omission. Irrégularité.

La position d'une question ne se conçoit qu'autant que celui à qui elle s'adresse a toute liberté pour y répondre.

Un jugement de condamnation doit contenir la justification de la peine qu'il édicte. Si la peine prononcée n'a pu l'être qu'à raison de l'existence du décret beylical du 2 août 1914, établissant l'état de siège en Tunisie, le jugement du Conseil de Guerre doit faire mention de ce décret ; toutefois son omission ne constitue qu'une simple irrégularité et non pas une violation des règles de formes prescrites à peine de nullité.

Orlo et Gruy c/ Ministère public

Le Conseil, joignant les pouvoirs ; — Attendu que l'existence de l'état de siège en Tunisie a fait l'objet d'une

question posée en Conseil de Guerre ; que l'état de siège a été établi en Tunisie par un décret beylical du 2 août 1914 ; que, dans ces conditions, à la question qui lui était posée, le Conseil ne pouvait répondre qu'affirmativement ; que la position d'une question ne se conçoit qu'autant que celui à qui elle s'adresse, a toute liberté pour répondre par oui ou par non à la question à lui posée ; que, dès lors, la question de l'existence de l'état de siège en Tunisie n'avait pas à être posée au Conseil ; — Attendu, d'autre part, que toute peine prononcée doit être justifiée ; que le jugement de condamnation doit contenir la justification de la peine qu'il édicte ; que si le jugement ne doit faire mention que du texte qui détermine la peine, il n'en est pas moins vrai que le jugement doit indiquer tous les textes de loi en vertu desquels la peine est prononcée ; que, dans l'espèce, l'article 213, alinéa 2 du code de justice militaire qui a été appliqué n'a pu l'être qu'à raison de l'existence du décret beylical du 2 août 1914 établissant l'état de siège en Tunisie ; que, dès lors, le jugement du Conseil de Guerre aurait dû faire mention de ce décret ; mais, attendu qu'il s'agit en l'espèce de simples irrégularités et non pas d'une violation des règles de formes prescrites à peine de nullité ; — Que le Conseil de Guerre légalement composé était compétent ; — Tout en constatant les irrégularités commises, rejette, à l'unanimité, le recours formé contre ledit jugement qui recevra sa pleine et entière exécution.

(Min. publ. Lieutenant MORAND, subt. du comm. du gouv.)

CONSEIL PERMANENT DE REVISION D'ALGER

Audience du 20 novembre 1914. — Présidence du Général GUILLET, *président*

Conseil de Guerre. Refus d'obéissance. Art. 213 c. justice militaire. Bris de carreaux. Refus de cesser. Application du dit article. Violation de la loi.

Le refus à l'ordre donné de cesser de casser des carreaux ne constitue pas l'infraction prévue et punie par l'article 218 du code de justice militaire.

Par suite il y a violation du dit article par le jugement donnant à ce refus d'obéir la qualification de refus d'obeissance, délit prévu et puni par l'article ci-dessus.

ROULEAU C/ MINISTÈRE PUBLIC

Le Conseil ; — Statuant sur le moyen unique relevé d'office, tiré d'une violation de l'article 218 du code de justice militaire, en ce que les faits reprochés au chasseur Roulleau et déclarés constants par le Conseil de Guerre de Tunis ne constituent pas l'infraction prévue par l'article 218 du dit code, c'est à tort qu'il a été fait à Roulleau, application des dispositions de cet article ; – Attendu que Roulleau a été condamné, par application de l'article 218, alinéa 2 du code de justice militaire, pour refus d'obeissance sur un territoire en état de siège, à raison de ce chef qu'il n'a pas obéi à l'ordre de son chef, le sergent Merle, qui lui donnait de cesser de casser des carreaux de vitre ; — Attendu que l'article 218 ne prévoit et ne punit que les refus d'obéissance à un ordre donné pour un service par un supérieur, c'est-à-dire donné pour l'exécution d'un service (décision du Conseil de Révision de Paris, du 28 janvier 1886) et qu'il est manifeste que l'ordre donné à Roulleau de cesser des carreaux n'avait pas pour objet d'assurer l'exécution d'un service ; — Attendu, il est vrai, que la Cour de Cassation a jugé dès le 25 novembre 1886 et n'a cessé de juger depuis

(7 novembre 1907 ; 16 avril 1908 ; 16 avril 1911 ; 16 novembre 1911 ; 5 décembre 1912) «que cette expression de service doit être étendue dans son sens le plus général et embrasse tous les ordres relatifs à l'accomplissement d'un devoir militaire quelconque » ; — Mais, attendu que la Cour de Cassation, tout en interprêtant très largement les termes de l'article 218 du c. just. milit. n'a pas entendu faire tomber sous le coup de cet article tous les actes d'indiscipline indistinctement et qu'elle a pris soin de préciser que si cette expression « ordre de service » embrassait, d'après elle, tous les ordres relatifs à l'accomplissement d'un devoir quelconque, encore fallait-il que ce devoir fût un devoir militaire ; — Attendu que le sergent Merle, en donnant à Roulleau l'ordre de cesser de casser des carreaux de vitre, ne réclamait pas de lui l'accomplissement d'un devoir lui incombant en sa qualité de militaire, puisque le sergent Merle aurait eu le droit d'adresser la même injonction à toute autre personne non militaire et que le manquement au devoir dont l'accomplissement était réclamé de Roulleau exposait ce dernier, comme il eût exposé toute autre personne non militaire, aux peines édictées par l'article 456 du code pénal ordinaire ; — Attendu que, dans ces conditions, l'acte reproché à Roulleau ne constitue pas le refus d'obéir à un ordre de service tel que l'a défini la Cour de Cassation ; — Attendu, dès lors, qu'en donnant à cet acte la qualification de refus d'obeissance prévu et puni par l'article 218 du code de justice de militaire, le Conseil de Guerre de Tunis a violé les dispositions de cet article et en a fait une fausse application ; — Qu'ainsi le jugement se trouve entaché de l'un des cas d'annulation prévu par le nº 3 de l'art. 74 du même code ;

Par ces motifs ; — Annulle à l'unanimité le jugement dont est recours et renvoie le chasseur Roulleau devant le Conseil de Guerre de Constantine pour lui être appliquée la peine édictée par l'article 456 du code pénal, la déclaration

de culpabilité quant au délit de bris de clôture restant maintenue.

(M. le Colonel MAYER, rapp. le sous-intendant PELLEPORT, com, du gouv.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.)

Audience du 7 décembre 1914. — Présidence de M. PAUL DUMAS, *président*

Action en justice. Conditions de recevabilité. Conservation d'un droit né et actuel.

Une action en justice ne peut être déclarée recevable qu'autant qu'elle tend à la conservation d'un droit né et actuel et non pas seulement, à la reconnaissance pure et simple, d'une vérité juridique, l'intérêt étant le seul fondement et la seule mesure des actions.

FREIDJA BARROUK c/ HABOUS et autres

Le Tribunal ; — Attendu que l'action engagée par Freidja Barouk contre les défendeurs tend uniquement à faire décider qu'une propriété immatriculée n'est grevée d'aucune autre charge que celles inscrites sur le titre foncier ; — Attendu que ce principe qui résulte formellement des textes en vigueur n'est pas contesté par les défendeurs ; que, le serait-il, l'action de Freidja Barouk ne serait recevable qu'autant qu'elle tendrait à la conservation d'un droit né et actuel et non pas seulement, comme la présente, à la reconnaissance pure et simple d'une vérité juridique, l'intérêt étant le seul fondement et la seule mesure des actions ;

Par ces motifs ; — Déclare irrecevable l'action de Freidja Barouk ; en conséquence l'en déboute, le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. MASSÉ, subst. ; Mes DARMON, GUEYDAN et BODOY av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.)

Audience du 23 juillet 1914. — Présidence de M. DUFFOUSSAT *ffons de président*

I. Action en justice. Citation. Pluralité de défendeurs. Art. 59 c. pr. civ. Tribunal compétent. Choix du demandeur. Conditions.

II. Courtier non assermenté. Rôle. Intermédiaire entre vendeur et acheteur. Marché. Non exécution. Absence de garantie.

I. Au cas de pluralité de défendeurs, le demandeur a le droit, aux termes de l'article 59 c. pr. civ. de les assigner devant le Tribunal de l'un d'eux : pour rendre compétent le Tribunal du domicile de l'un des défendeurs, il doit établir que celui-ci est partie sérieuse du procès et n'a pas été mis en cause dans le but de rendre les autres défendeurs domiciliés hors du ressort judiciaire, justiciables du tribunal de ce défendeur.

II. Le courtier non assermenté n'est qu'un intermédiaire qui met les parties en présence, reste étranger aux suites des accords qui peuvent intervenir et n'est pas garant de l'exécution du marché passé par son entremise.

HAÏM ASSOUS ET Cie C/ HALLOT, MOLCO ET FRENDO

Attendu que suivant exploit de Jama, huissier à Bône, en date du 17 avril 1914, Haïm Assous et Cie ont assigné Hallot en paiement d'une somme de 10.000 francs à titre de dommages-intérêts pour inexécution d'un marché ; — Attendu que suivant exploit de Sureau huissier à Tunis,en date du 6 mars 1914, enregistré, Haïm Assous et Cie ont assigné Molco, courtier à Tunis, en responsabilité pour le dit marché non exécuté et en paiement de la même somme ; — Attendu que sur cette assignation Molco, suivant exploit de Genoud, huissier à Philippeville, en date du 11 mai 1914, enregistré,a assigné Frendo,courtier dans cette ville en vue de le mettre en cause et de le faire condamner, le cas

échéant, à réparer le préjudice invoqué par Haïm Assous et Cie ; — Attendu qu'en raison de la connexité il y a lieu de joindre les causes ; que Frendo, bien que s'étant fait représenter à l'appel des causes, ne conclut pas au fond ; qu'il y a lieu de donner, à son encontre, défaut faute de conclure ; — Attendu que Hallot soulève d'abord une exception d'incompétence et soutient que Haïm Assous et Cie ne peuvent invoquer, pour l'assigner valablement devant le tribunal de Tunis, l'article 59 du code de procédure civile qui permet en cas de pluralité de défendeurs, d'assigner devant le tribunal du domicile de l'un d'eux ; qu'en effet, Molco seul des défendeurs en cause qui soit, par son domicile justiciable du tribunal de Tunis, n'est pas partie sérieuse au procès et qu'il n'a été mis en cause que pour appeler Hallot devant le tribunal de céans ;

Sur ce moyen ; — Attendu que Molco n'est pas personnellement partie au contrat et n'a agi, dans cette affaire, qu'en qualité de courtier,qu'il y a donc lieu d'examiner si en cette qualité il peut être retenu au procès et considéré comme partie sérieuse ; — Attendu, en effet, que pour user de la faculté de l'article 59 du code de procédure civile il faut que cette condition soit remplie (cassation 20 mai 1873) ; — Attendu que le courtier non assermenté, tel que se présente Molco, n'est qu'un intermédiaire qui met les parties en présence, reste étranger aux suites des accords qui peuvent intervenir et n'est pas garant de l'exécution du marché par son entremise ; — Attendu que la responsabilité du courtier est limitée aux actes de sa profession ; qu'il ne peut être pris à partie que s'il a commis, dans sa mission de rapprochement des parties, une faute, une négligence ou une imprudence ; — Attendu qu'il n'apparait pas que Molco ait, dans l'espèce, commis une faute ou une négligence qui engage sa responsabilité vis-à vis de Haïm Assous et Cie qui d'ailleurs ne leur en imputent aucune, se bornant à lui demander des justifications qui devront être fournies non par lui mais par Frendo, autre courtier qui a fait les premières pollicitations ; — Attendu

qu'il n'apparaît pas non plus, pour justifier la mise en cause de Molco, qu'il y ait opposition d'intérêts entre ce dernier et Haïm Assous et Cie, demandeurs ; qu'il existerait plutôt entre eux une certaine solidarité d'intérêts à l'encontre de Hallot et de Frendo en vue de poursuivre l'exécution d'un marché dont la résiliation leur est préjudiciable à l'un et à l'autre ; — Attendu que dans ces conditions Molco n'a été mis en cause par Haïm Assous et Cie que pour fournir des renseignements sur les faits du procès et par conséquent ne peut-être considéré comme partie sérieuse *(Cassation 15 novembre 1871) ;*

Sur les dommages-intérêts demandés tant par Hallot que par Molco à l'occasion des instances dont ils ont été l'objet ; — Attendu que l'allocation des dépenses constituera une réparation suffisante ;

Par ces motifs ; — Statuant en matière commerciale, contradictoirement à l'égard de Hallot et Molco et par défaut contre Frendo et en premier ressort, joint les causes enrôlées sous les placets nos 1009 et 1026 et 1027 ; — Donne défaut faute de conclure contre Frendo, et statuant sur le tout par un seul et même jugement, se déclare incompétent ; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne Haïm Assous et Cie aux dépens lesquels comprendront les frais de l'instance engagée par Molco contre Frendo.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; Mes MOSSÉ, TAPIE (du barreau de Bône) et COULON av.

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (4e CH).

Audience du 23 janvier 1915. — Présidence de M. BERGER, *vice-président*

Récidivistes. Loi du 27 mai 1885. Tunisie. Défaut de promulgation et de publication spéciales. Son application. Conditions d'applicabilité des lois françaises dans la Régence Règles générales.

La loi du 27 mars 1883, qui a organisé la juridiction française en Tunisie, promulguée par décret beylical du 18 avril suivant, et publiée au « Journal Officiel Tunisien », a défini la compétence des tribunaux français ainsi institués, mais est restée muette sur les textes législatifs qu'ils devraient appliquer, sauf en ce qui concerne la procédure civile et l'instruction criminelle, et n'en a ordonné ni la promulgation, ni la publication avant cette publication. De sorte que les codes français, pas plus que les lois usuelles antérieures à cette loi et à ce décret de 1883 n'ont été ni promulgués ni publiés spécialement en Tunisie.

De ce silence et de l'esprit de cette loi organique ainsi que du décret beylical, il résulte implicitement, ainsi que sont venus du reste le prescrire explicitement les décrets postérieurs des 2 septembre 1885, 13 janvier 1898, 13 mars 1902 que ces tribunaux devaient statuer à l'égard des français ou assimilés, « en conformité de la loi française » et par conséquent appliquer toutes les lois françaises d'intérêt général et d'ordre public, et ce, sans promulgation ni publication spéciales dans la Régence, et que les lois territoriales seules n'ayant d'intérêt que pour le pays et dans les circonstances en raison desquelles elles ont été votées, auraient besoin, avant de devenir applicables, d'être promulguées et publiées

spécialement en Tunisie. C'est la conséquence logique que le bon sens et les règles habituelles du droit ont dictés immédiatement à la jurisprudence.

Il est découlé de là que les lois et décrets français postérieurs à cet accord des deux souverainetés, beylicale et française, en 1883, accord toujours existant, sont devenus obligatoires en Tunisie de la même façon que l'ont été les codes français et les lois usuelles d'intérêt général et d'ordre public, c'est-à-dire sans promulgation autre, ni publication autres que celles du Président de la République et du « Journal Officiel » français, toutes les fois qu'ils sont simplement modificatifs desdits codes et desdites lois usuelles et n'offrent pas un caractère profondément innovateur, et n'exigent pas pour leur application pratique une réglementation spéciale, distincte de celle déjà en vigueur.

II. Les pays de Protectorat ne sauraient être considérés comme des arrondissements, et les lois nouvelles ne sauraient y être déclarées obligatoires un jour franc, après que le « Journal Officiel » qui les contient est parvenu aux chefs lieux de ces pays.

L'art. 1er du code civil et le décret du 5 novembre 1870 sont sans application en Tunisie. Il appartient aux tribunaux de déterminer la date à laquelle une loi promulguée et publiée en France doit être réputée connue des Français ou assimilés dans ce pays soumis à deux souverainetés, comme de ceux résidant à l'étranger. Et cette date est censé être arrivée, lorsqu'il s'est écoulé un temps suffisant pour permettre normalement la connaissance de la législation nouvelle. (Cassation 22 juin 1891).

III. Par application de ces principes, la loi du 27 mai 1885 qui modifie, par extension des peines, les règles de la réci-

dive des articles 56 et suivants du code pénal et substitue l'interdiction de séjour à la surveillance de la haute police des articles 44 et suivants du même code, n'exigeait pas une promulgation et une publication spéciales en Tunisie, et y est devenue obligatoire dès qu'elle a été réputée y être suffisamment connue.

MINISTÈRE PUBLIC C/ AHMED BEN ALI BEN TESTOURI

Le Tribunal ; — Attendu que le défenseur dépose des conclusions tendant à faire déclarer que la loi du 27 mai 1885 ne serait pas applicable en Tunisie.

Sur cette exception. En droit ; — Attendu qu'il résulte tant de l'esprit que de la lettre de la loi du 27 mars 1883 et des décrets postérieurs des 2 septembre 1885, 13 janvier 1893 et 13 mars 1902 que les tribunaux français établis en Tunisie connaissent en matière spéciale des infractions de toute nature, c'est-à-dire de tous crimes, délits et contraventions commis soit par les français ou assimilés, soit à leur préjudice et, ce, « en conformité de la loi française » ; — Attendu que par cette expression, « en conformité de la loi française » il ne faut pas, au point de vue répressif, entendre seulement le code pénal mais encore toutes les lois pénales d'ordre public et d'intérêt général n'ayant pas exclusivement un caractère territorial, toutes les lois qui obligent tous les français ou assimilés en quelque lieu qu'ils se trouvent, dans la métropole, hors de la métropole, en pays de chrétienté ou hors chrétienté ; — Attendu que dans la Régence, toutes ces lois qui étaient déjà appliquées par les consuls avant le protectorat sous le régime des capitulations, sont devenues applicables par les tribunaux français en vertu de la loi du 27 mars 1883 et du décret du 18 avril suivant, par lequel, la souveraineté beylicale a reconnu le caractère obligatoire de cette juridiction pour les français assimilés ;

qu'à partir de cette dernière date l'accord des deux souverainetés française et beylicale en Tunisie, pour l'administration de la justice française sur cette base, s'est continué ; — Attendu que pour les lois françaises votées postérieurement en matière pénale, leur applicabilité à la Tunisie, quand le législateur ne l'a pas prévue spécialement, est régie par les mêmes lois et décrets et d'après les mêmes principes qu'en Tunisie, de même qu'en Algérie toutes les fois que les lois françaises nouvelles sont simplement modificatives d'une législation déjà en vigueur, et qu'elles sont d'intérêt général et d'ordre public et n'ont pas un caractère seulement territorial, elles deviennent exécutoires de plein droit pour les français et assimilés,en vertu de la promulgation générale qui en a été faite dans la métropole et dès que cette promulgation et la publication en France sont réputées être connues dans la Régence, conformément au principe consacré par l'arrêt du 22 juin 1891 (D. P. 1891. 1.353) ; — Attendu encore que ces règles découlent non seulement de la loi organique du 27 mars et du décret du 18 avril 1883 et des décrets postérieurs des 2 septembre 1885, 13 janvier 1898 et du 13 mars 1902 et de leur esprit, mais aussi de la jurisprudence de la cour suprême constamment sincère en ce qui concerne l'Algérie depuis l'arrêt de principe du 17 août 1865 (D P. 1865. 1.503) et appliquée de même en ce qui concerne la Tunisie et tout récemment consacrée encore, dans l'arrêt du 22 mai 1914 sur les tribunaux d'enfants ; qu'elles découlent encore de ce principe que les lois françaises d'ordre public sont réputées obligatoires pour les français résidant en pays exclusivement étranger, dès que la promulgation et la publication dans la métropole sont réputées y être connues et de la conséquence juridique qui doit en être tirée que les français ou assimilés résidant en pays de protectorat ne sauraient être placés dans une situation inférieure par rapport à ces lois ; de ce fait enfin que le législateur, dans bien des circonstances,en déclarant les lois nouvelles qu'il votait applicables aux

colonies a compris dans cette expression générique aussi bien les pays de protectorat, comme la Tunisie que les colonies proprement dites ; — Attendu qu'il ne serait pas juste de dire en Tunisie, comme M. Sauteyra l'a dit dans sa préface de « la législation de l'Algérie », édition de 1878, que les exceptions au principe de la nécessité d'une promulgation spéciale soient nées, pour la plupart, des lacunes du « Journal Officiel Tunisien », et que les lacunes auraient obligé la jurisprudence à décider que cette promulgation et cette publication spéciales, n'étaient pas nécessaires ; — Attendu que la jurisprudence s'est inspirée de tous autres motifs développés aux arrêts précités ;

En fait ; — Attendu que la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes d'après son titre, a été promulguée et publiée régulièrement en France ; quelle ne l'a pas été, il est vrai, par décret spécial inséré au « Journal Officiel Tunisien » en Tunisie ; mais qu'elle a été déclarée applicable à l'Algérie et aux colonies par son article 20; que dans l'esprit du législateur cette expression «Colonies» comprenait aussi bien le pays de protectorat qu'est la Tunisie que les pays d'annexion que sont les colonies proprement dites ; — Attendu, d'autre part, que c'est une loi d'ordre public et d'intérêt général ; qu'enfin elle n'est pas profondément innovatrice et créatrice de pénalités nouvelles mais simplement modificative des peines fixées au chap. IV. livre I^er^ art. 56, 57, 58 du C. P. sur la récidive et de celles du renvoi sous la surveillance de la haute police fixées à l'article II du code pénal et aux articles 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50 du même code ; qu'il s'ensuit qu'elle est devenue exécutoire de plein droit en Tunisie du moment où elle est réputée y avoir été connue après la promulgation et sa publication en France ; — Attendu encore que son application en Tunisie dans ces conditions n'a jamais fait aucune difficulté en ce qui concerne la suppression de la surveillance de la haute police et son remplacement par l'interdiction de séjour (art. 19 de la dite loi) ; que cette

modification intéresse cependant un plus grand nombre d'articles du code pénal que la rélégation ; — Attendu que les dispositions de cette loi du 27 mai 1885 forment un tout indivisible ; que la mise en vigueur de cette loi, au point de vue de l'interdiction de séjour, entraine forcément l'application de la loi tout entière dans ses dispositions relatives aux peines de la récidive aussi bien que dans celles relatives à l'interdiction de séjour ;

Par ces motifs ; — Sur l'exception ; — Dit que la loi du 27 mai 1885 est applicable en Tunisie.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. Me M. BONAN av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 20 décembre 1912. — Présidence de M. BONNEFOND, *président.*

Minorité. Droit musulman. Puberté. Biens. Emancipation. Exercice ostensible du commerce. Autorisation supposée du tuteur légal. Souscription de billets. Validité.

Si en droit musulman la minorité subsiste quant aux biens même après la puberté et ne cesse en principe que par l'émancipation, cette émancipation peut être tacite : elle peut résulter du fait d'exercer le commerce ostensiblement, ce qui suppose l'autorisation des tuteurs légaux, autorisation qui, d'après un usage constant ayant force de loi en Tunisie, n'a pas besoin d'être publiée conformément à l'article 2 du code de commerce français.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE L'AFRIQUE DU NORD C/ SALAH MEZALI

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 5 août 1912 la Société Générale de l'Afrique du Nord a fait assigner

Salah Mezali en paiement d'une somme principale de 1660 francs; que cette créance résulte de deux billets de 830 francs souscrits le 31 mars 1912 aux échéances de 2 et 3 mois, par le dit Salah Mezali, à l'ordre de G. R. Debono et fils, et dont elle est porteur par endossement régulier, les dits billets protestés respectivement les 1 juin et deux Juillet ; que Salah Mezali a déclaré au premier protêt ne pouvoir payer en ce moment, et qu'au second, ne rien devoir au bénéficiaire.

Attendu qu'il excipe aujourd'hui de ce qu'il serait interdit, étant encore sous une tutelle testamentaire; qu'il produit à cet effet, sous le n° de traduction David 1207, un acte notarié du 6 janvier 1898 par lequel son pére Mohammed a constitué son épouse Salouha comme tutrice testamentaire de ses enfants, encore tous mineurs, Salah, Ahmed, Hassouna, El- Aroussia, ainsi qu'un extrait du Journal Officiel Tunisien du 25 janvier 1898 publiant cette tutelle ;—Mais attendu que Salah Mezali est aujourd'hui âgé de plus de 30 ans; qu'il exerce publiquement le commerce, que notamment; il s'est fait consentir le 30 décembre 1911 une ouverture de crédit par le Comptoir National d'Escompte, en lui remettant en nantissement 30.000 kilos d'huile d'olives ; qu'en outre des deux billets sus spécifiés, il en a souscrit d'autres également produits à la même audiences ;

Attendu que, si en droit musulman la minorité subsiste quant aux biens même après la puberté et ne cesse en principe que par l'émancipation, cette émancipation peut être tacite ; que le fait d'exercer le commerce ostensiblement suppose l'autorisation des tuteurs légaux, autorisation qui, d'après un usage constant ayant force de loi en Tunisie, n'a pas besoin d'être publiée conformément à l'article 2 du code de commerce français ;

Par ces motifs ; — Condamne Salah Mezali à payer à la Société Général de l'Afrique du Nord, pour les causes

susénonées, la somme principale de 1660 francs; le comdamne en outre aux dépens.

(Min. publ. M. Dalloz, subst. Mes Daninos, Boccara et Sarfati av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 5 février 1915. — Présidence de M. Bonnefond, *président*

Servitude. Droit tunisien. Immeubles non immatriculés. Servitudes de vue. Modes d'acquisition. Convention. Ouvertures pratiquées sans convention. Droit du voisin. Fermeture des ouvertures. Durée de plus de dix années. Obstruction par construction.

En droit tunisien les servitudes de vue ne peuvent s'acquérir en principe que par convention. Néanmoins lorsque des ouvertures ont été pratiquées sans conventions depuis plus de dix ans, le voisin ne peut exiger la fermeture des anciennes fenêtres ; il peut seulement les obstruer en construisant lui-même et même cette faculté est subordonnée à certains tempéraments, suivant les rites malékite ou hanéfite. Ainsi la servitude de vue peut, dans une certaine mesure, s'acquérir par une prescription de dix années ; dès lors, le voisin a le droit de s'opposer à l'établissement d'ouvertures nouvelles dont la permanence pendant dix années pourrait mettre obstacle à des réclamations ultérieures.

Albert Errera c/ Veuve Livolsi.

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 12 août 1913, Albert d'Elie Errera a fait appel des jugements des 24 juin et 15 juillet.

En la forme ; —Attendu que la recevabilité de l'appel n'est point contestée ; — Au fond ; — Attendu que s'agissant au procès de deux immeubles sis à Sousse et non immatriculés il y a lieu d'appliquer en principe le droit musulman tunisien ; — Attendu que la dame Maria, veuve Livolsi, propriétaire et possesseur d'un terrain à bâtir, sis au Trocadéro à Sousse, se plaint que depuis moins d'un an et un jour avant l'exploit introductif d'instance, Albert d'Elie Errera, son voisin, l'a troublée dans sa jouissance en élevant du côté sud un mur mitoyen au sien et en pratiquant une ouverture dans le mur côté ouest de la maison, laquelle ouverture a vue sur l'immeuble contigu appartenant à la dame Livolsi ;

En ce qui concerne la mitoyenneté ; — Attendu qu'Errera se déclare prêt à payer la somme de 211 francs 05, valeur de la mitoyenneté, fixée par l'expert commis, avec cette réserve toutefois que la dame Livolsi devra justifier qu'elle a mandat de toucher cette somme tant pour elle que pour le compte des co-propriétaires, ou devra remettre un reçu revêtu de la signature de tous les intéressés ; — Attendu qu'Errera a accepté de plaider en justice de paix contre la dame Livolsi; qu'à aucun moment, il ne lui a contesté la qualité de propriétaire ; — qu'Errera n'a donc aucune réserve à faire ; qu'il soulève en appel un moyen qu'il n'a pas produit en justice de paix ; — que le tribunal n'a point à retenir ce moyen nouveau ;

En ce qui concerne l'ouverture ; — Attendu que le trouble apporté par Errera ne peut être dénié ; qu'Errera prétend que l'ouverture récemment pratiquée ne peut être bouchée par le voisin qui aurait seulement le droit de l'obstruer au moyen d'un mur élevé sur son propre sol en justifiant de l'utilité ; — Attendu qu'en droit tunisien, les servitudes de vue ne peuvent s'acquérir en principe que par convention ; — que néanmoins, lorsque des ouvertures ont été pratiquées sans conventions depuis plus de dix ans, le voisin ne peut exiger

la fermeture des anciennes fenêtres ; qu'il peut seulement les obstruer, en contruisant lui-même et que même cette faculté est subordonnée à certains tempéraments, suivant les rites malékite ou hanéfite ; — qu'ainsi la servitude de vue peut, dans une certaine mesure, s'acquérir par une prescription de dix années ; — que dès lors, le voisin a le droit de s'opposer à l'établissement d'ouvertures nouvelles dont la permanence pendant dix années pourrait mettre obstacle à des réclamations ultérieures ; — Attendu que la dame Livolsi demande la fermeture complète de la fenêtre récemment ouverte par Errera; qu'il y a lieu en conséquence de confirmer les jugements entrepris ;

Par ces motifs ; — Reçoit en la forme l'appel ; — Maintient les jugements des 24 juin et 15 juillet 1913, les confirme ; — dit en conséquence que dans les 48 heures de la signification du présent jugement, Errera sera tenu de supprimer la fenêtre qu'il a ouverte et qui prend jour sur l'immeuble de la dame Livolsi sinon ou faute de quoi faire, autorise la dame Livolsi à faire exécuter ces modifications aux frais d'Errera par toutes voies de droit ;—Donne acte à Errera de son offre de payer la somme de 211 francs, prix de la mitoyenneté ; — le condamne en tant que de besoin au paiement de la dite somme à l'intimée ; — Condamne Errera aux dépens.

(Min. publ. M. Vaissié, Proc. Mes Gallini et Kraft,av.

JUSTICE DE PAIX DU CANTON NORD DE TUNIS

Audience du 23 mars 1914. — Présidence de M. Vienn ois, *juge*

Saisie-arrêt. Loi du 12 janvier 1895. Pension alimentaire Article 3. Dixième saisissable. Effets.

Le dixième saisissable du salaire des ouvriers ou des appointements d'un employé, peut être complétement absorbé par le montant de la pension alimentaire à laquelle le saisi a été condamné, aucune restriction n'étant apportée par l'article 3 de la loi du 12 janvier 1895 à celles prévues par les articles 1 et 2 de la même loi.

Ricaud c/ Clément

Nous, juge de paix ; — Attendu que sur l'exploit de Patel, huissier à Tunis, en date du 30 août 1909, Madame Lataste, épouse divorcée du sieur Clément, a fait pratiquer une saisie-arrêt entre les mains de la Cie des Tramways de Tunis, pour assurer et avoir paiement par privilège et avant tous autres sur les appointements mensuels du sieur Clément, de la pension alimentaire de quinze francs par mois qu'il est tenu de payer à la dame Lataste à partir du 1er juillet 1909, en vertu d'un jugement contradictoire rendu par la première chambre du tribunal civil de Tunis, le 26 juillet 1909, enregistré ; — Attendu que cette saisie-arrêt a été validée par jugement contradictoire rendu par le tribunal de céans, le 29 septembre 1909 et qu'il résulte de la déclaration affirmative du tiers saisi que le sieur Clément jouit de salaires mensuels de 150 francs ; -- Attendu que cette décision est devenue définitive ; — Attendu que par autre exploit de Mazet, huissier à Tunis, en date du 5 janvier 1911, le sieur Octave Ricaud a fait pratiquer une

saisie-arrêt entre les mains de la Cie des Tramways de Tunis sur la portion saisissable des appointements du sieur Clément ; — Attendu qu'il échet de constater que la portion saisissable des appointements du sieur Clément est complétement absorbée par les causes du jugement du 29 septembre 1909 ; — Attendu que le nouveau saisissant Richaud, tirant argument de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1895, prétend que la pension alimentaire de la dame Lataste, divorcée Clément, ne saurait absorber le dixième saisissable, lequel demeure à la disposition des autres créanciers ; — Attendu que cette prétention est inadmissible ;-Attendu qu'il résulte en effet des travaux préparatoires à la loi de 1895, de son esprit et de son but, des termes de l'article 3 et de l'interprétation qu'en a toujours donné la jurisprudence, que le texte sus-visé n'a été écrit qu'en la faveur seule du créancier alimentaire ; — Qu'il constitue en sa faveur une exception comme telle de droit étroit et que l'on ne saurait étendre sous aucun prétexte au bénéfice de tiers ;

Par ces motifs ; — Statuant en matière de saisie arrêt, contradictoirement et en dernier ressort, Rejetons la saisie-arrêt du sieur Octave Ricaud ; la disons de nul effet, condamnons Ricaux aux dépens.

(Me R. Darmon, av).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. Borrel.

27me Année, No 13 — 15 juillet 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Rapport du Secrétaire Général du Gouvernement tunisien et du directeur Général des finances, au sujet de la liquidation du moratorium. — Arrêté réglementant le fonctionnement des comités de conciliation creés par le décret du 20 mai 1915, sur la dénonciation du moratorium des échéances. — Décret additionnel au décret du 20 mai 1915 sur la cessation du moratorium, en vue de permettre aux débiteurs d'éviter la procédure du protêt. — Modèle de la déclaration pour éviter le protêt. — Moratorium des loyers.

LÉGISLATION

Le Moratorium

RAPPORT au Ministre plénipotentiaire, Résident Général de la République Française à Tunis, sur la liquidation du moratorium.

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 5 du décret du 20 mai 1915 qui a dénoncé à partir du 30 juin prochain le moratorium des échéances, des arrêtés communs du secrétaire général du Gouvernement et du directeur général des finances doivent déterminer les détails du fonctionnement des organismes de conciliation créés par le décret en vue de la liquidation du moratorium.

C'est pour nous conformer à cette disposition du décret que nous avons rédigé et que nous soumettons à votre approbation pour promulgation l'arrêté ci-joint.

L'idée dominante du décret du 20 mai a été de soustraire le débiteur intéressant et malheureux aux poursuites d'un créancier dur et impitoyable. Il lui permet d'arrêter les

poursuites pour faire entendre les raisons de son impuissance à payer et les facilités dont il a besoin.

Le décret, en lui ouvrant cette voie, aurait pu laisser exclusivement à la justice, suivant les principes du droit commun, le soin de recevoir sa demande et d'en apprécier le mérite. Mais les tribunaux, exposés à être saisis de demandes extrêmement nombreuses auraient été conduits, dans la pratique, à confier à des experts le soin de vérifier la réalité matérielle des allégations des débiteurs et le mérite des objections des créanciers.

Le décret aurait pu aussi organiser des juridictions administratives exceptionnelles chargées non seulement de recueillir et de vérifier ces moyens de preuve, mais même d'en apprécier les mérites. Mais il a paru préférable, au moment où l'on met fin au régime du moratorium, si éloigné lui-même du droit commun, de ne pas créer une aussi grave dérogation aux règles usuelles de la justice.

Le décret s'est, en conséquence, arrêté à la solution intermédiaire de laisser aux tribunaux le soin de trancher les différends entre débiteurs et créanciers, mais en permettant aux débiteurs de se présenter devant les tribunaux avec l'appui moral de comités de conciliation purement consultatifs.

La mission dévolue par le décret du 20 mai aux comités de conciliation consistera donc essentiellement à vérifier les déclarations du débiteur d'échéances qui se déclarera incapable de les payer et impuissant à obtenir des délais de son créancier.

Les comités devront laisser au débiteur toute initiative pour formuler et développer les moyens qu'il jugera utile de produire devant eux. Si ces moyens semblent insuffisants les comités le feront remarquer au débiteur, mais sans pouvoir l'obliger à les compléter. Il n'appartiendra en un mot qu'au débiteur d'apprécier l'étendue des communications qu'il lui conviendra de faire et les comités n'auront pas un droit d'investigation, au delà des limites que le débiteur leur assignera lui-même. Suivant les renseigne-

ments fournis, les comités émettront l'avis de donner ou non des délais aux débiteurs ; mais ils n'auront pas à se prononcer sur la valeur commerciale du débiteur. Ils se tromperaient s'ils croyaient pouvoir s'ériger en comités d'escompte.

En dehors des cas où un débiteur sera notoirement connu comme solvable, les comités auront à rechercher entre autres moyens d'information, si le débiteur est appelé ou non à recueillir de la récolte actuelle des céréales des profits directs ou indirects lui permettant de se libérer en totalité ou en partie.

C'est qu'en effet, la dénonciation du moratorium décrétée le 20 mai dernier repose sur cette donnée fondamentale que la crise agricole qui sévissait depuis le mois de juillet 1914 et qui, plus peut être que les hostilités, a légitimé l'extention à la Tunisie du moratorium français des échéances, vient de prendre fin, et que la récolte présente va fournir à la Régence d'importantes ressources qui vont améliorer, dans une mesure appréciable, la situation économique du pays.

Mais tous les débiteurs ne sont pas appelés à bénéficier de la récolte. Tous ne sont pas agriculteurs ; certains d'entre eux exercent un commerce ou une industrie dont l'activité, la reprise des affaires dont la récolte va être la cause ; et, même parmi les agriculteurs auxquels vont être réclamés les effets moratoriés depuis un an, il en est dont la récolte n'a pas réussi ou a été compromise par les orages, les pluies et les sauterelles ; il en est aussi dont la situation est si obérée qu'ils ne trouveront pas dans leur récolte actuelle des ressources suffisantes pour se libérer à la fois de leur arriéré, des dettes postérieures au moratorium et des impôts à leur charge. En un mot, la présomption légale tirée de la récolte et des facilités nouvelles qu'elle ouvre aux débiteurs en général devra céder devant la preuve contraire que la récolte est inopérante à l'égard de tel groupement régional ou corporatif de débiteurs ou de tel débiteur en particulier.

Dans bien des cas, en effet, le comité pourra se dispenser d'enquêtes individuelles. Toutes les fois qu'il sera constant,

dès la constitution des comités, que telle région déterminée n'a pas de récolte, ou que sa récolte a été dévastée en totalité ou en partie, le comité aidé par les renseignements des services du Protectorat, notamment du service économique indigène, pourra émettre un avis général sur la situation des débiteurs de cette région, et cet avis général servira au directeur des finances à intervenir auprès des porteurs d'effets pour leur signaler l'intérêt qu'ils auront à user de ménagements et à accorder des délais collectifs à ces débiteurs. Si cependant quelque porteur d'effets passe outre, le comité émettra alors l'avis individuel prévu par le décret, mais en appuyant, le cas échéant, de toute son autorité morale le débiteur et en le recommandant à la bienveillance des tribunaux.

De même, si le comité est saisi par un groupement commercial ou corporatif de la justification que ce groupement ne bénéficie pas de la reprise d'affaires que la récolte fait espérer, soit parce qu'il vit du tourisme que l'état de guerre paralyse, soit parce qu'il a perdu ses débouchés habituels, soit parce la matière première ou les approvisionnements lui font défaut ou ne lui sont fournis qu'au comptant, le comité compétent pourra émettre un avis général que le directeur général des finances notifiera aux porteurs d'effets comme dans le cas précédent. Cette étude pourra d'ailleurs fournir à la direction générale des finances, au secrétariat général du gouvernement et à la direction des Services Economiques indigène, l'occasion de préparer une reprise des affaires par la création de coopératives fonctionnant sous la tutelle et avec les conseils et le concours financier des sociétés indigènes de prévoyance.

Les comités et sous-comité de conciliation pourront toujours convoquer et entendre le créancier quand ils le jugeront utile. Ils devront d'ailleurs mettre à profit la rencontre du créancier et du débiteur pour essayer de les concilier. Ce sera là la partie la plus intéressante peut-être de leur mission, et le gouvernement espère de très heureux résultats de leur initiative, et de l'ascendant qu'ils finiront, sans nul

doute, par conquérir sur la population de leurs circonscriptions respectives.

Le décret du 20 mai a prévu deux organismes distincts de conciliation : l'un, affecté aux différents n'intéressant que des justiciables des tribunaux tunisiens, sera constitué par le conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance, présidé par le secrétaire général du gouvernement ; l'autre, qui s'occupera des affaires dans lesquelles l'une au moins des parties en cause sera justiciable des tribunaux français, consistera en un comité spécial fonctionnant à Tunis à la direction générale des finances.

Pour éviter autant que possible des déplacements aux parties en cause, le décret a prévu que les comités de Tunis feront instruire les affaires sur place par des sous-comités régionaux. Pour les justiciables des tribunaux indigènes, ces sous-comités seront constitués par les conseils d'administration des sociétés locales de prévoyance : le gouvernement a été heureux de faire appel à ces organismes expérimentés et bienveillants qui ont déjà fait dans la lutte contre l'usure et la distribution des prêts de semences aux cultivateurs nécessiteux et des prêts de subsistance aux populations en proie à la disette, la preuve de leur connaissance approfondie des hommes et des choses, des ressources et des besoins de la Régence. Malheureusement, par suite de circonstances diverses, il n'existe pas à Tunis même de société locale indigène de prévoyance ; pour suppléer à cette lacune, l'arrêté ci-joint institue à Tunis un conseil local spécial qui aura pour mission de remplir dans cette circonscription la mission dévolue dans les autres sociétés locales indigènes.

Pour les justiciables des tribunaux français, le décret a prévu la création de sous-comités spéciaux fonctionnant au siège de chaque contrôle civil, y compris celui de Tunis, ou de chaque bureau militaire des affaires indigènes. L'arrêté ci joint fixe la composition de ces sous-comités. Il prévoit qu'ils seront recrutés dans les milieux auxquels appartiennent les intéressés. Des listes comprenant les no-

tabilités locales, compétentes en matière d'agriculture, de commerce ou d'industrie, seront dressées pour chaque région. Les membres des sous-comités seront désignés chaque semaine par voie de tirage au sort parmi ces personnalités. L'impartialité des enquêtes ne pourra donc être suspectée.

Il n'a pas paru opportun de prévoir des délais pour les diverses étapes de la procédure devant les comités de conciliation. Mais les services du protectorat auxquels l'exécution du décret du 28 mai 1915 a été confiée, déploieront l'activité nécessaire pour que les dossiers des affaires soient communiqués sans retard aux sous-comités régionaux et aux comités de Tunis. Et, quant aux organismes de conciliation, ils ne perdront pas de vue qu'il dépendra d'eux, de tenir compte dans une mesure équitable de la hâte des créanciers à obtenir une solution sans perdre de vue la nécessité tout aussi légitime de donner aux débiteurs les délais dont ils auront besoin pour produire et exposer leurs moyens de défense.

La procédure devant les comités de conciliation sera, bien entendu, exempte de tous droits fiscaux. Elle aura lieu sans frais. Les intéressés seront si rapprochés des comités et sous-comités qu'ils n'auront pas de dépenses appréciables à débourser pour se présenter en personne devant eux et exposer leurs moyens en demande et en défense. En tous cas, il leur sera toujours loisible de le faire par écrit. L'assistance d'hommes d'affaires n'est utile, ni obligatoire.

Telles sont les principales préoccupations qui ont guidé les rédacteurs de l'arrêté. A une situation exceptionnelle, mais qui précède le retour au droit commun, cet arrêté adapte une procédure exceptionnelle se rapprochant du droit commun, mais sans précipitation, sans hâte et avec des ménagements tels qu'on peut dire, que pour les débiteurs malheureux et intéressants, considérés collectivement ou dans leur particulier, le nouveau régime ne se différenciera guère du moratorium dénoncé qu'en ce qu'il résultera non plus de la loi, mais de la déclaration des comités de conciliation.

Si vous n'avez pas d'objection aux vues que nous venons d'exposer, nous vous serons obligés, Monsieur le Ministre, de vouloir bien revêtir de votre approbation l'arrêté ci-joint.

Tunis, le 25 juin 1915.

Le Secrétaire général du Gouvernement tunisien,
U. BLANC.

Le Directeur général des Finances,
DUBOURDIEU.

ARRÊTÉ :

Le Secrétaire général du gouvernement et le directeur général des Finances.

Vu le décret du 20 mai 1915 qui a mis fin au moratorium des échéances et dont l'article 5, notamment, est ainsi conçu :

« Les demandes de délais prévues au numéro 6 de l'article 4 qui précède seront soumises, savoir :

« Si le créancier et le débiteur sont tous deux justiciables des tribunaux indigènes, au conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance présidé par notre secrétaire général du gouvernement ;

« Dans le cas contraire, à un comité spécial composé, sous la présidence de notre directeur général des finances ou celle de son délégué, du directeur de la succursale de la banque de l'Algérie ou de son représentant, d'un directeur de banque française, d'un agriculteur et d'un négociant français et, si le débiteur est indigéne ou étranger, d'un agriculteur ou négociant indigène ou étranger de la même nationalité. Les membres du comité seront désignés chaque semaine par la voie d'un tirage au sort sur une liste de personnes agréée en conseil des ministres et chefs de services.

« Le débiteur devra produire au conseil ou au comité un exposé de sa situation active et passive, avec l'indication de ses disponibilités probables et de l'affectation qu'il compte

leur donner. Les comités pourront d'ailleurs s'entourer de tous les renseignements dont ils auront besoin notamment auprès des sociétés locales indigènes ou de sous-comités locaux fonctionnant au siège de chaque contrôle civil ou bureau des affaires indigènes, sous la présidence du contrôleur civil ou de l'officier des affaires indigènes. Les comités pourront également convoquer les créanciers pour tenter de concilier leurs prétentions et celles du débiteur.

« L'avis du conseil ou du comité ne sera pas motivé. Il sera simplement consultatif pour le tribunal qui restera maitre de sa décision. Copie en sera délivrée d'office par notre directeur général des finances au créancier et au débiteur.

« Les détails du fonctionnement du conseil et du comité seront déterminés, s'il y a lieu, par arrêtés communs du secrétaire général du gouvernement et du directeur général des Finances » ;

En conformité de la délibération du conseil des ministres et chefs de services du 16 juin 1915,

ARRÊTENT :

§ 1. — Dispositions spéciales aux affaires susceptibles d'être portées devant les tribunaux français.

ARTICLE PREMIER. — Composition du comité spécial de Tunis. — Est arrêtée ainsi qu'il suit, la liste des personnes entre lesquelles doivent être désignés chaque semaine, par la voie du tirage au sort, les membres du comité spécial institué par l'article 5 du décret du 20 mai 1915 :

Banquiers. — Les directeurs, à Tunis, de la Banque de Tunisie, de la Compagnie Algérienne, du Comptoir national d'Escompte de Paris, du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, du Crédit Lyonnais et de la Société générale.

Agriculteurs. — Les membres du collège agricole de la Conférence consultative, non mobilisés et présents à Tunis.

Commerçants. — Les membres du collège commercial de la section française de la Conférence consultative, non mobilisés et présents à Tunis.

Indigènes. — Les membres de la section indigène de la Conférence consultative présents à Tunis.

Italiens. — Les membres de la chambre de commerce italienne présents à Tunis.

Tout membre désigné par le sort pourra, en cas d'empêchement, se faire remplacer, à titre bénévole, par un membre de sa section non désigné par le sort.

Autres nationalités. — Les personnes désignées par la voie du Journal Officiel au fur et à mesure des besoins.

ART. 2. — *Procédure devant le comité spécial de Tunis*. — Le comité se réunira toutes les semaines, au jour fixé par lui, et plus souvent s'il le juge nécessaire, à la direction générale des finances.

Il pourra se subdiviser en plusieurs sections respectivement présidées par un délégué du directeur général des finances et composées de la manière indiquée au décret.

Dès réception de la décision de justice renvoyant le débiteur devant le comité de conciliation, le directeur général des Finances convoquera le débiteur par simple lettre et lui assignera un délai pour produire au comité avec l'exposé prévu par l'article 5 du décret du 20 mai 1915, toutes les explications qu'il jugera utile de présenter par écrit.

Le dossier ainsi produit par le débiteur sera communiqué par le directeur général des finances au sous-comité du domicile du débiteur chargé d'instruire l'affaire.

Le rapport du sous-comité sera présenté par le directeur général des finances avec un rapport au comité qui appréciera s'il doit provoquer des explications complémentaires du débiteur et du créancier et même, le cas échéant, les convoquer en personne, par simples lettres, pour les entendre contradictoirement et tenter de les concilier.

Pour délibérer valablement, le comité ou chaque section de ce comité devra se trouver composé de trois membres au moin. Dans le cas où les avis seront partagés, la voix du président sera prépondérante.

ART. 3. — *Procédure devant les sous-comités locaux.* — Les sous-comités seront chargés d'instruire les affaires dont l'examen leur sera confié au nom du comité par le directeur général des finances.

Ils seront composés, sous la présidence du contrôleur civil ou du chef de bureau des affaires indigènes, assisté du receveur local des contributions diverses qui aura voix délibérative, savoir :

1° D'un des représentants locaux des banques désigné par elles ;

2° Du représentant, s'il est présent et non mobilisé, de la circonscription à la chambre d'agriculture ou de commerce et, à défaut, d'un membre français, agriculteur ou commerçant, désigné chaque semaine par la voie du tirage au sort parmi les noms des électeurs à cette chambre présents et non mobilisés ;

3° D'un membre indigène parlant, si possible le français, dans les circonscriptions les plus importantes, désigné chaque semaine par la voie du tirage au sort parmi les indigènes résidant au siège du contrôle civil ou du bureau des affaires indigènes dont la liste sera dressée par le premier ministre sur la proposition du caïd et l'avis du contrôleur civil ou du chef du bureau des affaires indigènes.

Pour Tunis, il y aura deux membres français, un pour l'agriculture et un autre pour le commerce, et deux membres indigènes, l'un musulman, l'autre israélite.

Pour Bizerte, il y aura deux membres français, un pour l'agriculture et un autre pour le commerce.

Le sous comité appréciera s'il doit provoquer par écrit les observations contradictoires du créancier.

Il pourra convoquer le créancier et le débiteur en personnes et les entendre contradictoirement s'ils résident tous

deux au siège du sous-comité ou si, même en résidant en dehors, ils prennent l'un et l'autre l'initiative de se déplacer à leurs frais respectifs et de demander à être entendus.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 2 qui précède sont applicables aux délibérations des sous-comités locaux.

Sur le rapport du receveur des contributions diverses, le sous-comité émettra dans les conditions tracées par l'article précédent, une proposition qui sera transmise sans délai avec le dossier de l'affaire au directeur général des finances à destination du comité spécial de Tunis, lequel en délibérera et émettra l'avis demandé par le tribunal.

§ 2. — Dispositions spéciales aux affaires susceptibles d'être portées devant les tribunaux indigènes.

ART. 4. — *Procédure devant le conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance.* — Le conseil de contrôle et de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance dont la composition est fixée par les décrets des 20 mai 1907 et 17 juin 1913, procédera à l'instruction des demandes des débiteurs dans les affaires portées devant les tribunaux indigènes, dans les mêmes conditions que le comité spécial de Tunis.

Il saisira de ces demandes les conseils d'administration des sociétés indigènes locales de prévoyance par l'intermédiaire du directeur général des Finances.

ART. 5. — *Procédure devant la société indigène locale de prévoyance.*— Le conseil d'administration de la société indigène locale de prévoyance saisi de la demande d'un débiteur se réunira, à cet effet, en session extraordinaire sans autorisation spéciale du Premier ministre, sur le simple communiqué que le directeur général des finances lui fera du dossier.

L'instruction aura lieu dans les conditions indiquées à l'article 4 ci-dessus pour le fonctionnement des sous-comités

locaux saisis des demandes des justiciables de tribunaux français.

Les fonctions de rapporteur seront remplies par le délégué du directeur général des finances au sein du conseil d'administration.

Ce conseil pourra, s'il le juge utile, consulter la section de la circonscription du débiteur.

En ce qui concerne les débiteurs de la ville de Tunis, les demandes seront examinées par un conseil local spécialement institué à cet effet et présidé par le contrôleur civil de Tunis ou son délégué et composé de la manière suivante :

1° Le cheikh-el médina ou son kahia, vice-président ;

2° Le directeur du laboratoire des essais industriels et commerciaux indigènes ou son délégué ;

3° L'amine des Chaouchias ;

4° L'amine de Souk-el Kmech ;

5°, 6° et 7° Un commerçant indigène musulman ; un commerçant indigène israélite ; un agriculteur indigène musulman désignés par la voie de tirage au sort parmi les noms de trois listes dressées par le Premier ministre sur la proposition du cheikh-el-médina et l'avis du contrôleur civil.

Les dispositions de l'alinéa final de l'article 3 du présent arrêté sont applicables aux délibérations des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance et de la section spéciale de Tunis prévue à l'alinéa qui précède.

Fait à Tunis, le 21 juin 1915.

Le Secrétaire général du Gouvernement tunisien,
U. BLANC.

Le Directeur général des Finances,
DUBOURDIEU.

VU ET APPROUVÉ :

Tunis, le 16 juin 1915.

Le Ministre Plénipotentiaire, Résident Général
de la République Française, à Tunis,
ALAPETITE.

***Décret beylical** du 20 juin 1915* (chaâbane 1333) *en vue de permettre aux débiteurs d'éviter la procédure du protêt.*

Vu notre décret du 20 mai 1915 (6 redjeb 1333) mettant fin au moratorium des échéances ;

En vue de permettre aux débiteurs d'éviter la procédure du protêt ;

Sur le rapport de notre directeur général des finances et la présentation de notre premier ministre ;

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE UNIQUE

Les nos 1er, 2e, 3e et 4e de l'article 4 de notre décret susvisé du 20 mai 1915 sont modifiés ainsi qu'il suit :

1° Par extension de la disposition établie par le dernier alinéa de l'article premier du décret français du 29 août 1914, la présentation de l'effet et, s'il y a lieu, le protêt faute de paiement, ne pourront être faits avant un délai de dix jours, y compris celui de l'échéance. Le protêt sera exceptionnellement exempt de timbre et d'enregistrement.

Le porteur de l'effet sera dispensé de faire le protêt si le débiteur lui remet directement ou lui fait remettre par la poste, sous pli recommandé avec avis de réception, vingt-quatre heures au moins avant l'expiration du délai de dix jours ainsi prévu, une lettre indiquant les motifs pour lesquels il ne veut ou ne peut payer et portant que, se tenant le protêt pour signifié, il dispense le porteur de le lui faire signifier par huissier. Cette lettre sera revêtue par le débiteur de sa signature qui devra être légalisée dans les formes tracées par la législation en vigueur. Elle devra décrire l'effet sans ambiguïté possible au besoin par référence avec la lettre de notification prévue par l'article 3 du décret du 20 mai 1915. Elle sera exempte de timbre et d'enregistrement

2° Le protêt ou la déclaration en tenant lieu seront dénoncés par le porteur de l'effet, au bénéficiaire et aux endosseurs. Mais aucun recours ne pourra être exercé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement décidé, contre le bénéficiaire et les endosseurs.

3° Pour les effets stipulés payables dans les localités où les banques ne garantissent pas le protêt à bonne date, le protêt pourra ne pas être dressé, mais, dans ce cas comme dans celui où le débiteur aura souscrit la déclaration prévue au n° 1 ci-dessus, le porteur devra aviser les bénéficiaire et endosseurs du non-paiement des effets par une lettre expédiée dans les délais de droit commun prévus pour les dénonciations de protêt. Ces délais courront à partir de l'expiration du délai de dix jours fixé au numéro 1 du présent article. Le coût de l'affranchissement de cette lettre sera à la charge des débiteurs.

4° Le porteur d'effet pour lequel le recours contre les bénéficiaires et endosseurs est momentanément suspendu par le numéro 2 qui précède, ne sera en aucun cas tenu d'exercer des poursuites contre le souscripteur ou tiré.

La responsabilité du porteur ne pourra être mise en cause ou son droit de recours contesté par les bénéficiaires et endosseurs pour défaut de protêt dans les cas visés au n° 1 et au n° 3 ci-dessus, ni d'une façon générale pour défaut de poursuites consécutives au protêt soit à leur encontre, soit à l'encontre des tirés ou souscripteurs.

MODÈLE

de la déclaration pour éviter le protêt

(Exécution du décret du 30 juin 1915)

A..... le..... 1915.

A Monsieur (1).....

à.....

Je soussigné (2)..... ai l'honneur de vous faire par la présente la déclaration qui suit :

Vous m'avez adressé par lettre recommandée du..... ..... 1915 l'avis que vous êtes porteur à mon encontre d'un effet de..... francs à l'échéance du..... ..... 191...prorogé au..... 1915 par le décret du 20 mai 1915.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne puis payer cet effet pour les motifs suivants :

(3).....

En conséquence, et par application du décret du 30 juin 1915, je vous prie de noter que, me tenant le protêt pour signifié, je vous dispense de le faire dresser.

(Signature).

Vu pour légalisation sans frais (exécution du décret du 30 juin 1915) de la signature de M.....

A Tunis, le..... 1915.

Le (4).....

---

(1) Nom et adresse du porteur de l'effet tels qu'ils ont été désignés dans la lettre de notification que le porteur a adressée au débiteur en vertu de l'article 3 du décret du 20 mai 1915.

(2) Nom, prénoms, adresse et domicile du débiteur de l'effet tels qu'ils sont désignés dans l'effet et dans la lettre recommandée.

(3) Indiquer les motifs.

(4) Contrôleur civil, vice-président de la Municipalité ou commissaire de police.

***Décret beylical** du 25 juin 1915* (12 chaâbane 1333) *concernant le moratorium des loyers.*

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914 et 27 mars 1915, relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ;

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances et la présentation de notre Premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par l'article premier du décret du 27 mars 1915 et qui viendront à expirationentre le 1er juillet et 30 septembre inclus sont prorogés sous les mêmes conditions et réserves pour une nouvelle période de trois mois à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes des militaires disparus depuis la même date et aux membres de leurs familles qui habitaient antérieurement avec eux ; ainsi qu'aux sociétés en non collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914 et 27 mars 1915 qui ne sont pas contraires au présent décret et notamment l'article 6 du décret du 2 novembre 1914 et l'article 3 du décret du 27 mars 1915.

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B BORREL.

27me Année, No 14 — 31 juillet 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Décret, sur rapport au Président de la République, supprimant la justice de paix provisoire de Maktar. — Arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, autorisant le juge de paix du Kef à tenir une audience supplémentaire par mois à Maktar. — Création d'un poste d'huissier à Maktar.

Jurisprudence : *Cour de Cassation :* 1° Recevabilité, avant solution du fond, du pourvoi basé sur une exception touchant la capacité civile. Situation au point de vue de la nationalité, des descendants de l'israélite algérien qui s'est expatrié sans esprit de retour dans un pays non soumis à la juridiction française. — 2° Compétence du Conseil de guerre de Tunis pour connaître du délit du refus d'obtempérer à une réquisition, commis par un sujet italien. — *Cour d'appel d'Alger :* Application du principe, le criminel tient le civil en état, en matière de nationalité. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Privilège, avec droit de subrogation au profit de l'adjudicataire, de la Municipalité de Tunis pour paiement de taxes locatives arriérées sur le prix de vente aux enchères d'un immeuble immatriculé, à défaut de toute inscription. 2° Recevabilité de la demande faite par le liquidateur pour obtenir la conversion d'une liquidation en faillite. Pouvoirs d'appréciation les plus étendus à cet effet, en dehors des cas prévus par la 2e partie de l'article 19 de la loi du 4 mars 1889. — 3° Non application en Tunisie du code forestier français. — 4° Régularité de l'arrêté d'expulsion pris par le Résident général de la République française à Tunis à l'encontre d'un national ou d'un sujet français, en vertu de l'édit de 1778 demeuré en vigueur dans la Régence, restée royaume de S. A. le Bey. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Incompétence relative basée sur la nationalité des parties et comme telle à soulever in limine litis. — 2° Conditions dans lesquelles une société commerciale peut être valablement assignée devant le tribunal du lieu d'une de ses succursales. — 3° Faculté pour le mobilisé de renoncer aux effets de la suspension de la procédure à son encontre, laquelle cessera, sans être nulle, après les hostilités.

LÉGISLATION

RAPPORT au Président de la République Française

Paris, le 5 juin 1915.

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs années, le territoire de Maktar (Tunisie) a pris, par suite du développement de la colonisation, une importance relativement considérable, et le nombre des litiges ressortissant à la juridiction française y a progressivement augmenté. Dans ces conditions, le contrôleur civil, dont les fonctions administratives sont déjà très chargées, est hors d'état d'assurer le service de la justice de paix provisoire, qui a été créée à Maktar le 29 octobre 1887

Le chiffre des affaires n'est cependant pas assez élevé pour qu'il soit nécessaire d'instituer à Maktar une justice de paix régulière avec tous ses organes.

Mais il conviendrait de rattacher ce territoire à la justice de paix du Kef et de charger le titulaire de cette juridiction de tenir chaque mois une audience à Maktar. Les services de voitures qui ont été créés depuis quelques temps entre les deux centres dont il s'agit ont rendu possible ce rattachement qui n'avait pas été envisagé jusqu'alors à cause de la difficulté des communications. En outre, le juge de paix du Kef serait utilement secondé de ses nouvelles fonctions par le commissaire de police qui doit prochainement être établi à Maktar.

Les crédits nécessaires à la réalisation de cette réforme ont été inscrits au budget de l'Etat tunisien pour l'année 1915, et l'administration a pris des dispositions en vue d'assurer une installation convenable de la justice de paix de Maktar.

Enfin le projet dont il s'agit a reçu l'adhésion du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président si vous approuvez notre manière de voir, de vous prier, d'apposer votre signature sur le projet de décret ci joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président l'hommage de notre profont respect.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,
ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
DELCASSÉ.

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre des Affaires Etrangères ;

Vu la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie et notamment l'article premier ;

Vu le décret du 14 avril 1883 délimitant les circonscriptions des justices de paix de la Tunisie et notamment celle de la justice de paix du Kef ;

Vu le décret du 29 octobre 1887 qui a créé une justice de paix provisoire à Maktar ;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La justice de paix provisoire de Maktar est supprimée.

ART. 2. — Les territoires qui en dépendaient sont rattachés à la justice de paix du Kef.

ART. 3. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Affaires Etrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 5 juin 1915.

R. POINCARÉ.

Pour le Président de la République :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la justice,
ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
DELCASSÉ.

ARRÊTE.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie ;

Vu le décret du 27 juin 1911, relatif aux audiences supplémentaires des juges de paix en Tunisie.

Vu le décret du 5 juin 1915, supprimant la justice de paix provisoire de Maktar et rattachant les territoires qui en dépendant à la justice de paix du Kef ;

Vu le certificat du Résident Général de la République Française à Tunis, en date du 17 mai 1915, duquel il résulte que le crédit nécessaire à la tenue d'une audience supplémentaire mensuelle à Maktar, par le juge de paix du Kef a été inscrit au budget de l'État tunisien pour l'année 1915.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le juge de paix du Kef est autorisé à tenir une audience supplémentaire par mois à Maktar.

ART. 2. — Le Procureur de la République à Tunis est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 juin 1915.

ARISTIDE BRIAND.

***Décret** du Président de la République Française du 17 jnin 1915, créant un office d'huissier à Maktar.*

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre des Affaires Etrangères.

Vu l'article 10 du 27 mars 1883 ;

Vu l'avis du Ministre des Affaires Etrangères, en date du 9 mars 1915 ;

Vu le décret en date du 5 juin 1915 rattachant le territoire de Maktar à la Justice de Paix du Kef ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un office d'huissier à Maktar, Justice de Paix du Kef, circonscription judiciaire de Tunis.

ART. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre des Affaires Etrangères sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.).

Audience du 10 juillet 1914. — Présidence de M. BARD, *président.*

I. Cassation. Moyens. Exception touchant la capacité civile. Arrêt. Pourvoi avant solution du fond. Recevabilité.

II. Nationalité. Décrets des 24 octobre 1870 et 7 octobre 1871. Citoyen français. Algérie. Israélites indigènes. Convention du 5 juillet 1830. Ordonnance du 26 septembre 1841. Sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Israélites algériens. Expatriation sans esprit de retour. Pays non soumis à la juridiction française non applicabilité (1).

I. L'arrêt qui statue définitivement sur une exception qui mettait en question la capacité de la partie civile et la recevabilité de l'action que cette partie soumettait à la juridiction correctionnelle, n'est pas un arrêt préparatoire ou d'instruction : il peut faire l'objet d'un recours en cassation avant l'arrêt définitif sur le fond.

II. Les décrets des 24 octobre 1870 et 7 octobre 1871 n'accordent qu'aux israélites indigènes des départements de l'Algérie la qualité de citoyen français.

C'est à bon droit qu'il a été jugé que les dispositions de la convention du 5 juillet 1830, de l'ordonnance du 26 septembre 1841 et du sénatus-consulte des 14-21 juillet 1865, ne s'appliquent pas aux israélites indigènes algériens qui se sont expatriés, sans esprit de retour, en quittant l'Algérie pour aller se fixer dans des pays non soumis à la juridiction française.

Pourvoi ABRAM

La Cour ; — Sur la recevabilité du pourvoi ; — Attendu qu'en confirmant le jugement du tribunal consulaire d'Alexandrie, qui a déclaré valable la citation de Vanda Lusena à l'encontre de son mari, l'arrêt attaqué a décidé que Vanda Lusena, femme israélite, administrée française, a pu poursuivre le demandeur, son mari, devant le tribunal consulaire

(1) V. Journal 1915 p. 200.

d'Alexandrie, jugeant correctionnellement, sans autorisation de son mari ou de justice; qu'il a ainsi statué définitivement sur une exception qui mettait en question la capacité de la partie civile et la recevabilité de l'action que cette partie soumettait à la juridiction correctionnelle ; — Attendu que le dit arrêt n'est pas un arrêt préparatoire ou d'instruction ; Que l'article 416 du code d'instruction criminelle ne fait pas obstacle à ce qu'il soit l'objet d'un recours en cassation avant l'arrêt définitif sur le fond ; — Que dès lors, le pourvoi, formé le troisième jour de sa prononciation, est recevable ;

Au fond ; — Sur le premier moyen, pris de la violation du traité du 5 juillet 1830, des décrets des 24 octobre 1870 et 9 octobre 1891, des articles 8 et suivants, 17 et 215 du code civil et 7 de la loi du 20 Avril 1810, en ce que la Cour d'Aix, étant saisie de conclusions tendant à décider que le demandeur était petit-fils d'un israélite né en Algérie avant l'annexion, était investi de la qualité de citoyen français, acquise à son grand-père, en sa qualité d'israélite indigène, en vertu des décrets sus-visés, les a déclarés mal fondées par le motif que ces décrets n'étaient applicables qu'aux israélites, fussent-ils nés en Algérie avant l'annexion, qui résidaient encore en Algérie lors de la promulgation, et qu'ainsi l'aïeul du demandeur, ayant quitté l'Algérie dès 1840, n'avait pas acquis la qualité de citoyen français ; — Attendu que la Cour d'appel d'Aix a tout d'abord déclaré qu'un acte de notorieté, même homologué, ne saurait conférer le titre de citoyen français, à un individu qui n'aurait pas droit à ce titre ; — Attendu qu'elle a ensuite constaté, d'une part, que Joseph Abram, grand-père du demandeur et de qui celui-ci prétendait tenir ses droits, a quitté l'Algérie sans esprit de retour, dès 1840, pour se fixer en Egypte, et qu'il n'est depuis jamais retourné en Algérie, et, d'autre part, que le demandeur est qualifié dans son acte et son contrat de mariage, deux pièces produites par lui à l'appui de ses prétentions, d'administré français et non de citoyen ou sujet français ; — Qu'elle a conclu de ces constatations, dont l'exactitude n'a pas été contestée, que l'auteur du demandeur n'a pas acquis et n'a pas, par conséquent, transmis à son

petit-fils la qualité de citoyen français que les décrets des 24 octobre 1870 et 7 octobre 1871 n'accordent qu'aux israélites indigènes des départements de l'Algérie ;—Attendu qu'il est inutile de rechercher si le bénéfice des décrets du 24 octobre 1870 et du 7 octobre 1871 ne peut être revendiqué que par les israélites indigènes algériens, résidant effectivement en Algérie lors de la promulgation de ces décrets ; — Que les constatations de la Cour suffisent, en effet, indépendamment du défaut de résidence en Algérie à la date de ces décrets, à justifier le rejet des conclusions du demandeur ; — Que, par suite, l'arrêt attaqué, qui a déclaré ces conclusions mal fondées, n'a violé aucun des textes visés au moyen ;

Sur le second moyen, pris de la violation du traité du 5 juillet 1830, de la méconnaissance des effets légaux de la conquête de l'Algérie, de la fausse application de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et du sénatus consulte des 14-21 juillet 1865 et de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a refusé de reconnaitre l'applicabilité nécessaire de la loi française au mariage contracté devant un officier de l'état civil français par le descendant d'un algérien israélite indigène devenu sujet français par la conquête ; — Attendu que l'arrêt attaqué a déclaré que les dispositions de la convention du 5 juillet 1830, de l'ordonnance du 26 septembre 1841 et du sénatus consulte des 14-21 juillet 1863, ne s'appliquent pas aux israélites indigènes algériens qui se sont expatriés, sans esprit de retour, en quittant l'Algérie pour aller se fixer dans des pays non soumis à la loi française ; Qu'il a, en outre, retenu les constatations ci-dessus rappelées ; — Attendu que cet arrêt a déduit de ces mêmes constatations que l'auteur du demandeur n'était pas un israélite indigène algérien devenu sujet français par la conquête et n'avait pas transmis à son petit-fils la qualité de sujet français qu'il n'avait pas lui-même ; — Attendu qu'il importe peu que l'auteur du demandeur ait eu cette qualité de 1830 à 1840, puisqu'il résulte des constatations de l'arrêt qu'il ne l'avait pas au moment où il aurait pu la transmettre à ses descendants, c'est-à-dire après 1840 ; — Attendu que l'arrêt attaqué a pu, en consé-

quence, sans méconnaître les effets légaux de la conquête de l'Algérie, ni violer les textes visés au second moyen, refuser de dire que le fait de contracter mariage devant le consul de France et de faire dresser par le chancelier du consulat français le contrat qui détermine les conditions pécuniaires de leur union, a emporté de la part des époux Abram, administrés français et non sujet français, renonciation à leur statut personnel en ce qui concerne la capacité d'ester en justice de la femme Abram ;

Et attendu que l'arrêt attaqué est régulier en la forme ;

Par ces motifs ; — Déclare le pourvoi recevable ; — Le rejette comme non fondé ; — Condamne le demandeur à l'amende et aux dépens ;

(MM. NALLEIN, rapp. — FURBY, av. gén. — Mes BRESSOLLE et B. SÉE, av.).

COUR DE CASSATION (CH. CRIM.).

Audience du 10 juin 1915. — Présidence de M. BARD, *président.*

Juridiction française. Tunisie. Convention du 25 janvier 1884. Abrogation. Convention du 28 septembre 1896 en vigueur. Italiens. Français. Tribunaux français. Assimilation. Etat de siège. Conseil de guerre. Crimes et délits. Sûreté de l'Etat. Pouvoirs établis. Paix publique. Réquisition. Refus d'obtempérer. Décret du 2 août 1914. Compétence (1).

La Convention en date du 25 janvier 1884 relativement à l'exercice de la juridiction française en Tunisie sur les sujets italiens a cessé d'être applicable à la suite de celle du 26 septembre 1896. Le décret beylical du 1er février 1897 déclare définitivement abrogés les traités et conventions de toute nature conclus antérieurement à cette date avec l'Italie.

Au point de vue juridictionnel, les Italiens en Tunisie ne sont, en principe, justiciables que de la juridiction française. Rien ne s'oppose dès lors, à ce qu'ils soient déférés au conseil de guerre permanent de la division d'occupation, en vertu de

---

(1) V. Journal 1915 p. 170

l'état de siège, dans les mêmes conditions que les français et les nationaux.

L'article 3 du décret beylical du 2 août 1914 déclarant l'état de siège dans la Régence de Tunis, portant que les tribunaux militaires seront constitués pour le jugement des crimes et des delits contre la sûreté de l'Etat, contre les pouvoirs établis, contre l'ordre et la paix publique, doit être entendu en ce sens que la connaissance de ces infractions est attribuée aux tribunaux militaires : le fait d'avoir refusé d'obtempérer à une réquisition constitue une résistance envers l'autorité publique et rentre dans les délits contre la paix publique visés dans le décret beylical du 2 août 1914 sur l'état de siège.

Pourvoi Liscia

La Cour ; — Sur le 1er moyen, pris de la violation de la convention intervenue, le 25 janvier 1884, entre la France et l'Italie, relativement à l'exercice de la juridiction française en Tunisie sur les sujets italiens, en ce que les décisions attaquées ont reconnu la compétence des conseils de Guerre pour juger le requérant, sujet italien, alors que cette convention porte expressément " qu'il n'y aura en Tunisie, envers les nationaux italiens, d'autre juridiction que celle qui va être exercée à leur égard par les nouveaux tribunaux ", c'est à-dire par les tribunaux institués par la loi du 27 mars 1883 ; — Attendu que par suite des conventions relatives à la Tunisie, intervenues le 28 septembre 1896 entre les Gouvernements Français et Italien, la convention antérieure, en date du 25 janvier 1884, a cessé d'être applicable ; que cet effet des conventions nouvelles est constaté par le décret beylical du 1er février 1897 qui, visant les dites conventions, déclare définitivement abrogés les traités et conventions de toute nature conclus antérieurement avec l'Italie ; — Attendu que la situation des Italiens en Tunisie est actuellement réglée notamment par la convention consulaire et d'établissement du 28 septembre 1896 promulguée dans la Régence par un décret beylical du 1er février 1897 ; qu'aux termes de l'article 1er de cette convention, les Italiens en Tunisie sont reçus et traités, relativement à leurs person-

nes et à leurs biens, sur le même pied que les nationaux et les français ; que l'article 7 renferme seulement cette réserve, au point de vue juridictionnel, que les Italiens en Tunisie ne sont, en principe, justiciables, que de la juridiction française ; — Que, dès lors, rien ne s'oppose à ce que les Italiens en Tunisie soient déférés au conseil de Guerre permanent de la Division d'Occupation, en vertu de l'état de siège, dans les mêmes conditions que les Français et les nationaux.

Sur le 2me moyen, pris de la violation du décret beylical du 2 août 1914, et en tant que de besoin, des articles 2 et 43 du code de Justice Militaire pour l'armée de terre, en ce que les décisions attaquées ont attribué compétence, pour connaître du délit retenu à la charge du requérant, au conseil de Guerre permanent de la Division d'Occupation de Tunisie, alors que ni l'un ni l'autre de ces textes ne lui donne juridiction à cet effet ; — Attendu que l'article 3 du décret beylical du 2 août 1914 déclarant l'état de siège dans la Régence de Tunis, portant que des tribunaux militaires seront constitués pour le jugement des crimes et des délits contre la sûreté de l'Etat, contre les pouvoirs établis, contre l'ordre et la paix publique, doit être entendu en ce sens que la connaissance de ces infractions est attribuée aux tribunaux militaires ; que, d'autre part, aux termes de l'article 70 du code de Justice militaire pour l'armée de terre, c'est le conseil de Guerre dans le ressort duquel se trouve le territoire en état de siège qui devient compétent en vertu de l'attribution faite aux tribunaux militaires par la loi sur l'état de siège ; — Qu'il suit de là que le conseil de Guerre permanent de la Division d'Occupation de Tunisie, dont le ressort comprend tout le territoire occupé par l'armée française, a compétence pour connaître des faits visés dans le décret beylical sur l'état de siège.

Sur le 3me moyen, pris de la violation des mêmes textes qu'au 2me moyen et, en outre, des articles 60, 64 et 70 code de Justice Militaire, en ce que les décisions attaquées ont déclaré le requérant justiciable du conseil de Guerre à raison d'un fait qui ne rentre ni dans les crimes et délits prévus par l'article 3 du décret beylical du 2 août 1914, ni dans les

crimes et délits prévus par l'article 64 du code de Justice Militaire ;—Attendu que le demandeur est poursuivi pour avoir refusé d'obtempérer à une réquisition ; que ce fait, qui constitue une résistance envers l'autorité publique, rentre dans les délits contre la paix publique visés dans le décret beylical du 2 août 1914 sur l'état de siège ;

Par ces motifs ; — Rejette le pourvoi de Liscia Elie.

(M. La Borde, cons. rap. — M. Rambaud, av. gén. — Me Barry, av.).

COUR D'APPEL D'ALGER (1re ch.)

Audience du 25 mars 1915. — Présidence de M. Patrimonio, *président*

Nationalité. Action civile. Action publique. Titres produits en 1re instance. Titres suspects. Ouverture d'une instruction criminelle. Application du principe, le criminel tient le civil en état. (1)

Si aux termes de l'article 327 du code civil, l'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne peut commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état et lorsqu'il s'agit d'une question de filiation, cette règle ne saurait recevoir son application en matière de nationalité ; il doit, dans ce dernier cas être fait application du principe le criminel tient le civil en l'état ; par suite il doit être sursis à l'examen du procès civil jusqu'à solution de l'information ouverte pour usage en première instance, de titres et documents prétendus faux.

Résident Général c/ Mardochée Karila

La Cour ; — Attendu que par exploit du 11 mars 1911, Karila s'étant vu contester la qualité de citoyen français, a fait assigner le Résident Général de Tunisie devant le tribunal civil de Tunis pour se voir reconnaitre ladite qualité; — Attendu qu'à l'appui de sa demande, Karila a invoqué notamment : 1° un acte de notoriété dressé à Souk-Ahras,

---

(1) V. Journal, 1914 – p. 174.

le 2 décembre 1902, dûment homologué, établissant qu'il était né à Zarouria, commune mixte de Souk-Ahras, et qu'il habitait au dit lieu à l'époque de sa majorité ; 2° sa possession d'état conforme au dit acte ; — Attendu que les premiers juges, rejetant le moyen tiré de l'acte de notoriété précité et de tous autres documents, ont retenu la possession d'état dont avait justifié Karila et lui ont reconnu la qualité de citoyen français ; — Attendu que le Résident Général a fait appel de ce jugement, qui est en date du 3 décembre 1913 ; — Attendu que le 30 mai 1914, une information a été ouverte à l'encontre de l'intimé, sous l'inculpation d'usage de faux en écritures authentiques résultant de la production en justice de l'acte du 2 décembre 1902, dressé ensuite de déclarations mensongères ; -- Attendu que le Résident Général, représenté à l'audience par le Ministère public, demande que, tous droits des parties demeurant réservés, il soit sursis à statuer sur l'appel jusqu'après la décision définitive à intervenir dans la poursuite criminelle ci-dessus visé ; — Attendu que Karila s'oppose à ce sursis, motif pris de ce que, s'agissant d'une question d'état, le civil tient le criminel en l'état ; qu'en effet le tribunal civil est seul compétent pour connaître des démarches de cette nature, l'action criminelle ne pouvant commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état, ainsi que cela résulte des termes des articles 326 et 3.7 du code civil ; -- Mais attendu que les dispositions précitées, qui figurent au chapitre traitant de la preuve de la filiation des enfants légitimes ne trouvent leur application que dans le cas où une question de filiation doit nécessairement être solutionnée par le litige ; — Attendu qu'elles ne peuvent être invoquées dans les questions de nationalité ; -- Attendu que, dans l'espèce, il y a lieu de préciser que, dans ses conclusions signifiées le 1er février 1915, Karila invoque, comme il l'a fait en première instance, l'acte du 2 décembre 1902 et la possession d'état conforme à ce titre; — Attendu que la cour, tenue d'examiner ce moyen, ne peut se dispenser d'examiner en même temps les critiques dont ce même acte est l'objet dans sa substance même ; —

Attendu que, pour que son examen ne soit pas sujet à erreur, il semble utile que la poursuite criminelle dirigée contre Karila soit terminée ; — Attendu, à ce sujet, que l'information poursuivie contre l'intimé a été ouverte le 30 mai 1914 ; — Attendu qu'il est permis de penser, que, sauf imprévu, elle pourra être close avant le 30 mai, de la présente année ; — Attendu qu'il y a lieu, en conséquence, de décider qu'il sera sursis à statuer jusqu'à cette date ;

Par ces motifs ; — Dit qu'il sera sursis à statuer jusqu'au 30 mai prochain ; Renvoie la cause et les parties à la première audience utile qui suivra cette date.

(Min. publ. M. Binos, av. gén ; Me Tilloy, av).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH).

Audience du 18 janvier 1915. Présidence.
de M. Paul Dumas, *président*

Privilèges. Taxes municipales. Décrets des 16 septembre 1902 et 6 avril 1909. Immeuble immatriculé. Art. 228 loi foncière. Non inscription. Vente aux enchères. Ouverture d'ordre. Adjudicataire. Paiement des taxes arriérées. Cahier des charges. Subrogation légale. Dernier créancier inscrit colloqué. Action en remboursement. Recevabilité.

Pour le recouvrement de ses taxes, la Municipalité de Tunis a un privilège qui lui est conféré par les décrets beylicaux des 16 septembre 1902 (art. 27) et 6 août 1909. Ce privilège n'est pas assujetti à l'inscription de l'article 228 de la loi foncière, ce qui explique qu'au cas d'ouverture d'ordre la Municipalité n'est pas appelée à y concourir ; il prime toutes hypothèques et toutes autres droits réels alors même qu'ils lui seraient antérieurs ; cela résulte de la combinaison des textes précités avec l'article 5 du décret beylical du 13 juillet 1899.

Il s'en suit que l'adjudicataire qui, aux termes du cahier des charges n'était pas tenu de supporter les impôts arriérés dont le montant devait être déduit de son prix et qui néanmoins a payé les taxes, se trouve subrogé au privilège de la Municipalité aux termes de l'article 125 du code civil et a

le droit d'en poursuivre le remboursement vis-à-vis du créancier inscrit colloqué en dernier lieu.

GENEVAY C/ VAÏS

Le Tribunal ; — Attendu que Genevay a été déclaré adjudicataire, moyennant le prix de 14.025 francs, d'un immeuble sis à Tunis rue Sidi Sifiane, exproprié à l'encontre du sieur Angelotti ; — Attendu que le dit prix a fait l'objet d'un ordre amiable à la date du 8 janvier 1913 ; — Attendu que postérieurement à ce règlement, Genevay s'est vu dans l'obligation de payer à la Municipalité de Tunis, laquelle n'avait pas produit à l'ordre, la somme de 689 fr. 47 centimes, montant de la part incombant à l'immeuble ci-dessus visé dans la mise en état de viabilité de la rue Sidi Sifiane, d'après le rôle rendu exécutoire le 9 mai 1912, c'est-à-dire antérieurement à l'adjudication ; — Attendu que par l'effet de la subrogation résultant légalement de ce paiement, Genevay a succédé au privilège que confèrent à la Municipalité les décrets beylicaux des 16 septembre 1902 (art. 27) et 6 août 1909 ; — Attendu que ce privilège qui n'est pas assujetti à l'inscription, aux termes de l'article 228 de la loi foncière, ce qui explique que la Municipalité n'ait pas été appelée à concourir à l'ordre, prime toutes hypothèques et tous autres droits réels, alors même qu'ils lui seraient antérieurs ainsi que cela résulte manifestement de la combinaison des textes précités avec l'article 5 du décret beylical du 13 juillet 1899 ; — Attendu, d'autre part, que suivant les principes généraux, le règlement aimable intervenu ne saurait être opposable à la Municipalité, dès lors qu'elle n'y a pas été partie ; qu'il ne l'est pas davantage au subrogé Genevay, bien que celui-ci y ait pris part, puisqu'il n'y figurait pas en cette qualité ; — Attendu qu'il suit de là que Genevay est fondé à réclamer le paiement de la somme payée par lui à la Municipalité, en l'acquit de l'immeuble, alors d'ailleurs qu'aux termes du cahier des charges de son adjudication, il n'était pas tenu de supporter les impôts arriérés qui devaient être déduits de son prix ; — Attendu qu'on ne saurait d'ailleurs lui opposer, contrairement au

moyen soutenu par l'appelant, les principes relatifs à la répétition de l'indû qui ne peuvent recevoir leur application en l'espèce ; qu'il s'agit, en effet non d'une somme payée indûment dans les conditions prévues par l'article 1377 du code civil, mais d'un paiement avec subrogation dans les conditions prévues par l'article 1251 du même code ; — Attendu que de tous les créanciers inscrits, c'est manifestement Vaïs, colloqué en dernier lieu pour la somme de 1.515 francs 10 centimes qui doit avoir sa collocation diminuée du montant de la créance privilégiée de la Municipalié; qu'ainsi l'action de Genevay à l'encontre de Vaïs se justifiait pleinement et qu'en y faisant droit le premier juge a fait à la cause une exacte application de la loi;

Par ces motifs ; —En la forme reçoit l'appel ; — Au fond confirme le jugement entrepris ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Déboute Genevay de sa demande en dommages-intérêts qui n'est pas suffisamment justifiée, l'appel n'ayant pas été interjeté de mauvaise foi dans un but vexatoire ; — Condamne l'appelant en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

(Min. publ. M. Massé, subs. ; Mes Ch. Piétri et N. Bodoy, av.

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH)

Audience du 11 décembre 1914. — Présidence de M. Dramard, *vice-président*

Liquidation judiciaire. Loi du 4 mars 1889. Art. 19. Demande de conversion en faillite. Requête enrôlée par le liquidateur. Recevabilité. Tribunaux de commerce. Pouvoirs d'appréciation le plus étendu. Exceptions. 2e partie de l'article 19.

La formule employée par l'article 19 de la loi du 4 mars 1889, à savoir que la faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut-être déclarée d'office par le tribunal, implique nécessairement que le tribunal peut-être, soit par voie de rapport du juge-commissaire, soit même par requête à lui présentée, renseigné sur les circonstances de la liquidation en vue d'une

transformation de la liquidation en faillite ; le tribunal qui peut ainsi prononcer cette transformation, est a fortiori valablement saisi par une requête enrôlée à ces fins par le liquidateur.

Les tribunaux ont le pouvoir d'appréciation le plus étendu en vue de décider s'il convient de transformer la liquidation judiciaire en faillite, en dehors des cas prévus par la seconde partie de l'article 19 de la loi ci-dessus.

LEJEUNE LIQUIDATEUR SIDI DRISS C/ SOCIÉTÉ DE SIDI DRISS ET AUTRES

Le Tribunal ; — Attendu que par requête présentée le 2 septembre 1914, Lejeune, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société anonyme des Mines de Sidi Driss, a demandé que la date de la cessation des paiements de la dite société primitivement fixée au 10 juillet 1914 soit reportée au 31 décembre 1910 et que la liquidation judiciaire soit transformée en faillite ; — Attendu que à l'instance ainsi engagée. sont intervenus : 1° le sieur Emmanuel Licari ; 2° la Société E. et G. Licari ; 3° Revolon ; 4° la Cie des Minerais de Liège ; 5° Fraix Brunet ; 6° Salsedo fréres 7° la Cie Algérienne ; 8° les sieurs Licari, Moreau et Cattan, agissant en qualité de liquidateur de la société, nommés à ces fonctions par assemblée générale des actionnaires du 8 juin 1914 ; 9e le sieur Joseph Bismuth ;—Attendu que ces interventions sont régulières en la forme ; — Attendu que la Cie des Minerais de Liège a, par Me Gaudiani, substituant Me Cirier, déclaré s'en rapporter purement et simplement à justice ; — Attendu que les sieurs Licari, Moreau et Cattan ont tout d'abord et en la forme conclu à la nullité de la procédure engagée par Lejeune, le tribunal ne pouvant selon eux, être régulièrement saisi par simple requête du liquidateur judiciaire ; qu'ils invoquent les dispositions de l'article 19 de la loi du 4 mars 1889 qui, disent-ils, ne donne pas ce pouvoir au liquidateur ; — Attendu que ce moyen de forme n'est pas fondé ; — Attendu que la formule employée par le texte visé à savoir que la faillite d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire peut

être déclarée d'office par le tribunal, implique nécessairement que le tribunal peut être, soit par voie de rapport du Juge-Commissaire, soit par requête à lui présentée, renseigné sur les circonstances de la liquidation en vue d'une transformation de la liquidation en faillite ; que le tribunal ainsi édifié et qui peut d'office prononcer cette transformation est *à fortiori* valablement saisi par une requête enrôlée à ces fins par le liquidateur ; — Attendu, d'autre part, qu'il n'apparaît pas que les sieurs Licari, Moreau et Cattan aient été systématiquement mis à l'écart par le liquidateur Lejeune qui aurait introduit sa requête sans les mettre en cause et sans se conformer aux dispositions de la loi du 4 mars 1899 ; — Attendu que Lejeune justifie, à cet égard, avoir, par une note circulaire, informé tous les créanciers et tous les intéressés à la liquidation, de la procédure engagée par lui.

Au fond ; — Attendu que Lejeune soutient que la société des Mines de Sidi Driss, qui a été admise au bénéfice de la liquidation judiciaire par jugement du 10 juillet 1914, enregistré, lequel fixe à ce jour la date de la cessation des paiements, était effectivement en état de suspension de paiements depuis une époque de beaucoup antérieure et que l'on pourrait fixer cette date au 31 décembre 1910 ; — Attendu que les sieurs Revolon, Fraix Brunet et Salsedo Frères, intervenants, se sont joints en ce sens à Lejeune ; — Attendu que les arguments présentés par Lejeune et les intervenants sus-nommés peuvent se résumer ainsi : 1° la société de Sidi Driss avait contracté, dès le mois de juillet 1910, sans autre couverture que sa seule signature, de nombreux emprunts à des maisons de banque, notamment la Cie Algérienne ; 2° Elle a eu recours. dans la période de temps qui a précédé le 31 décembre 1910, en vue de se procurer des fonds, à de multiples circulations d'effets ; 3° Elle était dans l'impossibilité de faire face à ses engagements et s'est vue dans la nécessité, au 30 janvier 1911, de se faire consentir par la Cie Algérienne une ouverture de crédit dépassant deux cent cinquante mille francs avec garantie hypothécaire, la dite somme de 250.000 francs comprenant, jusqu'à concurrence de 126.800 francs, le découvert anté-

rieur ; que Lejeune et les intervenants sus-nommés soutiennent que ces emprunts démontrent de la façon la plus évidente, que la société de Sidi Driss était au dessous de ses affaires dès l'époque où ils ont été contractés et que cette situation ne s'est pas modifiée dans le courant des années 1911 et suivantes jusqu'au moment où le bilan a été déposé; Que cette situation est attestée par les nombreux renouvellements d'effets qui se sont produits dans le cours de ces mêmes années ; — Attendu que Licari, Moreau et Cattan ès qualités, la Cie Algérienne, les sieurs Emmanuel Licari, E. et G. Licari, Bismuth se sont élevés contre ces prétentions ; — Attendu que des explications fournies au tribunal et des documents qui lui ont été communiqués, il n'apparait pas que la société de Sidi Driss se soit trouvée en état de cessation de paiements dès l'époque indiquée par Lejeune ; — Attendu, en effet, que les emprunts considérables auxquels cette société s'est livrée soit en 1910, soit en 1911 et les années suivantes, ne sont pas, par eux-mêmes, la démonstration d'une situation irrémédiablement compromise dès cette époque ; qu'il semble que l'exploitation minière entreprise par la société était au début appelée à donner des résultats satisfaisants, mais qu'elle s'est trouvée aux prises avec des difficultés, notamment les entraves provenant de l'arrêt des travaux de chemin de fer qui ont eu pour conséquence d'éloigner l'avènement de ces résultats ; que l'examen des délibérations de l'assemblée des actionnaires et des exposés des commissaires aux comptes en sont une démonstration suffisante ; mais que la société a été obligée de se procurer des fonds pour ne pas compromettre les résultats déjà acquis et pour traverser la période d'attente ; que c'est ainsi qu'elle a eu recours au crédit ; que rien ne démontre que, au moment où elle a emprunté, elle fût en déficit et qu'elle n'a pas effectué les paiements auxquels elle était tenue ; qu'aucun protêt n'a été fait soit en 1910, soit en 1911; que, au contraire, les conditions dans lesquelles des sommes considérables lui ont été avancées sans garantie dénotent qu'elle jouissait d'un crédit établi ; que Lejeune ne prouve donc pas ces emprunts et les circu-

lations d'effets destinés en partie à les réaliser aient été effectués par la société en vue de se procurer des fonds pour prolonger fictivement son existence commerciale et retarder la faillite ; mais qu'il apparait par contre, que ces fonds étaient destinés à parer à des embarras momentanés que la richesse des gisements miniers pouvait donner l'espérance de voir aisément surmonter ; que cela ressort des délibérations des actionnaires où l'on voit que, à la veille même du dépôt du bilan, un certain nombre d'entre eux estimaient que la situation, bien que très difficile, ne devait pas encore être considéré comme désespérée et que l'on pourrait encore avoir recours aux moyens propres à les conjurer ; — Attendu, dans ces conditions. que Lejeune et les intervenants qui se sont joints à lui, ne faisant pas la preuve qui leur incombait,il y a lieu d'écarter les conclusions par eux prises, tendant au report de la cessation des paiements au 31 décembre 1910 ; — Attendu que le premier protêt dont il soit justifié par Lejeune ne s'est produit qu'au 18 mai 1912 ; que ce n'est qu'à cette date qu'il soit possible et qu'il y a lieu de fixer la date de la cessation des paiements ; — Attendu qu'en dehors des cas prévus par la seconde partie de l'article 19 de la loi du 4 mars 1889, les tribunaux ont le pouvoir d'appréciation le plus étendu en vue de décider s'il convient de transformer la liquidation judiciaire en faillite ; — Attendu que, en l'espèce, le tribunal ne trouve pas dans les circonstances de la liquidation de la société de Sidi Driss des motifs suffisants pour prononcer cette transformation ;

Par ces motifs ; — Reçoit les interventions comme régulières ; — Dit la requête présentée par Lejeune,ès-qualité, régulière en la forme ; — Déclare Moreau, Licari et Cattan intervenants, mal fondés en leurs conclusions tendant à la nullité de la procédure ainsi engagée au fond ; — Dit n'y avoir lieu de transformer la liquidation judiciaire de la société anonyme des Mines de Sidi Driss en faillite ; — Dit qu'il n'est pas justifié que la dite société fût en état de cessation de paiement dès le 31 décembre 1910 ; — Déclare, en conséquence, Lejeune ès-qualité, mal fondé

dans les conclusions de sa requête prises en ce sens ; — Dit que la cessation des paiements n'a été établie d'une façon certaine qu'au 18 mai 1912, jour du premier protêt ; Reporte, en conséquence, à cette dernière date celle de la cessation des paiements de la dite société ; — Déboute respectivement les parties de toutes autres demandes, fins et conclusions ; — Dit que les dépens seront employés en frais de liquidation judiciaire.

(Min. publ. M. DE CHELLES, subst. ; Mes CATTAN, FITOUSSI, GUEYDAN, GAUDIANI et SCIALOM, av.).

TIBURNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH).

Audience du 21 mai 1912. — Présidence de M. RANDET, *vice-président*

Code forestier. Loi du 21 mai 1827. Lois ultérieures. Tunisie. Non promulgation. Non application. Algérie. Loi spéciale du 21 février 1903. Tunisie. Projet de loi spécial. Institution d'une commission.

Ni la loi forestière du 21 mai 1827 ni les lois ultérieures qui ont modifié certaines de ses dispositions, n'ont été promulguées en Tunisie.

On ne saurait en réclamer l'application en vertu du principe suivant lequel il a été admis que les lois françaises d'intérêt général ou plutôt d'ordre public avaient été virtuellement introduites et sans promulgation dans la Régence par le seul fait de l'établissement du protectorat français.

A raison de la situation géographique ou économique spéciale, du tempérament, du caractère ou des mœurs de ses habitants et de leurs besoins particuliers, l'application pure et simple du code forestier métropolitain dans la Régence n'irait pas sans de sérieux inconvénients.

En Algérie où le code forestier avait été reconnu applicable par une jurisprudence constante, il a dû être remplacé le 21 février 1903 par une loi spéciale édictant notamment des peines moins rigoureuses. Au reste en Tunisie une commission a été chargée d'établir un projet de loi forestière à ce pays.

MINISTÈRE PUBLIC C/ HERNA

Le Tribunal ; — Attendu qu'il est établi que le prévenu Herna Sébastianno a coupé en dehors des limites de la propriété (titre foncier nº 12525) dont Mohamed Lamine ben Ahmed El Khodiri et Amor ben Bahdi) sont les propriétaires, et sur le Domaine de l'Etat, un certain nombre de pins d'Alex ; — Mais attendu qu'il résulte de l'enquête complémentaire qu'Herna qui avait acheté une coupe de Mohamed Lamine, dans une partie qui touche au domaine forestier de l'Etat, n'a pas été suffisamment renseigné par son vendeur sur la limite séparative des deux propriétés ; que divers témoins ont en effet affirmé que Mohamed Tamine avait indiqué sur les lieux, que cette limite suivait une ligne droite partant d'un rocher pour aboutir sur la route du Kef à Sakiet à un poteau télégraphique ; qu'alors que la coupe était déjà commencée, Mohamed Lamine s'était de nouveau rendu sur les lieux et avait déclaré à un ouvrier qui l'avait interpellé à ce sujet qu'il n'était pas sorti des limites de sa propriété ; — Attendu dans ces conditions que la bonne foi d'Herna ne parait pas douteuse et qu'il semble bien que si celui-ci a commis un empiètement sur le domaine forestier,c'est par suite d'insuffisantes ou inexactes données par le nommé Mohammed ben Lamine son vendeur; qu'aucune intention n'étant relevée à l'encontre d'Herna, il y a lieu de le relaxer purement et simplement des fins des poursuites dirigées contre lui pour infraction à l'article 17 du décret du 15 décembre 1896 ; — Attendu qu'en présence des résultats obtenus par l'enquête complémentaire, M. le Directeur général de l'Agriculture a conclu à l'audience du 30 avril 1912, à l'application des articles 164, 192 (modifiés par la loi du 18 juillet 1906) 198, 202, 211 du code forestier, l'intention n'étant pas, en matière forestière, un élément essentiel du délit ; -- Mais attendu que ni la loi forestière du 21 mai 1827 ni les lois ultérieures qui ont modifié certaines de ses dispositions n'ont été promulguées en Tunisie ; — Attendu qu'on ne saurait actuellement en réclamer l'application en vertu du principe suivant lequel il a été admis que les lois françaises d'intérêt général ou plutôt d'ordre public avaient été virtuellement introduites et sans pro-

mulgation dans la Régence par le seul fait de l'établissement du protectorat français ; — Attendu en effet que s'il est incontestable que la conservation des forêts est, comme on l'a souvent proclamé, un des premiers intérêts de la Société il n'est pas moins certain que chaque pays peut avoir à ce point de vue, soit en raison de sa situation géographique ou économique spéciale, soit en raison du tempérament, du caractère ou des mœurs de ses habitants des besoins particuliers ; — Attendu que ces considérations permettent de supposer que l'application pure et simple du code forestier métropolitain dans la Régence n'irait pas sans de sérieux inconvénients ; que cela est si vrai que cette application n'a presque jamais été demandée et qu'une commission a été chargée d'établir un projet de loi forestière spéciale à la Tunisie ; — Attendu qu'en Algérie où le code forestier avait été reconnu applicable par une jurisprudence constante, il a dû être remplacé le 21 février 1903 par une loi spéciale qui édicte notamment des pénalités moins rigoureuses et qui remplace les tarifs fixes de l'ancienne législation par une échelle de peine laissant au juge la facilité de proportionner la sanction à la gravité du délit ; — Attendu d'ailleurs que la législation locale permet généralement d'assurer la répression des délits forestiers commis en Tunisie, sans qu'il soit besoin de recourir aux prescriptions du code forestier ; qu'il en est ainsi dans les poursuites actuelles qui ont été basées originairement par l'Administration elle-même sur l'article 17 du décret du 15 décembre 1897 ;

Par ces motifs ; — Reçoit l'intervention de la Direction Générale de l'Agriculture comme partie civile ; — Acquitte le prévenu et le renvoie des fins de la prévention sans dépens ; — Déboute la partie civile de toutes ses demandes, fins et conclusions et la condamne aux frais du procès.

(Min. publ. M. Massé, subst ; Me André Bourgeon, av).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (4e CH).

Audience du 29 mai 1915. — Présidence de M. BERGER, *vice-président*

Protectorat français. Tunisie. Royaume de S. A. le Bey. Pays étranger. Pouvoir des Consuls. Echelles de Barbarie. Résident général. Edit de 1778. Art. 82. Lois et décrets postérieurs. Non abrogation. Prérogatives conférées aux Consuls Nationaux. Sujets Français. Arrêté d'expulsion. Musulman algérien. Edit de 1778. Validité.

Malgré le protectorat français, la Tunisie n'a pas cessé d'être le royaume de S. A. le Bey.

Les pouvoirs des consulats dans ce royaume qui faisait partie des Echelles de Barbarie restent en vigueur et à la disposition de M. le Ministre Plénipotentiaire, Résident général de la République Française, sur tous les points où ils n'ont pas été abrogés par une législation nouvelle.

La loi du 27 mars 1883 ni le décret du 18 avril de la même année, ni ceux postérieurs sur l'organisation de la justice française en Tunisie, ni les traités du 12 mai 1881 et du 8 juin 1883 et la loi de ratification du 10 avril 1884, ne lui ont enlevé ni explicitement ni implicitement au regard de nos nationaux ou des sujets français assimilés, les prérogatives que confèrent aux consuls l'article 82 de l'édit de 1778 et qu'avaient maintenus la loi des 28 mai et 1er juin 1836; les nécessités et les motifs qui ont dicté l'établissement et le maintien de cette législation subsistent toujours. Par suite l'arrêté d'expulsion à l'égard d'un musulman algérien, sujet français, basé sur l'article 82 de l'édit de 1778, équivaut à une décision judiciaire : il rentre dans le cadre des attributions judiciaires et de police des Consuls de France en pays étranger, ainsi que le définit le titre même de l'édit.

MINISTÈRE PUBLIC C/ AMRAOUI AHMED BEN RABAH

Le Tribunal ; — Attendu qu'Amraoui Ahmed ben Rabah, musulman né en Algérie, de parents algériens à Robertville, arrondissement de Philippeville, sujet français, est poursuivi devant le tribunal correctionnel, sous la prévention d'un double délit commis à Menicha, circonscription judiciaire de Béja, arrondissement de Tunis, en avril 1915, et

notamment les 16 et 19 du dit mois. I° Infraction à un arrêté d'expulsion de la Régence et interdiction de séjour en Tunisie du 30 novembre 1913, émanant de M. le Ministre Plénipotentiaire Résident Général de la République Française à Tunis, régulièrement notifié puis exécuté. II° Coups et blessures volontaires ayant entrainé une incapacité de travail non supérieure à vingt jours sur sa femme Liemma bent Amar.

En ce qui concerne ce dernier fait; — Attendu qu'il est établi, que la preuve en est rapportée par les déclarations de la victime et celui de la seconde femme du prévenu faites au garde de police de Téboursouk et consignées à son procès-verbal et aussi par le certificat médical du Dr Penel du même lieu ; — Attendu que les explications du prévenu qui soutient que les blessures de sa femme Liemma proviendraient des coups qu'elle aurait reçus d'une vache, sont invraisemblables et apparaissent comme mensongères ; que la mauvaise foi du prévenu sur ce point démontre bien la sincérité de la plainte portée contre lui. En ce qui concerne l'infraction à l'arrêté d'expulsion et d'interdiction de séjour ; — Attendu que le prévenu ne nie pas la matérialité des faits : a) existence de l'arrêté du 30 mars 1913 ; b) sa notification et son exécution ; c) sa désobeissance à cet arrêté en rentrant en Tunisie à plusieurs reprises et sa condamnation notamment à une peine d'emprisonnement pour ce fait, peine subie et expirée le 15 avril 1915 ; d) sa désobéissance nouvelle au dit arrêté le 16 avril 1915 et les jours suivants en résidant à Nemcha, circonscription judiciaire de Béja, arrondissement de Tunis, au lieu de regagner la frontière ; — Mais attendu que le prévenu soutient par son défenseur : 1° que l'arrêté serait illégal et que l'édit de 1778 sur lequel il est basé, ne serait plus applicable en Tunisie depuis l'établissement du Protectorat français et l'organisation de la justice française dans la Régence ; 2° qu'en tous cas, même si l'arrêté était légal, l'infraction à cet arrêté serait dépourvue de sanction judiciaire et ne tomberait pas sous les pénalités du décret du 13 avril 1898 qui ne prévoit que les infractions aux

arrêtés d'expulsion prononcés par le Premier Ministre de S. A. le Bey et contre les étrangers.

Sur la première exception ; — Attendu que la Tunisie, malgré le Protectorat Français n'a pas cessé d'être le Royaume de S. A. le Bey ; que les pouvoirs des Consulats dans ce Royaume,qui faisait partie des échelles de Barbarie, restent en vigueur et à la disposition de M. le Ministre Plénipotentiaire, Résident général de la République Française, sur tous les points où ils n'ont pas été abrogés par une législation nouvelle ; que la loi du 27 mars 1883, ni le décret du 18 avril de la même année, ni ceux postérieurs sur l'organisation de la justice française en Tunisie, ni les traités du 12 mai 1881 et du 8 juin 1883 et la loi de ratification du 10 avril 1884 ne lui ont enlevé, ni explicitement, ni implicitement au regard de nos nationaux ou des sujets français ou assimilés, les prérogatives que confèrent aux Consuls l'article 82 de l'édit de 1778 et qu'avait maintenus la loi des 28 mai, 1er juin 1836 ; que les nécessités et les motifs qui ont dicté l'établissement et le maintien de cette législation subsistent toujours ; que l'arrêté du 30 novembre 1913 n'est donc entaché d'aucun illégalité.

Sur la deuxième exception ; — Attendu que le décret du 13 avril 1898 qui réglemente (art. 7) les arrêtés d'expulsion contre les étrangers par le Premier Ministre de S. A. le Bey et sanctionne les infractions à ces arrêtés de peines fixées dans son article 8, n'est manisfestement pas applicable, dans l'espèce, à l'égard d'un musulman algérien, sujet français ; — Mais attendu que l'arrêté du 30 novembre 1913, basé sur l'article 82 de l'édit de 1778, équivaut à une décision judiciaire ; qu'il rentre bien dans le cadre des attributions judiciaires et de police des consuls de France en pays étrangers, ainsi que le définit le titre même de l'édit ; que la peine d'expulsion et d'interdiction de séjour est, dans l'espèce, une peine principale comme l'est celle de l'interdiction de séjour depuis la loi du 29 mai 1885 dans les articles 100, 108, 138, 144, 213 et 271 du code pénal ; — Attendu que, dans ces conditions, l'infraction commise par Amiraoui Ahmed ben Rabah à l'arrêté du 30 novem-

bre 1913 constitue bien une désobéissance à la défense à lui faite de paraître dans la Régence et dont l'interdiction lui a été notifiée et revêt bien le caractère de la rupture de ban ;— Attendu que les faits dont il est ainsi atteint et convaincu tombent sous l'inculpation des articles 311 et 45 du code pénal ; — Attendu, d'autre part, que le prévenu a déjà été condamné par le tribunal de Tunis à la peine de 3 mois d'emprisonnement pour le délit d'infraction à un arrêté d'expulsion, commis en juillet 1914 ; qu'il se trouve, en conséquence, en état de récidive légale conformément à l'article 58 du même code ; — Attendu, toutefois qu'il existe des circonstances atténuantes dans son cas, qu'elles résultent du peu de gravité des blessures de sa victime et de son intention de qaitter la Régence si ses femmes avaient voulu le suivre ; qu'il convient de le faire bénéficier de l'article 463 du code pénal ; — Attendu enfin qu'en présence du double délit, il y a lieu d'appliquer l'article 365 § 2 du code d'instruction criminelle ; Vu les dits articles, ensemble les articles 62 du code pénal, 194 du code d'instruction criminelle, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, dont M. le Président a donné lecture ;

Par ces motifs ; — Déclare le prévenu coupable des délits ci-dessus spécifiés ; — Admet en sa faveur le bénéfice des circonstances atténuantes, et par application des dispositions des articles précités, le condamne à la peine de deux mois d'emprisonnement.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; Me DASCONAGUERRE av).

TRIBUNAL DE Ire INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 3 juillet 1913. — Présidence de M. BONNEFOND, *président*

Compétence. Nationalité des parties. Action personnelle. Défendeur. Conclusions au fond. Moyen soulevé. Tardivité

L'incompétence du tribunal français basée sur la nationalité des parties est une incompétence relative qui ne tient pas à la matière mais à la personne et qui, dès lors, aux termes de l'article 169 du code de procédure civile doit être

soulevée « in limine litis », et non après que le défendeur a conclu au fond.

CHEIKH BELGASSEM BEN HADJ MOHAMMED C/
HADJ IBRAHIM BEN BOUBEKER

Le Tribunal ; - Attendu que par acte d'avoué à avoué du 13 juillet 1912, Cheikh Belgassem ben Hadj Mohammed ben Brahim a fait opposition à un jugement de défaut congé du 11 juillet 1912 qui l'avait débouté de son appel interjeté le 29 juin 1912 contre un jugement contradictoire du juge de paix de Thala en date du 3 du même mois ; — Attendu que cette opposition est recevable en la forme ; — Attendu qu'assigné par Hadj Brahim ben Hadj Boubeker en paiement de 600 francs, montant d'un dépôt à lui confié et non restitué, Cheikh Belgassen comparaissant en personne, a reconnu la dette ; qu'il a seulement émis des doutes sur l'authenticité d'une procuration notariée du 12 février 1912 (traduction Debon 1694) produite par le mandataire du demandeur ; que n'ayant fait aucune diligence, après un délai de deux mois pour s'inscrire en faux, il a été condamné contradictoirement à 600 francs outre 25 francs de dommages-intérêts ; - Attendu que Cheikh Belgassem n'a motivé son appel comme son opposition du 13 juillet 1912 que sur un moyen de fond : « Attendu qu'il a été mal jugé, bien appelé » ; que par la première fois, par conclusions signifiées le matin de l'audience, il prétend exciper de l'incompétence du tribunal français, en raison de la nationalité des parties en cause ; — Mais attendu qu'en admettant que l'une des parties ne soit pas algérienne ou protégée, il s'agirait d'une incompétence relative qui ne tient pas à la matière, mais à la personne et qui dès lors, aux termes de l'article 169 pr. civ. doit être soulevée « in limine litis » ; — que cette incompétence ne saurait être soulevée après que le défendeur a conclu au fond (J. Trib. 94, p. 193 1901, p. 341-02, p. 108-03, p. 88-07, p. 151-05, p. 225-98, p. 33) ; - Attendu que l'intimé demande 150 fr. de dommages-intérêts pour procédure dilatoire, mais que l'allocation des dépens sera une réparation suffisante ;

Par ces motifs ; — Reçoit comme régulier en la forme l'appel et l'opposition ; — Au fond, les déclare mal fondés, confirme en conséquence le jugement de défaut congé du 11 juillet 1912 dont opposition et le jugement du 3 juin 1912 dont appel, et condamne Cheikh Belgassem en tous les dépens.

(Min. pub. P. Rossel, proc. ; Mes Daninos, Gallini et Binhas, av).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 26 décembre 1913. — Présidence de M. Bonnefond. *président.*

Compétence commerciale. Société. Siège social. Succursales. Assignation à ce domicile. Validité.

Une société peut être assignée, en dehors de son siège social, devant le tribunal du lieu de l'une de ses succursales, à la condition toutefois que ce soit au domicile de cette dernière qu'ait eté pris l'engagement qui sert de base à la demande.

Giacomo Scetbon c/ Societa Nazionale di servizi Marittimi.

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 8 mars 1913, Giacomo Setbon a fait assigner devant le tribunal de Sousse la " Società Nazionale di Servizi Marittimi ", dont le siège social est à Gênes, en paiement de 9.793 fr. 18, qui lui seraient dus par ristourne sur le frêt de 1.632 tonnes, 198 kilos d'huile qu'il a fait expédier pour l'Italie, du 2 janvier 1910 au 23 décembre 1912 ; qu'il prétend calculer cette ristourne à raison de 6 francs par tonne suivant le barême des compagnies de navigation fonctionnant en Tunisie ;— Attendu que la défenderesse soulève in limine litis l'exception d'incompétence ; — Qu'en droit, elle ne conteste pas qu'une société puisse être assignée devant le tribunal d'une localité où elle possède une agence importante, considérée comme succursale ; — Mais qu'en fait, la deman-

deur appuie ses prétentions sur une promesse qui lui aurait été faite à Tunis par l'agent de cette ville ; — Qu'en effet, Dana Frères, en qualité de représentants de Giacomo Scetbon, sans spécification du domicile de ce dernier, écrivait de cette ville. le 18 novembre 1912 à la société à Tunis, ... « M. Giacomo Setbon expédiera d'ici la fin de décembre environ 500 tonnes d'huile. Veuillez nous faire savoir aujourd'hui même quelle ristourne vous pouvez nous accorder. Nous avons déjà les conditions des compagnies Touache et Transatlantique, et nous ignorons les vôtres...» et le même jour, l'agent de Tunis répondait à Dana Frères : « En réponse à votre honorée de ce jour, nous ferons les mêmes conditions que les compagnies Touache et Transatlantique » ; — Attendu que Giacomo Scetbon produit en effet une lettre adressée à Dana Frères par l'agence de la Compagnie Transatlantique à Tunis, et une lettre adressée à Scetbon lui-même par l'agent de la compagnie Touache, à Sousse, où il est question « des conditions que nous pourrons vous pratiquer durant la prochaine campagne du 1er novembre 1911 au 31 octobre 1912 pour le transport de vos huiles en fûts de Tunisie à Marseille et Nice, contre engagement de fidélité de votre part » ; — qu'à la suite des prix indiqués par le transport à Marseille et à Nice, il est spécifié des bonifications, variables suivant les quantités transportées et s'élevant notamment pour 500 tonnes à 1 fr. par tonne, et au-dessus de 1.500 tonnes à 6 fr. par tonne ; — Attendu d'autre part que la correspondance échangée entre Dana Frères et l'agent de la société à Tunis ne fait aucune allusion à des transports pour l'Italie, ni à des transports de Tunisie au départ de Sousse ; — qu'il y aurait donc à interpréter le sens et la portée des conventions découlant de cette correspondance à propos de transports de Sousse en Italie ; que si la majeure partie des connaissements produits émanent de l'agence de Sousse, il y en a d'ailleurs un certain nombre qui émane de l'agence de Tunis ; — Qu'en tout cas et en droit, si une société peut être assignée, en dehors de son siège social, à l'une de ses succursales, elle ne l'est valablement qu'au domicile de la

succursale qui aurait pris l'engagement qui sert de base à la demande.

Par ces motifs ; — Se déclare incompétent ; — Renvoie cause et parties devant le tribunal qui doit en connaitre ; — Condamne le demandeur aux dépens.

(Min. publ. M. Dalloz. subst. — Mes Tibi et Boccara, av.).

TRIBUNAL DE Ire INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 12 mars 1915. — Présidence de M. Bonnefond, *président.*

Guerre. Loi du 5 août 1914. Mobilisés. Instance. Procédure civile et commerciale. Instance. Effets. Suspension. Faculté pour le mobilisé d'y renoncer. Citation, Validité. Suspension jusqu'après cessation des hostilités.

La loi du 5 août 1914 dispose que pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le Ministère public, ne peut être engagée ou poursuivie contre les personnes présentes sous les drapeaux.

Toutefois il n'est pas interdit à un mobilisé de défendre à une action intentée contre lui si, à titre exceptionnel, il en a le désir et les moyens.

L'assignation donnée à un mobilisé n'est pas nulle de plein droit : l'instance se trouve suspendue jusqu'à la cessation des hostilités ou jusqu'au jour où il peut être démontré que le défendeur n'est pas ou n'est plus présent sous les drapeaux

V. Massa et Fils c/ E. Debanne

Le Trbunal ; — Attendu que, par exploit du 14 décembre 1914, enregistré Massa et fils ont fait assigner devant le tribunal de commerce de Sousse, le sieur Etienne Debanne, négociant à Saint-Arnaud, pour lui demander d'intervenir dans une instance engagée par Giacomo Setbon contre Massa, à propos d'un marché d'orge que devait livrer Debanne à Massa et que ce dernier avait cédé à Setbon ; —

Attendu qu'au nom de Debanne Me Daniños demande à faire déclarer nulle et non avenue la dite assignation, parce que Debanne est mobilisé ; qu'il conclut en outre à 100 francs de dommages-intérêts ; qu'il reproche à Massa d'avoir fait signifier son exploit introductif d'instance au domicile du dit Debanne, alors qu'il aurait su pertinemment que ce dernier était mobilisé ; que, précédemment en effet. et par exploit du 28 novembre, Giacomo Setbon avait fait adresser une sommation de livrer à Debanne ; que l'exploit avait été remis à sa femme, laquelle avait déclaré que son mari étant mobilisé,elle n'avait pas de réponse à donner ;—Attendu que la loi du 5 août 1914 dispose que pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la cessation des hostilités, aucune instance, sauf l'exercice de l'action publique par le Ministère public, ne peut être engagée ou poursuivie contre les personnes présentes sous les drapeaux ; — Attendu que Massa,sur la seule affirmation que Debanne serait mobilisé, déclare ne demander quant à présent aucune condamnation contre ce dernier, l'affaire pouvant être maintenu au rôle jusqu'au retour du défendeur dans ses foyers ; qu'il proteste seulement contre la demande en dommages-intérêts,aucune faute n'étant établie à sa charge ; qu'il aurait ignoré les mentions de l'exploit de sommation faite par Setbon à Debanne ; que même l'original de sa propre citation du 14 décembre ne lui a pas appris que le défendeur fût mobilisé, l'huissier ayant mentionné sa signification comme faite à Debanne, en son domicile et *parlant à sa personne ;* qu'il y a dans cette mention une inexactitude ; — Attendu que la copie porte « parlant à la personne de sa femme », mais que Massa, en recevant l'original d'Algérie, ne pouvait soupçonner cette inexactitude ; que même si Setbon lui avait fait connaitre la déclaration précédente de Madame Debanne, il aurait pu croire le défendeur rentré dans ses foyers ; que la demande en dommages intérêts, en tant que dirigée contre Massa et pour ce seul motif, n'est donc pas fondé ; — Attendu d'autre part qu'il n'est pas interdit à un mobilisé de défendre à une action intentée contre lui si, à

titre exceptionnel, il en a le désir et les moyens ; qu'on ne saurait en tout cas, reprocher à un demandeur d'assigner une personne dont il ignore la présence sous les drapeaux ; que s'agissant dans l'espèce d'un demandeur domicilié à Sousse et d'un défendeur domicilié en Algérie, cette ignorance est parfaitement explicable ; qu'il y a lieu seulement de surseoir à toute procédure jusqu'à la fin des hostilités ou jusqu'au changement de situation du défendeur.

Par ces motifs ; — Dit que l'assignation du 14 décembre 1914 n'est pas nulle de plein droit ; — Dit qu'il n'y a lieu de ce chef à dommages intérêts ; — Dit seulement que l'instance entre Massa et Debanne restera suspendue jusqu'à la cessation des hostilités ou jusqu'au jour où il sera démontré que Debanne n'est pas ou n'est plus présent sous les drapeaux ; — Tous droits et moyens des parties réservés ; — Réserve les dépens.

(Min. pub. M. Vaissié, proc. ; Mes Boccara et Daninos, av).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

27me Année, N‘s 15-16 — 15-31 août 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Décret accordant la personnalité civile à l'Institut Pasteur, à l'Institut Arloing, à l'Ecole Coloniale d'Agriculture, au service botanique et à l'établissement d'élevage de Sidi-Tabet. — Interdiction de la consommation de l'alcool et des boissons fermentées dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire. — Sanctions pénales à l'interdiction d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie. — Homologation de la loi française complétant, en ce qui concerne les actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du code civil sur les actes de l'Etat Civil. — Décret prohibant la sortie de l'or. — Décret ajournant les élections des conseils de discipline et des bâtonniers des avocats près les cours et tribunaux pour l'année judiciaire 1915-1916. — Loi modifiant, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle. — Décret autorisant la restitution, sous certaines conditions, des droits sur les spiritueux dont la consommation a été prohibée par le décret du 25 août 1914.

LÉGISLATION

Décret beylical du 5 juin 1915, (2 chaâbane 1333), *accordant la personnalité civile à l'Institut Pasteur, à l'Institut Arloing, à l'Ecole Coloniale d'Agriculture, au Service Botanique et à l'Etablissement d'élevage de Sidi Tabet.*

Constitution et administration

ARTICLE PREMIER. — L'Institut Pasteur, l'Institut Arloing, l'Ecole Coloniale d'Agriculture, le Service botanique et l'Etablissement d'élevage de Sidi Tabet constituent des établissements publics dotés de la personnalité civile et autorisés à exercer tous les droits, prérogatives et actions attachés à ce titre.

ART. 2. — Les biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur le budget général et affectés à l'installation des établissements énumérés à l'article précédent sont et demeurent la propriété de l'Etat. L'affectation en est provisoirement concédée, à titre gratuit, aux dits établissements.

ART. 3. — Les biens meubles et immeubles acquis ou à acquérir sur les budgets de ces établissements font partie de leur patrimoine.

Il en est fait inventaire par les chefs d'établissements ; cet inventaire est tenu à jour et révisé chaque année au 31 décembre.

ART. 4. — Il ne peut être disposé de tout ou partie de ce patrimoine, sous quelque forme que ce soit, sans une autorisation préalable du Directeur général de l'Agriculture.

ART. 5. — La personnalité civile pourra toujours être retirée. Cette éventualité se réalisant, le patrimoine de l'établissement fera tout entier retour à l'Etat.

ART. 6. — L'institut Arloing et l'établissement de l'élevage de Sidi-Tabet sont placés sous l'autorité du directeur de l'élevage ; l'Ecole coloniale d'Agriculture, le Service botanique sous l'autorité de l'Inspecteur général de l'Agriculture.

ART. 7 — Des comités de perfectionnement sont institués auprès de l'Ecole coloniale d'Agriculture et de l'Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet.

Les membres de ces comités sont nommés par le Ministre Résident général sur la proposition du Directeur général de l'Agriculture.

Personnel. – Attributions

ART. 8. — La situation des chefs d'établissements et du personnel commissionné est régie par notre décret du 17 mai 1913 et par l'arrêté réglementaire pris en exécution de ce décret.

L'échelle des salaires des gens de service est déterminée

sur la proposition des chefs d'établissements par décision du Directeur général de l'Agriculture.

ART. 9. – Les chefs d'établissements sont chargés de l'administration de la personnalité civile ; ils sont assistés d'un économe-comptable.

Ils assurent la mise en exécution des programmes techniques.

Ils prennent toutes décisions relatives aux gens de service, garçons de ferme ou de salle.

Exploitation

ART. 10. — Le Directeur général de l'Agriculture fixe, par voie d'arrêtés, le prix de vente de tous les produits ou productions non soumis aux fluctuations des marchés ainsi que les prix de pension, frais d'études ou de traitement.

Il autorise par voie de délégation ou décision les chefs d'établissement à vendre de gré à gré tous produits ou productions dont la valeur vénale subit les fluctuations des marchés. Tous marchés pour travaux, fournitures dont le montant est supérieur à 1.200 francs, ainsi que les achats et ventes des animaux d'expérimentation sont subordonnés à son approbation.

Comptabilité

ART. 11. — Les recettes de ces établissements sont liquidées et les dépenses mandatées par les chefs d'établissements.

Les unes et les autres sont effectuées suivant les règles prévues aux décrets du 12 mai 1906 et 12 janvier 1914, sur la comptabilité publique par un économe comptable soumis aux vérifications de la Direction générale des Finances et justiciables de la cour des comptes.

ART. 12. — Aucun acte de l'économe comptable n'est valable et ne peut être opposé à l'établissement intéressé s'il n'a été préalablement approuvé par le chef de cet établissement.

Chaque chef d'établissement dresse, tous les ans, à l'époque prévue pour l'établissement du budget général dont

il embrasse les périodes, délais d'exécution et époques de règlement, un tableau des prévisions des recettes et dépenses ordinaires ou extraordinaires de l'établissement qu'il dirige.

Les recettes ordinaires se composent notamment :

1° Des subventions de l'Etat ;

2° Du montant des recettes de l'établissement ;

3° Des revenus des immeubles et valeurs provenant de dons et legs.

Les recettes extraordinaires comprennent les dons, legs ou autres libéralités dont l'acceptation est subordonnée à l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Les dépenses ordinaires comprennent :

Le traitement du personnel, l'entretien de l'exploitation de l'établissement.

Les dépenses extraordinaires sont celles qui revêtent un caractère exceptionnel ou qui constituent une charge de la recette extraordinaire correspondante.

ART. 13. — Les fonds excédant les besoins de l'établissement sont versés en compte courant à la Recette générale des Finances. Ils ne sont pas productifs d'intérêt et sont insaisissables. L'économe-comptable ne peut les retirer qu'au fur et à mesure des besoins sur la production d'une quittance à souche revêtue du visa du chef de l'établissement

L'excédent des recettes ordinaires, extraordinaires et spéciales sur les charges correspondantes pourra être attribué à un fonds de réserve dont l'établissement aura la propriété.

Le fonds de réserve sera pris en dépôt et géré par le Receveur général des Finances sous le contrôle du chef de l'établissement, du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et du Directeur général des Finances. Les sommes appartenant à ce fonds devront être placées en valeurs de l'Etat français ou tunisien ou garanties par l'un ou l'autre Etat.

ART. 14. — Les dispositions législatives ou réglementaires relatives au mode de recouvrement et de poursuites des créances, droits et produits à la gestion financière, à la comptabilité, au contrôle financier et aux obligations des comptables des établissements publics dont le budget est publié en annexe de celui de l'Etat, sont applicables aux établissements énumérés à l'article Ier du présent décret.

Le montant du cautionnement de l'économe-comptable, et, en général les mesures d'exécution du présent décret, seront déterminés par un règlement, arrêté de concert par le Directeur général des Finances et le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

ART. 15. — Sont rapportées les dispositions contraires au présent décret et notamment les décrets des 14 février 1900 29 novembre 1908 et 9 septembre 1913.

ART. 16. — Notre Premier Ministre, le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et le Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret et autorisés à y pouvoir par voie d'arrêtés règlements.

Décret beylical du 7 juillet 1915 (24 chaâbane 1333) *portant interdiction de la consommation de l'alcool et des boissons fermentées dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.*

Vu le décret du 13 janvier 1898 (19 chaâbane 1315) réglementant l'exploitation des débits de boissons ;

Vu le décret du 2 mars 1908 (29 moharrem 1326) portant révision du régime fiscal de l'alcool, modifié par les décrets des 31 décembre 1909 (18 hidjé 1327) et 10 janvier 1911 (10 moharrem 1329) ;

Vu les arrêtés pris le 2 mars 1908 par le Directeur général des Finances, en exécution du décret sus-visé, du même jour ;

Vu le décret du 28 juin 1913 (24 redjeb 1331) portant

interdiction de la consommation de l'alcool dans le territoire də l'annexe du Contrôle civil de Tozeur ;

Vu le décret du 25 août 1914 (4 chaoual 1332), prohibant l'absinthe, l'anisette, la boukha et les spiritueux similaires ;

Dans le but de combattre le développement de l'alcoolisme résultant de l'abus des boissons alcooliques ou fermentées dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire,

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances, l'avis de notre Ministre de la Guerre et la présentation de notre Premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Sont prohibés, dans l'étendue des territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, l'importation, l'introduction, la fabrication, le transit, la circulation, la consommation, la vente ou la cession même à titre gratuit et généralement la détention à quelque titre que ce soit, de l'alcool, des spiritueux, boissons et produits alcooliques de toute nature ; des essences, alcoolats, teintures et extraits concentrés, naturels ou artificiels,destinés ou pouvant être utilisés pour la préparation des boissons alcooliques ; des vins, cidres, poirés, des bières, du lagmi (boisson provenant de la fermentation de la sève du palmier) et, d'une manière générale, de tous liquides alcooliques obtenus par la fermentation des raisins, poires, figues, caroubes, dattes, grains et de toutes substancés saccarifères ou similaires.

Sont également interdites, dans les mêmes territoires, la fabrication, l'introduction,l'usage et généralement la détention à quelque titre que ce soit, d'appareils ou portions d'appareils de distillation ou de rectification.

ART. 2. — Dans un délai de huit jours, à compter de la promulgation du présent décret, tous détenteurs, y compris les fabricants d'alcool, de spiritueux, de boissons fermentées et de tous produits quelconques, énumérés à l'article

premier, ainsi que les détenteurs et fabricants d'alambics ou de fractions d'alambics et d'appareils quelconques servant à la production de l'alcool, devront faire, par écrit, à la recette des Contributions Diverses ou au bureau des Affaires indigènes dans la circonscription desquels ils se trouvent, la déclaration détaillée des quantités en poids, nombre ou volume, en nature, espèces et richesse alcooliques en ce qui concerne les spiritueux desdits produits ou objets détenus par eux dans toute l'étendue des territoires militaires.

Ces produits et projets qui seront pris en charge par chaque détenteur à un compte individuel dont un double sera suivi par les agents de l'administration des Finances, devront être conservés intacts et représentés à toute réquisition des dits agents.

Toute modification en espèces ou quantité constatée sur les produits et objets pris en charge constituera une contravention qui sera relevée par un procès verbal.

Sous réserve des dispositions faisant l'objet de l'article 3 ci-après, ces produits et objets devront être expédiés en dehors des territoires militaires et sous le lien d'acquits-à-caution dans un délai d'un mois, en ce qui concerne les alcools et produits alcooliques et boissons fermentées visés à l'article Ier du présent décret, et dans un délai de six mois, pour le matériel de distillation ou de rectification.

En aucun cas les droits afférents aux produits ci-dessus visés ne seront restitués.

Art. 3. — A titre de tolérance toujours révocable et sans que l'administration ait à en motiver le retrait et sous réserves de toutes les mesures de contrôle qui paraîtront nécessaires, des autorisations individuelles peuvent être accordées pour les différentes opérations interdites par l'article Ier comme aussi pour la consommation personnelle et d'une manière générale, la détention des produits et appareils mentionnés au dit article. La demande en obtention de ces autorisations doit être formulée par écrit et adressée

au chef du bureau des Affaires indigènes de la circonscription qui statue directement et notifie sa décision aux agents locaux de l'administration des Finances.

Les sujets tunisiens ou assimilés ne peuvent toutefois être admis à bénéficier des tolérances ci-dessus énoncées.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés pris pour son exécution sont constatées par procès-verbaux et punies, en outre de la confiscation des produits, des appareils de distillation ou de rectification, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication de consommation, de vente ou de transport, d'une amende de 16 à 500 francs ou d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois. En cas de récidive dans le délai d'un an, l'amende ne peut être inférieure à 200 francs et la peine d'emprisonnement à un mois.

Les co-auteurs ou complices sont personnellement passibles des mêmes peines que l'auteur principal.

Dans tous les cas, les auteurs principaux, co-auteurs et complices d'un même délit sont tenus solidairement des amendes et confiscations prononcées, même divisément contre eux et des dépens.

Les peines édictées pour les infractions au présent décret sont indépendantes de celles qui seraient encourues simultanément pour contravention, soit à la législation fiscale soit aux règlements généraux ou spéciaux qui régissent,en toutes matières, les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

ART. 5. — Les infractions peuvent être constatées par les officiers du service des Affaires indigènes, les agents de la force publique, les agents des régies financières et tous autres fonctionnaires ayant qualité pour verbaliser et, dans l'étendue du périmètre des localités érigées en communes, par les agents municipaux assermentés.

Les agents verbalisateurs peuvent pratiquer la saisie-réelle des produits, des appareils, des récipients et des moyens ou ustensiles de fabrication, de consommation, de vente ou de transport.

Art. 6. — Pourra être immédiatement fermé, soit à titre définitif, soit pour une durée déterminée, tout débit ou établissement de vente de boissons soit à consommer sur place soit à emporter dans lequel seront découverts en quelque quantité que ce soit, un ou plusieurs des produits énumérés à l'article Ier du présent décret que le propriétaire de l'établissement n'aura pas été autorisé à détenir.

La fermeture de l'établissement est prononcée par le chef du service des Affaires indigènes sur la proposition du chef du bureau du dit service dans la circonscription où se trouve l'établissement. Avis de cette décision est immédiatement donné aux agents locaux de l'administration des Finances.

Art. 7. — Les alcools dénaturés dans les conditions et et pour les usages indiqués aux décret et arrêté du 2 mars 1908, les produits à base d'alcool exclusivement médicamenteux ou pharmaceutiques ainsi que les parfums et eaux de senteur ne sont pas visés par le présent décret.

Art. 8. — Sont maintenus dans les territoires soumis à la surveillance de l'autorité militaire, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux prescriptions du présent décret, les dispositions du décret du 2 mars 1908 modifié par les décrets du 31 décembre 1909 et 10 janvier 1911, ainsi que des arrêtés pris pour leur exécution, relatifs au régime fiscal de l'alcool et des produits alcooliques de toute nature.

Ces dispositions sont rendues applicables, sous la même réserve, aux vins,cidres, poirés, hydromels, bières et autres boissons fermentées dont la fabrication,la détention,la vente ou la cessation et la circulation peuvent être autorisées dans les territoires sus visés.

Art. 9. — Sont et demeurent abrogées les dispositions des articles 5 et 7 du décret du 28 juin 1913, relatif à l'interdiction de la consommation de l'alcool dans le territoire du contrôle civil annexe de Tozeur.

ART. 10. — Toutes les dispositions du décret du 3 octobre 1884 non contraires à celles qui précèdent continueront à être appliquées.

ART. 11. — Notre Premier Ministre, notre Ministre de la Guerre et notre Directeur général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entrera en vigueur immédiatement.

Le Directeur général des Finances est autorisé à prendre tous arrêtés pour son application.

Décret beylical du 21 juillet 1915 (9 ramdane 1333), *ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction d'entretenir des relations d'ordre économique avec les sujets d'une puissance ennemie.*

Vu la loi française du 4 avril 1913, ayant pour objet de donner des sanctions pénales à l'interdiction d'entretenir des relations d'ordre économique avec des sujets d'une puissance ennemie ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque, en violation des prohibitions qui ont été ou seront édictées,conclura ou tentera de conclure, exécutera ou tentera d'exécuter, soit directement soit par personne interposée, un acte de commerce ou une convention quelconque, soit avec un sujet d'une puissance ennemie ou avec une personne résidant sur son territoire, soit avec un agent de ce sujet et de cette personne, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cents à vingt mille francs (500 à 20.000 fr.) ou de l'une de ces peines seulement.

Seront réputés complices de l'infraction tous les individus tels que préposés, courtiers, commissionnaires, assureurs, voituriers, armateurs qui, connaissant la provenance et la destination de la marchandise ou de toute autre valeur ayant fait l'objet de l'acte de commerce ou de la convention,

auront participé, à un titre quelconque pour le compte de l'une des parties contractantes, à l'opération prévue et réprimée par le paragraphe précédent.

En cas de condamnation, les tribunaux pourront prononcer la confiscation de la marchandise ou valeur, ou du prix, ainsi que des chevaux, voitures, bateaux et autres objets ayant servi au transport.

ART. 2. — Sera passible des mêmes peines, quiconque aura détourné ou recélé, fait détourner ou récéler des biens appartenant à des sujets d'une puissance ennemie et placés sous séquestre en vertu d'une décision de justice rendue sur réquisitions du ministère public.

ART. 3. — Les condamnations prononcées contre les auteurs ou complices des délits prévus par l'article Ier entraîneront de plein droit privation pendant dix années des droits civils et civiques énumérés en l'article 42 du code pénal français, si le délinquant est justiciable des tribunaux français, et des droits énumérés en l'article 5, peines accessoires, n° 4, du code pénal tunisien, si le délinquant est justiciable des tribunaux tunisiens.

ART. 4. — L'article 463 du code pénal français ou l'article 53 du code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

Décret beylical du 16 juillet 1915 (4 ramdane 1333) *homologuant la loi française complétant, en ce qui concerne les actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'Etat Civil.*

ARTICLE UNIQUE. — La loi française, dont le texte suit, est applicable dans la Régence :

LOI complétant, en ce qui concerne les actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil :

ARTICLE PREMIER. — L'acte de décès d'un militaire des armées de terre ou de mer, tué à l'ennemi ou mort des suites de ses blessures ou d'une maladie contractée sur le champ de bataille, de tout médecin, ministre du culte, infirmier, infirmière des hôpitaux militaires et formations sanitaires, ainsi que toute personne ayant succombé à des maladies contractées au cours des soins donnés aux malades ou aux blessés de l'armée, de tout civil tué par l'ennemi, soit comme otage, soit dans l'exercice de fonctions publiques électives, administratives ou judiciaires, ou à leur occasion devra, sur avis de l'autorité militaire, contenir la mention : « Mort pour la France ».

ART. 2. — En ce qui concerne les militaires ou civils, tués ou morts, dans les circonstances prévues par l'article Ier depuis le 2 août 1914, l'Officier de l'Etat Civil devra, sur avis de l'autorité militaire, inscrire en marge des actes de décès les mots : « Mort pour la France ».

ART. 3. — La présente loi est applicable aux actes de décès des indigènes de l'Algérie, des Colonies ou pays de Protectorat et des engagés au titre étranger tués ou morts dans les mêmes circonstances.

Décret beylical du 16 juillet 1915 (4 ramdane 1333), *prohibant la sortie de l'or.*

Vu notre décret du 2 août 1914 (12 ramdan 1332) prohibant l'exportation des monnaies ayant cours légal en Tunisie, notamment des monnaies d'or ;

Sur la proposition de notre Directeur général des Finances et la présentation de notre Premier Ministre.

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Sont prohibées l'exportation et la réexpédition en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire, de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits, ainsi que des monnaies d'or.

ART. 2. — Des exceptions à ces dispositions pourront être accordées, sous les mesures de contrôle réglementaires, par notre Directeur général des Finances.

ART. 3. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret français du 9 juin 1915, *ajournant les élections des conseils de discipline et des bâtonniers des avocats près les cours et tribunaux.*

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée par décret, il sera sursis aux élections des conseils de discipline des avocats près les cours et tribunaux pour l'année judiciaire 1915-1916.

Il en sera de même en ce qui concerne l'élection des bâtonniers.

ART. 2. — Les conseils de discipline et les bâtonniers en exercice conserveront leurs fonctions jusqu'à une date qui sera fixée par le décret prévu à l'article premier.

LOI du 3 juillet 1915, *modifiant, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle.*

ARTICLE PREMIER. — La femme mariée qui sera dans l'impossibilité dûment constatée d'obtenir l'autorisation maritale par suite de la guerre, se pourvoiera de l'autorisation de justice, conformément à l'article 863 du code de procédure civile.

ART. 2. — La mère exercera provisoirement la puissance paternelle à défaut du père empêché par la cause ci-dessus énoncée.

ART. 3. — La présente loi ne sera applicable que dans les cas d'urgence reconnus par justice.

Décret beylical du 4 août 1915 (23 ramdane 1333) *autorisant la restitution sous certaines conditions, des droits sur les spiritueux dont la consommation a été prohibée par le décret du 25 août 1915.*

Vu le décret du 2 mars 1908 (29 moharrem 1326) portant revision du régime fiscal de l'alcool modifié par les décrets des 31 décembre 1909 (18 hidjé 1327) et 10 janvier 1911 (10 moharrem 1329) ;

Vu les arrêtés pris le 2 mars 1908 par le Directeur général des Finances en exécution du décret susvisé du même jour ;

Vu le décret du 25 août 1914 (14 chaoual 1432) qui a prohibé dans la Régence la consommation de l'absinthe, de l'anisette, de la boukha et des spiritueux similaires ;

Vu la loi française du 16 mars 1915 qui a autorisé, sous certaines conditions, le remboursement des droits perçus sur les absinthes se trouvant chez les débitants ;

Attendu qu'il y a lieu de prendre une mesure analogue dans la Régence en l'adaptant toutefois à la législation tunisienne spéciale en matière d'alcool ;

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances et présentation de notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le remboursement du droit de consommation perçu au profit du Trésor sur les absinthes et autres spiritueux compris dans les prohibitions édictées par le décret du 25 août (4 chaoual 1332) qui, pris en charge au compte spécial ouvert en exécution de l'article 3 du dit décret, se trouvent actuellement encore chez les fabricants, les marchands en gros non entrepositaires et les débitants ou qui, depuis cette date, ont été régulièrement exportés.

Ce remboursement a lieu soit à charge d'exportation ou de mise à l'entrepôt, soit, si les détenteurs croient devoir y recourir à leurs risques et périls, à charge d'envoi à la recti-

fication ou de destruction. En aucun cas, la restitution des droits ne peut être effectuée sur des spiritueux qui resteraient en la possession des détenteurs susnommés.

Les envois à l'étranger, à un entrepositaire ou à un rectificateur doivent être effectués sous le lien d'un acquit-à-caution délivré sur autorisation du Directeur des Contributions Diverses. Ces envois sont en outre soumis à toutes les formalités prescrites par la législation en vigueur en matière d'alcool. En vue du contrôle à exercer sur la composition de ces spiritueux, les agents peuvent prélever gratuitement soit au départ soit à l'arrivée, des échantillons, dont chacun en triple exemplaire, sur la totalité ou sur telles ou telles parties du chargement, à leur gré.

La destruction a lieu par effusion sur la voie publique ou à l'égout ; elle est constatée par deux agents de l'administration des Finances qui prélèvent gratuitement, en vue du contrôle de la composition de ces spiritueux, des échantillons, en triple exemplaire chacun, sur les produits à détruire.

Les détenteurs des produits à échantillonner doivent fournir les récipients et les emballages (caissettes, ficelles, cire, etc) ; l'administration prend à sa charge les frais d'envoi des échantillons.

Art. 2. — Le bénéfice de la restitution du droit est réservé aux seuls produits de composition normale.

Toute fraude ou tentative de fraude par substitution, addition, altération ou adultération d'une matière quelconque de produits prohibés dûment constatée par procès-verbal, entraîne pour le détenteur, indépendamment des poursuites de droit, la perte du bénéfice de la restitution de l'impôt sur les produits altérés, avec l'obligation de les exporter ou de les envoyer à la rectification, dans le délai prévu à l'article 4 du présent décret, à défaut de quoi, ces produits sont détruits dans la forme indiquée à l'article Ier ci-dessus, à l'expiration du dit délai.

ART. 3. — Les contestations qui peuvent s'élever sur la nature et la composition des produits et substances visés au présent décret sont déférées à l'examen d'une commission composée du Directeur général des Finances ou de son délégué, président, du Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ou de son délégué, du Directeur des Contributions Diverses ou de son délégué, du Directeur du Laboratoire Officiel de chimie agricole et industrielle de la Régence et de deux négociants ou fabricants désignés par le Directeur général des Finances sur la proposition de la Chambre de Commerce de Tunis. Les décisions de cette commission ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

ART. 4. — La demande de remboursement doit être formulée et les opérations qui peuvent la justifier doivent être réalisées dans un délai d'un an à compter du jour de la promulgation du présent décret.

ART. 5. — Sont abrogées les dispositions de l'article 2 du décret du 20 août 1914 autorisant la fabrication en vue de l'exportation des produits prohibés visés à l'article Ier du dit décret. Par suite sont également prohibées la fabrication et la circulation des dits produits et substances.

ART. 6. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B BORREL.

27me Année, Nos 17-18 — 15-30 septembre 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Loi du 15 juillet 1915 modifiant les articles 407 et 436 du code de commerce. — Loi du 28 juillet 1915 relative à la modification des articles 985 et 986 du code civil,

Jurisprudence : *Cour de Cassation* : Tarif applicable aux architectes experts dans les départements autres que ceux de la Seine. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Effets du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 vis à vis de la famille de l'indigène bénéficiaire. — 2° Autorisation personnelle d'exploiter un débit de boissons non transmissible à l'acquéreur au cas de vente du fonds de commerce. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Conditions de possibilité d'annulation ou de modification de droits réels inscrits sur le titre foncier. — 2° Indemnité à laquelle peut prétendre le locataire à la suite d'un incendie par cas fortuit,

LÉGISLATION

LOI du 15 juillet 1915, *modifiant les articles 407 et 436 du code de commerce, en vue de le mettre en harmonie avec les principes contenus dans la convention signée à Bruxelles, le 23 septembre 1910 et approuvée par la loi du 2 août 1912, relativement à la responsabilité en matière d'abordage.*

Article premier. — L'article 407 du code de commerce est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 407 § 1er. — En cas d'abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, les indemnités dues à raison des dommages causés aux navires, aux choses ou personnes se trouvant à bord sont réglées conformément aux dispositions suivantes, sans qu'il ait à tenir compte des eaux où l'abordage s'est produit.

« § 2. — Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure, ou s'il y a doute sur les causes de l'accident, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés, sans qu'il y ait à distinguer le cas où, soit les navires, soit l'un d'eux, auraient été au mouillage au moment de l'abordage.

« § 3. — Si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui l'a commise.

« § 4. — S'il y a faute commune, la responsabilité de chacun des navires est proportionnelle à la gravité des fautes respectivement commises ; toutefois, si, d'après les circonstances, la proportion ne peut être établie ou si les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parties égales.

« Les dommages causés, soit aux navires, soit à leur cargaison, soit aux effets ou autres biens des équipages, des passagers ou autres personnes se trouvant à bord, sont supportés par les navires en faute, dans ladite proportion, sans solidarité à l'égard du tiers.

« Les navires en faute sont tenus solidairement à l'égard des tiers pour les dommages causés par mort ou blessures, sauf recours de celui qui a payé une part supérieure à celle que, conformément à l'alinéa précédent du présent paragraphe, il doit définitivement supporter.

« § 5. — La responsabilité établie par les paragraphes précédents subsiste dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque celui-ci est obligatoire.

« § 6. – Les dispositions qui précèdent sont applicables à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission de manœuvre, soit par inobservation des règlements, un navire a causés soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à leur bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

« § 7. — En cas d'abordage, le demandeur pourra à son choix, assigner devant le tribunal du domicile du défendeur

ou devant celui du port français dans lequel, en premier lieu, soit l'un, soit l'autre des deux navires s'est réfugié.

« Si l'abordage est survenu dans la limite des eaux soumises à la juridiction française, l'assignation pourra également être donnée devant le tribunal dans le ressort duquel la collission s'est produite ».

ART. 2. — L'article 436 du code de commerce est remplacé par les dispositions suivantes :

« ART. 436. — Toutes actions en indemnité pour dommage aux biens ou aux personnes causé par l'un des faits prévus à l'article 407 sont prescrites après deux ans à compter du jour de l'accident.

« Toutefois, le recours prévu au paragraphe 4, alinéa 3, de l'article 407 est prescrit après un an à compter du jour où le payement a été effectué.

« Les délais prévus aux deux paragraphes précédents ne courent que lorsque le navire défendeur n'a pu être saisi dans les eaux territoriales françaises ».

ART. 3. — La présente loi entrera en vigueur en même temps que la convention pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage signée à Bruxelles le 23 septembre 1910.

LOI du 28 juillet 1915, *relatif à la modification des articles 985 et 986 du code civil.*

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 985 et 986 du code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 985. — Les testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication sera interceptée à cause de la peste ou autre maladie contagieuse, pourront être faits devant le juge de paix ou devant l'un des officiers municipaux de la commune en présence de deux témoins.

Cette disposition aura lieu tant à l'égard de ceux qui seraient attaqués de ces maladies que de ceux qui seraient dans les lieux qui en sont infectés, encore qu'ils ne fussent pas actuellement malades.

« ART. 986. — Les testaments faits dans une île du territoire européen de la France où il n'existe pas d'office notarial, quand il y aura impossibilité de communiquer avec le continent, pourront être reçus ainsi qu'il est dit à l'article précédent. L'impossibilité des communications sera attestée dans l'acte par le juge de paix ou l'officier municipal qui aura reçu le testament.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (CH. CIVILE).

Audience du 17 novembre 1914. — Présidence de M. FALCIMAIGUE, *président.*

Architectes-experts. Taxe. Algérie. Tarif applicable.

Les architectes-experts n'ont droit en Algérie (et par analogie en Tunisie) qu'au tarif applicable dans les départements français autres que celui de la Seine (1).

ADMINISTATION DES FORÊTS C/ MOULIS ET AUTRES

La Cour ; — Vu les articles 3 du décret du 24 octobre 1870, 159 et 160 du décret du 16 février 1807 ; — Attendu d'une part, qu'en vertu de l'article 3 du décret du 24 octobre 1870, l'Algérie renferme trois départements, le département d'Alger, le département d'Oran et le département de Constantine, ce qui établit 92 départements dans la République Française ; — Que, d'autre part, aux termes des articles 159 et 160 du décret précité de 1807, il est taxé aux architectes en qualité d'experts, pour chaque vacation 8 francs dans le département de la Seine, 6 francs dans les autres départements ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison de ces textes qu'en Algérie les architectes-experts ne peuvent prétendre qu'au tarif applicable dans les autres départements que celui de la Seine ; *qu'il est, en effet, constant qu'aucune disposition légale n'a dérogé, en Algérie, pour*

---

(1) En sens contraire : Trib. de Tunis, 6 novembre 1907 (JOURNAL 1908 p. 9 et 26 décembre 1907).

les experts, aux règles des articles 159 et 160 sus-visés ; — Attendu que le jugement dénoncé, tout en reconnaissant qu'en Algérie, les honoraires des experts n'ont pas été réglementés, déclare que le législateur n'a pas eu l'intention d'y rendre applicables dans leur intégralité les articles 159 et 160 du décret de 1870, et qu'au surplus, l'usage constant suivi jusqu'ici, d'étendre aux experts le bénéfice du traitement applicable à tous les autres auxiliaires de la justice, a obtenu l'autorité de la loi elle-même ; — Qu'en statuant et en rejetant l'opposition formée contre l'exécutoire délivré aux défendeurs, le jugement attaqué a faussement appliqué et a par suite violé les articles de loi ci-dessus visés ;

Par ces motifs : — Casse et annule le jugement rendu le 16 janvier 1912 par le tribunal de Blida.

(M. MERILLON, av. gén. (con. conf.) ; M. GROSSET av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.)

Audience du 15 mars 1915. — Présidence de M. Paul DUMAS, *président.*

Nationalité. Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865. Indigènes. Qualité de citoyen français. Bénéficiaires. Femmes et enfants mineurs. Transmission à leurs descendants.

L'admission à la jouissance des droits de citoyen français en conformité du Sénatus Consulte du 14 juillet 1865 confère au bénéficiaire la qualité de citoyen français : elle profite à la femme et aux enfants mineurs de l'indigène qui en a bénéficié lesquels la transmettent à leur tour à leurs descendants.

E. BONAN c/ M. LE RÉSIDENT GÉNÉRAL ET ABRAHAM BONAN

Le Tribunal ; — Attendu que Bonan Edmond, né à Tunis le 6 septembre 1889, fils d'Abraham et de Lala Silvera a assigné M. le Résident Général de la République Française en Tunisie, pour voir dire et juger qu'il est citoyen français ; — Attendu que M. le Résident Général, concluant par l'organe du Ministère Public, a reconnu le bien fondé de la

demande ; — Mais attendu qu'à l'instance est intervenu Abraham Bonan, père du demandeur qui, au contraire, la conteste,alléguant qu'il n'est pas lui-même citoyen français et qu'en conséquence il n'a pu transmettre cette qualité à ses descendants ; — Attendu que la dite intervention est régulière et recevable en la forme ;

Au fond ; — Attendu qu'il est établi, en fait, que Abraham Bonan, père du demandeur et intervenant, est né à Tunis vers 1856 ;— Attendu que,postérieurement à sa naissance,et par décret du 20 avril 1870, son père Daniel, né à Blida en 1834 et demeurant alors à Bône, a été admis à jouir des droits de citoyen français en conformité du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ; — Attendu en droit que par l'effet de cette admission, Abraham Bonan est devenu citoyen français ; — Attendu, en effet, que l'admission des indigènes à la qualité de citoyen français en vertu du sénatus consulte sus-visé du 14 juillet 1865, diffère essentiellement de la naturalisation proprement dite ; — Attendu que cette admission profite à la femme et aux enfants mineurs de l'indigène qui en bénéficie ; — Attendu que ce principe, admis par une circulaire de M. le Garde des Sceaux du 24 juin 1884, après avis du Conseil d'Etat, et consacré par une jurisprudence aujourd'hui constante, s'induit de l'intention manifeste du législateur de 1865 et repose sur la nécessité d'assurer l'homogénéité de la famille indigène ; — Attendu que la qualité de citoyen français étant ainsi reconnue à Abraham Bonan, doit l'être également à son fils Edmond,à qui il l'a nécessairement transmise ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement en premier ressort, donne acte à M. le Résident Général de ce qu'il a déclaré acquiescer à la demande ; — Reçoit Abraham Bonan dans son intervention ; — Au fond la déclare mal fondée ; en conséquence le déboute de toutes ses demandes, fins et conclusions ; -- Dit et juge que Bonan Edmond est citoyen français ; — Et attendu que l'instance a été soutenue par M. le Résident Général au nom de l'Etat français dans un but d'intérêt public, laisse les dépens à la charge

du demandeur, sauf ceux de l'intervention d'Abraham Bonan qui resteront entièrement à la charge de ce dernier.

(Min. publ. M. Massé, subst. ; — Mes V. Piétra et Dominguez, av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e ch.)

Audience du 21 mai 1915. — Présidence de M. Dramard, *vice-président*

Débit de boisson. Exploitation. Direction de la Sûreté publique. Autorisation personnelle. Vente du fonds. Acquéreur. Nouvelle autorisation. Refus de l'Administration. Action en dommages-intérêts contre le vendeur. Rejet de la demande. Motifs.

L'autorisation accordée par la direction de la sûreté publique, d'exploiter un débit de boissons est exclusivement attachée à la personne et ne peut en aucun cas être cédée à un tiers. L'acquéreur d'un bar est par suite mal fondé à demander la résiliation du contrat aux torts du vendeur sous le prétexte qu'il n'a pu obtenir l'autorisation de l'exploiter. Il lui appartenait, au préalable, de ne traiter qu'après certitude que l'autorisation lui serait personnellement accordée par l'administration compétente.

Xerri c/ Bichet

Le Tribunal ; — Attendu que suivant contrat sous seings privés, en date du 2 février 1915, enregistré, le sieur Xerri a acquis du sieur Bichet un fonds de café connu sous le nom de *Bar Royal*, sis à Tunis, Avenue de Carthage nº 4 ; — Attendu que Xerri n'a pu se mettre en possession de ce fonds ni l'exploiter parce que l'autorisation qui lui était nécessaire ne lui a pas été accordée par la Direction de la Sûreté publique ; qu'il fait grief à son vendeur de ne lui avoir pas fait connaître, lors de la passation du contrat, que l'autorisation d'exploiter le débit, que celui-ci avait obtenue, était exclusivement personnelle et ne lui avait été accordée qu'à la condition de ne le point céder à un tiers ; qu'il demande la résolution du contrat aux torts de

Bichet, la restitution de la somme de 500 francs versée sur le prix, le remboursement d'une somme de 300 francs montant de divers frais engagés par lui, et le paiement de 3.000 francs de dommages-intérêts;

Attendu que Xerri ne saurait s'en prendre à Bichet s'il n'a pas obtenu de l'administration une autorisation qu'il ne dépendait pas de celui ci de lui faire obtenir ; — Attendu que Xerri ne pouvait pas ignorer que les autorisations de ce genre sont exclusivement attachées à la personne et qu'il aurait, après avoir acquis le débit dont il s'agit, à se munir de celle qui lui était nécessaire pour l'exploiter ; — qu'il était suffisamment averti de cette nécessité par l'une des clauses même du contrat où il est dit que la cession du fonds produirait son effet à partir du jour où l'acquéreur aurait obtenu l'autorisation de la Direction de la Sûreté publique ; — que vainement il alléguerait que Bichet ne lui aurait pas fait savoir que l'autorisation d'exploiter ne lui avait été accordée à lui-même qu'à la condition de ne pas la céder à un tiers ; — Attendu que, à cet égard, le débit de Bichet ne se trouvait pas soumis à une réglementation autre que celle qui régit tous les débits ; qu'il est bien certain que l'administration, ne donnant une autorisation qui n'est accordée qu'à la personne, fait, par cela même défense à celui à qui elle la donne, de céder son fonds à un tiers ; que c'est là une règle que Xerri n'ignorait pas ; qu'il n'est pas fondé dès lors à demander à Bichet réparation d'un tort que celui-ci ne lui a pas causé ; — Attendu que Bichet demande acte de ce qu'il est prêt à restituer la somme de 500 francs touchée par lui en acompte sur le prix, somme qu'il dit avoir toujours été prêt à restituer à partir du refus d'autorisation ; — Attendu que, reconventionnellement, il demande 200 francs de dommages-intérêts pour procès-vexatoire ; — Attendu qu'il ne justifie avoir subi aucun préjudice appréciable ; que l'allocation des dépens sera pour lui une réparation suffisante du tort que lui a causé l'action intentée contre lui ;

Par ces motifs ; Déclare Xerri mal fondé en ses demandes,

fins et conclusions ; l'en déboute ; — Donne acte à Bichet de ce qu'il est prêt à restituer à Xerri la somme de 500 fr. qu'il a touchée en acompte sur le prix de vente ; le condamne en tant que de besoin à payer la susdite somme à Xerri ; condamne le dit Xerri aux dépens de l'instance.

(Min. publ. M. DE CHELLE, subs. ; Mes V. CATTAN ET COULON, av.)

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 4 juin 1914. — Présidence de M. BONNEFOND, *président*

Immatriculation. Droits réels. Inscription. Tiers. Lésion. Dol. Action personnelle. Art. 384 loi foncière. Jugement d'immatriculation. Droits réels définitifs. Existence sur l'immeuble au jour du dépôt de la réquisition. Droits réels postérieurs. Dépôt avant le jugement. Inscription. Régime du droit commun. Possibilité d'annulation ou de modification. Art. 4 décret du 16 juillet 1899.

Aux termes de l'article 384 de la loi foncière « toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle contre l'auteur du dol ». Le décret du 16 juillet 1899, spécialement dans son article 4, a nettement précisé quels sont les droits définitivement consacrés par le jugement d'immatriculation en les distinguant de ceux qui ne le sont pas. Les seuls droits indiscutables sont « tous droits réels existant sur l'immeuble au moment du dépôt de la réquisition ». Quant aux droits nés postérieurement à cette réquisition, ils peuvent être inscrits sur le titre s'ils sont régulièrement dénoncés en temps utile avant le jugement d'immatriculation, mais ils restent alors soumis au droit commun et peuvent toujours être attaqués, annulés ou modifiés.

MENOTTI, syndic LUMBROSO c/ LUMBROSO Mathilde et Isaac LUMBROSO.

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit du 3 juin 1911, Antoine Menotti, ès-qualité de syndic de l'union des créan-

ciers de la faillite Isaac Lumbroso, a fait assigner ce dernier et son épouse Mathilde Lumbroso pour voir ordonner la réunion à la masse de la faillite d'un immeuble acquis par la dame Lumbroso ; — Attendu que par conclusions dûment signifiées en date du 26 juin 1913, Dégut, créancier hypothécaire a déclaré intervenir dans l'instance ; que cette intervention est régulière ;

En la forme ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à une exception tirée de ce que la demande n'a pas été précédée du préliminaire de conciliation ; que l'article 49 de pr. civ. dispense de ce préliminaire les demandes qui intéressent..... les mineurs, les interdits, et par suite la masse des créanciers représentée par un syndic ; que ce dernier d'ailleurs n'a pas capacité pour transiger ; qu'au surplus la dite exception a été abandonnée ;

Au fond ; — Attendu que Isaac Lumbroso, a été, sur dépôt de son bilan, déclaré en état de liquidation judiciaire par jugement du 29 avril 1901 ; qu'un jugement du 10 octobre 1901, tout en transformant l'état de liquidation judiciaire en faillite, a homologué un concordat à la suite duquel Lumbroso a été remis à la tête de ses affaires ; que plus tard, un jugement du 15 septembre 1902, prononça la résolution de ce concordat et la réouverture de la faillite ; qu'un nouveau concordat ayant été refusé, les créanciers se sont trouvés de plein droit, et sont encore aujourd'hui en état d'union ; — Attendu que la demande se refère à un immeuble que la dame Lumbroso a acquis par contrat du 20 juin 1909, des sieurs Errera et Sarfati, savoir à une parcelle d'un terrain de plus grande étendue alors en cours d'immatriculation ; que le contrat d'achat ayant été régulièrement dénoncé au Tribunal Mixte, ce tribunal, suivant décision du 25 juin 1910 rendue sur la réquisition n° 10.591 de MM. Errera et Sarfati, en a ordonné l'immatriculation sous le nom de « Mathilde Lumbroso » n° 15850 ; — Attendu que ce terrain avait été acquis moyennant le prix de 4.293 francs, quittancé dans l'acte ; qu'il y fut édifié une construction avec d'autres

dépendances ; qu'il y a été installé et incorporé tout un matériel d'huilerie avec moteur à pétrole ; — Attendu que les époux Lumbroso soutiennent au fond qu'ils sont citoyens italiens et que, s'étant mariés sans contrat ils sont, aux termes de la loi italienne, soumis au régime de la séparation de biens ; qu'ils reconnaissent avoir fait dresser une kétouba parce qu'ils sont israélites, mais que cet acte ne doit être considéré dans l'espèce que comme l'accomplissement d'une formalité religieuse et non comme un contrat réglant les conditions civiles de leur mariage ; — Mais attendu qu'il est quant à présent sans intérêt de rechercher si leur mariage est soumis à la loi rabbinique ou à la loi italienne, puisque l'article 559, code com. doit recevoir son application « sous quelque régime qu'ait été formé le contrat » ; — Attendu que, pour repousser en principe l'application de l'article 559 du code de commerce, les époux Lumbroso excipent surtout de ce qu'il s'agit d'un immeuble immatriculé au nom de la dame Lumbroso personnellement ; que la loi foncière voulant par dessus tout assurer le crédit et créer une absolue stabilité à la propriété immatriculée, le code de commerce ne saurait validement entrer en conflit avec la loi foncière, en venant déclarer propriété du mari un bien immatriculé au nom de sa femme ; — Attendu il est vrai, qu'aux termes de l'article 384, « toute personne dont les droits « auraient été lésés par suite d'une immatriculation « n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, « en cas de dol, une action personnelle contre l'auteur du « dol » ; mais attendu que le décret du 16 juillet 1899, spécialement dans son article 4, a nettement précisé quels sont les droits définitivement consacrés par le jugement d'immatriculation, en les distinguant de ceux qui ne le sont pas ; que les seuls droits induscutables sont « tous droits réels existant sur « l'immeuble au moment du dépôt de la réquisition » ; qu'il en est autrement des droits nés postérieurement à cette réquisition ; qu'ils peuvent cependant être inscrits sur le titre s'ils sont régulièrement dénoncés en

temps utile avant le jugement d'immatriculation, mais qu'ils restent alors soumis au droit commun et peuvent toujours être attaqués, annulés ou modifiés ; — Attendu que c'est le cas dans l'espèce actuelle ; que la réquisition émane non de la dame Lumbroso, mais de Errera et Sarfati ; que la propriété de ces derniers a été reconnue exister à l'époque de leur réquisition ; — qu'il a été seulement constaté qu'en cours d'immatriculation ils avaient vendu et Madame Lumbroso avait acquis une parcelle du même immeuble ; que le syndic a donc pu user comme il l'a fait, des dispositions de l'article 53 de la loi foncière en faisant inscrire le 17 août 1911 une opposition conservatoire ; — Attendu qu'il reste à rechercher au fond si la prétention du syndic recevable en la forme, est justifiée au fond, la prescription légale de l'article 559 c. com. pouvant, en effet, être écartée si la femme du failli apporte la preuve du contraire ; — Attendu qu'en fait elle a apporté au tribunal les justifications suivantes : Elle a été régulièrement autorisée à faire personnellement le commerce, et cette autorisation a été déposée au greffe du tribunal de Sousse le 9 septembre 1908 ; elle se serait ainsi constituée un patrimoine propre et distinct de son mari ; elle aurait touché un legs de 2000 francs provenant d'un testament du 13 juin 1892, ainsi qu'il résulte d'une expédition authentique du 4 novembre 1914 ; l'encaissement de ce legs est présumable, le testament ayant été enregistré le 9 novembre 1900, vraisemblablement après le décès de la testatrice ; cette somme de 2000 francs, jointe à ses ressources personnelles ou ses gains de commerçante, ont pu lui permettre de payer de ses deniers le prix de l'immeuble de 4.293 francs en juin 1909 ; — Attendu qu'il a été élevé sur le terrain une usine à huile, et comprenant un important matériel ; mais elle explique n'avoir pu payer les constructeurs qu'à l'aide de billets ultérieurement réglés à l'aide d'emprunts ; qu'il existe en effet sur le titre foncier, aux dates des 7 septembre et 18 novembre 1910 deux inscriptions hypothécaires au profit du sieur Dégut, pour une somme totale de 18.000 francs, et que ce créancier a pra-

tiqué sur l'immeuble une saisie réelle le 29 mai 1912 ; que d'autre part, le matériel a été fourni à crédit par la maison Gaboriau, Bourguignon et Cie qui, pour garantie d'une somme de 42.500 francs, se sont fait consentir par Madame Lumbroso deux contrats de nantissement, inscrits au greffe de Sousse le 18 octobre 1909, nº 60 ; qu'une faible partie de ce prix paraît avoir été payée puisque la dame Lumbroso a été assignée en paiement de 37.258 fr. 40 ; — Attendu qu'ainsi l'immeuble dont s'agit, en y comprenant même le matériel dont une partie peut avoir été immobilisée, et en supposant même à la totalité une valeur assez importante, n'a coûté qu'un faible déboursé à la dame Lumbroso ; que dans cette mesure elle justifie suffisamment l'acquisition faite en son nom avec ses deniers propres, si l'on tient compte et du produit du legs et des ressources que son commerce a pu lui procurer depuis le 9 septembre 1908 ; — Attendu que, dans ces conditions et sur le vu des pièces produites, la demande ne paraît pas suffisamment justifiée, mais que la demande reconventionnelle en 50.000 francs de dommages-intérêts, formulée dans les conclusions des défendeurs en date du 29 novembre 1911 ne l'est pas davantage ; qu'elle s'appuie sur la témérité et le caractère de vexation que les défendeurs prêtent au syndic en fonctions lors de l'introduction de la demande, alors que rien ne démontre à sa charge soit une intention vexatoire, soit une faute lourde génératrice de dommages-intérêts ; qu'après la mise en faillite définitive et dans le cours de l'union, on a vu Isaac Lumbroso et sa femme acquérir un terrain, monter, meubler et exploiter une usine pendant que les créanciers du mari n'avaient en perspective qu'un maigre dividende ; qu'il était donc du devoir du syndic de rechercher s'il n'y avait pas un lien étroit entre l'avoir du failli et cet avoir nouveau qui semblait renaître de la précédente faillite ; que dans ces conditions l'allocation des dépens constituera pour les défendeurs une réparation suffisante ;

Par ces motifs ; — Reçoit en la forme l'intervention de Dégut, lui donne acte de ses réserves; donne acte au syndic

de tou'es réserves contraires ; — Déboute le syndic es-qualités de ses demandes, fins et conclusions ; — Dit, en conséquence, qu'à la requête des défendeurs, M. le Conservateur de la Propriété Foncière sera tenu de radier l'opposition conservatoire prise par Menotti es-qualité sur le titre foncier n° 15.850 à la date du 13 mai 1911 ; — Déboute Madame Lumbroso et son mari de leur demande reconventionnelle contre Menotti pris personnellement;—Condamne le syndic es-qualités aux dépens pour tous dommages-intérêts.

(Min. Publ. M. VAISSIÉ, Proc. ; — Me KRAFT, av).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 7 mai 1914 — Présidence de M. BONNEFOND, *président*

Incendie. Cas fortuit. Locataire. Indemnité. Privation de jouissance. Indemnité.

En matière d'incendie d'un immeuble par ces fortuit, le preneur, privé de la jouissance des lieux loués, a droit tout au moins à une diminution du prix de son loyer (art. 1722 c. civil) ; une indemnité lui est dùe, non pas comme dédommagement des préjudices accessoires que le sinistre a pu lui occasionner, tels que dégradation du mobilier, mais pour la privation de jouissance proprement dite.

GIACOMO LUMBROSO c/ époux HOUTIN

Le Tribunal ;—Attendu que,par exploit du 24 janvier 1913, Giacomo Cardoso, poursuites et diligences de Benjamin Errera, a interjeté appel d'un jugement contradictoire du juge de paix de Sousse du 3 décembre 1912, qui l'a condamné à payer aux époux Houtin la somme de 160 fr. à titre d'indemnité pour privationde jouissance à la suite d'un incendie, sauf tel recours que de droit au regard de la compagnie d'assurances à laquelle l'immeuble serait assuré.

En la forme ; — Attendu que l'appel est régulier et recevable ;

Au fond ; — Attendu que les époux Houtin, le mari com-

ptable et la femme couturière,occupaient comme locataires un appartement situé au deuxième étage de l'immeuble Cardoso;qu'à la suite d'un incendie survenu au premier étage dans la nuit du 25 mai 1912, ils durent quitter précipitamment avec leur jeune enfant,leur appartement et l'atelier de couture, qu'ils ne purent réintégrer qu'environ un mois après ; que même, en raison des réparations nécessaires tardivement effectuées par les soins du propriétaire, ils ne purent occuper d'abord que leur chambre à coucher, et ne purent jouir du surplus que successivement.

En ce qui concerne le principe de la demande ;

Attendu qu'il est constant et reconnu par l'appelant que l'incendie qui a brûlé en partie le bâtiment, n'a pu prendre chez les époux Houtin qui ne sauraient en être responsables ; que même si le feu a été tout d'abord constaté au premier étage, alors occupé par un autre locataire et par Benjamin Errera, la responsabilité de l'un de ces derniers ou d'un autre locataire, à l'exclusion de Houtin, n'est pas judiciairement établie ; qu'on ne saurait donc invoquer à l'encontre du propriétaire l'article 1382 du code civil ; — Attendu que, d'autre part, ce dernier ne peut se retrancher, en l'espèce derrière l'article 1725 du code civil, parce qu'il ne s'agit pas d'un trouble que le locataire aurait subi dans sa jouissance par des voies de fait d'un tiers, et que de plus le locataire n'est pas un tiers à l'égard du propriétaire, dans le sens de cet article ; — Qu'il s'agit uniquement d'un cas fortuit qui donne lieu à l'application de l'article 1722 du code civil ; que le preneur, privé de la jouissance des lieux loués, a droit tout au moins à une diminution du prix de son loyer ; que la privation de jouissance peut s'appliquer à la totalité ou à une partie des lieux loués; qu'elle peut de même être simplement temporaire ; qu'en effet, il y a lieu d'assimiler au cas de perte partielle proprement dite de la chose louée, le cas où la chose subsistant dans son entier, le locataire est cependant privé de la jouissance de la totalité ou d'une partie importante de cette chose (Dall. c. civ. ann. art. 1722 n° 47) ; que si la résiliation du bail n'est pas demandée pour

privation partielle ou temporaire de jouissance, le preneur a droit à une indemnité, non pas comme dédommagement des préjudices accessoires que le sinistre a pu lui occasionner, tels que dégradation du mobilier en cas d'incendie par ces fortuit, mais du moins pour la privation de jouissance proprement dite ; — Attendu que le premier jugement a sainement apprécié la demande en la réduisant de 750 fr. 50 à la somme de 160 francs par lui évaluée ; qu'il y a lieu de confirmer la condamnation prononcée, mais que la somme de 200 francs réclamée pour dommages supplémentaires en appel n'est pas justifiée.

Par ces motifs ; — Reçoit l'appel en la forme mais le dit mal fondé ; — Confirme le jugement du 3 décembre 1913 dont appel ; condamne l'appelant à l'amende d'appel avancée par Houtin, ainsi qu'aux autres dépens.

(Min. pub. Me Vaissié ; Mes Kraft, Tibi, Daninos et Boccara av.)

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. Borrel.

27me Année, N° 19 — 15 octobre 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Étendue à la Tunisie des règles tracées temporairement en matière de brevet d'invention par la loi française du 27 mai 1915. — Décret relatif au moratorium des loyers.

Jurisprudence : *Cour d'Alger* : Défaut de sanction pénale au cas de violation par un français de l'arrêté d'expulsion pris à son encontre en Tunisie par le Résident général par application de l'édit de juin 1778 demeuré en vigueur. — *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Incompétence du juge de paix à compétence étendue en matière de référé ayant un caractère commercial. — 2° Application stricte par les tribunaux des clauses d'une police d'assurance en matière d'incendie. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* Application en Tunisie de la loi du 17 mars 1909 en matière de nantissement de fonds de commerce.

LÉGISLATION

Décret beylical du 28 août 1915 (17 chaoual 1333), *étendant à la Tunisie les règles tracées temporairement en matière de brevet d'invention par la loi française du 27 mai 1915.*

Vu la loi française du 27 mai 1913 établissant des règles temporaires en matière de propriété industrielle, notamment en ce qui concerne les brevets d'invention appartenant aux ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ;

Vu l'article 9 de cette loi, aux termes duquel « il sera statué par décrets spéciaux en ce qui concerne les pays de protectorat » ;

Vu le décret du 25 septembre 1914 suspendant les délais légaux dans lesquels les titulaires de brevets d'invention doivent acquitter les annuités de leurs brevets ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre les règles tracées temporairement par la loi française du 27 mai 1915 à la Tunisie qui se trouve placée sous le même régime que la Métropole pour la protection de la propriété industrielle ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — L'exploitation en Tunisie de toutes inventions brevetées ou l'usage de toute marque de fabrication par des sujets ou des ressortissants des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, ou par toute autre personne pour le compte des susdits sujets ou ressortissants, sont et demeurent interdites sous les conditions de réserves déterminées par les articles 1, 2 et 8 de la loi française du 27 mai 1915.

Les inventions brevetées dont l'exploitation est interdite et qui présenteraient un intérêt public ou seraient reconnues utiles pour les besoins de la France, pourront être exploitées en Tunisie après avis conforme de la commission instituée par l'article 4 de la loi précitée.

ART. 2. — Sont rendues applicables en Tunisie les dispositions des articles 5, 6 et 7 de la loi française du 27 mai 1915 relatives :

1° A la suspension des délais en matière de brevets d'invention et de dessins et modèles au profit des seuls ressortissants des pays étrangers qui, par réciprocité, concèderont des avantages équivalents ;

2° A l'accomplissement des formalités et obligations imposées en vue de la conservation et de l'obtention des droits de propriété industrielle ;

3° A la suspension, pour la durée des hostilités des délais de priorité prévus par l'article 4 modifié de la convention d'union internationale de 1883 promulguée dans la Régence par décret du 8 août 1899.

ART. 3. — Notre Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et Notre Directeur général

des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret beylical du 24 septembre 1915 (15 doulkada 1333), *relatif au moratorium des loyers.*

Vu nos décrets des 25 août, 2 et 3 novembre, 24 décembre 1914, 27 mars et 25 juin 1915, relatifs à la prorogation des délais en matière de loyers ;

Vu notre décret du 27 août 1914 ordonnant la suspension des poursuites pendant la durée des hostilités contre les personnes servant sous les drapeaux ; (1)

Sur le rapport de notre Directeur général des Finances et la présentation de notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les délais accordés ou prorogés en dernier lieu de plein droit par le décret du 25 juin 1913 et qui viendront à expiration entre le 1er octobre et le 31 décembre 1915 inclus, sont prorogés sous les mêmes conditions et réservés pour une nouvelle période de trois mois, à compter de leur échéance.

Ces dispositions continuent d'être applicables aux veuves des militaires morts sous les drapeaux depuis le 1er août 1914, aux femmes des militaires disparus depuis la même date et aux membres de leur famille qui vivent sous leur toit, ainsi qu'aux sociétés en nom collectif dont tous les associés et aux sociétés en commandite dont tous les gérants sont présents sous les drapeaux.

ART. 2. — Sont maintenues toutes les dispositions des décrets antérieurs telles qu'elles subsistent et qui ne sont pas contraires au présent décret.

---

(1) V. JOURNAL 1914 p. 477, 480, 517, 512, 554; 1915 p. 106 et 240.

JURISPRUDENCE

COUR D'APPEL D'ALGER (Ch. corr.).

Audience du 23 juillet 1915. — Présidence de M. Bergé, *président.*

Expulsion. Citoyen ou sujet français. Edit de juin 1778. Arrêté d'expulsion pris par le Résident général en Tunisie. Légalité. Sanction pénale. Défaut.

L'article 82 de l'Edit de juin 1778 est toujours en vigueur (1). En conséquence, sont légaux les arrêtés pris en Tunisie par le Résident général pour faire arrêter et

---

(1) Lors de la discussion de la loi du 28 mai 1836, à la Chambre des députés, le Rapporteur rappela que, en 1826, on avait demandé l'abrogation de l'article 82 de l'Edit de 1778, mais que le Ministre de la Marine avait justifié le maintien de cette disposition ; « les raisons données par le Ministre, ajoutait-il, ont passé sous les yeux de la Commission qui les accepte. — Ainsi l'on admet que l'article 82 subsiste toujours » (*Féraud-Giraud Juridiction française dans les Echelles du Levant et de Barbarie*. T. II. p. 87)

A la suite de ces explications, l'article 82, le dernier de la loi du 28 mai 1836, fut rédigé comme suit : « Sont abrogés les articles 36 et suivants jusques et y compris l'article 81 de l'Edit de juin 1778 ». C'était le maintien formel de l'article 82 de l'Edit.

Du reste aucune divergence ne s'est produite sur ce point entre les auteurs ou dans la jurisprudence. Un arrêt de la Cour de Cassation du 18 décembre 1859 (D. P. 72. 5. 161) porte : « Attendu qu'aux termes de l'article 82 de l'Edit de juin 1778, *maintenu par la loi du 28 mai 1836*, les Consuls de France et des Echelles du Levant peuvent dans tous les cas qui intéressent la politique et la sûreté du commerce, faire arrêter et envoyer en France tout sujet français qui deviendrait nuisible au bien général ; que le Consul de France à Alexandrie a pu considérer, à bon droit, que la présence au milieu de la colonie française d'un individu poursuivi en France pour escroquerie était menaçante pour la sûreté du commerce ». De nombreuses décisions du Conseil d'Etat, en déclarant que les arrêtés d'expulsion pris par les Consuls constituent des actes qui ne peuvent lui être déférés par la voie contentieuse, reconnaissent que ces mesures sont autorisées par l'article 82 de l'Edit de 1778, toujours en vigueur. On peut citer à cet égard les arrêts du 15 mars 1855 (D. P. 55. 3. 54), 2 décembre 1882 (D. P. 84. 3. 69). 8 août 1888 (D. P. 89. 3. 118). Le Tribunal de Tunis s'est aussi prononcé dans le même sens par jugement du 6 août 1884 (J. T. T. 91 p. 52).

Enfin, loin de vouloir abroger ces dispositions, le législateur n'a cessé d'étendre les pouvoirs qui sont conférés, en particulier à nos consuls ou résidents d'Extrême Orient et de Madagascar, par les lois du 8 mai 1852, du 18 mai 1858, du 19 mars 1862 et par le décret du 8 mars 1886 (articles 13 et 14 de ce décret rapporté. D. P. 87. 3. 28).

reconduire en France les français ou sujets français qui par « leur mauvaise conduite ou leurs intrigues pourraient être nuisibles au bien général ». (2)

Toutefois ces arrêtés sont dépourvus de toute sanction pénale, et la violation qui en est commise par l'expulsé revenant sur le territoire tunisien ne constitue... ni une infraction à l'article 8 du décret beylical du 13 avril 1898 (3)... ni une rupture de ban (4).

MINISTÈRE PUBLIC C/ AMRAOUI AHMED BEN RABAH

La Cour ; — Sur la déclaration de culpabilité ; — Attendu que le prévenu Amraoui Ahmed ben Rabah, sujet algérien, a été poursuivi devant le tribunal correctionnel de Tunis comme prévenu d'avoir : 1° en avril 1915 et notamment le

---

(2) Décret du 23 juin 1885. Art. 2. Le Résident général est dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les Commandants de troupe et de mer et tous les services administratifs concernant les européens et les indigènes.

Ce texte attribue d'une manière non douteuse au Résident général l'exercice du droit concédé par l'article 82 de l'Edit de 1778 aux Consuls de France qui subsistent toujours dans la Régence, mais qui, au double titre de Contrôleurs civils et Consuls, sont placés sous les ordres du Résident général.

(3) L'article 7 du décret beylical du 13 avril 1898 donne au Premier Ministre le droit d'expulser les *étrangers*. L'article 8 établit la sanction des arrêtés pris par le Premier Ministre en prononçant l'emprisonnement contre *tout étranger qui se sera soustrait aux mesures énoncées par les articles..... 7.*

Les principes du droit s'opposent, comme le dit l'arrêt rapporté, à ce que les pénalités qu'édicte cette disposition soient étendues par voie d'analogie, à d'autres infractions que celles qu'elle prévoit, et en particulier à la violation d'arrêtés pris contre des *français* ou *sujets français*, par le *Résident général, en vertu de l'Edit de 1778*.

(4) Le système du jugement réformé (supra page 263) se résume en ces termes : L'arrêté est un véritable jugement rendu par le Résident général agissant comme juridiction consulaire. L'expulsion qu'il ordonne n'est pas autre chose que la peine de l'interdiction de séjour. Dès lors, en rentrant en Tunisie, l'expulsé contrevient à un arrêté d'expulsion, et il doit être condamné pour rupture de ban, en vertu de l'article 45 du Code Pénal.

Tout proteste contre cette assimilation de l'arrêté d'expulsion du Résident général à une décision judiciaire.

a) Le Tribunal consulaire a été supprimé par la loi du 27 mars 1883 (article 18).

16 et le 19 de ce mois, à Nemcha, circonscription judiciaire de Béja, arrondissement de Tunis, volontairement porté des coups et fait des blessures à Liemna bent Amar ben Haoussine, sa femme ; 2° dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, contrevenu à un arrêté d'expulsion de la Régence et d'interdiction de séjour en Tunisie, pris contre lui par Monsieur le Ministre plénipotentiaire Résident général de la République Française à Tunis le 30 novembre 1913 et régulierement notifié ;

Attendu, en ce qui concerne le délit de coups et blessures volontaires, qu'en retenant la culpabilité du prévenu, les

---

b) Même si la juridiction consulaire subsistait, et si le Résident général, l'exerçait, la loi du 28 mai 1836 imposerait à ce haut fonctionnaire, dans ce rôle, des règles strictes qu'il n'observe pas en prenant un arrêté d'expulsion.

Il faudrait :

1° Un tribunal régulièrement composé, c'est-à-dire comprenant, outre le juge consul, deux notables (article 37 de la loi du 28 mai 1836). Le Résident général prononce seul l'expulsion.

2° Une poursuite exercée à raison d'un délit déterminé (article 73 de la même loi). D'après l'article 82 de l'Edit de 1778, l'expulsion peut être ordonnée sans qu'un délit ait été commis et uniquement parce que « la politique ou la sûreté du commerce » l'exigent.

3° Une peine édictée par la loi (même article). L'expulsion n'est pas une peine mais une mesure administrative.

4° Un jugement rendu suivant des formalités, qui sont l'équivalent de celles prescrites par le Code d'Instruction criminelle (articles 46 à 49 de la même loi). Aucune de ces formalités n'accompagne la rédaction et la signature d'un arrêté d'expulsion.

c) L'expulsion autorisée par l'article 82 de l'Edit ne constitue pas une décision judiciaire ; elle est une mesure de haute police ; le législateur lui donne lui-même cette qualification (spécialement dans le décret précité du 8 mars 1886, article 13).

Elle a si peu un caractère judiciaire que d'une part, seul le Consul a le droit de l'ordonner, et qu'il est interdit au Tribunal consulaire de la prononcer (arrêt de la Cour d'Aix du 29 décembre 1863 cité par Féraud-Giraud. Ibid. p. 91), et d'autre part, elle n'est susceptible d'aucun recours contentieux, devant le Conseil de l'Etat, et à plus forte raison devant la Cour d'Appel ou la Cour de Cassation. (Arrêts du Conseil d'Etat cités plus haut).

Il n'existe qu'une sanction administrative, consistant dans l'incarcération et une nouvelle conduite en France, lesquelles, d'ailleurs, à la longue, pourront, même de nos jours, décourager l'expulsé de violer l'arrêté.

premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause et qu'il échet de confirmer leur décision sur ce point en adoptant les motifs qu'ils en ont donnés ;

Attendu, relativement à l'infraction à l'arrêté sus-visé, que le jugement déféré, après avoir constaté que la matérialité de l'infraction n'était pas contestée, a justement rejeté la première exception proposée par le prévenu et tendant à faire déclarer que le dit arrêté était illégal ; — Attendu, en effet, que cet arrêté a été pris en vertu des dispositions de l'article 82 de l'édit de juin 1778 toujours en vigueur ; qu'aux termes de cet article nos consuls ont le pouvoir de faire arrêter et renvoyer en France tout Français qui, par sa mauvaise conduite et par ses intrigues pourrait être nuisible au bien général ; que ce pouvoir appartient en Tunisie au Résident général qui, d'après les décrets des 22 avril 1882 et 23 juin 1895 déterminant ses attributions, est investi de teus les pouvoirs de haute police qui sont nécessaires pour maintenir l'autorité et le prestige du Gouvernement français dans la Régence ; qu'au surplus les textes législatifs qui ont organisé le Protectorat de la France en Tunisie ne contiennent aucune restriction à cet égard ; qu'il suit de là que l'arrêté du 30 novembre 1913 visant un sujet français, a été légalement pris et qu'il est obligatoire ;

Mais attendu que, contrairement à la décision entreprise, la désobéissance aux arrêtés de cette nature est dépourvue de toute sanction pénale ; que l'Edit de 1778 n'en contient aucune ; que le jugement déféré reconnait avec raison que le décret beylical du 13 avril 1898, réglementant, dans son article 7, les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers par le Premier Ministre de S. A. le Bey et sanctionnant dans son article 8 les infranctions à ces arrêtés, n'est pas applicable à l'égard d'un sujet français ; que, d'ailleurs, les pénalités qu'il édicte ne sauraient être appliquées par voie d'analogie, à d'autres infractions que celles qu'il prévoit ; qu'il en est de même des dispositions de l'article 45 du code pénal, rendues applicables aux infractions aux arrêtés; d'interdiction de séjour par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885

— Attendu en effet, qu'aux termes de ce dernier article, la peine de la surveillance de la haute police supprimée est remplacée par la défense faite *au condamné* de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant *sa libération ;* que ce texte indique d'abord clairement que l'interdiction de séjour, est une peine accessoire ou complémentaire, comme l'était la surveillance de la haute police, impliquant une poursuite et une condamnation préalable pour certains crimes ou délits ; qu'il importe peu qu'en divers cas, prévus au code pénal le coupable soit exonéré de la peine principale qu'il a encourue pour n'être soumis qu'à la peine accessoire ; que le caractère de celle-ci n'est pas modifié et suppose toujours une condamnation au moins virtuelle pour un crime ou un délit ;

Attendu que l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 iudique encore que la peine accessoire doit être prononcée par jugement, l'arrêté administratif qu'il prévoit n'étant qu'un mode d'exécution de ce jugement ;

Attendu qu'il résulte de ces précisions que l'arrêté du Résident général uniquement basé sur l'Edit 1778 ne saurait être assimilé à une décision judiciaire portant condamnation à la peine accessoire d'interdiction de séjour et que, par suite, la désobéissadce à un tel arrêté ne saurait être punie de la peine réprimant l'infraction à cette interdiction ; — Attendu au surplus, que l'arrêté du Résident Général ne saurait être considéré à aucun point de vue comme l'équivalent d'un jugement, ainsi que l'ont déclaré, par erreur, les premiers juges ; qu'il suffit de préciser à cet égard que l'arrêté est rendu sans que la personne qui en est l'objet soit appelée à se défendere et sans qu'aucune voie de recours lui soit ouverte contre la décision qui lui fait grief ; — Attendu que, s'agissant dans la cause d'une mesure de haute police, dépourvue de sanction pénale, l'infraction relevée à la charge de Amraoui Ahmed ben Rabah n'était pas susceptible de poursuite correctionnelle et que dès lors il y a lieu de relaxer le prévenu de ce chef ;

Sur l'application de la peine ; — Attendu que la peine de

2 mois d'emprisonnement prononcée contre le dit Amraoui est suffisamment justifiée, à titre de répression du délit de coups et blessures volontaires dont il est reconnu coupable ; qu'il échet en conséquence de maintenir cette peine ;

Par ces motifs ; — Confirme le jugement deféré en tant qu'il a déclaré le prévenu coupable du délit de coups et blessures volontaires ci-dessus spécifié et qu'il l'a condamné à 2 mois d'emprisonnement ; maintient en conséquence cette peine comme réparation de ce délit ; — Infirme au contraire le dit jugement pour le surplus et, statuant à nouveau, dit que l'arrêté du 30 novembre 1913 est dépourvu de sanction pénale ; relaxe le prévenu des fins de la poursuite pour infraction à cet arrêté.

(Min. publ. M. Poinsier, av. gén. concl. conf.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

Audience du 21 décembre 1914. — Président de M. Paul Dumas, *président.*

Référé. Juge de paix à compétence étendue. Urgence. Mesures provisoires. Contestations entre associés commerciaux. Incompétence.

Le juge des référés est incompétent, même en cas d'urgence et pour statuer sur des mesures provisoires, pour connaître de toutes contestations entre associés commerciaux : celles-ci sont du ressort exclusif du tribunal de commerce.

Karoubi c/ Pancrazi

Le Tribunal ; — Attendu que s'agissant d'un jugement rendu par défaut sur appel d'une ordonnance de référé, l'opposition est recevable ; qu'elle a d'ailleurs été régulièrement formée ; Au fond ; — Attendu que la société formée suivant acte sous seing privé en date du 30 octobre 1912, enregistré à Tunis le 29 novembre 1912 n° 2013 entre Caroubi Salomon et Pancrazi Vincent, est une société commerciale ; qu'elle a, en effet, pour objet la revente tant en nature qu'après transformation en charbon, des produits et

sous-produits provenant de l'exploitation des massifs forestiers de la Kroumirie et achetés par voie d'adjudication à l'Etat tunisien ; — Attendu, qu'il suit de là, par application de l'article 631 du code de commerce, que toute contestation entre les associés devait être portée devant le tribunal de commerce; qu'il s'ensuit également que le juge des référés, même en cas d'urgence et pour statuer sur des mesures provisoires, ne pouvait davantage en connaître ; — Attendu que c'est donc à tort que Caroubi, se prévalant d'une clause du contrat sus-visé a saisi le Juge de Paix de Souk-el-Arba statuant en référé pour faire ordonner la substitution d'un tiers à son associé Pancrazi dans la direction de l'exploitation ; qu'en faisant droit à une telle demande et en substituant le sieur Di Maggio à Pancrazi, le premier juge a méconnu les règles de sa propre compétence ;

Par ces motifs ; — En la forme reçoit l'opposition ; — Au fond, confirme le jugement de défaut de cette chambre du 22 octobre 1913 qui a infirmé l'ordonnance de M. le Juge de Paix de Souk-el-Arba du 4 juillet 1913 ; — Et attendu en ce qui concerne, la demande en 1.000 francs de dommages-intérêts formée par l'appelant, motif tiré de ce que l'instance engagée par l'intimé avait un caractère vexatoire; que ce caractère ne résulte pas suffisamment des éléments soumis au tribunal, déboute Pancrazi de ce chef ; — Condamne Caroubi en tous les dépens de première instance et d'appel ; — Ordonne la restitution de l'amende.

(Min. publ. M. Massé subst. — Mes Dasconaguerre et V. Pietra, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e Ch.).

Audience du 21 avril 1915. — Présidence de M. Loth, *vice-président.*

Incendie. Contrat d'assurance. Clauses. Stipulation de droit étroit Sinistre garanti par une deuxième compagnie Perte éprouvée inférieure à mille francs. Non déclaration dans les délais à la deuxième compagnie. Sinistre postérieur garanti par cette dernière Invocation de déchéance.

Non recevabilité. Objets distincts assurés par deux compagnies différentes. Résiliation de la police avec la première. Non dénonciation du fait à la deuxième. Sinistre. Indemnité demandée. Opposition de déchéance basée sur ce motif. Rejet.

Les stipulations d'un contrat d'assurances sont de droit étroit : il n'appartient aux tribunaux ni de les étendre ni de les restreindre.

Ne constitue pas une déchéance à l'encontre du sinistré qui, assuré en même temps à une autre compagnie et agant été l'objet d'un incendie dont les risques étaient garantis par celle-ci, n'a pas fait sa déclaration dans les vingt quatre heures à la compagnie non assureur de ce risque, si le dommage réellement éprouvé et non pas le chiffre déclaré au juge de paix, est inférieur à la somme de mille francs.

Ne peut également être déclaré déchu du bénéfice de sa police au cas d'incendie, l'assuré qui n'a pas dénoncé dans les vingt quatre heures à la compagnie d'assurances, la résiliation dont il a été l'objet de la part d'une deuxième compagnie d'assurance lorsque le risque assuré par cette dernière portait sur des objets absolument distincts de ceux assurés par la compagnie dont la police a continué d'être en vigueur, la déchéance, faute de déclaration, ne pouvant être admise que si les deux compagnies avaient coopéré à la garantie du même risque.

MOURAUD C/ LA Cie LA PATERNELLE

Le Tribunal ; — Attendu que Mouraud a contracté avec la Compagnie « La Paternelle » deux assurances contre l'incendie pour une somme totale de trente mille francs ; que suivant police en date du 10 juin 1911, numéro 2454, il a assuré pour une durée de 10 années, diverses machines agricoles pour une somme de 13.500 francs ; que suivant une autre police, en date du 22 janvier 1912 n° 2535, il a assuré également pour une période de dix années, du bétail et d'autres machines agricoles pour une somme de 16500 francs ; que les risques visés dans ces deux polices sont situés aux Zouarines à Ebba-Ksour, caïdat du Kef ; —

Attendu qu'un incendie s'étant déclaré dans la nuit du 23 au 24 mai 1914 chez Mouraud, celui-ci a fait à M. le Juge de Paix du Kef la déclaration prévue au contrat ; — Attendu, que conformément aux conditions générales des polices, les parties ont, à la date du deux juin 1914, dans le but de faire procéder à la reconnaissance et à l'estimation régulière des pertes et dommages, nommé pour experts : savoir, l'assuré Paul Mattei, et la compagnie « La Paternelle » M. Henri Magliulo ; — Attendu que ces deux experts n'ayant pu tomber d'accord, le Président du tribunal de céans, a, par une ordonnance en date du 6 juin 1914, nommé un troisième expert, M. Minangoin ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par les trois experts à la date du 13 juin 1914 : 1° que Messieurs Minangoin et Mattei évaluent la perte éprouvée par Mouraud et garantie par la compagnie « La Paternelle », à la somme de 19.558 francs ; 2° que M. Magliulo évalue seulement à 17.241 fr. 04 la perte incombant à la compagnie ; — Attendu que c'est dans ces conditions que la compagnie « La Paternelle », qui avait d'ailleurs réservé tous ses droits en désignant son expert, a, suivant exploit de Me Barthère, huissier au Kef en date du 23 juin 1914, assigné le défendeur devant le tribunal de céans pour « voir dire que les polices « d'assurances contractés par Mouraud à la compagnie « La Paternelle » sont nulles et de nul effet, et que par suite « il n'a aucun droit à réclamer à la demanderesse une « indemnité quelconque en raison du sinistre survenu sur « sa propriété le 24 mai 1914 ; s'entendre en outre condam- « ner en tous les dépens distraits » :

Attendu que, par des conclusions signifiées le 28 juillet 1914, Mouraud a conclu à ce qu'il plaise au tribunal : « Dire la compagnie « La Paternelle » non recevable en sa « demande, en tous cas mal fondée, l'en débouter ; Rece- « voir le défendeur reconventionnellement demandeur ; « Condamner en conséquence la demanderesse à lui payer, « avec intérêts de droit, la somme de 19.558 francs, repré- « sentant la valeur estimative des animaux et matériel

« agricole détruits par l'incendie survenu le 24 mai dernier « sur la propriété de Mouraud, et assurés à la compagnie « La Paternelle » la dite estimation faite par trois experts, « dont un désigné par M. le Président du tribunal de Tu- « nis, le deuxième par la compagnie et le troisième par « Mouraud ; s'entendre, en outre, condamner à payer la « somme de 25.000 francs à titre de dommages intérêts et « et aux dépens distraits ; Voir ordonner l'exécution pro- « visoire du jugement à intervenir nonobstant tout recours « et sans caution ».

Sur ce : — Attendu tout d'abord qu'on ne saurait contester la portée synallagmatique des contrats d'assurances, créant pour chacune des parties, des obligations réciproques ; que, d'autre part, les stipulations d'un contrat d'assurance sont de droit étroit et qu il n'appartient aux tribunaux ni de les étendre ni de les restreindre ; — Attendu que ces principes sont indiscutables ; qu'il s'agit d'en faire l'application en l'espèce ; — I. Sur la demande principale ; — Attendu que la compagnie « La Paternelle », invoquant les principes ci-dessus rappelés, soutient que les polices numéros 3454 et 2535 sont nulles et de nul effet au regard des obligations qu'elle a contractées parce que Mouraud n'aurait pas exécuté lui-même vis-à-vis de la compagnie les obligations qui lui incombaient pendant le cours de l'assurance ; que d'après elle, deux déchéances prévues à l'article 5 des conditions générales des polices auraient été encourues par le défendeur ; — 1° Attendu que la première déchéance opposée par la compagnie demanderesse au défendeur est ainsi formulée « Non déclaration de sinistre « antérieur dépassant 1000 francs » ; — Attendu qu'aux termes de l'article 5 § 3 des polices, l'assuré doit déclarer et faire mentionner dans la police, à peine de déchéance « si « depuis moins de dix ans il a éprouvé soit dans les lieux « assurés, soit ailleurs, à quelque titre que ce soit, un ou « plusieurs sinistres dépassant 1000 francs ; » — Que par une clause du même article, il est tenu, s'il éprouve au cours de l'assurance un sinistre dépassant 1000 francs, de

le déclarer à la compagnie dans les vingt quatre heures; — Attendu en fait, que Mouraud ne méconnait pas qu'il ait été victime au même lieu que pour le sinistre du 24 mai, d'un sinistre antérieur survenu dans la nuit du 7 au 8 janvier 1914 ; — Que dans la déclaration d'incendie faite par lui en cette circonstance, il évaluait à 2.000 francs les pertes subies par lui ; que ce sinistre avait atteint un immeuble assuré par lui à la compagnie « Le Phénix », le dit immeuble destiné à servir d'abri au bétail et au matériel agricole mentionnés dans les polices n° 2454 et 2535 ; — Mais, attendu que le § 3 de l'article 5 sus-visé, parle d'un sinistre éprouvé et non d'un sinistre déclaré ; — Attendu que la déclaration de l'assuré est nécessairement suivie d'une expertise en vue de la détermination du préjudice réellement éprouvé par le sinistré et dont celui-ci doit être indemnisé ; — Or, attendu qu'il est constant que le dommage causé à l'immeuble par l'incendie des 7 et 8 janvier 1914, a été d'environ 600 francs ; qu'on ne peut donc dire que Mouraud a réellement éprouvé un sinistre dépassant 1000 francs et qu'il ne l'a pas déclaré à la compagnie dans les 24 heures ; — Attendu d'ailleurs qu'on ne saurait faire grief à Mouraud d'avoir, dans sa déclaration devant M. le Juge de Paix, exagéré la valeur du dommage qu'il avait subi, cette première évaluation faite par le sinistré sous le coup de l'émotion n'ayant jamais eu qu'un caractère approximatif ; qu'on ne saurait encore moins voir dans cette déclaration un aveu au sens juridique du mot, ainsi que la demande la compagnie « La Paternelle » ; que la première déchéance invoquée par la compagnie demanderesse ne doit donc pas être prononcée ; — 2° Attendu que la compagnie demanderesse indique comme une deuxième déchéance encourue par Mouraud « la résiliation par le « Phénix » de la police d'assurance n° 9086 en date du 3 no- « vembre 1903 pour une cause quelconque, résiliation non « déclarée par Mouraud à la compagnie « La Paternelle » ; Attendu qu'aux termes de l'article 5 § 4 des conditions générales des polices, l'assuré doit déclarer et faire mention-

ner dans la police, à peine de déchéance, si pour une somme quelconque il a contracté une assurance à une autre compagnie ou société, sur les objets assurés ou sur ceux faisant partie du même risque, à quelque titre que ce soit même contre le chômage ou la perte des loyers ; qu'il doit, sous la même sanction, en justifier par la production de la police et déclarer si une des polices de co-assurance a été résiliée en partie pour une cause quelconque ; qu'une clause du même article stipule que si l'un quelconque des faits précités vient à se produire au cours de l'assurance, l'assuré sous la même sanction, sera tenu de le déclarer dans les 24 heures à la compagnie et de payer, s'il y a lieu, une augmentation de prime selon les tarifs en vigueur ; — Attendu que le § 1er de l'article 9 des conditions générales de la compagnie du « Phénix » est conçu en termes presque idendiques au § 4 de l'article 5 des conditions générales de la compagnie « La Paternelle » ; — Attendu en fait qu'il résulte des éléments de la cause : 1° que Mouraud a été résilié par la compagnie « Le Phénix » pendant le cours de ses polices contractées avec « La Paternelle » relativement à une police couvrant les risques bâtiments (polices numéros 9086 et 17185) ; que cette résiliation n'a pas été portée à la connaissance de « La Paternelle » ; 2° qu'en remplacement de sa police avec le « Phénix », Mouraud a contracté une nouvelle police avec la « Caisse locale d'assurances mutuelles agricoles d'Ebba Ksour » police n° 13367 du 11 janvier 1914 ; qu'il n'a pas fait connaitre ce dernier contrat à la compagnie « La Paternelle » dans le délai de 24 heures ; — Attendu qu'on peut se demander dans ces conditions, si Mouraud n'a pas encouru une double déchéance, en manquant d'aviser la compagnie « La Paternelle » de cette résiliation et de cette nouvelle assurance dans le délai de 24 heures ; — Attendu tout d'abord qu'il est constant que la résiliation dont il vient d'être parlé a été motivée non par le sinistre, mais par une difficulté au sujet du paiement de la prime, la compagnie « Le Phénix » déclarant que la prime était portable et non quérable ; —

Attendu qu'il n'est pas douteux qu'une déchéance aurait été encourue par Mouraud si la police de la compagnie « Le Phénix » résiliée par celle-ci, avait porté sur les mêmes objets que ceux assurés par « La Paternelle », ou encore sur les objets faisant partie du même risque, mais, qu'il convient tout d'abord de rechercher ce qu'il faut entendre par les objets faisant partie du même risque ; — Attendu que la compagnie « La Paternelle » laisse supposer que la police du « Phénix » constituait une co-assurance entre cette compagnie et « La Paternelle » ; mais, attendu qu'en réalité la police du « Phénix » portait sur l'immeuble et celle de « La Paternelle » sur le bétail et le matériel agricole contenus dans cet immeuble ; qu'il n'y avait donc pas en l'espèce une co-assurance ; — Attendu que l'article 14 des conditions générales des polices de « La Paternelle », dit : « S'il y a plusieurs assureurs, les co-assurances ayant été déclarées (article 5 § 4), la compagnie, en cas de sinistre supporte au centime le franc de la somme assurée par elle la perte réglée suivant les clauses de la présente police ; » — Attendu que s'il y avait eu même risque et co-assurance, la compagnie «La Paternelle» n'aurait été tenue, par application de cette clause, de payer son assuré, qu'au prorata des deux polices, mais, qu'à aucun moment elle n'a émis cette prétention ; qu'il y aurait eu même risque si Mouraud avait assuré à une autre compagnie soit le même bétail et matériel agricole, soit le surplus du même bétail et matériel non assuré à la compagnie « La Paternelle » ; — Attendu que si l'on rapproche les polices de la compagnie « La Paternelle » de celles de la compagnie « Le Phénix », on doit conclure qu'il n'y a ni assurance sur les mêmes objets ni mêmes risques ; que celles de la compagnie « La Paternelle » concernent ses risques mobiliers et celle de la compagnie « Le Phénix » des risques immobitiers ; que ces risques sont de nature différente et par suite divisibles ; qu'il en est de même si on rapproche les polices de « La Paternelle » du nouveau contrat passé avec la « Caisse locale d'assurances mutuelles d'Ebba-Ksour » ; ce dernier

contrat ayant été fait en remplacement de celui qui avait été résilié et portant snr le hangar incendié ; — Attendu que dans ces conditions la deuxième déchéance ne saurait être prononcée ;

II. — Sur la demande reconventionnelle ; — Attendu, en premier lieu que Mouraud, se basant sur le procès verbal d'expertise, réclame avec intérêts de droit, la somme de 19.558 francs représentant la valeur estimative des animaux et du matériel agricole détruits par l'incendie du 24 mai 1914 ; que la compagnie « La Paternelle » a fait plaider qu'en aucun cas elle ne devait être condamnée à payer une somme supérieure à celle de 17.241 fr. 04, et ce, pour les motifs indiqués par son expert, M. Magliulo ; — Attendu que les trois experts ont été d'accord pour évaluer à la somme de 19.558 francs la perte résultant pour Mouraud du sinistre ; — Attendu toutefois que M. Magliulo prétend que la compagnie « La Paternelle » ne doit pas indemniser le défendeur de la totalité de cette perte, parce que l'assurance portait sur le bétail ou le matériel agricole se trouvant ou pouvant se trouver dans le bâtiment assuré ; — Attendu que l'expert de la compagnie estime qu'en raison des termes employés dans les polices, il y aurait lieu de faire entrer en ligne de compte le bétail et le matériel agricole se trouvant dans les champs ou dans les autres fermes de Mouraud, c'est-à-dire en dehors du hangar incendié ; qu'en effet, ce bétail et ce matériel agricole avaient pu fort bien se trouver dans le dit hangar au moment du sinistre ; — Attendu que l'expert en conclut que Mouraud aurait été son propre assureur pour l'excédent de la somme assurée et aurait ainsi à subir sa part du dommage au centime le franc, d'après l'article 14 de la police ; qu'enfin, cette part proportionnelle s'élevant à 2.316 fr. 96, il y aurait lieu de déduire cette somme de celle de 19.558 francs précitée ; qu'en conséquence, l'indemnité incombant à la compagnie ne saurait dépasser la somme de 19.558 francs ; — Mais,

attendu que les termes employés dans la police ne peuvent avoir le sens que leur donnent la compagnie demanderesse et son expert ; qu'en parlant du bétail et du matériel agricole se trouvant ou pouvant se trouver dans le bâtiment assuré, les parties ont évidemment entendu dire « se trouvant au moment où la police était contractée ou pouvant s'y trouver à une époque postérieure » mais, à la condition que le bétail et le matériel se trouveraient dans le bâtiment au moment de l'incendie ; — Attendu qu'il est certain, comme le fait remarquer le défendeur, que la compagnie « La Paternelle » aurait refusé de payer si ce bétail et ce matériel avaient été incendiés dans un bâtiment autre que celui incendié ; — Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de condamner reconventionnellement la compagnie « La Paternelle » à payer à Mouraud, la totalité de la perte par lui éprouvée, soit 19.558 fraacs ; — Attendu, en second lieu, que M. Mouraud ne se borne pas à réclamer la somme ci-dessus spécifiée ; qu'il demande, en outre, que la Compagnie soit condamnée à lui payer 25.000 francs à titre de dommages-intérêts, évaluant à cette somme le préjudice résultant pour lui, de la privation de son bétail et de son matériel agricole ; — Mais attendu que cette prétention ne résiste pas à l'examen ; que la compagnie oppose à bon droit au défendeur l'article 2 des conditions générales de ses polices, qui stipule qu'elle n'est responsable que des dommages matériels et n'est jamais tenue de payer au delà de l'indemnité convenue ; — Attendu, que Mouraud allègue successivement que cette règle n'est pas applicable aux compagnies d'assurances qui refusent sans raisons légitimes les indemnités dûes par elles ; qu'en l'espèce, la compagnie « La Paternelle » a pu, de bonne foi, se méprendre sur l'étendue des déchéances prévues par l'article 5 des conditions générales de ses polices ; — Attendu qu'il y a donc lieu de débouter Mouraud du deuxième chef de la demande reconventionnelle ;

Par ces motifs ; — Sans avoir égard à tous les autres

moyens, fins et conclusions que le tribunal rejette comme injustifiés : I. — *Sur la demande principale ;* — Dit la compagnie « La Paternelle » mal fondée en ses prétentions ; l'en déboute ; — II. *Sur la demande reconventionnelle ;* — Condamne la compagnie « La Paternelle » à payer à Mouraud, avec intérêts de droit, la somme de 19.558 francs, représentant la valeur estimative des animaux et matériel agricole détruits par l'incendie survenu le 24 mai dernier sur la propriété de Mouraud, et assurés à la compagnie « La Paternelle » ; — Déboute Mouraud de sa demande en 25.000 francs à titre de dommages-intérêts ; — Condamne la compagnie « La Paternelle » en tous les dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. — Mes de Gentile et Dominguez, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 7 avril 1911. — Présidence de M. Bonnefond, *président.*

Nantissement d'un fonds de commerce. Abrogation de l'arlicle 36 2e paragraphe article 2075 c civ. Loi du 17 mars 1909. Tunisie. Application. (1)

Il n'y a pas lieu de promulguer spécialement dans la Régence pour les rendre applicables, les lois françaises modificatives d'autres lois qui sont elles-mêmes en vigueur dans ce pays.

La loi du 17 mars 1909 est modificative de certains articles des codes civil et de commerce, en ce que notamment elle déroge à l'article 550 du code de commerce par son article 2 in fine *et qu'elle abroge par son article 36 la loi du 1er mars 1898. Cette loi a essentiellement pour but d'organiser dans l'intérêt des tiers la publicité des ventes et nan-*

---

(1) Voir en sens contraire, Tribunal de Tunis 2e Ch. 23 janvier 1913. (J. 1914. 185).

tissement des fonds de commerce ; le législateur tunisien n'ayant pas déjà réglementé la matière, aucun texte de la Régence ne fait obstacle à son application. Par suite elle est devenue applicable à la Tunisie dans les mêmes conditions que la loi même du 1er mars 1898 qui n'a pas fait davantage l'objet d'une promulgation spéciale.

FAILLITE BENJAMIN AMAMOU C/ J. et B. BEMBARON

Le Tribunal ; — Attendu que Menotti, syndic de la faillite Benjamin Amamou, a assigné ès-qualités par exploit du 13 février 1911 les sieurs J. et A. Benbaron pour faire déclarer inopposable à la masse des créanciers de cette faillite le privilège auquel ils prétendent à titre de vendeurs du fonds de commerce exploité par le failli ; — Attendu que de leur côté J. et A. Benbaron, ont demandé à la suite d'un contredit, leur admission au passif privilégié de cette faillite pour une somme de 5848 fr. 15, solde du prix de vente du fonds de commerce ; — Attendu que, s'agissant d'une seule et même cause, il y a lieu de joindre les instances numéros 4525 et 4489 ;

Attendu que, par contrat sous seing privé du 5 octobre 1909, enregistré le 23 octobre 1909, J. et A. Benbaron ont vendu à Amamou un fonds de commerce de quincaillerie situé à Sfax, rue de la République, n° 40 ; que ce fonds de commerce comprenait notamment les marchandises existant en magasin ; que le prix convenu était de 8657 fr. 85 représenté par des valeurs à ordre ; que le solde du prix, encore dû, s'élève à la somme de 5848 fr. 15 ; — Attendu qu'une clause dudit contrat stipulait : « Pour plus de garantie du paiement du prix de la présente vente et de tous accessoires, Amamou remet à titre de gage et nantissement à J. et A. Benbaron qui acceptent, le fonds de commerce qu'il vient d'acquérir, comprenant toutes les marchandises sans exception. J. et A. Benbaron exerceront sur le fonds les droits et privilèges légaux à concurrence de

toutes les sommes qui leur sont ou seront dûes en principal et accessoires, sur le prix de la présente vente, et ce, par préférence et priorité à tous autres. A cet effet, le présent nantissement sera inscrit sur le registre spécial tenu au greffe du tribunal de Commerce de Sousse et publié conformément à la loi, à la diligence des vendeurs et auxquels tous pouvoirs seront conférés » ;

Attendu que ce nantissement fut inscrit au greffe du tribunal de Sousse sous le numéro 61 du régistre spécial, à la date du 16 décembre 1909, c'est-à-dire plus de deux mois après la passation du contrat de vente ; — Attendu que par jugement du 6 janvier 1911, la liquidation judiciaire de Amamou fut prononcée ; que le 10 février 1911, cette liquidation fut convertie en faillite avec report du 24e novembre 1909 de la cessation des payements ; — Attendu que le syndic s'oppose à l'admission de J. et A. Benbaron au passif privilégié de cette faillite, en se basant sur ce que les prescriptions de la loi du 17 mars 1909 n'ont pas été observées ; qu'en effet, le privilège des vendeurs du fonds de commerce n'a pas été inscrit dans le délai prévu par cette loi, soit que ce délai résulte de l'article 2 § 1, ou soit qu'il résulte de l'article 4 par assimilation avec les règles spéciales édictées pour l'Algérie ; que d'autre part, les formalités des articles 1 et 4 du même texte n'ont pas été suivies lors de l'inscription du 16 décembre 1909 ; que notamment aucun original du contrat de vente n'a été déposé au greffe, pas plus d'ailleurs que les bordereaux d'inscription destinés à fournir l'indication des éléments composant le fonds de commerce et le prix de vente de chacun de ces éléments ; — Mais attendu que J. et A. Benbaron opposent que la loi de 1909 est inapplicable à la Tunisie, faute de promulgation spéciale, et motif pris en outre de l'article 38 de cette loi qui dispose que « un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux Colonies » ; que d'ailleurs le registre spé-

cial tenu au greffe de Sousse en exécution de la loi de 1898 fonctionne seul et que les deux registres spéciaux dont la tenue a été prescrite par deux circulaires du Garde des Sceaux les 24 mars et 7 avril 1909 n'ont pas été organisés en Tunisie ; que par suite, la loi du 1er mars 1898 reste seule applicable à la Régence et que cette loi ne prévoit ni délai de forclusion ni formalités spéciales ;

Mais attendu que le code de commerce français est en vigueur dans la Régence ; que d'autre part, il n'y a pas lieu de promulguer spécialement pour les rendre applicables les lois françaises modificatives d'autres lois qui sont elles-mêmes en vigueur dans ce pays ; — Attendu que la loi du 17 mars 1909 est modificative de certains articles des codes civil et de commerce, en ce que notamment elle déroge à l'article 550 du code de commerce par son article 2 *in fine* et qu'elle abroge par son article 36 la loi du 1er mars 1898 ; — Attendu que cette loi a essentiellement pour but d'organiser dans l'intérêt des tiers la publicité des ventes et nantissement des fonds de commerce ; que le législateur tunisien n'ayant pas déjà réglementé la matière, aucun texte de la Régence ne fait obstable à son application ; — Attendu par suite qu'elle est devenue applicable à la Tunisie dans les mêmes conditions que la loi même du 1er mars 1898 qui n'a pas fait davantage l'objet d'une promulgation spéciale ; — Attendu que l'analogie que l'on prétend tirer de l'article 38 de la loi du 17 mars 1909 est dénuée de fondement ; — Attendu, en effet, que le système législatif de la Tunisie au point de vue de la promulgation et de l'application des lois françaises, n'est pas le même qu'en Algérie ; qu'il est constant que certaines lois métropolitaines applicables à l'Algérie et aux colonies ne le sont pourtant pas à la Tunisie ; que la réciproque peut être vraie puisque l'organisation législative dérive de principes différents ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu davantage de s'arrêter à l'objection tirée de l'absence de registres spéciaux dans les

greffes de tribunaux français de Tunisie ; — Attendu que, même si cette objection était exacte, elle ne pourrait faire obstable à l'application d'une loi ;

Attendu d'ailleurs, que la circulaire du Garde des Sceaux du 24 mars 1909 a simplement pour but de prescrire la tenue d'un registre spécial où les greffiers devront constater le dépôt des actes de vente sous seing privé, ordonné par l'article 24 § 2 ; que le registre existant permet de satisfaire sans difficulté aux exigences de l'article 1er de la loi du 17 mars 1909 ; que d'ailleurs des inscriptions ont déjà été prises au greffe de Sousse en conformité des prescriptions de cette loi ; qu'enfin, l'absence de registres spéciaux n'empêcherait pas l'observance du délai fixé par la loi de 1909, délai dont la brièveté a été calculée en faveur des tiers, intéressés à savoir dans quelle mesure ils doivent accorder crédit au commerçant dont le fonds de commerce est déjà grevé du privilège du vendeur ;

Attendu, au surplus, qu'en supposant même la loi du 17 mars 1909 inapplicable à la Régence, la demande d'admission au passif privilégié formée par A. et J. Benbaron n'en devrait pas moins être rejetée ; — Attendu en effet, que l'inscription du 16 décembre 1909 tomberait sous le coup de l'article 448 § 2 du code de commerce, comme prise pendant la période suspecte, plus de 15 jours après la date de l'acte constitutif de nantissement ; — Attendu que le nantissement d'un fonds de commerce constitue un gage sans dépossession ; que par suite, l'article 2075 c. c. remanié par la loi du 1er mars 1898 doit être complété par l'article 448 du code de commerce, sous peine d'exposer à des déceptions la bonne foi publique trompée par un privilège occulte ; qu'en l'espèce, les créanciers de la faillite ne pouvaient compter sur la solvabilité d'Amamou que dans l'ignorance où ils étaient du privilège de J. et A. Benbaron ; — Attendu ainsi que de toutes façons ces derniers ne pouvaient prétendre à l'exercice de leur privilège à l'en-

contre de la masse des créanciers de la faillite Amamou ; qu'il y a lieu néamoins de les admettre au passif chirographaire de cette faillite.

Par ces motifs ; — Dit que A. et J. Benbaron ne peuvent prétendre à l'exercice de leur privilège de vendeurs du fonds de commerce à l'encontre de la faillite Amamou ; — Dit au contraire qu'ils seront admis au passif chirographaire de cette faillite pour la somme de 5848 fr. 15 ; — Les renvoie à se pourvoir à ce seul titre en admission au passif de la faillite ; — Les condamne aux dépens.

(Min. publ. M. INGRAND subst. — Me GUEDJ, av.).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. BORREL.

27me Année, N° 20 — 31 octobre 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Etendue à la Tunisie des lois relatives au commerce avec les pays ennemis et à l'exportation frauduleuse de marchandises prohibées. — Modification du paragraphe 1er de l'article 36 du décret du 18 mars 1896. — Sequestre des biens de rebelles.

Jurisprudence : *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Responsabilité directe, en matière de procédure civile, de l'avocat dont le mandat est licite et compatible avec sa profession en Tunisie. — 2° Obligation, d'après le droit rabbinique, des héritiers de l'israélite protégé français, concernant la pension alimentaire de la veuve du défunt et conditions de la cessation de la dite pension. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Moment de la formation du contrat par correspondance au point de vue de la compétence commerciale. — 2° Obligation des héritiers vis-à-vis des filles exclues de la succession paternelle, d'après la loi mosaïque.

LÉGISLATION

Décrets beylicaux des 22 septembre 1915 (13 kaâda 1333), *étendant à la Tunisie des lois relatives au commerce avec les pays ennemis et à l'exportation frauduleuse de marchandises prohibées.*

Vu la loi française du 17 août 1915 soumettant les marchandises d'origine ou de provenance allemande ou austro-hongroise aux dispositions de lois de douane concernant les marchandises prohibées ; Vu le décret du 21 juillet 1915 étendant en Tunisie les effets de la loi française du 4 avril 1915 ;

Sur la proposition de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE UNIQUE. — Les marchandises originaires ou provenant des empires d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie, alors même qu'elles auraient été déclarées comme telles, sont soumises à toutes les dispositions pénales des décrets de douanes concernant les marchandises prohibéés, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines édictées par le décret du 21 juillet 1915.

Exception est faite pour les marchandises à l'égard desquelles la prohibition sera levée, par décision du Directeur général des Finances rendue sur la proposition du service intéressé.

Vu le décret du 3 octobre 1884 règlementant les douanes et les monopoles de l'Etat ;

Vu notamment les articles 8, 28 et 29 établissant des pénalités contre les tentatives d'exportation frauduleuse ;

Vu la loi française du 17 août 1915 ayant pour objet de donner des sanctions pénales aux tentatives d'exportation des produits et objets dont la sortie est interdite en considération de l'état de guerre ;

Sur la proposition de Notre Directeur général des Finances et la présentation de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura commis ou tenté de commettre une infraction aux dispositions législatives ou règlementaires portant prohibition de sortie ou de réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement, ou d'admission temporaire de certains produits ou objets, sera puni d'un mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 5.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les marchandises et objets saisis seront confisqués ainsi que les moyens de transport.

ART. 2. — Le tribunal pourra ordonner dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits, dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue. Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression. En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, lls devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours. Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé du nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage. Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1.000 fr.). La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2.000 fr.). Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

ART. 3. — L'article 463 du code pénal français, ou l'article 53 du code pénal tunisien, suivant le cas, est applicable aux condamnations prévues par le présent décret.

Décret beylical du 6 octobre 1915 (27 kaâda 1333), *modifiant le paragraphe 1er de l'article 36 du décret du 18 mars 1896.*

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe premier de l'article 36 du décret du 18 mars 1896 est ainsi complété :

« L'appel d'un jugement qualifié en premier ressort est suspensif, tant en matière civile qu'en matière pénale. Cependant le mandat d'arrêt ou le mandat de dépôt conserve son effet, jusqu'à la solution de l'appel interjeté ».

Décret beylical du 30 octobre 1915 (1er hidjé 1333), *relatif au séquestre des biens des rebelles.*

Nous, Mohamed ben Naceur Pacha-Bey, Possesseur du Royaume de Tunis ;

Considérant que des Tripolitains, propriétaires en Tunisie, se sont livrés à des actes d'agression contre notre territoire ; qu'un certain nombre de nos sujets les ont suivis et que d'autres se sont associés à ces actes dans l'intérieur de la Tunisie, en inquiétant nos postes militaires et en cherchant à entraver leur ravitaillement ou à couper leur communications ;

Attendu qu'indépendamment des pénalités prévues pour les crimes de cette nature dans le code pénal tunisien (articles 60 à 81 inclus), il importe de prescrire toutes mesures administratives utiles pour empêcher le renouvellement de ces actes.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Avons pris le décret suivant :

ARTICLE PREMIER. — Sont ou seront séquestrés pour être vendus aux enchères publiques au profit du Trésor, par les soins du service local des Affaires indigènes et dans les conditions qu'il jugera convenables, les biens meubles ou immeubles de tous ceux, tunisiens ou tiripolitains, qui auront été convaincus :

1° D'avoir passé sans autorisation la frontière tunisienne pour se joindre aux rebelles ;

2° D'avoir pris part à un acte d'hostilité quelconque contre les postes militaires ou les troupes d'occupation des territoires militaires du Sud ;

3° De s'être rendus coupables de l'un des crimes qualifiés par le Code pénal tunisien, d'attentats contre la sûreté extérieure ou l'intérieure de l'Etat (articles 60 à 81).

ART. 2. — Ces mesures seront individuelles ; elles seront prises par nous, dans chaque cas, sous la forme d'un décret présenté par rapport de la section d'Etat du Gouvernement tunisien sur la proposition du service des Affaires indigènes.

ART. — Les recours de toute mesure qui pourraient être ultérieurement formés par des tiers ne pourront être exercés que sur le prix des biens séquestrés et jusqu'à concurrence du prix encaissé par le trésor.

ART. 4. — Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

JURISPRUDENCE

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

Audience du 12 avril 1915. — Présidence de M. Paul DUMAS, *président.*

Avocat. Tunisie. Mandat. Réglements. Validité. Constitution de défenseur. Jugement par défaut faute de conclure. Signification. Défaut d'instruction de l'avocat au défenseur pour former opposition dans les délais. Itératif défaut. Responsabilité personnelle de l'avocat.

Le mandat donné par un client à son avocat de constituer défenseur devant le tribunal civil, de surveiller la procédure et de fournir au défenseur constitué toutes instructions uti-

les au succès de la cause, est parfaitement licite et compatible avec la profession d'avocat en Tunisie. S'agissant d'un mandat salarié, l'avocat encourt une responsabilité directe sans recours contre le défenseur, s'il n'a pas donné à ce dernier en temps utile des instructions pour former opposition à un jugement qui, à la suite de cette négligence, est devenu définitif.

ANFUSO et BRUSCIANO c/ Mes X. et Y.

Vu le jugement d'avant dire droit de cette chambre en date du 5 novembre 1913 ; — Attendu que Me Z., avocat-défenseur, a été appelé en cause en conformité du dit jugement ; — Attendu que des débats, éclairés par cette intervention, il résulte manifestement que Me X. ainsi que le soutiennent Anfuso et Brusciano avait reçu de ces derniers, à l'occasion d'une instance engagée contre eux par un sieur Poggi devant le tribunal de céans, le mandat de constituer défenseur en leur nom, de surveiller la procédure et de donner au défenseur constitué toutes instructions utiles au succès de leur cause ; — Attendu que par les motifs indiquées au jugement d'avant dire droit, l'inexécution d'un tel mandat parfaitement licite et compatible avec la profession d'avocat en Tunisie, engage nécessairement la responsabilité de l'avocat qui s'en est chargé ; — Or attendu qu'il est constant que Me X., après avoir constitué pour ses clients, Me Z. avocat-défenseur, a complètement négligé leurs intérêts et perdu de vue leur procès ; que, notamment, il n'a donné à Me Z. aucune indication susceptible de leur permettre de conclure, alors cependant qu'il était parfaitement renseigné sur les prétentions, les droits et les moyens de ses clients ; que sa négligence a eu ainsi pour première conséquence, un jugement de défaut faute de conclure rendu le 13 mai 1911 et qui, en ordonnant la résiliation aux torts d'Anfuso et Brusciano d'un prétendu marché intervenu entre eux et le sieur Poggi, les a condamnés à payer à ce dernier une somme de 1.200 francs à titre de dommages-intérêts ; que, dès la signification de ce jugement à

défenseur, Me X. en a été avisé par l'étude de Me Z., ainsi que cela résulte à l'évidence du copie de lettres de cet avocat-défenseur ; que, cependant, Me X. n'a rien répondu à cette communication et n'a pas donné au défenseur en temps utile, l'ordre de former opposition ; qu'il n'a songé à la faire que sur l'invitation de ses clients, après la signification à personne, alors que les délais de l'article 157 du code de procédure civile étaient expirés ; que cette négligence inexcusable a eu pour conséquence le rejet de l'opposition et le maintien du jugement de défaut dont les condamnations ont été toutefois réduites du consentement de Poggi à 600 francs, le tout prononcé par jugement du 30 décembre 1914, non susceptible d'appel ; — Attendu qu'ainsi X. a incontestablement manqué au mandat qu'il avait reçu de ses clients ; — Attendu que sa faute doit être d'autant plus rigoureusement appréciée qu'il s'agit d'un mandat salarié ; — Attendu que sa responsablité doit d'ailleurs être seule retenue ; — Attendu, en effet, et en ce qui concerne Me Z., que Anfuso et Brusciano, tout en l'appelant en cause, n'ont pris à son encontre aucune conclusion ; — Attendu, d'autre part, que s'il est vrai, qu'en principe, ainsi que le constate le jugement d'avant dire droit, la responsabilité de l'avocat ne saurait nécessairement être exclusive de celle du défenseur, il résulte du moins des circonstances ci-dessus exposées qu'en fait et en l'espèce, Me Z. n'a commis dans l'accomplissement du mandat qu'il a reçu de Me X. aucune faute ; qu'il ne pouvait agir autrement qu'il a agi, ni prendre aucune initiative, notamment conclure et former opposition au jugement de défaut du 13 mai 1914 alors qu'il était dépourvu d'instructions et que l'avis par lui envoyé à Me X. à la suite du dit jugement était resté sans réponse ; qu'il n'avait pas d'ailleurs à demander des instructions directement à ses clients ni à personne autre que Me X. de qui il tenait le dossier et qui, en sa qualité de mandataire, avait tous pouvoirs pour représenter la partie et agir en son nom ; — Attendu qu'en ce qui concerne le préjudice subi par Anfuso et Brusciano, du fait exclusif de X. ce préju-

dice, vainement dénié par ce dernier, et manifeste ; — Attendu que sans qu'il y ait lieu, en présence de la chose jugée, de rechercher si les moyens que pouvaient faire valoir les demandeurs et qui n'ont pas été exposés au tribunal par la faute de X. étaient ou non susceptibles d'assurer le succès de leurs prétentions à l'encontre de Poggi, la circonstance que leur défense n'a pas été présentée alors cependant qu'ils en avaient exposé les frais, est à elle seule de nature à constituer un incontestable élément de préjudice, cette circonstance ayant eu pour résultat de priver les demandeurs d'une satisfaction légitime et d'une sécurité sur laquelle ils étaient en droit de compter ; — Attendu, d'autre part, qu'en se refusant, contrairement à ce que lui commandait la dignité de l'avocat, à reconnaitre le bien fondé des protestations de ses clients, et à les indemniser, ne fût-ce que par l'offre de la restitution de ses honoraires, en se laissant assigner par eux devant le tribunal de céans, en résistant à leur demande avec la plus extrême opiniâtreté, en usant de tous les moyens de procédure pour les lasser (jugement de défaut du 12 février 1913), et des arguments les plus vains pour combattre leurs prétentions comme aussi les échappatoires les plus regrettables, allant jusqu'à charger le défenseur qui est en même temps, comme avocat, son confrère, de la responsabilité de sa propre faute, X. n'a fait qu'aggraver lourdement le dommage dont sa négligence a été la cause première ; — Attendu que le tribunal a les éléments suffisants pour fixer à 1.500 francs le montant du préjudice, la dite somme comprenant la restitution des honoraires payés par les demandeurs à Me X. et les débours divers faits par eux ;

Sur la demande reconventionnelle de X. ; — Attendu que X. allègue que le 30 octobre 1912, Brusciano et Anfuso se seraient présentés à son cabinet, l'auraient injurié en le traitant de voleur et lui auraient ainsi causé un préjudice si grave qu'il ne l'évalue pas à moins de 5.000 francs ; — Mais attendu qu'il suffit

d'observer que s'il avait été réellement victime d'une telle injure et d'un scandale aussi gravement dommageable, M. X. en aurait certainement demandé réparation immédiatement et par voie d'action principale ou tout au moins n'aurait pas manqué de former sa demande reconventionnelle dès le début de l'instance engagée contre lui, alors au contraire qu'assigné devant le tribunal de céans à la date du 16 janvier 1913, il a laissé prendre contre lui un jugement de défaut le 12 février 1913 et qu'ayant formé opposition à ce jugement à la date du 4 avril suivant, ce n'est que le 1er octobre 1913, c'est-à-dire 11 mois après les injures alléguées, et alors qu'il avait déjà conclu sur son opposition, qu'il a songé à se déclarer lésé par l'attitude de ses adversaires ; — Attendu que cette seule circonstance suffit à faire considérer comme absolument dénuée de tout fondement la demande reconventionnelle qui ne constitue à l'évidence de la part de X. qu'un nouvel et regrettable artifice de procédure uniquement destiné à retarder la solution de la demande principale et à rendre la cause appelable ; qu'il y a lieu, en conséquence, de l'en débouter *de plano ;*

Par ces motifs ; — Déclare X. mal fondé dans son opposition au jugement de défaut du 12 février 1913 en tant que le dit jugement a consacré le principe de sa responsabilité envers Brusciano et Anfuso, et réformant le dit jugement en ce qui concerne le montant des condamnations qui y sont prononcées, condamne X. à payer à Brusciano et Anfnso, pour les causes sus-énoncées, la somme de 1.500 francs ; — Met Z. hors de cause sans dépens ; — Déboute X. de sa demande reconventionnelle ; — Le condamne en tous les dépens, les dits dépens devant être recouvrés suivant les règles tracées par le décret relatif à l'assistance judiciaire en ce qui concerne ceux exposés depuis le 10 avril 1914, et distraits aux offres de droit, en ce qui concerne ceux exposés avant cette date ; — Dit n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement, attendu qu'on ne se trouve dans aucun des cas où la loi autorise pareille mesure ; — Déboute au

surplus les parties de toutes plus amples demandes, fins et conclusions.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Chailley, X. (en personne) et V. Pietra, avocat).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

Audience du 9 juin 1915. — Présidence de M. Loth, *vice-président*

Succession. Droit rabbinique. Israélite protégé français. Tribunal français. Compétence. Loi mosaïque. Veuve. Pension alimentaire. Calcul de la dite. Héritiers. Obligation. Cessation. Demande en remboursement de la Kétouba par la veuve, Nouveau mariage de cette dernière. Veuve soumise au lévirat. Durée de la pension dans ce cas.

Le tribunal français est, à l'exclusion du tribunal rabbinique, seul compétent pour connaître de la succession d'un israélite tunisien protégé français ; la succession est régie par la loi mosaïque. C'est ainsi que la veuve a droit à une pension alimentaire due par les héritiers du mari aussi longtemps qu'elle ne réclame pas sa kétouba ou ne contracte pas un nouveau mariage : elle ne peut être contrainte par les héritiers à recevoir le paiement de sa kétouba. Toutefois certaines veuves n'ont droit à la dite pension sur la succession de leur mari que pendant les trois mois qui suivent le décès de celui-ci : ce sont celles dont l'époux est décédé sans postérité et qui sont soumises par conséquent au lévirat.

La pension alimentaire doit représenter le prix de la nourriture, du logement et de l'entretien, le tout évalué selon le rang social du défunt et les facultés financières de la succession. (1)

Cts Madar c/ Mariem Mamou Veuve Madar

---

(1) D'après la loi rabbinique et de l'avis de tous les jurisconsultes, la veuve israélite a le droit de prélever sur la succession de son mari, tant qu'elle n'a pas introduit une instance en paiement de son douaire ou Kétouba contre les héritiers, ou contracté un nouveau mariage, une pension alimentaire, à évaluer suivant les facultés financières du défunt, et ce, pendant toute la durée de son veuvage.

En vertu de la même loi, les héritiers du de *cujus* ne peuvent pas

Le Tribunal ; — Attendu que Youssef Madar, tunisien, protégé français, est décédé à Tunis le 8 mai 1914, laissant trois fils, Khamous, Aron et Moïse et une veuve, la dame Mariem Mamou, qu'il avait épousée en secondes noces le 20 juin 1904 ; — Attendu qu'à la demande de Khamous, Aron et Moïse Madar, le tribunal rabbinique de Tunis a, par un jugement en date du 21 mai 1914, décidé que la succession de feu Youssef Madar sera dévolue à ses trois fils susnommés, qui sont ses seuls héritiers, à charge par eux de payer à la veuve de leur père le montant de son douaire ou Kétouba, ou bien, « dans le cas ou celle-ci n'exigerait « pas le dit remboursement, à lui servir une pension ali- « mentaire, ainsi que le loyer de sa demeure, et le prix des « effets d'habillement nécessaires à son usage, le tout à « évaluer selon le rang social du défunt et les facultés finan-

---

astreindre la veuve à demander le dit remboursement contre sa volonté. Ce principe résulte de la « Mischna » traité Ketouboth f° 52 où il est dit : « .... on écrit dans la Kétouba : Tu resteras dans ma maison et tu seras nourrie de mes biens tout le temps que tu resteras veuve ; » Si on ne l'a pas écrit dans la Kétouba, l'engagement existe néanmoins ; c'est une condition posée par le tribunal. D'après la loi rabbinique, tout mari contracte à l'égard de sa femme, par le contrat de mariage, dix obligations, à lui imposés d'office par le Beth-Bine (tribunal rabbinique), même si elles ne sont pas mentionnées dans la Kétouba. L'une des dites obligations est celles d'obliger ses héritiers, après lui, de pourvoir à l'entretien de sa veuve pendant toute la durée de son veuvage. (V. code rabbinique tome Eben Haizir, chap. XIX). C'est ainsi qu'écrivaient les habitants de Jérusalem et aussi ceux de la Galilée. Les habitants de la Judée écrivaient : « Tu resteras dans ma maison et tu seras nourrie de mes biens, jusqu'à ce que mes héritiers veuillent te donner la Kétouba. Ainsi quand les héritiers le voulaient, ils lui donnaient sa Kétouba et n'étaient plus obligés de la garder ».

La dite « Mischna » a été discutée et commentée dans le Talmud (ibid f° 54) par Rab et par Samuel, dont le premier admettait la coutume de la Judée et le second celle de la Galilée ; l'avis de ce dernier, prévalant contre celui de son contradicteur, par une règle admise sans conteste dans le Talmud en toute matière civile, a sanctionné définitivement la coutume de Galilée et de Jérusalem.

Après la clôture du Talmud, tous les jurisconsultes dont l'avis fait loi, tels que El-Fassi, Tossépkoth, Maïmonide, Rabbenou Ascher, Thorin, Rabbenou Hananel, les Guéonim Ramban, l'auteur de l'ouvrage « Ithor » et tant d'autres, ont ratifié l'avis de Samuel et adopté par suite, la coutume de Jérusalem et de la Galilée.

Le Dr Karo, auteur du code rabbinique, l'a sanctionnée dans son

« cières de la succession » : — Attendu que de nouvelles difficultés s'étant ensuite élevées entre la veuve et les héritiers de Youssef Madar, ces derniers ont, suivant exploit de Carbonel, huissier à Tunis, en date du 23 mars 1915, assigné, la défenderesse devant le tribunal de céans ; que dans le dernier état de la procédure ils demandent au tribunal de : 1° déclarer bonnes et valables les offres réelles faites à la dame Mariem, suivant procès-verbal de Me Carbonel huissier à Tunis, du 23 mars 1915, de la somme de 3.000 fr. formant d'après son contrat de mariage, le montant de sa Kétouba, ainsi que la consignation qui les a suivies, suivant procès-verbal du même huissier, en date du même jour ; 2° dire et juger qu'il n'y a plus rien au sequestre des immeubles dépendant de la succession Youssef Madar. et que M. Khamous Madar sequestre nommé à ces fins par ordon-

---

ouvrage (tome Eben Haézer, chapitre XCIII, § 4), sauf dans le cas où l'époux ait réservé, d'une façon explicite et par une classe spéciale approuvée par l'épouse et insérée dans le contrat de mariage, le droit à ses héritiers après lui, de payer à sa veuve le montant de sa Kétouba, et de ne lui pas servir une pension alimentaire, ou dans les localités ou par une convention formelle, on a adopté la coutume jadis en vigueur chez les habitants de la Judée.

***

A Alger, cependant, un jurisconsulte, le rabbin Siméon Bar Tzemah qui vivait vers la fin du 14me siècle de l'ère grégorienne, antérieurement à l'élaboration, par le Dr Garo précité, du code rabbinique, dit : « Chouchan Aroukch, dont les décisions eurent force de loi, chez presque la totalité des communautés israélites de partout, mentionne dans son ouvrage (tome II, chapitre 193) une convention passée et adoptée par les israélites habitant quelques villes de sa province, pour une durée de vingt années, à partir de l'an 5154 du calendrier hébraïque (année 1394 de l'ère grégorienne) (voir le même ouvrage chapitre 292 § 12), convention par laquelle on décida de prendre pour base, dans les contrats de mariage à intervenir entre les dits habitants, la coutume de ceux de l'ancienne Judée ci-dessus expliquée.

Voici, d'ailleurs, ce que nous lisons textuellemnt dans l'ouvrage sus indiqué (chapitre 193) ;

« Pour ce qui a trait à la pension alimentaire à allouer à la veuve, « cela est une obligation résultant pour l'époux du contrat de mariage « même si elle n'y est pas clairement mentionnée.

« En effet, la michna, traité Ketouboth, section Naara, (chapitre IV), « dit : si on n'a pas écrit dans la Kétouba la formule : Tu resteras

nance de référé du 8 février 1915, sera déchargé de sa mission, 3° condamner la défenderesse à restituer aux héritiers Madar dans les 24 heures du jugement à intervenir, tous les objets et valeurs dépendant de la succession Youssef Madar, qui sont détenus par elle et notamment ceux énumérés dans l'assignation sous une astreinte de cent francs par jour de retard pendant un mois, passé lequel il sera fait droit ; enfin 4° donner main-levée pure et simple des saisies-arrêts pratiquées par la défenderesse suivant exploits de Barthère, huissier au Kef, en date du 24 mars 1915 et de Me Sureau, huissier à Tunis, en date du 27 mars 1915 ; — Attendu que la dame Mariem Mamou conclut, au contraire à ce que le tribunal déclare nulles et sans effet, les offres réelles et la consignation qui les a suivies et déboute les frères Madar de toutes leurs demandes fins et conclusions ;

« dans ma maison et tu seras nourrie sur mes biens, tout le temps « que tu resteras veuve, l'engagement existe quand même, car c'est « une condition posée par le tribunal ; c'est ainsi qu'écrivaient les « habitants de la Galilée : ceux de la Judée écrivaient : Jusqu'à ce « que les héritiers voudront lui payer sa Kétouba. El-Fassi a sanc- « tionné la coutume de la Galilée, ainsi que Maïmonide et Bar Nahman « (Aramban) et tous les jurisconsultes de l'époque moderne. Et quoi- « que dans cette localité on ait institué de nouvelles conventions pour « ce qui concerne la pension alimentaire, après le mariage, ces mêmes « conventions ont déjà spécifié que les femmes mariées antérieure- « ment doivent être régies par la coutume en vigueur au moment de « leur mariage.... »

Et le même auteur, (chapitre 292 § 7), après avoir mentionné la convention donnant faculté aux héritiers de payer à la veuve le montant de sa Kétouba, ajoute textuellement : « D'après la loi, la veuve a droit « de prélever toujours une pension alimentaire tant qu'elle restera « veuve : c'est l'avis unanime de tous les jurisconsultes : car « nous avons adopté le principe admis par les habitants de la Galilée « et non celui des habitants de la Judée, mentionné dans le chapitre « Naara », (le IV°) du traité Ketouboth : ce principe (de la Galilée) est « corroboré par la Tossaphta et par le Talmud de Jérusalem où il est « dit que les israélites partout écrivent comme les habitants de la « Galilée, lesquels ont tenu à préserver leur dignité, même après leur « décès, et à ne pas exposer leurs épouses à être expulsées par leurs « héritiers, de la maison maritale ; et non comme ceux de la Judée « qui n'ont eu d'égards que pour leur argent Toutefois, ce qui précède « s'applique aux contrats de mariage où aucune condition, au dit sujet, « n'est explicitement mentionnée ; mais les auteurs de la dite conven-

que se portant reconventionnellement demanderesse elle réclame une pension alimentaire de 100 francs par mois à partir du 1er août 1914 ; qu'elle demande acte de ce qu'elle reconnaît avoir reçu sur la dite pension un acompte de 200 francs ;

Attendu que les difficultés qui ont amené le présent litige ont une cause unique ; que cette cause est la suivante : les frères Madar prétendent, contrairement au jugement du tribunal rabbinique du 21 mai 1914, rendu à leur demande, qu'ils ne sont nullement tenus de

---

« tion ont tenu à sauvegarder leurs intérêts et ont décidé que la veuve « n'aura droit de réclamer une pension alimentaire à la succession « de son mari, que tant que les héritiers de celui-ci ne voudront pas « l'obliger à recevoir sa Kétouba. »

***

En Tunisie, on n'a jamais adhéré à la dite convention, et tous les tunisiens tels que le Grand Rabbin Isaac Taïeb, dans son ouvrage « Erekh Achoulhan », Ouziel, dans les « Michekenoth Arohêm » et tous les tribunaux rabbiniques locaux ont, d'un temps immémoral, toujours constamment appliqué la coutume de Galilée, sanctionnée comme il a été dit, par le Dr Karo dans son « Choulhan Aroukh » dont l'autorité spécialement en Tunisie et en Turquie, Palestine etc. etc. ne peut être discutée.

***

D'autre part, il est même douteux que la convention mentionnée dans l'ouvrage du Rabbin Bar Tsémah ait survécu à ses auteurs même à Alger, car nous lisons dans l'ouvrage Beth Youda, du rabbin Yachi d'Alger, des plus notoirement connus et d'une époque récente, (tome 1er traité Eben Haézer, § 16) le passage suivant :

« . .. la veuve dont il s'agit n'a pas demandé le remboursement de sa kétouba et elle peut toujours réclamer sa pension alimentaire, sans que personne puisse s'y opposer... »

***

Il y a, toutefois, des veuves qui n'ont droit à une pension alimentaire sur la succession de leur mari que pendant les seuls trois premiers mois qui suivent le décès de ce dernier ; ce sont celles dont l'époux est décédé sans postérité et soumises, par conséquent, au Lévirat.

Celles ci, en cas de refus de leur part, de laisser exercer à leur encontre, par le frère livir du défunt, le droit susdit, ne peuvent réclamer une pension alimentaire quelconque à la succession du de cujus que pendant les trois premiers mois qui suivent le décès de ce dernier (V. code rab. tome Eben Haézer chap. CLX).

servir pendant un temps indéfini une pension à la veuve de leur père ; — Attendu à la vérité, que dans l'article 3 du chapitre XCIII du code rabbinique (Eben Haézer) il est dit : « Pendant tout le temps de son veuvage, la veuve doit être « nourrie et logée par les héritiers sur les biens dépendant « de la succession de son mari. Les héritiers ne peuvent « pas contraindre la veuve à recevoir le remboursement de « sa Kétouba pour se libérer de leurs obligations, et ce, « lors même qu'avant son décès, le mari aurait exprimé le « désir de priver sa veuve de son droit à la nourriture et à « l'entretien » ; — Mais attendu que les demandeurs font remarquer que le dernier paragraphe du même article est ainsi conçu :

« Il en est autrement dans les localités où existe une cou- « tume qui fixe une durée au droit de la veuve » et qu'ils soutiennent qu'il existe à Tunis une pareille coutume ; que, d'après eux, il est notoire que la coutume d'Alger fait loi à Tunis, et que cette coutume ne donne à la veuve le droit d'être nourrie et entretenue sur les biens que pendant les trois premiers mois qui suivent le décès du mari ; — Attendu que les frères Madar font grief au jugement rabbinique du 21 mai 1914 de n'avoir pas tenu compte de cette coutume et d'avoir laissé à la veuve pendant un temps indéfini le droit d'opter entre le remboursement de sa dot ou une pension convenable ; qu'ils ajoutent que la dame Mariem Mamou ne saurait se baser sur la décision précitée pour dire qu'il y a chose jugée entre les parties, le tribunal rabbinique étant incompétent pour statuer, dès qu'il y a en cause un israëlite protégé français : — Mais attendu que, s'il est exact que le tribunal rabbinique de Tunis à qui les demandeurs n'avaient d'ailleurs pas fait connaître la qualité de protégé Français de leur père, n'était pas compétent pour statuer sur la succession de ce dernier, il n'en est pas moins vrai que cette succession doit être régie par la loi mosaïque; qu'il découle de là que le jugement du tribunal rabbinique a au moins la valeur d'une consultation juridique ; — Attendu que c'est avec raison que ce jugement avait reconnu à la veuve de

Youssef Madar son droit d'option, dont il a été ci-dessus parlé. pendant un temps indéfini ; — Attendu en effet que la coutume limitant à trois mois la durée de ce droit d'option n'a jamais existé eu Tunisie ; qu'elle a pu exister à Alger à une certaine époque, mais que tous les jurisconsultes tunisiens et tous les tribunaux rabbiniques locaux ont, depuis un temps immémorial, admis que la pension était dûe à la veuve par les héritiers du mari, tant qu'elle ne réclamait pas sa Kétouba ou ne contractait pas un nouveau mariage;— Attendu toutefois que certaines veuves, n'ont droit à une pension alimentaire sur la succession de leur mari que pendant les trois premiers mois qui suivent le décès de ce dernier ; que ce sont celles dont l'époux est décédé sans postérité et qui sont soumises, par conséquent, au levirat ; que les veuves appartenant à cette catégorie, en cas de refus de leur part, de laisser exercer à leur encontre par le frère du défunt le droit de lévirat, ne peuvent réclamer une pension alimentaire quelconque à la succession du *de cujus* que pendant les trois premiers mois qui suivent le décès de celui-ci (Eben-Haezer, chapitre CLX) ; que ce cas est bien distinct de l'espèce actuelle ; — Attendu en conséquence, que la dame Mariem Mamou veuve Youssef Madar, aura le droit de prélever sur la succession de son mari, tant qu'elle n'aura pas introduit une instance en remboursement de sa Kétouba, ou contracté un nouveau mariage, une pension alimentaire à évaluer suivant les facultés financières du défunt, et ce, pendant toute la durée de son veuvage ; — Attendu, ce principe étant établi, qu'il convient de statuer sur divers chefs de la demande principale et de la demande reconventionnelle ;

Sur la demande principale : premier chef ; — Attendu que la prétention des demandeurs d'obliger la veuve de leur père à recevoir le paiement de sa Kétouba étant absolument injustifiée les offres réelles faites par eux et la consignation qui les a suivies doivent être déclarées nulles et sans effet ; — *Deuxième chef ;* — Attendu que M. Khamous

Madar, nommé sequestre par ordonnance de référé en date du 8 février 1915, a reçu pour mission de payer à la défenderesse une pension mensuelle sur le produit net de sa gestion ; que le droit de la défenderessse à cette pension étant reconnu, il y a lieu de débouter les frères Madar de leurs conclusions tendant à faire décharger le dit sequestre de sa mission ; — *Troisième chef ;* — Attendu que les demandeurs ne sauraient prétendre se faire restituer par la dame veuve Mariem Mamou les objets énumérés par eux dans leurs exploits introductifs d'instance ; que tout d'abord la défenderesse ne reconnait pas l'exactitude de cette énumération ; qu'en tous cas, elle est fondée à refuser de les restituer actuellement, parce qu'aux termes du droit rabbinique, ainsi qu'il est dit dans le jugement du 21 mai 1914, elle n'est tenue à la restitution en partie que lorsqu'elle aura exigé et obtenu le remboursement de sa Kétouba ; — *Quatrième chef ;* — Attendu enfin que les frères Madar doivent être déboutés également de leur demande en main-levée des saisies-arrêts pratiquées par la défenderesse, ces saisies-arrêts ayant pour but de garantir le service de la pension qui est dûe à la défenderesse.

Sur la demande reconventionnelle ; — Attendu qu'il reste à déterminer le quantum de la pension mensuelle qui sera servie par les héritiers Madar à la veuve de leur père ; — Attendu, ainsi qu'il a été déjà dit, que cette pension doit représenter le prix de la nourriture, du logement et de l'entretien, le tout évalué selon le rang social du défunt et les facultés financières de la succession ; — Attendu que le tribunal puise dans la cause des éléments suffisants pour évaluer cette pension à cent francs par mois ; qu'en effet au cours du référé du 31 juillet 1914, les parties avaient d'un commun accord, fixé à cent francs la dite pension alimentaire, ainsi qu'il résulte de l'ordonnance du président du tribunal de céans ; — Attendu que cette somme n'est pas exagérée si l'on considère que, vers la fin de l'année 1907 Youssef Madar ayant voulu obliger son épouse Mariem Ma-

mou à habiter avec ses trois fils, la défenderesse avait obtenu, à la date du 31 décembre 1907, un jugement du tribunal civil de Tunis, l'autorisant à avoir une habitation séparée et condamnait son mari à lui servir une pension mensuelle de 200 francs ; — Attendu en dernier lieu, qu'il convient de donner acte à la défenderesse de ce qu'elle reconnait avoir reçu des demandeurs un acompte de 200 francs ;

Par ces motifs ; — Sans avoir égard à tous autres moyens fins et conclusions qu'il rejette comme injustifiés, statuant contractoirement et en premier ressort ; 1° *Sur la demande principale ;* — Dit mal fondée l'action des frères Madar ; déclare, en conséquence, nulles et sans effet les offres réelles et la consignation que les a suivies; déboute les frères Madar de toutes leurs prétentions : 2° *Sur la demande reconventionnelle;* — Condamne conjointement et solidairement les trois demandeurs à servir à la dame Mariem Mamou, veuve de Youssef Madar, une pension alimentaire mensuelle de 100 francs à partir du 1er août 1914 ; — Donne acte à la défenderesse de ce qu'elle reconnait avoir reçu un acompte de 200 francs ; — Et attendu qu'il s'agit de pension alimentaire, ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant tout recours et sans caution ; — Condamne tous les demandeurs, sous la même solidarité en tous les dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. — Mes Fitoussi et N. Bodoy av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 27 mars 1914. — Présidence de M. BONNEFOND, *président.*

Compétence commerciale. Contrat par correspondance. Art. 420 c. pr. civ. Moment où le contrat devient parfait. Termes des correspondances. Circonstances de la cause. Question de fait.

Le moment où le contrat par correspondance devient parfait, est déterminé par celui où il est définitivement arrêté entre les parties ; il ne peut être considéré comme tel qu'au moment et au lieu, où les deux volontés ont coexisté et ont été manifestées d'une façon irrévocable, définitive, sans qu'il ne soit plus possible à aucune d'elles de se rétracter ; ce moment n'est nécessairement ni celui de l'acceptation, ni celui de la réception de l'acceptation ; tout dépend des termes des correspondances et des circonstances de la cause : sa détermination est plutôt une question de fait que de droit que le juge doit trancher dans chaque espèce.

S. GANEM fils c/ S. TORDO

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit de Me Borra, huissier à Nice, en date du 31 janvier 1912, Ganem a fait assigner Séraphin Tordo en paiement d'une somme de 877 fr. 15 et de 300 francs de dommages-intérêts pour inexécution d'un marché ;

Attendu que le défendeur soulève *in limine litis*, l'exception de compétence ; que le demandeur maintient au contraire que c'est à bon droit qu'il a assigné le défendeur à comparaître devant le tribunal de Sousse ; que le paragraphe 2 de l'article 420 du code de procédure civile lui en donnait la faculté ; que cette disposition donne en effet compétence au tribunal du lieu où la marchandise a été livrée et où la promesse est devenue définitive ; que les deux parties sont d'accord sur le premier de ces deux points et reconnaissent que la marchandise a été livrée « quai

Sousse » ; qu'il n'en est pas de même sur le second point ; que le contrat ayant été fait par correspondance, les adversaires soutiennent deux thèses différentes en s'appuyant chacun sur la doctrine et la jurisprudence. Le demandeur prétend que le contrat est devenu parfait au lieu de la réception de l'offre, c'est-à-dire à Sousse. Le défendeur prétend au contraire qu'il l'est devenu au lieu de l'expédition de l'acceptation c'est-à-dire à Nice. Le moment où le contrat devient parfait est déterminé par celui où il est définitivement arrêté entre les parties ; il ne peut être considéré comme tel qu'au moment et au lieu où les deux volontés ont coexisté et ont été manifestées d'une façon irrévocable, définitive, sans qu'il ne soit plus possible à aucune d'elles de se rétracter ; ce moment n'est nécessairement ni celui de l'acceptation, ni celui de la réception de l'acceptation; tout dépend des termes des correspondances et des circonstances de la cause ; sa détermination est plutôt une question de fait que de droit que le juge doit trancher dans chaque espèce (D. 77. I. 450). (D. 81. I. 359).

Attendu que des documents versés aux débats, il résulte la plus grande obscurité au sujet du moment à partir duquel les parties considéraient les contrats qu'elles passaient comme parfaits. Ainsi, dans une lettre du 25 septembre, Ganem offre à Tordo différents articles notamment du son fin tendre et de l'orge ; après l'offre d'orge il ajoute entre paranthèses «sans engagement» ; ce qui laisse supposer que pour les autres articles, pour le son fin tendre par exemple, son offre était définitive, d'autant plus qu'il ajoute au sujet de cette offre « Télégraphiez d'urgence votre acceptation », ce qui paraît indiquer l'urgence et l'irrévocabilité du marché ; il dit, en parlant de la même offre, « Télégraphiez directement à mon fils à Sousse ; il pourra peut-être terminer cette affaire » ; continuant à marquer le caractère d'urgence de l'offre, mais marquant aussi par l'adjonction de « peut-être » qu'il ne la considérait pas comme défini-

tive ; — Des documents produits il résulte que Tordo n'avait pas sur le même sujet d'idées plus précises ;

Attendu qu'en ce qui concerne le contrat qui fait l'objet du litige actuel, la volonté des parties à ce point de vue devient impossible à déméler, car deux télégrammes de Tordo seul, sont versés aux débats, les documents dans lesquels les offres de Ganem ont été faites ne sont même pas produits ;

Attendu qu'en matière de compétence la règle générale du droit français se trouve posée dans l'alinéa de l'article 59 du code de procédure civile, qui n'est lui-même que l'application d'une règle du droit romain, exprimée par l'adage « Actor sequitur forum rei », et qui donne compétence au tribunal du domicile du défendeur ; que dans l'article 420 du code de procédure civile, après avoir rappelé la règle générale, le législateur institue en faveur du commerce, dans un but de facilité et rapidité, deux exceptions ;

Attendu que quand une espèce ne rentre pas d'une façon certaine dans l'une d'elles, il y a lieu à l'application des principes généraux ; — Attendu que Tordo est domicilié à Nice ;

Par ces motifs ; — Se déclare incompétent ; — Renvoie Ganem à se pourvoir devant qui de droit, le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Dalloz, subst. — Mes Boccara et Gandolphe, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 9 juillet 1914 — Présidence de M. BONNEFOND, *président.*

Droit rabbinique Sucession paternelle. Enfants mâles. Filles. Exclusions de ces dernières. Droit exclusif à la dot. Filles mariées. Aucun droit. Obligation des héritiers. Entretien de leurs sœurs jusqu'à la majorité ou leur mariage.

D'après les règles du droit rabbinique tunisien, les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leur père et de leur mère : elles ont droit seulement de réclamer sur la succession de leur père, la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage, dot qui se termine suivant les circonstances et qui est parfois du dixième de la succession. Les fils héritiers sont tenus de subvenir à l'entretien de leurs sœurs jusqu'à leur majorité ou leur mariage, mais il n'est rien dû aux filles mariées.

L'obligation pour le père de doter sa fille est une obligation purement morale à l'accomplissement de laquelle il ne peut être contraint ; il n'y est légalement tenu que s'il s'est engagé par contrat à verser une dot à terme.

La loi rabbinique ne reconnait aux filles mariées aucun droit à une pension alimentaire sur la succession ou sur les biens de leurs frères

MESSAOUDA BOUKHORS c/ SAMUEL et MATOUK BOUKHORS

Le Tribunal ; — Attendu que, par exploit du 1er août 1913 la dame Messaouda Boukhors, assistée de son mari Houari Saadoun a fait assigner ses frères Samuel et Matouk Boukhors en paiement du dixième de la succession de leur père commun feu Haïm Boukhors, et subsidiairement à lui payer une somme équivalente à la dot à laquelle elle aurait eu droit; que plus subsidiairement encore, elle a réclamé dans ses dernières conclusions, tout au moins une pension alimentaires proportionnée à ses besoins et aux ressources des défendeurs ;

Attendu que Haïm Boukhors est décédé à Sfax le 3 février 1909 laissant une fortune importante, qui a été par-

tagée entre ses deux fils Samuel et Matouk, alors que leur sœur Messaouda, épouse Houmi Saadoun, mère de plusieurs enfants, est dans le dénuement le plus complet; que son état complet d'indigence est attesté par le comité de Bienfaisance israélite de Sfax qui, depuis plusieurs années, lui alloue quelques secours en médicaments ou autres subsides ; — Attendu que, sans contester cette situation les défendeurs concluent au débouté des demandes tant principales que subsidiaires, en invoquant les règles du droit rabbinique tunisien ; qu'en effet d'après ce droit les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leur père et de leur mère ; qu'elles ont droit seulement de réclamer sur la succession de leur père, la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage, dot qui se détermine suivant les circonstances et qui est parfois du dixième de la succession (issour) ; que les fils héritiers sont tenus de subvenir à l'entretien de leurs sœurs jusqu'à leur majorité ou leur mariage ; mais qu'il n'est rien dû aux filles mariées;

Attendu que la demanderesse fait valoir que lorsqu'elle s'est mariée du vivant de son père Haïm, elle n'aurait reçu aucune dot malgré la situation opulente de ce dernier ; qu'il serait dès lors équitable de l'assimiler à une fille non encore mariée ; — Mais attendu qu'en fait elle n'en rapporte pas la preuve, faute de produire son contrat de kétouba ; qu'en droit, l'obligation pour le père de doter sa fille est une obligation purement morale à l'accomplissement de laquelle il ne peut être contraint, qu'il n'est également tenu que s'il s'est engagé par contrat à verser une dot à terme ;

Attendu enfin qu'en dehors des cas sus-spécifiées, la loi rabbinique ne reconnait aux filles mariées, aucun droit à une pension alimentaire sur la succession ou sur les biens de leurs frères ; que, même en droit français la dette alimentaire n'existe pas légalement entre frères ou entre frères et sœurs ; — Attendu qu'il ne reste dans l'espèce, à la charge des défendeurs qu'une obligation purement naturelle, qui ne constitue pas un *vinculum juris ;* que si les sieurs Samuel et Matouk Boukhors, qui ont reçu de leur

père une succession opulente, ne souffrent pas dans leur conscience de laisser leur sœur indigente à la charge de la charité publique sans lui fournir eux-mêmes aucun subside, cette attitude ne peut malheureusement être sanctionnée par la loi et par le droit écrit ; — Attendu néanmoins qu'il est le cas de faire dans l'espèce application de l'article 131 du code civil ;

Par ces motifs ; — Déboute les époux Saadoun de leur demande, fins et conclusions ; — Dit que les dépens seront composés.

(Min. publ. M Vaissié proc. — MM. Daninos et Habib et Gallini, av.).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B Borrel.

27me Année, Nos 21-22 — 15-30 novembre 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Décret relatif à l'introduction en Tunisie des marchandises en provenance des pays neutres. — Loi modifiant l'article 8 § 3 du code civil. -- Promulgation en Tunisie de la loi soumettant les sénégalais aux obligations militaires. — Modification de l'article 9 du décret sur le remplacement administratif. — Désignation d'un délégué auprès de la Driba à l'effet d'y diriger l'exercice de l'action publique. — Abrogation partielle du décret du 13 août 1914 sur les permis de recherche de mines. — Concours des comptables tunisiens pour l'émission de l'Emprunt National.

Jurisprudence : *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Motifs de recevabilité de l'opposition à un jugement par défaut exécuté par un procès-verbal de carence. — Révision au fond d'un jugement rendu par la juridiction tunisienne à l'encontre d'un européen. — 2° Absence de responsabilité civile de l'office postal ayant rempli ses obligations vis à vis d'un agent qui aurait contracté une maladie en cours de service. — 3° Droit pour le tireur d'un chèque de se prévaloir des effets du moratorium, le banquier n'étant que le mandataire du tireur, seul débitenr. — 4° But de l'article 177 du code pénal modifié et s'appliquant à la corruption des fonctionnaires. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* 1° Déchéance, en droit musulman, de l'héritier indigne — Conditions requises pour le prononcé d'un jugement de défaut profit-joint. — Nationalité tunisienne de l'indigène musulman jusqu'à preuve contraire. Décret beylical du 19 juin 1914 concernant la nationalité tunisienne. — Conséquences, au point de vue de l'exécution des jugements, de l'effet suspensif de l'appel.

LÉGISLATION

Décret beylical du 25 octobre 1915 (16 hidjé 1333), *relatif à l'introduction en Tunisie des marchandises en provenance des pays neutres.*

Article premier. — A partir du 15 novembre 1915, les marchandises en provenance des pays neutres ne pourront être importées en Tunisie que si elles sont accompagnées d'un certificat des autorités douanières locales, visé par les Consuls de France, attestant que ces marchandises ont été fabriquées dans le pays.

A défaut de la production de ce certificat, les marchandises seront repoussées sur le lieu de provenance, sauf le cas échéant, l'application des pénalités prévues par les décrets des 21 juillet et 22 septembre 1915, interdisant les relations commerciales avec les pays ennemis.

ART. 2. — Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Loi du 18 octobre 1915, *modifiant l'application de l'article 8, paragraphe 3, du code civil à l'égard des enfants nés en France de parents belges pendant la durée de la guerre et dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.*

ARTICLE UNIQUE. — L'article 8 § 3, du code civil ne s'applique pas à l'enfant né en France pendant la durée de la guerre ou dans l'année qui suivra la cessation des hostilités, de parents belges, pourvu que le représentant légal du mineur, tel qu'il est indiqué dans l'article 9 du code civil, déclare décliner pour celui-ci la qualité de Français dans les formes prévues par l'article 6 du décret du 13 août 1889.

Cette déclation devra être souscrite pendant la durée de la guerre ou dans l'année qui suivra la cessation des hostilités.

Les pièces à produire et les examens de la déclaration seront établis sur papier libre.

Décret beylical du 20 novembre 1915 (12 moharren 1334) *promulguant en Tunisie la loi française soumettant aux obligations militaires les sénégalais des communes de plein exercice de la colonie.*

ARTICLE UNIQUE. — La loi française dont le texte suit, est applicable dans la Régence :

ARTICLE PREMIER. — Les originaires des communes de plein exercice du Sénégal doivent le service militaire dans les conditions prévues par la loi du 21 mars 1905, modifiée par la loi du 7 août 1913.

Les paragraphes 1, 2, 3 et 5 de l'article 90 et l'article 91 de cette loi ne leur sont pas applicables.

Ils sont incorporés dans les troupes françaises et soumis aux mêmes obligations et avantages. Ils pourront éventuellement être constitués en formations spéciales.

ART. 2. — Dès la promulgation de la présente loi, les contingents des originaires des communes de plein exercice du Sénégal des classes de 1889 à 1917 seront recensés et présentés aux conseils de révision réunis à cet effet. Ils seront immédiatement incorporés en commençant par les plus jeunes classes.

Chacune de ces classes est et reste soumise aux obligations de la classe métropolitaine correspondante.

Décret beylical du 17 novembre 1915 (9 moharrem 1334), *modifiant l'article 9 du décret du 5 novembre 1902 sur le remplacement administratif.*

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret précité est complété comme il suit :

Toutefois, en temps de guerre, et autant que le permet le nombre de primes de remplacement disponibles, les jeunes gens n'ayant pas encore satisfait à la loi sur le recrutement peuvent être admis à contracter un engagement avec prime au titre de remplacement administratif, à condition qu'ils ne soient ni inscrits d'office, ni insoumis, ni déserteurs, ni désignés par le sort pour le service militaire.

ART. 2. — Les délais de promulgation pour le présent décret sont supprimés.

Décret beylical du 15 novembre 1915 (7 moharrem 1334), *désignant un délégué auprès du tribunal de la Driba à l'effet d'y diriger l'exercice de l'action publique.*

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, Si Khelil bou Hajeb, ancien président du tribunal de la Driba, reste délégué auprès du dit tribunal à l'effet d'y diriger l'exercice de l'action publique.

ART. 2. — Il pourra se faire communiquer toute procédure en cours, prendre telles réquisitions qu'il jugera utiles et prendre la parole à l'audience.

Décret beylical du 5 novembre 1915 (25 hidjé 1333), *abrogeant partiellement le décret du 13 août 1914 sur les permis de recherche de mines.*

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret du 13 août 1914 est abrogé.

A partir du 15 novembre 1915, les demandes de permis de recherches de mines classées dans les 2e, 3e, 4e et 5e groupes définis par l'article 2 du décret du 29 décembre 1913, seront de nouveau admises à l'enregistrement prévu à l'article 21 du dit décret.

Les demandes de permis de recherches de mines classées dans le 1er groupe seront également admises à l'enregistrement à partir de la même date, mais cet enregistrement sera subordonné dans chaque cas particulier à un avis favorable préalablement donné par le conseil des Ministres et chefs de Service.

ART. 2. — L'article 2 du décret du 13 août 1914 reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Décret beylical du 20 novembre 1915 (12 moharrem 1334), *chargeant les comptables tunisiens de prêter leur concours au Gouvernement français pour l'émission de « l'Emprunt National ».*

Les comptables tunisiens prêteront leur concours au Gouvernement français pour l'émission de l'emprunt national, autorisé par la loi française du 16 novembre 1915 et par décret de M. le Président de la République du même jour.

JURISPRUDENCE

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

Audience du 14 juin 1914. — Présidence de M. Paul DUMAS, *président.*

Jugement par défaut. Procès-verbal de carence. Signification à un tiers. Art. 159 c. pr. civ. Défendeur. Tardivité. Recevabilité. Motifs.

Jugement étranger. Exécution contre un européen. Exéquatur. Juridiction tunisienne. Jugement étranger. Tribunal français. Révision en la forme et au fond.

Un procès verbal de carence en suite d'un jugement par défaut, signifié à un parent se trouvant accidentellement au domicile du débiteur, ne saurait être considéré comme suffisant pour établir la présomption que l'exécution du jugement a été connue du défendeur dans les termes de l'article 159 du c. pr. civ.

Un jugement étranger non revêtu de l'exéquatur ne peut servir de base à aucun acte d'exécution en France ou à l'encontre d'européens en Tunisie. Les jugements des juridictions tunisiennes sont considérés devant les tribunaux français comme jugements étrangers ; ils doivent être l'objet d'une révision en la forme et au fond.

MOHAMED et MAHERZI C/ MOHAMED EL MESSAÏ

Le Tribunal ; — Attendu que l'opposition est régulière en la forme ; — Attendu en ce qui concerne sa tardivité, que le procès-verbal de carence a été signifié non au défendeur ni même à sa femme, mais à un parent se trouvant accidentellement à son domicile ; que dans ces conditions cet exploit ne saurait être considéré comme suffisant pour établir la présomption que l'exécution du jugement a été connue du défendeur, dans les termes de l'article 169 du code de procédure civile ; — Attendu par suite que l'opposition est recevable ;

Attendu que l'exéquatur du jugement de l'Ouzara est valablement demandé au tribunal civil, en vue de la validation d'une saisie-arrêt pratiquée enrte les mains d'un européen ; — Attendu en effet qu'un jugement étranger non revêtu de l'exéquatur ne peut servir de base à aucun acte d'exécution en France ou à l'encontre d'européens en Tunisie ; que si la saisie-arrêt peut être considérée comme un acte purement conservatoire au moment où elle est pratiquée en sorte qu'un jugement étranger sufflrait alors à la légitimer, il n'est pas douteux qu'elle prend le caractère d'un acte d'exécution lorsqu'elle vient à être validée ; qu'en conséquence elle ne saurait être l'objet d'une validation devant le tribunal français qu'autant que le jugement étranger sur lequel elle est fondée sera revêtu

de l'exéquatur ou soumis à cette formalité dans l'instance même en validité ; — Attendu qu'à cet égard les jugements des juridictions tunisiennes sont considérés, devant les tribunaux français, comme jugements étrangers ; — Attendu que le jugement dont s'agit doit être, conformément à la jurisprudence constante des tribunaux français de la Régence, l'objet d'une révision en la forme et au fond ; — Attendu qu'il appert de la copie du dit jugement et des éléments d'appréciation présentés aux débats, que la décision soumise au paréatis a été rendue par une juridiction compétente et dans les formes de la législation tunisienne ; qu'il est donc régulier en la forme ; — Attendu au fond que le jugement en question est basé sur un écrit incontesté établissant l'obligation, objet de la demande ; — Attendu à la vérité, que le débiteur avait prétendu établir sa libération par la production d'une quittance émanant de son créancier, mais que le tribunal, saisi de la demande, l'avait rejetée comme souscrite par un incapable postérieurement à la décision qui le plaçait sous tutelle ; — Attendu que vainement le défendeur objecte que la quittance portait une date antérieure à la nomination du tuteur ; — Attendu en effet que cet acte n'a été enregistré que postérieurement à la mise sous tutelle, du souscripteur ; que dans ces conditions, la question de la sincérité de la date était une question de fait soumise à l'appréciation des juges, lesquels ont trouvé dans les éléments de la cause des motifs légitimes pour décider que la quittance dont s'agit était anti-datée et par suite sans valeur ; — Attendu dès lors que le jugement dont s'agit est régulier tant au fond qu'en la forme ; — Attendu en conséquence que le jugement dont est opposition doit être purement et simplement confirmé ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — En la forme reçoit l'opposition ; — Au fond, confirme le jugement entrepris ; dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Déboute les parties de toutes autres demandes et conclusions comme injustifiées ; — Condamne

l'opposant aux dépens ; — Et attendu qu'il y a titre, ordonne l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes de Matteis et Moise Attal av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re Ch.).

Audience du 28 juin 1915. — Présidence de M. Paul Dumas, *président.*

Responsabilité civile. Facteur-convoyeur. Fourgon à sa disposition. Cie Bône-Guelma.. Cahier des charges. Art. 55. Obligations remplies. Maladie du facteur. Office postal. Action en responsabilité. Justification de ses engagements vis-à-vis de la Compagnie de chemin de fer. Rejet de la demande.

Aux termes de l'article 55 de son cahier des charges, la Cie de chemins de fer Bône-Guelma est tenue de réserver gratuitement un compartiment et au besoin deux compartiments de 2e classe, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents du service des postes ; mais si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette nature est également gratuit. Ces expressions désignent non pas une voiture de voyageurs, mais un fourgon. Dans ces conditions l'office postal tunisien ne peut être rendu responsable des conditions dans lesquelles les facteur-convoyeurs voyagent dans les fourgons de la Cie Bône-Guelma, conditions qui ne sont pas de nature à compromettre leur santé ou leur securité. Il en résulte que l'office postal ne saurait être rendu responsable de la maladie que l'agent-convoyeur dit avoir contractée dans un fourgon, s'agissant non d'un accident du travail, mais d'une maladie interne, à marche plus ou moins insidieuse et rapide et dont l'origine et la cause restent nécessairement inconnues.

Philippe Leca c/ Office Postal Tunisien

Le Tribunal ; — Attendu que Leca, facteur convoyeur de l'office des Postes et des Télégraphes à Tunis, ayant contracté une pleurésie à la fin du mois de décembre 1912, a assigné la dite administration, en la personne de son directeur général, devant le tribunal de céans, pour faire déclarer qu'elle est responsable de la maladie dont il a été atteint et de ses suites, et s'entendre en conséquence condamner à des dommages intérêts montant dans le dernier état des conclusions du demandeur, à 15.000 francs ; — Attendu que Leca allègue, pour justifier sa demande, qu'il a été contraint de faire le service de facteur-convoyeur sur la ligne de chemin de fer de Tunis à Sfax, non dans un compartiment de 2e classe que la compagnie du chemin de fer de Bône-Guelma est tenue de mettre à la disposition de l'Office des Postes et des Téléhraphes aux termes de l'article 55 de son cahier des charges, mais dans un fourgon où il se trouvait exposé aux intempéries et dépourvu de tout confort ; que dès lors l'office postal serait en faute pour n'avoir pas exigé de la compagnie Bône-Guelma la stricte exécution de son cahier des charges ; — Mais attendu que ce moyen est sans valeur ; — Attendu en effet, qu'aux termes de l'article 55 sus-visé, la compagnie Bône-Guelma est tenue de réserver gratuitement un compartiment et au besoin deux compartiments de deuxième classe, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents du service des postes, mais que « si le volume des dépêches ou la nature du ser· « vice rend insuffisante la capacité de deux compartiments « à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer « une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport « de cette voiture sera également gratuit » ; — Attendu qu'il résulte de ces clauses. que l'office postal, fondé à exiger de la compagnie de transport, deux compartiments de deuxième classe pour le transport des dépêches, ne peut lui en demander un plus grand nombre, et a seulement la faculté, dans le cas où son service l'exigerait, d'utiliser une « voiture spéciale » ; — Attendu que ces expressions désignent sans aucun doute possible, non une voiture de voya-

geurs, mais un fourgon ; — Attendu que Leca ne conteste pas que le grand nombre de dépêches et de colis-postaux à transporter entre Tunis et Sfax empêchait l'administration d'employer les compartiments de deuxième classe mis à sa disposition, et qu'elle était contrainte de se servir du fourgon ; — Attendu que dans ces conditions Leca est manifestement mal fondé à prétendre que l'office postal a négligé d'exiger de la compagnie du chemin de fer, l'exécution de son cahier de charges ; — Attendu d'autre part, que les conditions dans lesquelles les facteurs-convoyeurs voyagent dans les fourgons de la compagnie Bône-Guelma ne sont nullement de nature à compromettre leur santé ou leur sécurité ; — Attendu qu'elles sont identiques à celles qui sont faites aux employés de cette compagnie ; — Attendu que si, dans un juste souci du bien être de ses subordonnés, le Directeur général de l'Office postal s'est préoccupé, en ces dernières années, d'améliorer l'aménagement des voitures destinées au transport des convoyeurs, on ne saurait trouver dans ce fait l'aveu que jusqu'à ce jour ce transport s'est effectué contrairement aux règles imposées par l'humanité et l'hygiène ; — Attendu que la preuve que ces règles sont au contraire justement observées résulte suffisamment du fait que les emplois de facteurs-convoyeurs sont très recherchés, et principalement par des agents fatigués ou malades, et que spécialement Lecca lui-même a demandé instamment sa réintégration dans cet emploi, après sa maladie et au cours même de la présente instance, alors cependant que rien n'était encore changé au mode de transport des dépêches ; — Attendu enfin que s'agissant non d'un accident du travail, mais d'une maladie interne, à marche plus ou moins insidieuse et rapide et dont l'origine et la cause précises restent nécessairement inconnues, on se saurait affirmer avec le demandeur, qu'il existe entre les intempéries dont il dit avoir eu à souffrir, et la pleurésie qu'il a contractée, une relation de cause à effet ; — Attendu que les explications que Lecca a fournies au cours de sa comparution personnelle n'ont apporté aucun élément qui puisse

étayer ses prétentions; que bien au contraire il n'a pu expliquer par aucune raison sérieuse, le fait par lui, d'avoir, dans les circonstances relatées plus haut, sollicité sa réintégration dans son emploi de facteur-convoyeur ; qu'il est d'évidence qu'il n'eût pas formé pareille demande, même en vue de gagner un salaire supérieur s'il avait été convaincu du danger qu'avaient fait courir à sa santé et que pouvaient encore lui faire courir les conditions dans lesquelles s'exercent les fonctions de convoyeur;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de recourir aux mesures d'instruction demandées par Lecca, statuant contradictoirement en premier ressort ; — Déboute Lecca de ses demandes fins et conclusions ; — Le condamne aux dépens.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Mes Dominguez et Gueydan, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e Ch.).

Audience du 16 avril 1915. — Présidence de M. Dramard, *vice-président.*

Guerre. Décret du 9 août 1914. Valeurs négociables. Chèque. Moratorium. Débiteur. Droit de se prévaloir de ses effets. Dépositaire de fonds dans une maison de banque. Tireur. Rôle du banquier. Mandataire du tireur débiteur réel. Non paiement du chèque. Instructions conformes. Bénéficiaire. Action en paiement. Tireur. Moratorium. Recevabilité.

Le décret du 9 août 1914 ne fait aucune distinction entre les diverses valeurs négociables et édicte d'une manière générale une prorogation d'échéance pour toutes ces valeurs parmi lesquelles figure le chèque, qu'il soit au porteur, à personne dénommée ou à ordre. Le bénéfice du moratorium peut être invoqué par quiconque a intérêt à s'en prévaloir et notamment celui qui doit payer.

Le titulaire d'un dépôt dans une banque est propriétaire des fonds déposés ; lorsqu'il remet un chèque à un tiers, le

banquier qui paye le chèque, ne paye pas en son propre nom, sur ses propres fonds, comme débiteur de la somme déposée, mais bien comme mandataire du déposant : le véritable débiteur du chèque est alors le tireur lui-même : il peut, à juste titre, se prévaloir du bénéfice du moratorium.

GUILLOT ès-q. c/ Cie ALGÉRIENNE et PÈS

Le Tribunal ; — Attendu que, en exécution d'un contrat d'ouverture de crédit, intervenu le 2 novembre 1910 (enregistré) entre la maison Beer Sondheimer et Cie et les sieurs Attilio Pès, Lo Bue, Ducerf et Incorpora, ces derniers ont souscrit comme débiteurs solidaires, diverses valeurs à l'ordre de la dite maison, et notamment un billet de 20.000 fr. à l'échéance du 31 juillet 1914 ; — Attendu que, pour effectuer le paiement de ce billet, le sieur Attilio Pès remit à Weissberger, représentant à Tunis de Beer Sondheimer et Cie, quatre chèques de 5.000 francs chacun tirés par Pès sur la Compagnie Algérienne, des 31 juillet et 1er août 1914 ; que l'un seul de ces chèques a été payé ; que pour les trois autres (enregistrés à Tunis) dans l'intervalle de leur émission et de leur présentation aux guichets de la banque, le sieur Pès fit défense à la Compagnie Algérienne d'en acquitter le montant ; — Attendu que le sieur Guillot, agissant en qualité de sequestre de la maison Beer, Sondheimer et Cie et de Weissberger, a, par exploit de Sureau, huissier à Tunis, du 20 janvier 1915, enregistré, assigné la Compagnie Algérienne en paiement de ces trois chèques ; — Attendu que la Compagnie Algérienne a, sur cette assignation, appelé en cause le sieur Attilio Pès ; qu'il y a lieu de joindre les causes ; — Attendu que la Compagnie Algérienne se borne à demander sa mise hors de cause, alléguant que, mandataire de Pès, elle n'a fait que se conformer aux ordres de son mandant ; qu'elle demande d'ailleurs que dans le cas où elle serait condamnée à payer, Pès soit tenu de la relever et garantir ; — Attendu que Pès soutient que le chèque et surtout lorsqu'il est à personne dénommée, comme dans

l'espèce, est un véritable mandat de paiement, et, comme tous les mandats, essentiellement révocable ; qu'il prétend donc qu'il était fondé, après avoir délivré les chèques, à révoquer le mandat qu'il avait donné à la Compagnie Algérienne, en faisant défense à celle-ci d'en acquitter le montant, et que c'est à bon droit que la Compagnie n'a pas payé ; — Attendu que de plus, étant donné les difficultés qu'il a avec Beer, Sondheimer et Cie au sujet d'un compte d'intérêts qu'il pourrait être exposé à payer, et au sujet de certaines garanties qu'il entend sauvegarder, il invoque, en sa faveur, le bénéfice du moratorium, le billet primitif de 20.000 francs étant à échéance du 31 juillet 1914, et les chèques donnés en représentation de ce billet étant eux-mêmes à échéance du 31 juillet et du 1er août 1914 ;

Attendu qu'il convient tout d'abord d'examiner ce dernier moyen, le premier devenant sans objet, dans le cas où la prétention de Pès serait reconnue fondée ; — Attendu que, pour résister à la prétention de Pès, Guillot soutient que Pès ne peut invoquer le moratorium : 1° parce que la législation sur le moratorium étant une législation spéciale, qui déroge aux lois générales, ne peut être appliquée sans tenir compte des circonstances qui l'ont provoquée, et qu'elle a été faite uniquement en vue d'accorder des délais aux débiteurs français ; 2° parce qu'elle a été faite notamment en faveur des banques qui, sans elle, auraient pu être gênées par l'obligation de rembourser sans délais, les dépôts effectués dans leurs caisses ;

Attendu qu'il convient avant tout, de ne pas confondre dans la législation du moratorium, dont les règles sont exposées dans le décret du 9 août 1914, la partie qui a trait aux valeurs négociables et celle qui concerne le retrait des dépôts en banque ; — Attendu que dans l'espèce, il est évident qu'il ne peut s'agir que de celle relative aux valeurs négociables, puisque l'action intentée par le demandeur a précisement pour objet le paiement de plusieurs chèques qui sont essentiellement, d'après le deuxième paragraphe de l'article premier du dit

décret, des valeurs négociables et puisque, d'autre part, la Compagnie Algérienne n'a jamais invoqué le moratorium pour ne pas payer ces chèques, mais s'est uniquement retranchée derrière l'ordre qui lui avait été donné par le tireur, de ne pas payer ; que le second moyen n'a pas son application en l'espèce ; — Attendu que la législation sur le moratorium, édictée en vue de parer à des inconvénients résultant de circonstances particulières est, à n'en pas douter, applicable dans toute l'étendue du territoire sur lequel ces circonstances peuvent influer ; qu'elle ne fait aucune distinction entre les personnes, et que spécialement en Tunisie, elle ne fait et ne pouvait faire aucune distinction entre les français, les étrangers et les sujets tunisiens ; que c'est donc à tort que Guillot prétend que seuls les débiteurs français peuvent s'en prévaloir ; que Pès, à cet égard, est donc fondé à l'invoquer ; — Attendu d'autre part que le décret du 9 août 1914 ne fait aucune distinction entre les diverses valeurs négociables et édicte d'une manière générale une prorogation d'échéance pour toutes ces valeurs parmi lesquelles figure le chèque, qu'il soit au porteur, à personne dénommée ou à ordre ; — Attendu que les chèques dont payement est aujourd'hui demandé, qui ont été tirés par Pès sur la Compagnie Algérienne au profit de Weissberger, sont indiscutablement compris dans la catégorie des valeurs dont l'énumération est donnée par l'article 1er § 2 du décret précité ; — Attendu que Guillot voudrait tirer argument de ce que ce texte fait une exception, en ce qui concerne le chèque présenté par le tireur lui-même, pour soutenir que le moratorium ne peut-être invoqué par le tireur ; — Attendu que cette prétention est basée sur une erreur d'interprétation du dit texte ; que le § 2 de l'article 1er se borne à dire que le chèque présenté par le tireur lui-même ne doit pas être compris dans la catégorie des valeurs négociables ; que, pour ce genre de chèques les règles à appliquer sont celles de l'article 4 du même décret, qui a trait spécialement au moratorium édicté en faveur des banques ; — Attendu qu'aucun article du décret ne dit que le tireur

ne peut invoquer le moratorium ; qu'il suffit qu'une valeur soit rangée dans la catégorie des valeurs négociables pour que le moratorium lui soit applicable, et que, peut invoquer ce bénéfice, quiconque a intérêt à s'en prévaloir, et notamment celui qui doit payer ; — Attendu que le titulaire d'un dépôt dans une banque est propriétaire des fonds déposés ; que, lorsqu'il remet un chèque à un tiers, le banquier qui paie le chèque, ne paie pas en son propre nom, sur ses propres fonds, comme débiteur de la somme déposée, mais bien comme mandataire du déposant; que le véritable débiteur du chèque n'est alors que le tireur lui-même ; — Attendu que Pès, qui a des fonds en dépôt à la Compagnie Algérienne, a simplement donné mandat à la dite compagnie de payer les chèques tirés par lui sur ces fonds ; que c'est lui, en définitive qui est le débiteur des sommes portées sur les chèques, et que l'on ne voit pas dès lors, pour quelles raisons il pourrait être exclu du bénéfice du moratorium ; — Attendu que, en l'état des considérations qui précèdent, il échet d'accueillir l'exception soulevée par Pès et de décider que celui-ci est fondé à se prévaloir de la prorogation édictée par le décret du 9 août 1914, et par les décrets subséquents qui ont édicté de nouvelles prorogations ; — Attendu qu'il devient sans intérêt d'examiner si Pès était fondé ou non à révoquer le mandat qu'il avait donné et si c'était à bon droit que la Compagnie Algérienne s'est refusée à payer les chèques ; -- Attendu que le procès s'agitant uniquement entre Guillot ès-qualité et Pès, il y a lieu de mettre la Compagnie Algérienne purement et simplement hors de cause ;

Par ces motifs ; — En la forme ; joint les instances enrôlées sous les numéros 297 et 311 ; — Au fond ; — Met la Compagnie Algérienne hors de cause ; — Déclare Pès fondé à invoquer le bénéfice de prorogation d'échéance édicté par les décrets sur le moratorium ; — Déclare en conséquence Guillot ès-qualité, mal fondé en l'état de réclamer le paiement des chèques tirés par Pès sur la Compagnie Algé-

rienne au bénéfice de Weissberger ; — Le déboute de sa demande en l'état, le condamne aux dépens

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes BODOY, GUEYDAN et MOSSÉ, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (2e CH.).

Audience du 9 juin 1915. — Présidence de M. BERGER, *vice-président*

Corruption de fonctionnaires. Article 177 c. pénal. Loi du 4 juillet 1889. Son but. Tiers. Offres, promesses, dons. Influence alléguée, non réelle. Croyance à cette influence. Délit.

La loi du 4 juillet 1889, en modifiant pour partie l'article 177 du code pénal, a eu pour but d'empêcher la corruption des fonctionnaires, l'abus et le trafic par des tiers auprès des représentants de l'autorité publique, de toute influence utile ou supposée, par les personnes investies d'un mandat électif et même par toute personne non investie d'un mandat de ce genre.

Pour l'existence du délit, il n'est pas nécessaire que l'influence alléguée par la personne qui a agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir des représentants de l'autorité publique des décisions de leurs fonctions qui ne doivent être accordées que dans l'intérêt général et d'après les règles d'une administration impartiale de la justice et du droit, ait été réelle ; il suffit que la personne qui a fait les offres ou promesses, remis les dons ou présents, ait cru à cette influence et à sa nécessité pour la réussite de son affaire.

MINISTÈRE PUBLIC C/ De CHEVET

Le Tribunal ; — Attendu que la dame Chevet est renvoyée devant le tribunal correctionnel sous la prévention d'avoir depuis moins de trois ans à Tunis, canton et circonscription judiciaire du dit, agréé des offres ou promesses et reçu des sommes d'argent pour faire obtenir aux nommés : Gulli

Saverio, cordonnier, Fontana Bernardo, Gulli Savério, coiffeur, des faveurs accordées par l'autorité publique, en l'espèce, des autorisations de séjour et d'avoir ainsi abusé de son influence, réelle ou supposé.

En droit ; — Attendu que la loi du 4 juillet 1889, en modifiant, pour partie, l'article 177 du code pénal, a eu pour but, ainsi que l'explique le titre sous lequel est placé cet article et les débats préliminaires au vote de cette loi, d'empêcher la corruption des fonctionnaires, l'abus et le trafic par des tiers auprès des représentants de l'autorité publique, de toute influence réelle ou supposée, par les personnes investies d'un mandat électif et, même, par toute personne non investie d'un mandat de ce genre ; — Attendu que pour l'existence du délit il n'est pas nécessaire que l'influence alléguée par la personne qui a agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents, pour faire obtenir des représentants de l'autorité publique des décisions de leurs fonctions qui ne doivent être accordées que dans l'intérêt général et d'après les règles d'une administration impartiale de la justice et du droit, ait été réelle ; qu'il suffit que la personne qui a fait les offres ou promesses, remis les dons ou présents ait cru à cette influence et à sa nécessité pour la réussite de son affaire ;

En fait ; — Attendu que trois faits de trafic d'influence sont reprochés à la dame Chevet ; deux faits Gulli Saverio et un fait Fontana ;

En ce qui concerne les faits Gulli ; — Attendu que deux individus du nom de Gulli Saverio ont été frappés d'interdiction de séjour ; que pour l'un, la dame Chevet a obtenu un permis de séjour sans rien demander ni accepter de ses parents ; que pour l'autre, Gulli Settimo, son père, est venu déclarer à l'audience, qu'ayant appris que la dame Chevet avait sollicité, avec un succès, pour un de ses parents une main-levée temporaire d'interdiction de séjour, il l'avait priée de faire des démarches dans le même but pour son fils Saverio, coiffeur ; qu'elle avait accepté cette mission et

obtenu un permis de séjour pour l'interdit ; que, pour lui exprimer sa reconnaissance, il lui avait remis cent francs mais sans qu'elle lui ait rien demandé ; — Attendu qu'il soutient qu'il ne s'est pas passé autre chose entre elle et lui ; qu'elle ne lui a jamais parlé d'influence à exercer, ni de faveurs à acheter ; — Attendu que dans ces conditions la somme touchée par la dame Chevet ne paraît pas autre chose que le paiement des démarches dans l'accomplissement d'un mandat licite ; qu'on ne saurait y voir un abus ou un trafic d'influence réelle ou supposée.

En ce qui concerne le fait Fontana ; — Attendu qu'il est établipar les déclarations de la dame Fontana, mère de Fontana Vincenzo frère et de B., que la prévenue a accepté de faire des démarches pour obtenir de l'autorité publique un permis de séjour pour Fontana Bernardo, objet d'un arrêté d'expulsion ; qu'elle a obtenu ce permis et n'a consenti à le remettre à la famille que contre remise de six cents francs déposés entre les mains du témoin B. ; — Attendu qu'il est établi aussi que pour obtenir ce permis, le témoin B. qui est un honorable chef d'industrie, avait délivré un certificat attestant qu'il prendrait à son service Fontana Bernardo s'il bénéficiait d'une main-levée de l'arrêté d'expulsion ; — Attendu que ce témoin ajoute que sur l'objection qu'il fit à la dame Chevet que la somme de six cents francs qu'elle exigeait pour paiement de ses services dans cette affaire, était exagérée, elle lui répondit qu'elle avait des complaisances à payer ; — Attendu que les consorts Fontana mère et Fontana Vincenzo affirment que la prévenue leur a déclaré qu'elle n'avait sur les six cents francs que cent francs pour elle ; que le reste était pour les influences qu'elle était obligée de solliciter à la Résidence (Gouvernement français) à la Kasbah (Gouvernement tunisien) à la Direction de la sûreté ; — Attendu qu'il apparait ainsi que dans ce cas la prévenue s'est bien fait remettre des fonds pour faire des démarches en vue d'obtenir une faveur du Gouvernement tunisien et de la Direction de la sûreté, et en alléguant

qu'elle avait à payer des complaisances ou à acheter la concession de cette faveur ; qu'il importe peu que cette influence qu'elle s'imputait et ces complaisances et cette vénalité quelle prétendait avoir à payer, fussent réelles ou supposées; qu'il suffit qu'elle s'en soit targuée et que la remise de fonds ait été déterminée, au moins pour partie par cette allégation ; — Attendu que ce fait tombe ainsi sous l'application de l'article 177 §§ 4 et 5 ; — Attendu qu'il convient toutefois de la faire bénéficier de l'article 463 du code pénal en raison de ce qu'elle n'a encouru jusqu'à un âge déjà avancé, aucune condamnation et aussi de ce que la sûreté, avait été prévenue de ses agissements depuis mars 1914 d'après le témoin B. et a attendu jusqu'en avril 1915 pour procéder à une enquête officielle et saisir le Parquet ; — Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par les articles 177 § 4 et 5 du code pénal ; — Mais attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes en faveur de la prévenue et qu'il y a lieu de la faire bénéficier des dispositions de l'article 463 du code pénal ; — Vu le dit article, ensemble les articles 52 du code pénal, 194 du code d'instruction criminelle, 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867 ; — Déclare la prévenue coupable du délit ci-dessus spécifié ; — Admet en sa faveur le bénéfice des circonstances atténuantes ; — Et par application des dispositions des articles précités la condamne à la peine de cent francs d'amende.

(Min. publ. M. Massé subst. ; — Me N. Bodoy, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 17 juin 1915. — Présidence
de M. BONNEFOND, *président*

I. — Succession. Héritier. Droit français. Loi musulmane. Loi maltaise. Indignité. Déchéance.

II. — Jugements. Art. 153 c. pr. civ. Partie défaillante. Demande de défaut profit-joint. Défaut d'intérêt au procès. Rejet.

III. — Nationalité. Indigène musulman. Tunisie. Sujet tunisien. Preuve contraire. Décret du 19 juin 1914. Fils de tunisien nés à l'étranger et y habitant. Nationalité tunisienne. Effet rétroactif.

I. — *L'indignité de succéder prévue par l'article 727 § 1 du code civil français est également édictée tant par le droit musulman que par la loi maltaise.*

II. — *L'article 153 du code de procédure civile ayant été édicté pour éviter les contrariétés de jugements, il n'y a pas lieu à un jugement de défaut profit-joint lorsque la présence de la partie défaillante est sans utilité pour le procès.*

III. — *L'indigène musulman est, aux termes d'une jurisprudence unanime, considéré comme sujet tunisien non protégé, jusqu'à preuve contraire dûment rapportée.*

D'après le décret beylical du 19 juin 1914, est tunisien tout individu né en Tunisie ou à l'étranger d'un père tunisien, antérieurement ou postérieurement à la promulgation du décret et résidant en Tunisie ou à l'étranger.

HASSEN BEN RAMDAN C/ HÉRITIERS ROMDAN BEN ROMDAN

Le Ministère public, en la personne de M. Vaissié procureur de la République, a conclu oralement en ces termes sur la question de nationalité.

Romdan ben Romdan, avant sa mort, par sa fortune et par ses relations, occupait une situation considérable en Tunisie. Il était banquier à Mahdia et n'a jamais

quitté cette ville que pour accomplir de courts voyages à Tunis, en France ou à l'étranger. Son père également a toujours habité Mahdia. C'est là que Romdan a été élevé et qu'il a grandi ; c'est là qu'il s'est marié et qu'il s'est établi ; tous les vieillards indigènes de Mahdia se souviennent de l'avoir vu enfant et il ne faudrait pas chercher longtemps pour en trouver parmi eux qui ont assisté aux fêtes et aux réjouissances organisées à la suite de sa naissance et de sa circoncision. C'est dire qu'à Mahdia, parmi ses compatriotes, ses amis et ses familiers, Romdan ben Romdan avait une possession d'état absolument établie de sujet tunisien.

Lui-même, pendant les 48 premières années de sa vie, s'est toujours considéré comme tel. Il s'est marié 2 fois sous le régime de la loi musulmane ; il a soutenu tous ses procès devant la juridiction indigène ; ses titres de propriété indiquent tous qu'il est né à Mahdia en 1864 ; sans protestation de sa part, il a toujours été assujetti à la medjba, impôt de capitation dû exclusivement par des indigènes tunisiens ; c'est en qualité de sujet tunisien qu'il faisait partie du Conseil municipal de Mahdia et c'est également comme sujet tunisien qu'il a été décoré du Nichan Iftikar, par le bey, son souverain, qui, dans le brevet de décoration, l'appelle « mon cher fils ». En un mot, Romdane s'est comporté jusqu'en 1912 comme musulman tunisien, dans les rapports qu'il a eus, soit avec l'Administration, soit avec les juridictions françaises et indigène, soit avec les simples particuliers, pour tous les actes de sa vie civile et commerciale.

Tout à coup, à la stupéfaction générale, Romdane ben Romdan fit connaître, en 1912, qu'il répudiait la qualité de sujet tunisien et revendiquait hautement celle d'anglais.

Or, en cette matière, il y a un principe consacré par de nombreuses décisions de justice et qui domine la jurisprudence établie. Ce principe est le suivant : Tout musulman domicilié en Tunisie est présumé tunisien, et cette présomption ne peut tomber que devant la preuve contraire.

Il suffit enfin de se reporter aux jugements et aux arrêts intervenus dans des espèces identiques pour se rendre compte que les tribunaux de Tunisie et la Cour d'Alger se sont montrés jusqu'à ce jour très difficiles en ce qui concerne l'administration de cette preuve.

Journal de droit international privé — 1902 — p. 621.
Revue Algérienne — 1904 — p. 215.
id. — 1914 — p. 285.

Les prétentions de Hassen ben Romdan ne sauraient donc être admises qu'en présence de pièces authentiques et tout à fait probantes. Examinons celles sur lesquelles il s'appuie.

Oh ! ce sont des documents qui áu premier abord offrent une apparence qui est de nature à vous éblouir. La plupart sont imprimés ou lithographiés, sur de très beau papier, avec des encres de plusieurs couleurs ; tous sont enrichis de vignettes et de timbres variés qui feraient la joie d'un philatéliste. Mais un vieux proverbe nous apprend que tout ce qui reluit n'est pas or. Bien qu'on ait négligé de faire traduire ces documents, il est facile de constater qu'il s'agit de simples passeports ou de certificats d'enregistrement délivrés au vu de ces passeports par les Consuls d'Angleterre à Sousse ou à Tunis. Personne ne songe à suspecter la bonne foi des fonctionnaires anglais qui ont délivré ces pièces. Mais cette bonne foi a pu être surprise. Nous avons d'autant plus le droit de le supposer qu'aucune de ces pièces ne spécifie les raisons qui sont de nature à établir la nationalité anglaise revendiquée par Romdan. Il semble qu'on s'est basé uniquement sur ce fait : à savoir que Romdan ben Romdan serait né sur le sol britannique. Où ? Dans quelles circonstances ? A quelle date ? Tous ces points demeurent indéterminés.

On s'explique dans ces conditions que le tribunal de Sousse, qui a déjà eu à se prononcer sur la nationalité de Romdan ben Romdan, ait décidé, par jugement du 26 juin 1913, que les preuves rapportées par lui sont insuffisantes

et qn'on ne saurait s'y arréter. Le tribunal a montré ainsi beaucoup de prudence et de sagesse. L'avenir, en dévoilant tous les côtés mystérieux de cette affaire, devait lui donner amplement raison. Nous connaissons aujourd'hui en effet les manœuvres qui sont employées à Malte pour procurer aux tunisiens solvables ou qui peuvent payer comptant un état civil frauduleux.

L'affaire dite « des faux maltais » a révélé ces machinations auxquelles Me Fitoussi a fait allusion, il y a un mois, dans sa plaidoirie. J'ai eu la curiosité de me faire communiquer le dossier de cette procédure et j'y ai puisé les renseignements qui sont de nature à nous éclairer. Voici comment on procède :

Un israélite appelé Nessim Haïoun, domicilié dans l'ile de Malte, se disant rabbin, mais en réalité simple boucher de la synagogue, est le personnage jouant le rôle le plus actif dans les opérations.

Haïoun recrutait à Tunis les musulmans et les israélites qui désiraient échapper aux obligations qui frappent les sujets tunisiens. Ceux-ci l'accompagnaient à Malte. Là, Haïoun et deux témoins choisis par lui se rendaient chez un notaire. « Je certifie, disait Haïoun à l'officier ministériel, je certifie qu'un tel est né à Malte à telle date. Sa naissance est inscrite sur un vieux régistre d'état civil égaré par le rabbin décédé et que j'ai retrouvé récemment. » Bien entendu, le registre en question n'a jamais été produit. Le notaire cependant ne faisait aucune difficulté pour dresser un acte qui était signé par Haïoun, par les deux témoins et par l'intéressé. Ce dernier, son acte à la main, courait au tribunal et, devant le Juge, prêtait serment de fidélité. Après quoi, le Gouverneur de Malte lui délivrait un passeport. Avec ce passeport il obtenait du Consul d'Angleterre à Tunis un certificat de nationalité. Et le tour ainsi était joué.

Il ne semble pas que Romdan soit entré en relation avec Haïoun. Mais Haïoun avait des concurrents et des imitateurs. Il s'est adressé à deux d'entre eux, Debono et Pace,

dont vous trouverez au dossier des lettres retrouvées dans les papiers de Romdan et qui sont tout à fait suggestives. Avec leur assistance, il découvrit deux témoins, nommés Xicluna et Chetcuti, qui consentirent à l'accompagner chez un notaire. Ce notaire appelé Gauci établit le 4 octobre 1912 un acte qui est au dossier et par lequel Xicluna et Chetcuti certifiaient sous la foi du serment « avoir connu pendant son séjour à Malte, il y a environ 48 ans, Mohamed ben Romdan, et avoir appris à cette époque que sa femme, demeurant à Humrun près La Valette, a donné naissance à un enfant » Debono certifie de son côté que Mohamed ben Romdan n'a jamais eu d'autre enfant que son fils Romdan.

Cet acte ne semble pas avoir jamais été produit par Romdan ben Romdan devant les juridictions française et tunisienne qui ont eu à connaître de sa nationalité. C'est sur lui pourtant que s'est basé le gouverneur de Malte pour délivrer le passeport du 8 octobre 1912. Ce passeport à son tour a permis l'établissement des certificats de nationalité. Ainsi tout s'enchaîne. Les pièces se suivent, mais toutes ont la même origine. Et voilà comment Romdan ben Romdan serait devenu anglais, par la grâce de Debono, Chetcuti et consorts !

De telles pratiques étaient évidemment de nature à émouvoir le Gouvernement tunisien. Pour y couper court et tuer le mal dans sa racine, il a profité des événements de Tripolitaine pour prendre un décret qui a été promulgué le 19 juin 1914. Ce décret est conçu en termes nets et précis. Le voici : *« Est tunisien tout individu né en Tunisie ou à l'étranger d'un père tunisien antérieurement ou postérieurement à la promulgation du décret et résidant en Tunisie ou à l'Etranger. »*

Or personne ne conteste que le père de Romdan ben Romdan était tunisien ; qu'il est né à Mahdia et qu'il appartenait à une vieille famille tunisienne dont les membres à plusieurs reprises se sont particulièrement distinguées par leur courage et par leur dévouement.

Mes conclusions, pour les motifs que je viens d'exposer, seront donc formelles et péremptoires : « Romdan ben Romdan n'a jamais acquis la nationalité anglaise dont son fils Hassen se prévaut et sa succession doit être liquidée par la juridiction tunisienne compétente.

....

....

Le Tribunal ; — Sur la question préjudicielle ; — Attendu que parmi les héritiers appelés directement par le demandeur Hassen, figure le nommé M'Hammed ben Romdan, détenu à l'Ile de Ré, également fils du *de cujus* ; — Attendu que ce dernier n'ayant pas constitué défenseur, Me Kraft au nom du demandeur, a, dès l'appel de la cause, le 25 mars 1915, sollicité du tribunal un jugement de défaut profit-joint, conformément à l'article 153 du code de procédure civile ; — Attendu que tous les défendeurs comparant protestent contre l'opportunité de cette procédure comme étant dans l'espèce uniquement dilatoire ; — Attendu en effet, que le dit M'Hammed, défaillant, a été condamné contradictoirement par arrêt de la cour d'Assises de la Seine en date du 15 mai 1914, à la peine de 20 années de travaux forcés, pour avoir donné volontairement la mort à son père, Romdan ben Mohamed Romdan, de *cujus*, c'est-à-dire pour crime de parricide ; que cette condamnation a emporté de plein droit la déchéance de sa qualité d'héritier ; que cette indignité de succéder, prévue par l'article 727, n° 1, du code civil français est également édictée tant par le droit musulman que par la loi maltaise; qu'elle doit donc être reconnue dans l'espèce et en toute hypothèse, soit que le tribunal déclare, comme l'a prétendu le demandeur, que le *de cujus* était anglo-maltais, soit que le tribunal reconnaisse à lui et à ses héritiers légitimes la nationalité tunisienne ; — Attendu, en effet, que l'article 2.249 du code musulman est ainsi conçu: «Le meurtrier du *de cujus* est exclu pour cause d'indignité lorsque le meurtre a été commis volontairement

ou avec préméditation et nonobstant toute excuse admise ;» que, d'autre part, l'ordonnance maltaise de 1873 s'exprime en termes plus rigoureux encore : Art. 321 : « Les seules causes pour lesquelles un descendant peut être déshérité sont..... § 4 : s'il a frappé le testateur ou s'il s'est rendu coupable de sévices envers lui. Art. 495. Les causes d'incapacité ou d'indignité de succéder *ab intestat* sont les mêmes que celles prévues par la présente ordonnance pour recevoir par testaments»; — Or, attendu en droit, qu'il est de doctrine et de jurisprudence que l'article 153 ayant été édicté pour éviter les contrariétés de jugements, il n'y a pas lieu à un jugement de défaut profit-joint lorsque la présence de la partie défaillante est sans utilité pour le procès. *(Cass. Req. 13 novembre 1895 — D. P. 96, I, 3)* ; qu'il échet dès lors de passer outre aux débats ;

En ce qui concerne la question de nationalité ; — Attendu que défendeurs et intervenants concluent formellement à l'incompétence de la juridiction française, en soutenant que le *de cujus* était, comme toute sa famille, de nationalité tunisienne ; que le demandeur a soutenu, au contraire, dans ses premières conclusions, que son père, Romdan ben Mohamed Romdan était anglo-maltais ; que dès lors les partage et licitation de sa succession devaient être régis en vertu de son statut personnel, suivant la loi britannique ;

Attendu qu'il est incontesté que Romdan ben Romdan, indigène musulman, était banquier à Mahdia ; que suivant une jurisprudence unanime il doit dès lors être considéré comme sujet tunisien non protégé, jusqu'à preuve contraire dûment rapportée ; — Attendu que cette preuve résulterait de 12 pièces énumérées dans les conclusions du demandeur ; que le N° 8 est un acte de notoriété en date du 6 octobre 1914 (traduction Abribat N° 1829) dressé par les notaires de Mahdia et selon les lois du pays à la suite du décès de Romdan ben Romdan, sans qu'il y soit fait illusion à une nationalité étrangère ; que les autres documents sont ou de simples passeports, ou des certificats d'enregistrement dé-

livrés au vu des dits passeports par les consuls d'Angleterre à Sousse et à Tunis ; que le plus notable est un certificat délivré le 17 décembre 1912, par M. le Secrétaire du Gouvernement anglo-maltais à Malte, où il est dit que Romdan ben Mohamed ben Romdan est sujet britannique par naissance (britisch born subject) traduction du dit enregistrée à Sousse, le 7 juin 1913 F° 46, case 300). Mais qu'aucune des pièces produites n'apporte la preuve que le dit serait né sur le sol britannique ; qu'on ignore le lieu, la date, les circonstances ; que les pièces postérieures du 17 octobre 1913, date du décès du *de cujus*, n'ont été délivrées à Hassen, le demandeur, que sur le vu d'autres pièces se réferant à la nationalité de son père ; — Attendu, d'autre part, que tous les éléments de la cause détruisent toutes les présomptions qui pourraient ressortir de ces documents ; qu'en effet, Romdan ben Romdan, avant sa mort, par sa fortune et ses relations occupait une situation considérable en Tunisie. Il était banquier à Mahdia et n'a jamais quitté cette ville que pour accomplir de courts voyages à Tunis, en France ou à l'étranger. Son père également a toujours habité Mahdia ; c'est là que le *de cujus* a été élevé et a grandi. C'est là qu'il s'est marié deux fois sous le régime de la loi musulmane ; ni sa naissance, ni ses deux mariages, ni les naissances de ses nombreux enfants n'ont été inscrites au Consulat d'Angleterre. Il avait une possession d'état absolument établie de sujet tunisien. Lui-même pendant les premières 48 années de sa vie s'est toujours considéré comme tel ; jusqu'à la fin de 1912 il a soutenu ses procès avec des tunisiens devant la juridiction beylicale. En août 1912, assigné devant la Driba, par un sieur Sion El Haïk, il a tout d'abord accepté le débat en concluant au fond. C'est seulement le 18 mars 1913, se ravisant, Romdan ben Romdan a excipé de sa qualité d'européen et produit le certificat du 17 décembre 1912, ainsi que le tout résulte des qualités d'un jugement de la Driba (traduction David N° 2132) ; ses titres de propriétés immatriculés le désignent tous comme sujet tunisien de-

meurant et né à Mahdia en 1864. Il a toujours, sans protestation de sa part été assujetti à la medjba, impôt de capitation dû exclusivement par les indigènes tunisiens. C'est en qualité de sujet tunisien qu'il faisait partie du conseil municipal de Mahdia ; qu'il a été décoré du Nicham Iftikhar par S. A. le Bey, son souverain, qui, dans le brevet de décoration, l'appelle « mon cher fils ». C'est ainsi qu'un jugement contradictoire du tribunal de Sousse, en date du 26 juin 1913 s'est déclaré incompétent pour connaître d'une action intentée contre un tunisien par Romdan ben Romdan, ce dernier étant reconnu lui-même sujet tunisien. C'est ainsi que le jugement de la Driba, sus désigné, qui avait accueilli l'exception d'incompétence a été sur appel infirmé par l'Ouzara le 15 octobre 1913, le défendeur étant reconnu sujet tunisien (jugement traduction Luciani N° 3475) ;

Attendu, d'autre part, que le décret beylical du 19 juin 1914, dispose : « Est tunisien .... 2° tout individu né en Tunisie ou à l'étranger d'un père tunisien ..... antérieurément ou postérieurement à la promulgation du présent décret et résidant en Tunisie ou à l'étranger » ; -- Attendu, au surplus, que tout concourt à démontrer que la bonne foi des fonctionnaires anglais qui ont délivré les pièces invoquées a été surprise au moyen d'un acte originaire de notoriété délivré sur l'attestation vague de témoins complaisants ; qu'il est reconnu anjourd'hui qu'il a existé à Malte des officines où on délivrait des actes de notoriété aux tunisiens désireux de se procurer un état civil frauduleux ; qu'enfin, par acte d'avoué à avoué, en date du 29 avril 1915, le demandeur Hassen et son avoué Me Kraft ont déclaré se désister de leur demande ; que, de plus, à l'audience du 10 juin 1915, Hassen en personne, assisté de son avoué et de son tuteur à l'interdiction Mohamed ben Mohamed ben Chaabane Sfar el Mehdeoui (nommé à ces fonctions le 13 février 1913) a déclaré avoir invoqué de bonne foi des pièces trouvées dans les papiers de la succession de son père, mais, mieux éclairé, s'en rapporter maintenant à justice ; que, de

même son tuteur en personne a fait et signé une déclaration consignée au plumitif d'audience par laquelle il approuvait entièrement les déclarations sus dites.

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; le Ministère Public entendu en ses conclusions ; — Reçoit comme régulières les interventions ; — Dit qu'il n'y a pas lieu à jugement de défaut profit-joint en raison de l'absence du défendeur M'Hammed, détenu à l'Ile de Ré et condamné pour crime de parricide, c'est-à-dire sur la personne du *de cujus*, son père ; et passant outre, dit que feu Romdan ben Romdan était musulman tunisien ; que sa succession est régie par les règles de la loi musulmane ; par suite, se déclare incompétent, renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne le demandeur aux dépens.

(Min. pub. M. Vaissié proc. — Mes Kraft et Fitoussi av.).

TRIBUNAL DE Ire INSTANCE DE SOUSSE

Audience du 9 juillet 1914. — Présidence de M. Bonnefond, *président.*

Appel. Effet suspensif. Art. 457 c. pr. civ. Confirmation du jugement. Conséquences au point de vue de l'exécution.

L'appel, en tant qu'il est suspensif, a seulement pour effet d'arrêter la force exécutoire du jugement attaqué, tant que les juges du deuxième degré n'ont pas statué. Jusque là, il s'oppose à l'exécution forcée ; mais il ne saurait porter atteinte aux droits résultant pour l'intimé des condamnations prononcées par ce jugement quand il est pleinement confirmé. Le jugement doit alors être exécuté suivant sa teneur.

Cette interprétation de l'effet suspensif de l'article 457 du code de procédure civile est consacrée par une jurisprudence constante de la cour de cassation : s'il intervient, sur appel,

un arrêt confirmatif sans modification, l'appelant est reconnu débiteur du jour fixé par la sentence confirmée et non pas seulement à partir du jour de sa confirmation.

S. Ganem fils c/ Joseph Naïm

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 5 septembre 1912 (enreg. à Sousse le 6 septembre 1912, F. 35. C. 5) Ganem Fils a fait opposition au commandement à lui signifié le même jour (enreg. à Sousse le 6 septembre 1912, F. 35. C. 9) par Naïm, d'avoir à payer la somme principale de 5.800 francs, outre les frais. en vertu d'un jugement du tribunal de Sousse du 28 octobre 1910, confirmé par arrêt de la cour d'Alger du 15 novembre 1910 ;

Attendu qu'au début, Ganem s'était engagé à livrer à Naïm 20.000 kilos d'huile au cours de 91 francs, dans le courant de décembre 1909, mais que, sous différents prétextes, il éluda l'exécution ; — Attendu que le jugement contradictoire du 28 octobre 1910 releva à sa charge un refus systématique ayant pour cause une hausse progressive sur le cours des huiles ; que le dispositif du jugement est ainsi conçu : « Comdamne le défendeur Ganem fils à livrer au demandeur Naïm la quantité de 20.000 kilos d'huile première pression, fabrication européenne, d'olives fraiches et saines, *et ce dans les 24 heures de la signification du présent jugement*, contre paiement du prix convenu à 91 francs, outre un franc par commission les 100 kilos ou — à défaut — à payer à Naïm la somme de 5.800 francs, à titre de dommages-intérêts » ;

Attendu que ce jugement fut signifié à Ganem fils par exploit de Dégut huissier du 28 novembre 1910, avec commandement dans les termes du jugement ; — Attendu que, sur l'appel interjeté par Ganem le 25 novembre 1910, la cour a, par arrêt contradictoire du 15 novembre 1911, disposé en ces termes : « Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans cause appelé ; — Confirme en

conséquence le jugement déféré, pour être exécuté suivant sa forme et teneur » ; qu'on relève dans les considérants les passages suivants : « Attendu que ces faits et circonstances démontrent surabondamment la mauvaise foi de Ganem fils et justifient la demande de Naïm; qu'à juste titre les premiers juges l'ont accueillie, et qu'il échet en conséquence de confirmer leur décision, au besoin par les motifs qu'ils en ont donnés ; — Attendu en outre que le montant des dommages-intérêts alloués n'est pas exagéré, si l'on tient compte de l'importance du marché, de la hausse progressive du prix des huiles à l'époque où le marché aurait dû être exécuté et que du reste Ganem ne conteste pas et encore du trouble que les agissements de celui-ci ont apporté dans les affaires de Naïm » ; — Attendu que cet arrêt fut signifié à Ganem par exploit du 3 juin 1912 ; que le même jour Ganem télégraphiait de Sousse à Naïm à Marseille qu'il tenait à sa disposition *aujourd'hui* 20.000 kilos d'huile, objet des jugement et arrêt, avec sommation de prendre livraison *immédiate* contre paiement du prix ; que par exploit du 4 juin il faisait faire la même sommation à Mario Pase représentant de Naïm à Sousse, ainsi qu'à ce dernier au domicile élu dans l'étude de Me Daninos ; qu'il faisait, le même jour, dresser un constat par Dégut huissier auquel il montra dans une zendala appartenant à un nommé Elie Habib, une certaine quantité d'huile renfermée dans trois piles que Elie Habib a déclaré être de 20.000 kilos et avoir vendue le deux même mois à trois prix différents au sieur Elie Ganem père ; que ce dernier, survenant, déclara à l'huissier avoir acheté ces 20.000 kilos d'huile pour le compte de son fils Saïdou; — Attendu que le même jour 4 juin, Naïm protestait contre les deux sommations, en déclarant exiger le paiement des différences à lui attribuées par le jugement confirmé; qu'il faisait en effet signifier ultérieurement le commandement frappé d'opposition ;

Attendu que Ganem soutient que le jugement n'ayant pas prononcé l'exécution provisoire, et Naïm n'ayant pas

usé du bénéfice de l'article 439 *in fine* du code de procédure civile, l'appel était suspensif en vertu de l'article 457 du code de procédure civile ; que dès lors son retard ou sa résistance à l'autorité du jugement frappé d'appel ne reprend réellement qu'à partir de la signification de l'arrêt confirmatif ; qu'ayant d'autre part fait offre de l'huile dans les 24 heures de la signification de l'arrêt, il n'est nullement tenu de payer les dommages intérêts alloués par le jugement confirmé ; — que dès lors le commandement serait nul, et Naïm devrait être condamné lui-même à des dommages intérêts qu'il fixe à la somme de mille francs ; — Mais attendu que l'appel, en tant qu'il est suspensif, a seulement pour effet d'arrêter la force exécutoire du jugement attaqué, tant que les juges du 2me degré n'ont pas statué ; que jusque là il s'oppose à l'exécution forcée ; mais qu'il ne saurait porter atteinte aux droits résultant pour l'intimé des condamnations prononcées par ce jugement quand il vient à être pleinement confirmé ; que le jugement doit donc être exécuté suivant sa teneur ; qu'il a comdamné Ganem fils à payer à Naïm 5.800 francs de dommages intérêts, faute par lui d'exécuter au plus tard dans les 24 heures de la signification du jugement son marché d'huile livrable en principe en décembre 1909 ; que la décision des premiers juges ayant été entièrement confirmée sans aucune modification, on ne saurait prétendre que Ganem avait encore pour exécuter son marché, un délai jusqu'au 4 juin 1912 au lieu du 29 novembre 1910 ;

Attendu que cette interprétation de l'effet suspensif de l'article 457 du code de procédure civile est consacrée par une jurisprudence constate de la cour de Cassation ; que cela a été jugé au sujet de condamnations, soit à remettre des titres dans les trois jours de la signification du jugement, soit à exécuter certains travaux dans la quinzaine de la signification du jugement, sous peine d'une astreinte par chaque jour de retard ; que dans ces diverses espèces, étant intervenu ultérieurement un arrêt confirmatif sans modification,

l'appelant a été reconnu débiteur des dommages intérêts calculés à partir du jour fixé par la sentence confirmée, et non pas seulement à partir du jour de sa confirmation ; *(Voir Cass. 24 janv. 1865 D. P. 65-1-226. Cass. 26 janv. 70, D. P. 70-1-88. Cass. 15 novembre 1881 et 14 décembre 1881 D. P. 82 et 84-1-135.* Dalloz. *Nouveau c. pr. civ. annoté, articles 454 n° 133 et suivants).*

Attendu d'ailleurs qu'en l'espèce on ne saurait comprendre que le défendeur intimé, reconnu en faute, puisse par des artifices de procédure reculer indéfinément et impunément l'exécution d'un marché portant sur des denrées que l'acheteur a le droit de recevoir à certaines époques convenues et calculées suivant ses besoins et ses propres engagements, sauf à les offrir, ou feindre de les offrir, longtemps après, alors que le cours peut avoir varié au détriment de l'acheteur par rapport à l'époque convenue par le contrat, ou alors que l'acheteur n'en a plus besoin et pourrait en être embarrassé :

Que tant des considérants du jugement, que de son dispositif, confirmés, les uns et les autres par l'arrêt, il résulte très clairement que si Ganem avait encore la faculté de livrer tardivement la marchandise, au dernier délai fixé au lendemain de la signification du jugement, il était tenu, à défaut de livraison à cette date extrême, de payer 5.800 francs de dommages-intérêts ; qu'il les doit donc depuis l'expiration du délai de 24 heures après le 28 octobre 1910, bien que l'instance d'appel n'ait donné à cette condamnation force exécutoire qu'à partir de l'arrêt du 15 novembre 1911.

Par ces motifs ; — Déboute Ganem fils de son opposition au commandement du 5 septembre 1912 ; — Le condamne en tous les dépens.

(Min. publ. M. Vaissié, Proc. — Me Daninos, av.).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B. Borrel.

27me Année, Nos 23-24 — 15-31 décembre 1915

JOURNAL DES TRIBUNAUX

DE LA TUNISIE

SOMMAIRE

Législation : Décret relatif à l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier.

Jurisprudence : *Tribunal de 1re Instance de Tunis :* 1° Procédure à suivre pour le mandat « ad litem » du sequestre des biens appartenant à un sujet d'une puissance ennemie. — 2e Validité de la clause de résiliation d'un marché au cas de guerre prévue dans le contrat. — *Tribunal de 1re Instance de Sousse :* Droit tunisien applicable, en matière de servitude, au fonds servant non-immatriculé, le fonds dominant l'étant.

LÉGISLATION

Décret beylical du 23 novembre 1915 (15 moharren 1334), *relatif à l'exploitation, la conservation et la police du domaine forestier.*

TITRE PREMIER

Aliénation des produits

ARTICLE PREMIER. — Aucune aliénation des produits directs ou indirects ne pourra être effectuée dans les forêts de l'Etat que par voie d'adjudication publique annoncée, au moins quinze jours à l'avance par des affiches apposées à Tunis, dans le lieu de la vente, et au siège du Contrôle civil ou du Cercle militaire de la situation des bois.

ART. 2. — Des cessions de gré à gré pourront toutefois être autorisées :

S'il s'agit de produits dont la valeur n'excède pas 2.000 fr. ;

S'il y a lieu de pourvoir d'urgence à des besoins accidentels ou imprévus ou à l'exécution de travaux pour le compte de l'Etat ;

Si les produits n'ont pu ou ne peuvent être vendus par voie d'adjudication publique.

Ces cessions sont autorisées par le Directeur des Forêts si la valeur des produits n'excède pas 1.500 francs ; par le Directeur général de l'Agriculture si elle est supérieure à 1.500 francs et n'excède pas 20.000 francs ; par le Conseil des Ministres et Chefs de Service, si elle est supérieure à 20.000 francs, conformément aux dispositions du décret du 27 mai 1912.

ART. 3. — Sera déclarée nulle toute vente qui, en dehors des cas visés par l'article 2, n'aura pas été faite par l'adjudication publique, n'aura pas été précédée de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er ou aura été effectuée dans d'autres lieux ou un autre jour que ceux fixés par l'affiche.

ART. 4. — Ne pourront prendre part aux ventes ni par eux-mêmes ni par personnes interposées, directement ou indirectement, soit comme parties principales, soit comme associés ou cautions :

1° Tous agents et préposés forestiers en fonctions dans le Protectorat.

2° Les fonctionnaires chargés de présider les ventes ou d'y recourir, les receveurs des produits des coupes dans l'étendue du territoire où ils exercent leurs fonctions ;

3° Les parents et alliés en ligne directe, les frères et beaux-frères, oncles et neveux des agents et préposés des forêts dans toute l'étendue du territoire pour lequel ces agents et préposés sont commissionnés.

La nullité de la vente sera prononcée par le tribunal. Les contrevenants seront punis d'une amende qui ne pourra être moindre du dixième du prix de vente ni excéder la moitié. Ils seront en outre passibles des peines d'emprisonnement prévues par l'article 175 du code pénal ou 97 du code tunisien.

ART. 5. — Toute association ou manœuvre secrète entre marchands de bois, liège, tanin ou autres produits forestiers tendant à nuire aux enchères ou à avilir les prix, donnera lieu, suivant le cas, à l'application des peines de l'article 412 du code pénal français ou 305 du code tunisien, indépendamment de tous dommages-intérêts.

Si l'adjudication a été faite au profit de l'association ou des auteurs des dites manœuvres, elle sera déclarée nulle.

Sont d'ordre public les nullités prévues par le présent article et les articles 3 et 4.

ART. 6. — Faute par l'adjudicataire de fournir le cautionnement ou la caution dans les conditions et le délai fixés par le cahier des charges, il sera déclaré déchu par l'arrêté du Directeur général de l'Agriculture et il sera procédé à une nouvelle adjudication dans les formes prévues par l'article 1er.

L'adjudicataire déchu sera tenu, par toutes voies de droit, de la différence entre son prix d'adjudication et celui de la revente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il s'en produit.

TITRE II

Des exploitations et récolements

ART. 7. -- Les adjudicataires ou bénéficiaires de marchés de gré à gré ne pourront commencer l'exploitation ou l'enlèvement des produits à eux vendus, avant d'en avoir obtenu l'autorisation écrite du service des Forêts, sous peine d'être poursuivis comme délinquants.

Art. 8. — Après l'adjudication ou la cession de gré à gré, aucun changement ne pourra être apporté à l'assiette des coupes.

Aucun arbre, aucune portion de bois, aucun produit forestier ne pourra être ajouté à ceux qui font l'objet du marché, à peine, contre l'adjudicataire ou le bénéficiaire de la cession de gré à gré, d'une amende égale au double des produits non compris dans le marché, sans préjudice de la restitution des produits ou de leur valeur.

Les agents ou préposés qui auront autorisé ou sciemment toléré les additions aux marchés, seront passibles de la même amende, sans préjudice des poursuites en concussion qui pourront être exercées à leur encontre.

Art. 9. — Les adjudicataires et cessionnaires de gré à gré sont tenus de respecter tous les arbres réservés dans leurs ventes, sous peine d'une amende de 2 à 200 francs par pied d'arbre et qui ne pourra descendre au-dessous du double de la valeur de l'arbre calculée d'après le prix de vente de la coupe sans préjudice des dommages-intérêts et de la restitution.

Les reserves abattues qui pourront être représentées seront saisies et leur restitution sera opérée en nature.

Art. 10. — Les procès-verbaux d'adjudication, les cahiers des charges générales et spéciales, les arrêtés de cession de gré à gré fixeront toutes les clauses imposées aux adjudicataires et cessionnaires pour le mode d'abatage des arbres, l'exploitation des lièges et écorces à tan, les délais d'exploitation, de vidange et de nettoiement, l'installation des chantiers, abris, dépôts et charbonnières, et généralement ou conditions réglementant le travail dans les coupes.

Toute infraction à ces clauses et conditions sera punie d'une amende de 50 à 500 francs sans préjudice des dommages-intérêts qui ne pourront descendre au-dessous de l'amende simple.

L'Administration pourra effectuer sur les produits des coupes sur pied, ou déposés en forêt, les saisies conservatoires qu'elle jugera nécessaires pour la garantie du paiement de l'amende et des dommages-intérêts.

ART. 11. — Dans le cas d'inexécution de l'exploitation ou de la vidange dans les délais fixés par le marché ou régulièremant prorogés, le tribunal prononcera la confiscation des produits saisis, lesquels resteront la propriété de l'Etat.

ART. 12. — Si les adjudicataires ou cessionnaires de gré à gré refusent ou négligent d'effectuer dans les conditions et les délais fixés par leurs marchés les travaux ou fournitures de chauffage qui leur sont imposés, ces travaux ou fournitures seront effectués en régie, à leurs frais à la diligence du service des Forêts, et sur l'autorisation du Directeur général de l'Agriculture qui arrêtera le mémoire des frais engagés et le rendra exécutoire contre l'adjudicataire pour le paiement.

ART. 13. — Les adjudicataires ou cessionnaires de gré à gré, du jour de la date du permis d'exploiter jusqu'à leur libération définitive, seront responsables de tous délits prévus par le présent décret, commis dans leurs ventes et dans le rayon de cent mètres autour de ces ventes.

Ils pourront être exonérés de cette responsabilité :

S'ils n'ont pas profité du délit, directement ou indirectement ;

S'ils ont signalé le délit avant sa constatation par le service des Forêts.

Ils restent responsables, dans tous les cas, des amendes. réparations civiles et frais, si les délits ont été commis par leurs bûcherons, ouvriers, voituriers, et généralement toutes personnes à leur service, employées à un titre quelconque, au travail des coupes.

Récolements

ART. 14. — Il sera procédé au récolement de chaque vente dans les trois mois qui suivront l'expiration des délais fixés pour l'exécution des travaux de vidange et de nettoiement.

Toutefois, si les travaux sont terminés avant l'expiration des délais fixés, le service forestier pourra être mis en demeure par lettre recommandée, avec accusé de reception, d'avoir à procéder au récolement.

L'adjudicataire ou bénéficiaire de marché de gré à gré sera libéré, s'il n'a pas été procédé à cette opération dans les trois mois, à dater, soit de l'expiration des délais, soit de la réception de la lettre recommandée.

ART. 15. — L'adjudicataire ou le bénéficiaire de marché de gré à gré sera prévenu du jour de l'opération, par lettre recommandée, avec accusé de réception, au moins quinze jours à l'avance.

Faute par lui d'y assister ou de s'y faire représenter, le procès-verbal de récolement sera réputé contradictoire et deviendra définitif dans le délai de trente jours à dater de sa clôture.

ART. 16. — Au cours de ce délai de trente jours, l'Administration ou l'intéressé pourront requérir l'annulation du procès-verbal par les tribunaux par défaut de forme ou fausses énonciations.

En cas d'annulation, l'Administration pourra, dans les trente jours à dater du jugement, faire dresser un nouveau procès-verbal, et, si, dans les trente jours à dater de la clôture de cet acte, l'Administration n'a pas soulevé de contestation, l'adjudicataire se trouvera libéré.

TITRE III

Droits d'usage

ART. 17. — Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture régleront le mode d'exercice par les usagers, à l'exclusion de tous autres, des divers droits d'usage constatés par les commissions dont les opérations ont été homologuées par décret.

ART. 18 — Les bois âgés de six ans et au dessous seront absolument interdits au parcours.

Le service forestier fixera annuellement d'après les conditions de défensabilité des bois, le nombre et l'espèce des animaux à admettre au parcours.

En cas d'évènements calimiteux, le parcours des troupeaux, dans les cantons défensables, sans distinction de propriétaires, ne pourra être autorisé que par décret.

TITRE IV

Police et conservation des forêts

ART. 19. — Quiconque aura brisé, dégradé, détruit, déplacé ou fait disparaître les bornes, fossés, repères, murs, signes et clôtures quelconques, servant à limiter les forêts ou cantons de forêts, sera puni d'une amende de 10 à 200 fr. et pourra l'être d'un emprisonnement de cinq jours à trois mois, sans préjudice des dommages-intérêts, qui ne pourront être inférieurs aux frais nécessités par la remise des lieux en état.

ART. 20. — Toute extraction ou enlèvement non autorisé de matériaux, broussailles, produits quelconques des forêts, autres que le bois vif, le liège et l'écorce à tan, sera puni d'une amende de deux à cinq francs par bête de somme ; de 0 fr. 50 à 1 franc par charge d'homme.

Ces dispositions sont applicables à l'enlèvement du bois mort en dehors de l'exercice du droit d'usage.

ART. 21. — Quiconque aura labouré des terrains soumis au régime forestier sera condamné, proportionnellement à la surface labourée, à une amende de 20 à 100 francs par hectare.

Quinconque aura défriché des terrains soumis au régime forestier sera condamné, proportionnellement à la surface défrichée à une amende de 50 à 300 francs par hectare.

Si le labour a suivi immédiatement le défrichement, l'amende, pour défrichement sera seule appliquée.

ART. 22. — Seront punis d'une amende de 1 à 10 francs ceux qui seront trouvés, de nuit, dans les forêts en dehors des chemins publics et porteurs d'instruments propres à couper le bois, exploiter le liège de l'écorce à tan.

ART. 23. — La coupe ou l'enlèvement d'arbres ayant à 1 mètre du sol plus de deux décimètres de tour sera puni d'une amende de 0 fr. 50 au moins, qui ne pourra être inférieure à la valeur de l'arbre.

Si les bois ont deux décimètres et au-dessous, l'amende sera : par charretée, de 3 à 10 francs par bête attelée ; de 2 à 5 francs par charge de bête de somme ; de 0 fr. 50 à 2 francs par charge d'homme.

Les mutilations graves, la coupe de branches principales, l'enlèvement des chablis ou bois de délits seront punis, comme si les arbres avaient été abattus par le pied.

ART. 24. — La coupe, l'arrachage, l'enlèvement, la destruction d'arbres plantés ou semés de main d'homme, depuis moins de dix ans, seront punis d'une amende de 0 fr. 50 à 5 francs par pied, quelle qu'en soit la grosseur. S'il s'agit, de plantes et semis naturels, les peines du paragraphes 2 de l'article 23 seront appliquées.

Art. 25. — Ceux qui, dans les forêts, auront extrait ou enlevé du liège de reproduction ou de l'écorce à tan, ou qui en seront trouvés détenteurs en fraude, seront punis d'une amende de 15 à 50 francs par quintal métrique.

L'amende, pour les quantités inférieures à un quintal ne pourra descendre au-dessous du minimum.

Art. 26. — L'extraction du liège mâle sera punie d'une amende de 0 fr. 10 à 0 fr. 50 par pied d'arbre et des peines prévues à l'article 24 si les arbres ont été blessés ou mutilés.

L'enlèvement du liège mâle gisant sera puni d'une amende de 3 à 10 francs par quintal métrique. Le paragraphe 2 de l'article 23 est applicable.

Art. 27. — En cas de récidive, les amendes prévues par les articles 20 à 26 inclus, seront toujours fixées au maximum et il sera prononcé un emprisonnement de 5 à 8 jours, pour les délits prévus par les articles 20 et 22, et de 8 jours à deux mois pour les délits prévus par les articles 21, 23, 24, 25 et 26.

Art. 28. — Les propriétaires d'animaux trouvés, de jour, en délit dans les forêts seront condamnés à une amende de : 0 fr. 10 à 0 fr. 40 pour un porc, un veau ou une bête à laine ; 0 fr. 50 à 1 franc pour un bœuf, une vache, une chèvre, un cheval, âne ou mulet ; 1 fr. 50 à 3 francs pour un chameau.

Il pourra. en outre, être prononcé contre le berger un emprisonnement de 3 à 15 jours.

En cas de récidive, ou si le délit a été commis la nuit, le maximum de l'amende sera toujours prononcé.

Art. 29. -- Il y a récidive quand dans les douze mois précédant le jour de la nouvelle infraction, il a été prononcé contre le délinquant une condamnation passée à l'état de chose jugée, et pour un délit de même nature.

La nuit est l'intervalle de temps compris entre le coucher et le lever astronomique du soleil.

Art. 30. — Quand il résultera des énonciations du procès-verbal qu'il y a eu dommage causé, ces dommages ne pourront être inférieurs à l'amende simple prononcée par le jugement.

Il y aura lieu, dans tous les cas, à la restitution des objets frauduleusement enlevés en forêt, ou de leur valeur.

Art. 31. — Les maris, pères, mères et tuteurs seront civilement responsables des infractions commises par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles demeurant avec eux.

Les maîtres et commettants seront civilement responsables des délits commis par toutes personnes à leur service, dans les fonctions auxquelles ils les auront employées.

Art. 32. — Ceux qui auront provoqué les délits par promesses, menaces, instructions, ou qui, en connaissance de cause, auront fourni les moyens de les commettre ou prêté aide et assistance dans les faits qui les ont préparés, facilités ou consommés, seront punis des mêmes peines que les auteurs principaux et tenus solidairement des amendes, réparations civiles et frais.

Art. 33. — Quand des extractions de matériaux ayant pour objet des travaux publics devront être pratiquées sur des terrains soumis au régime forestier, le service des Travaux publics désignera à celui des Forêts les lieux d'extraction.

Les agents forestiers, de concert avec les agents des Travaux publics, procéderont à la reconnaissance des lieux, détermineront les limites des terrains où l'extraction pourra être pratiquée, le nombre, l'espèce, les dimensions des arbres à abattre, et désigneront le chemin à suivre pour le transport des matériaux.

Le Directeur des Forêts fixera le montant des indemnités à payer à l'Etat, ainsi que les clauses et conditions à imposer pour l'extraction des matériaux, dans l'intérêt de la forêt.

Mises à feu. – Incinération. – Incendie

Art. 34. — Il est défendu de porter ou d'allumer du feu en dehors des habitations et bâtiments d'exploitation dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres de toutes forêts.

Du 1er mai au 15 novembre, cette interdiction est applicable même aux propriétaires des forêts et s'étend à la fabrication du charbon, à la distillation du goudron et de la résine, et généralement à toutes les industries exigeant l'emploi du feu.

Toutefois, si les conditions atmosphériques écartent les dangers d'incendie, des arrêtés du Directeur des Forêts pourront autoriser l'emploi du feu pendant le mois de mai et du 1er au 15 novembre.

Art. 35. — Des arrêtés du Directeur général des Travaux publics détermineront, pour la période du 1er mai au 15 novembre, les mesures de précautions à imposer aux compagnies, entrepreneurs et autres intéressés pour la circulation sur les sections de voies et de routes se développant à l'intérieur des Forêts ou à moins de 200 mètres de leur périmètre des chemins de fer, tramways, cylindres, véhicules et tracteurs quelconques, employant la vapeur comme force motrice.

Art. 36. – Des arrêtés du Directeur général de l'Agriculture fixeront les conditions des mises à feu et incinération des chaumes, broussailles et végétaux quelconques, motivés par des nécessités agricoles ou pastorales, et, pour la période du 1er mai au 15 novembre, les conditions de l'emploi du feu dans les bâtiments d'exploitation, abris, chantiers, ateliers, gourbis, fours à minerai, situés en forêt

ou dans la zone de 200 mètres, et dans tous terrains en nature de broussailles situés dans la zone de 500 mètres des forêts, et s'étendant jusqu'à leur périmètre, sans solution de continuité.

Art. 37. — Toute infraction aux dispositions de l'article 34 ou des arrêtés pris en exécution des articles 35 et 36 sera punie d'une amende de 10 à 200 francs. Un emprisonnement de 5 jours à 3 mois pourra, en outre, être prononcé.

Si par le fait de l'infraction, l'incendie s'est communiqué aux forêts, son auteur sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans, sans préjudice de tous dommages intérêts.

Art. 38. — Si, par le fait de mises à feu régulièrement autorisées et pratiquées, l'incendie se communique aux propriétés voisines, le promoteur de la mise à feu restera responsable de tous dommages-intérêts.

Art. 39. — Quiconque aura volontairement mis le feu ou tenté de mettre le feu, directement ou par communication, aux forêts, sera puni des travaux forcés à temps.

Art. 40. — En dehors des installations régulièrement existantes à la date du présent décret, aucune tente ou construction quelconque, bâtie ou recouverte avec des matériaux, inflammables, ne pourra être édifiée à l'intérieur et à moins de cent mètres des forêts. sous peine d'une amende de 5 à 50 francs et de la démolition, dans le délai de 30 jours, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Si cette distance ne peut être observée, par suite de nécessités de situation, des autorisations pourront être données par le service forestier qui fixera toutes les mesures de précaution à observer.

Pendant la période du 1er mai au 13 novembre, les installations indigènes illicites seront déplacées ou démolies dans le délai de 5 jours, par ordre de l'autorité administrative

locale et sur la demande, dûment motivée, du service forestier. Dans ce cas, les dispositions de l'article 315 paragraphe 1er du code pénal tunisien seront applicables.

Art. 41. — Aucun établissement industriel se servant de feu ou exigeant des dépôts de matériaux combustibles ne pourra être établi à l'intérieur ou à moins de 500 mètres de forêts, s'il n'a été autorisé par un arrêté du Directeur général de l'Agriculture, pris sur la proposition du Directeur des Forêts, et ce, sous peine d'une amende de 100 à 500 fr., et la démolition des bâtiments dans le délai de trois mois à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Les dispositions de l'article 40 et 41 ne sont applicables qu'aux forêts de l'Etat.

Art. 42. — Quiconque, valablement requis pour combattre une incendie de forêt, s'abstiendra sans motifs légitimes, sera puni d'une amende de 10 à 100 francs et pourra l'être, en outre, d'un emprisonnement de 3 jours à 3 mois.

La réquisition sera valable à l'égard des européens quand elle aura été faite verbalement ou par écrit par un agent français de l'autorité.

Art. 43. — Tout parcours sera interdit dans les bois incendiés pendant six ans au moins sous les peines portées à l'article 28 et dont le maximum sera toujours appliqué, et doublé en cas de récidive. La peine d'emprisonnement contre le berger, prévue par l'article 28, pourra être portée à 30 jours.

TITRE V

Constatations des délits

ART. 44. — Les infractions prévues par le présent décret seront constatées par procès verbaux ou établies par témoins en l'absence de procès verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes.

ART. 45. — Les agents et préposés forestiers constateront les infractions : les agents dans toute l'étendue du territoire pour lequel ils sont commissionnés : les préposés, dans le ressort des tribunaux près lesquels ils sont assermentés ou au greffe desquels ils auront fait enregistrer leur prestation de serment.

L'empreinte des marteaux de l'Etat sera déposée au greffe des tribunaux de 1re instance dans le ressort desquels il en sera fait usage. L'empreinte des marteaux des agents et préposés sera déposée au greffe du tribunal de 1re instance de leur résidence.

La contrefaçon des marteaux, l'usage des marteaux contrefaits, l'usage frauduleux des vrais marteaux, la destruction volontaire de leurs empreintes seront punis suivant le cas, des peines des articles 140, 141, 139 du code pénal français ou 181, 182 et 183 du code pénal tunisien.

ART. 46. -- Les agents et préposés écriront eux-mêmes leurs procès-verbaux et les signeront, le tout à peine de nullité. La date de l'acte sera celle de la clôture.

Les procès-verbaux seront dispensés de l'affirmation.

Ils seront enregistrés dans le délai franc de dix jours au bureau de la résidence du rédacteur, au bureau le plus voisin de cette résidence ou au bureau du lieu où l'acte a été fait.

ART. 47. — Les procès verbaux écrits et signés par un ou plusieurs agents ou préposés français feront foi, dans

tous les cas, jusqu'à preuve contraire, des faits matériels qui y seront constatés.

Art. 48. — Les agents et préposés sont autorisés à saisir les bestiaux trouvés en délit, les instruments, voitures, attelages, bêtes de somme des délinquants et à les mettre en sequestre.

Ils suivront les objets enlevés frauduleusement en forêt et pourront procéder à des perquisitions là où des indications ou témoignage sérieux leur permettront de présumer qu'ils ont été transportés ou mis en dépôt.

Ils ne pourront, toutefois, s'introduire dans les maisons, cours et enclos, qu'en présence du juge de paix, de son suppléant, du commissaire de police, d'un membre des municipalités ou d'un officier de police judiciaire, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, et s'il s'agit des tribunaux indigènes, qu'en présence d'un représentant de l'autorité tunisienne, caïd, khalifa ou cheikh.

Ces fonctionnaires ne pourrront se refuser à prêter leur concours quand ils en seront requis, et devront signer le procès-verbal des opérations faites en leur présence.

Art. 49. — Les préposés donneront dans leurs procès-verbaux la description et l'estimation des instruments dont les délinquants seront trouvés porteurs. Si ces instruments ont été saisis réellement, ils seront déposés au greffe du tribunal avec une copie du procès-verbal.

Tout jugement de condamnation prononcera la confiscation de ces instruments et, s'ils n'ont pas été saisis réellement, ordonnera qu'ils soient représentés et à défaut que la valeur en soit payée par le délinquant.

Art. 50. — Les agents et préposés ont le droit de requérir directement et par écrit la force publique pour la constation et la recherche de toutes infractions prévues par ce présent décret.

Ils pourront arrêter tout inconnu qu'ils auront surpris en flagrant délit, ils le conduiront devant le contrôleur civil, le juge de paix, ou le commissaire de police, s'il s'agit d'un européen, et, s'il s'agit d'un indigène, devant un représentant de l'autorité tunisienne, caïd ou cheikh.

Ils pourront arrêter et conduire devant les mêmes autorités tout individu surpris en flagrant délit, quand l'infraction entrainera la peine de l'emprisonnement ou une peine plus grave.

Art. 51. — En cas de saisie de bestiaux trouvés en délit ou de produits frauduleusement enlevés en forêt, ces bestiaux ou produits seront mis en sequestre chez une personne de bonne moralité et solvable, domiciliée aussi près que possible du lieu du délit.

Si le propriétaire des objets saisis est connu, mais n'assiste pas à la saisie, elle lui sera notifiée par écrit, par l'auteur du procès-verbal dans le délai franc de trois jours, à dater de celui de la saisie.

Tout procès-verbal portant saisie sera rédigé séance tenante et une copie en sera déposée dans le délai franc de cinq jours, à dater de celui de la saisie, au bureau du juge de paix, s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, ou du caïd du territoire, s'il s'agit d'un sujet tunisien. Communication en sera donnée à ceux qui réclameront les objets saisis.

Une copie sera délivrée au séquestre au moment même de sa constitution et le sequestre signera cette copie et l'original. S'il ne sait signer, mention de cette circonstance sera faite au procès-verbal.

Art. 52. — Le juge de paix ou le caïd pourra, sur la demande du propriétaire, donner main-levée de la saisie, sous sa responsabilité, et moyennant bonne et valable caution.

Si aucune réclamation des bestiaux ou objets saisis n'a été formulée, dans le délai franc de dix jours, à dater de

celui de la saisie, ou si, dans le même délai, le réclamant ne peut fournir de caution, les autorités ci-dessus ordonneront la vente aux enchères et taxeront les frais de séquestre et de vente.

La vente aux enchères s'effectuera sur le marché le plus voisin, à la diligence du receveur des contributions diverses de la circonscription, ou du caïd ou de leurs délégués, qui la feront publier 24 heures à l'avance.

Le prix de vente servira à couvrir successivement :

Les frais de séquestre et de vente ;

Le montant des condamnations.

Le surplus sera restitué, s'il y a lieu, sous déduction des frais de régie de 5 °/₀ prévus par le décret du 29 décembre 1913.

S'il s'agit de bestiaux, il ne sera mis en vente, à moins que le propriétaire ne reste inconnu, que le nombre d'animaux nécessaires ponr que leur prix couvre le paiement des condamnations pécuniaires encourues, et dont le montant sera fixé par le service des Forêts.

En cas d'acquitement, le propriétaire aura droit à la restitution de l'intégralité du prix de vente, les frais taxés de séquestre et de vente restant à la charge du service forestier.

Toutefois, si la réclamation n'est faite qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'aura droit, s'il est acquitté, qu'à la restitution du produit net de la vente, déduction faite de tous frais de séquestre, vente, régie ou autres.

TITRE VI

Réparation des délits et dispositions générales

Art. 53. — L'Administration des Forêts est autorisée à transiger sur les délits et contraventions, commis en forêt, prévus et punis par le présent décret.

Après jugement, la transaction ne pourra porter que sur les condamnations pécuniaires et réparations civiles.

Les transactions seront approuvées :

Par le Directeur des Forêts quand les condamnations encourues ou prononcées, y compris les réparations civiles et frais, ne dépasseront pas 1.000 francs.

Par le Directeur général de l'Agriculture au-dessus de cette somme.

Pour la fixation de la compétence, le montant de la transaction sera calculé en prenant pour base le maximum de l'amende prévue par le texte qui punit l'infraction.

Les délinquants pourront être admis à se libérer des amendes, réparations civiles et frais, en fournissant dans les conditions qui seront fixées par le service des Forêts, des travaux à la journée ou à la tâche; d'utilité générale pour le domaine forestier.

Art. 54. — Si dans une instance en réparation d'une infraction prévue par le présent décret, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal saisi de la plainte, statuera sur l'incident en se conformant aux règles suivantes.

L'exception préjudicielle ne sera admise qu'autant qu'elle sera fondée, soit par un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalentes, personnels au prévenu ou à ses auteurs, et par lui articulés avec précision, et si le titre produit ou les faits articulés sont de nature, dans le cas où ils seraient reconnus par l'autorité compétente, à ôter au fait qui sert de base aux poursuites tout caractère délictueux.

Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixera un bref délai, qui ne pourra être supérieur à deux mois, dans lequel la partie qui aura soulevé l'exception préjudicielle devra saisir les juges compétents de la connaissance du litige, et justifier de sa diligence, sinon il sera passé outre au jugement sur l'infraction.

Toutefois, en cas de condamnation, il sera sursis à l'exécution du jugement, en ce qui concerne l'emprisonnement s'il était prononcé et le montant des condamnations pécuniaires et réparations civiles sera consigné pour être remis

à qui il sera ordonné par le tribunal qui statuera sur le fond du droit.

Art. 55. — La contrainte par corps pour l'exécution des jugements en matière forestière sera exercée, suivant le cas, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1867 ou des articles 17 et 18 du code pénal tunisien.

Art. 56. — L'article 463 du code pénal français, l'article 365, alinéa 2 du code d'instruction criminelle, la loi du 26 mars 1891, les articles 53, 54 et 55 du code pénal tunisien, ne sont pas applicables aux peines prévues par le présent décret en dehors des cas visés par les articles 37 et 39. Ils restent applicables aux peines prononcées par le code pénal français ou tunisien et auxquelles se réfère le présent décret.

Toutefois, quand un fait délictueux ne constituera qu'un fait préparatoire à un autre délit, la peine afférente à ce dernier sera seule appliquée.

Art. 57. — L'action en réparation des délits et contraventions en matière forestière se prescrit par le délai franc de 6 mois à dater de la clôture du procès-verbal de constatation et par le délai franc de un an, à dater du jour du délit, si aucun procès-verbal n'a été dressé.

Tout acte interruptif de la prescription fera courir un nouveau délai de trois ans à compter de sa date.

Art. 58. — Le code pénal français et le code pénal tunisien resteront applicables, suivant les cas, aux matières non réglées par le présent décret.

Art. 59. — Les infractions au présent décret seront constatées par les officiers et préposés des forêts, officiers de gendarmerie et gendarmes, officiers et préposés de douanes, agents de brigades mobiles, commissaires de police,

chefs de poste de police et agents de police, caïds, khalifats et cheikhs, et généralement, tous officiers de police judiciaire.

ART. 60. — Les décrets des 15 juillet 1898 et 28 juillet 1903 sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent décret.

JURISPRUDENCE

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (1re CH.).

Audience du 22 novembre 1915. — Présidence de M. BOUTAUD-LACOMBE, *juge*

Sequestres. Biens austro-hongrois. Décret du 24 septembre 1914. Mission spéciale. Circulaire du 3 novembre 1914. Fonctionnement. Caractère conservatoire. Actes d'administration. Autorisation expresse. Mandat ad litem Formalités. Défaut de justification. Ordre public. Sursis à statuer.

Les sequestres des biens allemands et austro-hongrois, nommés en exécution du décret du 27 septembre 1914, ont reçu une mission spéciale, de laquelle ils ne sauraient se départir aux termes de la circulaire ministérielle du 3 novembre 1914 sur le fonctionnement des maisons allemandes et austro-hongroises: « cette mission a en principe, un caractère purement conservatoire ; si ces sequestres sont qualifiés pour accomplir des actes de gestion, c'est uniquement à l'effet de recevoir les sommes dépendant de l'actif dont ils ont la garde et d'acquitter le passif correspondant.» Leur mission ne saurait par suite s'étendre à des faits d'administration générale. Toutefois les sequestres peuvent notamment accomplir certains actes d'administration, après avoir au préalable sollicité une autorisation expresse des présidents des tribunaux civils sur réquisition des parquets. C'est ainsi que, sans déroger aux principes juridiques qui régissent la matière, le sequestre peut légalement recevoir de justice un

mandat ad litem pour plaider aussi bien comme demandeur que comme défendeur.

A défaut de la requête présentée par le sequestre pour obtenir le mandat ad litem que ne lui confère pas sa mission, il appartient au demandeur d'assigner le sequestre en référé pour lui voir attribuer cette qualité de mandataire ad litem. Tant que l'une ou l'autre de ces procédures n'a pas été suivie, la cause ne peut être en état de recevoir une solution. C'est là une question d'ordre public qui doit être soulevée d'office par le tribunal.

MERZ D'ARDIVILLIER C/ ALLAMAN ÈS-Q. DISEGNI ET ATTIAS

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit de Carbonel, huissier à Tunis, du 21 avril 1915, enregistré, Emile Merz d'Ardivillier a assigné : 1° M. Allaman, sequestre des biens du sieur Ladislas Drzdenski ; 2° Adolphe Disegni, 3° Maurice Attias, en nullité d'un congé qui lui a été signifié par exploit de Sureau huissier, en date du 19 mars 1915 enregistré ; — Attendu que le demandeur expose qu'il a loué de Madame veuve Mifsud, un appartement de sa maison sise à Tunis rue Es Sadikia n° 6 ; que cette location, constatée par un bail du 29 mai 1912 (enregistré à Tunis n° 1133, le 30 mai 1912 au droit de 12 francs) commençait le 15 juillet 1912, pour finir le 15 juillet 1915, et était stipulée renouvelable pour deux autres périodes triennales ; qu'il a reçu congé à la date du 19 mars 1915 à la requête de Messieurs Allaman es-qualité, Disegni et Attias ; — Attendu qu'il prétend ignorer les personnalités qui lui ont donné congé, aucune cession des droits immobiliers de la dame Mifsud aux demandeurs, ne lui ayant été dénoncée ; qu'il conteste au surplus au sequestre Allaman, le droit de donner valablement le dit congé, eu égard à sa qualité de sequestre d'un sujet autrichien ; — Attendu que les défendeurs soutiennent de leur côté, que Merz a été informé par lettre recommandée, de la vente de l'immeuble à eux consentie par Madame Mifsud ; qu'il a toujours payé ses loyers entre les

mains de l'un d'eux, M. Disegni, auquel il s'est adressé directement chaque fois qu'il a eu des réclamations à élever au sujet du bail, et qu'il ne leur a pas contesté la qualité de propriétaires, lorsqu'il a été poursuivi par eux en payement de loyers ; que le moyen par lui soulevé est donc inopérant ; qu'en ce qui concerne le deuxième moyen, les sequestres étant de véritables administrateurs, ayant le droit d'encaisser les créances des personnes étrangères dont ils gèrent les intérêts, ils ont par suite le droit de donner congé à un locataire ; qu'au surplus Ladislas Drzdzenski, n'étant co-propriétaire que du tiers de l'immeuble. il serait surprenant que les deux autres ayant-droit, co-propriétaires pour les deux autres tiers, sujets italiens, c'est-à-dire appartenant à une nation alliée à la France, aient à souffrir d'un pareil état de choses ; qu'ils demandent en conséquence au tribunal, de valider le congé du 19 mars 1915 et de condamner Merz d'Hardivillier à 1.000 francs de dommages-intérêts; — Mais attendu qu'il échet de remarquer, avant d'entrer dans l'examen du fonds du litige, que le tribunal se trouve en présence d'une action où l'un des défendeurs est sujet d'une nation ennemie ; que la question se pose de savoir si le sequestre Allaman a qualité pour répondre à l'action qui lui est intentée ès-qualité ; qu'il s'agit d'une question d'ordre public qui doit être soulevée d'office par le tribunal ; — Attendu que pour la trancher, il est nécessaire de se reporter aux textes de loi qui régissent la matière et d'en dégager l'intention du législateur ; — Attendu que les sequestres allemands et austro-hongrois, nommés en exécution du décret du 27 septembre 1914, ont reçu une mission spéciale, de laquelle ils ne sauraient se départir ; qu'aux termes de la circulaire ministérielle du 3 novembre 1914, sur le fonctionnement des maisons allemandes et austro-hongroises, « cette mission a, en principe, un caractère purement con-« servatoire, et que, si ces sequestres sont qualifiés pour « accomplir des actes de gestion, c'est *uniquement* à l'effet « de recevoir les sommes dépendant de l'actif dont ils ont la « *garde*, et d'acquitter le passif correspondant ; qu'ils ne

« sauraient en règle générale, aller au delà, et que, norma-
« lement, la mise sous sequestre a pour conséquence de
« faire cesser les opérations de la maison à laquelle elle
« s'applique.»; — Attendu, par suite, que leur mission, ainsi précisée, ne saurait s'étendre à des faits d'administration générale ; qu'ils ne peuvent à aucun titre, être considérés comme des liquidateurs, ni pris comme les représentants de l'étranger, soutenir ses droits en justice ou les y défendre ; — Mais attendu qu'après avoir posé le principe absolu et rigoureux dont il vient d'être parlé, la circulaire ministérielle sus-visée y apporte un palliatif ; qu'elle décide que dans certains cas de nature à compromettre des intérêts respectables des tiers, les sequestres pourront obtenir la prolongation du fonctionnement des maisons ennemies et accomplir certains actes d'administration, après avoir au préalable sollicité une autorisation expresse des présidents des tribunaux civils sur réquisition des parquets ; — Attendu que s'inspirant de ces sages dispositions et des conséquences qui en découlent naturellement, la jurisprudence a admis, sans déroger pour cela aux principes juridiques qui régissent la matière, que le sequestre pourrait légalement recevoir de justice, un mandat *ad litem* pour plaider au nom du sequestré aussi bien comme demandeur que comme défendeur ; — Attendu d'ailleurs que si on hésitait à admettre que le président du tribunal puisse puiser dans la circulaire même du 3 novembre 1914, le droit d'attribuer aux sequestres, la qualité de mandataires *ad litem*, on ne saurait se refuser à reconnaitre qu'il peut le trouver encore plus sûrement dans l'article 54 du décret du 30 mars 1808, qui lui permet, d'une manière générale, de répondre les requêtes sur toutes mesures urgentes ; — Attendu dès lors que le sequestre Allaman, avant de constituer avoué, aurait dû présenter requête à Monsieur le président du tribunal, pour obtenir le mandat *ad litem* que ne lui conférait pas sa mission de sequestre ; qu'en cas d'inaction de sa part, le demandeur Merz d'Hardivillier aurait dû assigner le dit sequestre en référé pour

lui voir attribuer cette qualité de mandataire *ad litem* par Monsieur le Président ; — Attendu qu'aucune de ces procédures préalables et indispensables n'a été suivie dans l'instance actuelle ; — Que Allaman ne saurait donc représenter valablement Ladislas Drzdzenski ; que par suite, la cause n'est pas en état de recevoir solution ;

Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement, en premier ressort ; sans s'arrêter aux autres demandes, fins et conclusions des parties ; — Dit que Allaman n'a pas été valablement assigné, en tant qu'il est pris comme simple sequestre non habilité *ad litem ;* — En conséquence déclare l'action irrecevable en l'état ; — Renvoie les parties à se pourvoir en régularisation de la procédure ; — Condamne le demandeur aux dépens.

Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes V. PIÉTRA et L. COULON, av.).

TRIBUNAL DE 1re INSTANCE DE TUNIS (3e CH.)

Audience du 24 septembre 1914. — Présidence de M. DRAMARD, *vice-président*

Guerre. Contrats. Force majeure. Condition d'application. Article 1148 C. C. Société en nom collectif. Mobilisation de partie de ses membres. Vente de céréales. Algérie-Tunisie. Interdiction d'exportation. Lieu de livraison. Choix du vendeur. Réquisition des céréales. Mise hors du commerce. Art. 1302 C. C. Délivrance non identifiee. Non application. Moyens de transport. Main-mise par l'Etat. Moratorium des banques. Gêne momentanée. Absence de cas de force majeure. Défaut d'empêchement absolu.

En principe, la guerre ne constitue pas par elle-même un cas de force majeure, entraînant ipso facto *la résiliation des contrats : il est indispensable, pour qu'elle produise cet effet, que les circonstances qui en découlent aient mis celui qui s'en prévaut dans l'impossibilité absolue de tenir ses engagements ; ce principe, contenu dans l'article 1148 du code civil, est admis par la jurisprudence, d'une façon unanime.*

Une société en nom collectif non atteinte par la mobilisation en tant que personne morale, peut n'être pas réduite à l'inaction du fait que l'un de ses membres n'a pas été mobilisé, alors qu'elle peut être dans l'impossibilité d'agir par la mobilisation de ses autres membres : elle ne peut por suite invoquer le cas de force majeure.

L'interdiction d'exportation des céréales d'Algérie ne saurait constituer au profit du vendeur un cas de force majeure si le marché portait sur des marchandises d'Algérie ou de Tunisie, le choix de la provenance des céréales dépendant de la volonté des vendeurs.

D'après le principe qui se dégage de l'article 1302 du code civil, le mode d'extinction des obligations résultant de la mise hors du commerce ne s'applique pas au cas où l'obligation a pour objet la délivrance d'une chose non identifiée, déterminée seulement quant à son espèce ; d'où il suit que les réquisitions des céréales en Algérie et en Tunisie par les autorités civiles et militaires ne sauraient exonérer le vendeur de ses obligations, bien que ces marchandises aient été mises hors du commerce, le vendeur pouvant, à défaut de celles réquisitionnées, livrer des marchandises de même espèce.

La main-mise par l'Etat sur les moyens de transport pour la mobilisation n'a pas été totale ; elle n'a pas été de longue durée et ne peut être considérée comme un empêchement absolu pour le vendeur de remplir ses obligations vis à vis de l'acheteur ; il en est de même du fait résultant du moratorium des banques qui a pu déterminer une gêne, même d'une sérieuse gravité, sans pouvoir toutefois être considéré comme un empêchement absolu.

CARUSO ET FILS C/ G. ET H. LEFEBVRE ET LEMANN

Le Tribunal ; — Attendu que suivant contrat sous-seings privés en date à Tunis du 14 avril 1914, enregistré, les sieurs G. et H. Lefebvre et Lemann ont vendu aux sieurs Giuseppe Caruso et fils, la quantité de 1.000 quintaux d'orge d'Algérie ou de Tunisie, de la récolte de 1914, au prix de 20 fr. 50 cen-

times le quintal, quai Tunis, livrable sur les cinq mois d'août, du premier au 25 de chaque mois, à la faculté de l'acheteur, à raison de 200 quintaux par mois ; — Attendu que le 27 août1914, les sieurs Lefebvre et Lemann ont signifié par lettre recommandée à leurs acheteurs que, ne pouvant, à cause des nombreuses difficultés résultant de la guerre, exécuter le contrat qui les liait à eux, ils se réclamaient du cas de force majeure et résiliaient purement et simplement le marché intervenu ; — Attendu que, après avoir protesté contre cette prétention, les sieurs Caruso et fils ont, par exploit de Sureau, en date du 12 mars 1915, enregistré, assigné Lefebvre et Lemann pour voir prononcer, aux torts de ceux-ci, la résiliation du contrat dont s'agit, et s'entendre condamner à leur payer 2.775 francs de dommages-intérêts ; — Attendu, que les défendeurs ont conclu au débouté de la demande, alléguant que l'état de guerre et ses conséquences avaient été pour eux un obstacle insurmontable à l'exécution de leurs obligations ;

Attendu qu'en principe, la guerre ne constitue pas par elle-même un cas de force majeure entrainant *ipso facto* la résolution des contrats ; qu'il est indispensable pour qu'elle produise cet effet, que les circonstances qui en découlent aient mis celui qui s'en prévaut dans l'impossibilité absolue de tenir ses engagements ; que ce principe contenu dans l'article 1148 du code civil, a été admis d'une façon unanime par la jurisprudence ; que les défendeurs ne le contestent d'ailleurs pas ; qu'il convient de rechercher si, en l'espèce, les circonstances invoquées par ceux-ci ont effectivement le caractère d'empêchement absolu ; — Attendu que ces circonstances sont les suivantes : Mobilisation, interdiction d'exportation des céréales, réquisition des stocks existants, suspension des moyens de transport, arrêt des opérations de banques ;

Mobilisation ; — Attendu que Lefebvre et Lemann exposent que sur trois membres dont se compose leur société, deux, Georges et Henri Lefebvre, ont été mobilisés ; que

le troisième, Lemann, mobilisable, a dû se tenir à Alger à la disposition de l'autorité militaire; qu'enfin leur fondé de pouvoirs à Constantine, M. Gugenheim, a été mobilisé depuis le début des hostilités jusqu'au 5 novembre ; que par ce fait, leur maison a été réduite à un état de désorganisation tel, qu'il ne leur était plus possible de s'occuper d'aucune de leurs affaires et de donner la moindre suite aux opérations engagées ; -- Attendu qu'il est inutile d'examiner le point de savoir si la société en nom collectif Lefebvre et Lemann eût été fondée à se retrancher derrière les dispositions de l'article 4 de la loi du 5 août 1914, d'après lesquelles aucune instance ne peut être engagée, pendant la durée des hostilités, contre les citoyens présents sous les drapeaux ; que c'est là, envisagé à un autre point de vue, l'un des effets produits par la guerre ; que les sieurs Lefebvre et Lemann n'ont d'ailleurs pas invoqué ce moyen ; mais qu'il est intéressant de remarquer qu'une société non atteinte par la mobilisation en tant que personne morale, si elle peut être dans l'impossibilité d'agir, par la mobilisation de tous ses membres, peut, par contre, n'être pas réduite à l'inaction, dès l'instant que l'un de ses membres n'est pas mobilisé ; — Attendu en fait, qu'il n'est pas établi que les défendeurs se soient trouvés dans l'impossibilité absolue de continuer leurs opérations commerciales ; qu'il apparait bien que la mobilisation de deux des membres de la société a eu pour conséquence d'apporter un trouble, même grave, dans la marche de leurs affaires, mais qu'il n'est pas démontré que ce trouble ait été tel que toutes leurs affaires aient été paralysées ; — Attendu que l'un des membres de la société n'a pas été mobilisé ; que, en admettant même que, mobilisable, il ait été tenu de rester à la disposition de l'autorité militaire, on ne saurait prétendre que, de ce fait, il était réduit à l'inaction ; qu'il lui était possible de prendre et de conserver la direction de la maison, de se faire rendre compte de l'état des affaires, de donner des ordres, au besoin de se faire remplacer ; que cela lui était d'autant moins impossible, qu'il est de notoriété que la maison Le-

febvre et Lemann, qui est une maison considérable et qui a de nombreuses agences tant en Algérie qu'en Tunisie, possédait un personnel important et certainement expérimenté; qu'on en peut trouver la preuve dans ce fait que la lettre circulaire que, le 27 août 1914, les défendeurs ont adressée à ceux avec qui ils avaient traité, porte la signature, par procuration, de deux employés qui, eux, ne paraissent pas avoir été mobilisés, qui devaient tenir incontestablement dans leur personnel une place importante, et en qui ils avaient mis leur confiance ; qu'il est constant d'autre part, que dans la période qui a suivi le commencement des hostilités, la société Lefebvre et Lemann a continué à s'occuper d'affaires de céréales; qu'elle a traité plusieurs marchés avec des particuliers, et que, même ceux de ses membres qui avaient été mobilisés, ont pû conserver la direction générale de la maison; — Attendu qu'il suit de là que la mobilisation ne peut être retenue comme constituant un cas de force majeure ;

Interdiction d'exportation des céréales ; — Attendu que Lefebvre et Lemann exposent que l'un des premiers effets de l'état de guerre fut l'interdiction établie dans la plupart des pays entretenant des relations commerciales avec la Tunisie, d'exporter des céréales; que cette interdiction d'exportation fut notamment établie en Algérie, les mettant dans l'impossibilité absolue de faire venir en Tunisie, leurs stocks de Philippeville et de Bône, de les vendre à Tunis pour racheter, au fur et à mesure, de l'orge de Tunisie ; — Attendu qu'il y a lieu de remarquer que les orges qu'ils avaient à livrer à Caruso et fils, étaient des orges d'Algérie ou de Tunisie ; que l'impossibilité dont ils excipent ne pouvait être un empêchement que dans les cas où, usant du droit de choisir, ils auraient eu l'intention de livrer de l'orge d'Algérie ; mais que, dans ce cas, le fait qui les empêchait de livrer ne pouvait plus être invoqué par eux, comme un cas de force majeure, puisqu'il dépendait de leur seule volonté ; qu'il convient de remarquer en outre que parmi les contrats

qui les liaient avec divers acheteurs et qui ont donné lieu aux procès actuellement pendants, tous, sauf deux par lesquels ils devaient livrer de l'orge d'Algérie ou de Tunisie, avaient pour objet de l'orge de Tunisie; qu'il est donc certain que l'impossibité de faire venir de l'orge de l'Algérie en Tunisie, n'a pas pu avoir pour conséquence de les empêcher de livrer ce à quoi ils s'étaient engagés, c'est-à-dire de l'orge de Tunisie ; que si la prohibition d'exportation a pu, jusqu'à un certain point, entraver les dispositions et les mesures qu'ils avaient prises en vue d'approvisionner leurs magasins de Tunisie, cette circonstance n'a pu avoir pour effet, que de rendre l'exécution de leurs engagements plus difficile ou plus onéreuse, mais non de les mettre dans un état d'impossibilité absolue; que d'autre part, les variations de cours qui ont pu résulter de cette prohibition n'ont pas pu davantage constituer pour eux un empêchement insurmontable; — Attendu dès lors que le deuxième moyen invoqué par les défendeurs ne peut être considéré par le tribunal comme constituant un cas de force majeure ;

Réquisition ; — Attendu que les défendeurs allèguent que, aussi bien en Tunisie qu'en Algérie et en France, l'autorité militaire et l'administration civile, tant pour garantir les subsistances militaires que le ravitaillement de la population civile, ont procédé à la réquisition des stocks de céréales existants;—Attendu qu'ils établissent par des pièces indiscutables, que la totalité de leur stock orge existant en Tunisie a été en effet réquisitionné par l'autorité ; — Mais attendu que ce seul fait ne saurait les exonérer de leurs obligations ; — Attendu que la réquisition opérée sur les marchandises détenues par eux, a eu évidemment pour effet de mettre ces marchandises hors du commerce ; — Mais attendu que d'après le principe qui se dégage de l'article 1302 du code civil, le mode d'extinction des obligations résultant de la mise hors du commerce ne peut s'appliquer au cas où l'obligation a pour objet la délivrance d'une chose non identifiée, déterminée seulement quant à son espèce ;

— Attendu que, en l'espèce, il s'agissait, non pas d'un corps certain ou d'une denrée identifiée, mais d'une marchandise déterminée *in genere* ; qu'il était donc loisible aux défendeurs de livrer, à défaut de celle qui a été réquisitionnée, une marchandise de même espèce ; — Attendu qu'ils ne démontrent pas que cela leur fût impossible ; qu'il n'est pas établi, qu'aucun document officiel n'établit, que la mesure de la réquisition ait été générale en Tunisie et que la totalité des orges qui se trouvaient dans le pays ait été mise hors du commerce ; que ce serait là la seule circonstance dont pourraient se prévaloir les défendeurs pour soutenir que leur obligation est éteinte ; que cette circonstance manque en fait ; qu'il est constant que l'orge n'a jamais fait défaut sur le marché de Tunisie, et qu'il apparaît que l'on pouvait encore s'en procurer chez les producteurs; que Lefebvre et Lemann semblent d'ailleurs le reconnaître lorsqu'ils déclarent qu'il eût été inutile pour eux, de reconstituer leur stock en faisant de nouveaux achats, certains qu'ils étaient de voir cette marchandise de nouveau réquisitionnée ; que, dans tous les cas, l'éventualité d'une réquisition possible, alors que la réquisition elle-même n'a pas pu être pour eux un cas de force majeure, ne saurait être invoquée par eux comme motif légitime d'inexécution de leurs obligations ;

Suspension des moyens de transport ; - Attendu que la suspension des moyens de transport, tant par voie de mer que par chemin de fer, aurait été, selon les défendeurs, une cause de trouble telle pour leurs opérations, qu'elle peut être considérée comme un empêchement absolu ; — Attendu que cette thèse ne saurait être adoptée ; — Attendu en effet qu'il convient de remarquer tout d'abord que la main-mise par l'Etat, pour les besoins de la mobilisation, sur les moyens de transport, n'a pas été totale ; que de plus, elle n'a pas eu une durée considérable, et que, enfin, elle s'est produite à une époque où les agriculteurs avaient déjà effectué la majeure partie de leurs livraisons ; qu'il y a lieu de considérer en outre, que le contrat passé avec les demandeurs

avait pour objet des orges d'Algérie ou de Tunisie, et que par conséquent l'interruption momentanée des communications ne pouvait avoir qu'une influence insignifiante sur les livraisons à faire ; — Attendu au surplus que si cette circonstance a pu leur causer une certaine gêne pour les livraisons à faire dans le courant du mois d'août, il ne pouvait en être de même pour celles des quatre mois suivants qui formaient autant de marchés distincts ;

Arrêt des opérations de banque; — Attendu que les défendeurs allèguent encore que le moratorium édicté sur les opérations de banque a eu pour effet de les empêcher de se procurer ou même de déplacer les fonds qui leur étaient nécessaires et sans lesquels ils ne pouvaient entreprendre ni continuer une campagne de céréales ; — Attendu que le fait de ne pas trouver de crédit, s'il peut déterminer une gêne, même d'une sérieuse gravité, ne peut, en aucune façon, constituer un empêchement absolu ; — Attendu que, au moment où le moratorium s'est produit, la campagne de céréales de 1914 était depuis longtemps commencée et que les banques avaient ouvert leurs crédits dès les mois d'avril et de mai ; que le trouble qui a pu en résulter n'a donc pu affecter que d'une manière relative, les entreprises des défendeurs ; que ceux-ci ne prouvent pas qu'ils n'aient pas eu de fonds disponibles ; que, dans tous les cas, les sommes importantes que leur a procurées les réquisitions étaient suffisantes pour pallier en grande partie aux inconvénients qu'ils signalent ;

Attendu que l'examen qui vient d'être fait des moyens invoqués par Lefebvre et Lemann, démontre qu'aucune des circonstances qui se sont produites n'ont été de nature à les empêcher d'une façon absolue de tenir leurs engagements ;

Attendu que, en outre Lefebvre et Lemann ont, dans la lettre circulaire que, à la date du 27 août 9141 ils ont adressée à leurs clients, mis en avant un certain nombre d'autres causes de résiliation ; qu'ils

alléguaient qu'un grand nombre de leurs propres vendeurs ne leur avaient pas livré ; que les droits de douane sur les céréales avait été supprimés en Algérie et en France, alors qu'ils avaient été maintenus en Tunisie ; qu'il n'y avait aucune sécurité dans les livraisons ; que des marchandises étaient restées en souffrance ; que des chèques étaient demeurés impayés ; qu'enfin la mobilisation avait produit dans les affaires un bouleversement dépassant tout ce que l'on pouvait imaginer ; — Attendu qu'il serait superflu d'examiner chacun de ces points séparément ; qu'il suffit de constater que si les causes invoquées ont pu contribuer, avec celles plus haut relevées, à rendre plus difficiles les obligations des défendeurs, aucune d'elles ne pouvait être pour eux un motif suffisant de ne pas les exécuter ; que s'ils en ont éprouvé une gêne, même considérable, ce sont là autant d'empêchements relatifs dont la totalisation n'a pu, en aucun cas, constituer un empêchement absolu ; — Attendu encore, et à un autre point de vue, que si les circonstances invoquées ont été sans influence sur l'exécution du marché en général et tout d'abord sur la première des livraisons qu'ils avaient à faire, c'est-à dire sur celle du mois d'août, à plus forte raison doivent-elles être écartées lorsque l'on recherche si les défendeurs auraient pu effectuer les livraisons des mois suivants ; qu'il ne faut pas perdre de vue que le contrat qui les liait aux demandeurs avait pour objet mille quintaux d'orge à livrer à raison de deux cent quintaux par mois, sur les cinq mois d'août ; que ces livraisons mensuelles formaient autant de marchés distincts, l'inexécution de l'un d'eux n'entraînant pas nécessairement la résiliation des autres ; que les difficultés que les défendeurs ont éprouvées au mois d'août, pour grandes qu'elles eussent été, n'ont pu que diminuer d'importance, dans la période qui s'est écoulée dans la suite ; qu'ils auraient pu tenir leurs engagements pour le mois de septembre et plus facilement encore pour les mois suivants ; que rien ne les autorisait donc, dans leur lettre du 27 août, à résilier intégralement leurs contrats,

même pour les livraisons qui à cette date, n'étaient pas encore exigibles ;

Attendu, et pour résumer les considérations qui précèdent, qu'il découle des données ci-dessus précisées et établies, qu'on ne saurait donner le caractère de cas de force majeure aux faits relevés par les défendeurs, et que les conclusions de ceux-ci, tendant au débouté des demandeurs, doivent être rejetées ; que, comme conséquence, le tribunal est amené à décider que le marché passé par les parties doit être déclaré résilié aux torts des vendeurs ;

Attendu qu'il convient de déterminer la réparation à laquelle les demandeurs sont en droit de prétendre ; — Attendu que les sieurs G. Caruso et fils demandent le paiement d'une somme de 2775 francs, représentant la différence existant entre le prix de vente et le cours des orges au jour où la livraison aurait dû être faite ; — Attendu que vainement Lefebvre et Lemann allèguent que les demandeurs ne justifient avoir subi aucun préjudice parce qu'ils n'établiraient pas qu'ils aient eu à payer des sommes quelconques à leurs propres acheteurs, ou bien qu'ils se soient remplacés ; — Attendu que d'après la règle posée par l'article 1149 du code civil, les dommages-intérêts dûs au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé ; — Attendu que, par suite de la non-livraison, Caruso et fils n'ont pu prendre possession d'une marchandise qui leur avait été promise et dont le prix avait augmenté à l'époque où ils auraient dû la recevoir ; qu'ils ont été ainsi privés d'un bénéfice sur lequel ils étaient légitimement en droit de compter ; que le principe d'une réparation est donc certain ; qu'il ne peut être contesté et qu'il doit être admis par le tribunal ; — Attendu qu'en matière de marché à livrer, les dommages-intérêts prévus par les parties sont toujours dans la différence entre le prix de vente fixé au contrat et le cours de la marchandise au moment de la livraison ; que c'est l'application de cette règle, qui devrait, en thèse générale, servir de base pour déterminer, en l'espèce, l'importance du pré-

judice et le montant de la réparation ; mais qu'il faut tenir compte de divers autres éléments d'appréciation dont on ne peut méconnaitre l'existence et dont il serait déraisonnable de négliger la portée ; — Attendu qu'il est indéniable, ainsi d'ailleurs que cela a été constaté plus haut, que Lefebvre et Lemann se sont trouvés aux prises avec des difficultés nombreuses, qui n'ont pas été sans leur causer une très grande gêne ; qu'ils ont éprouvé des embarras de toutes sortes pour la conduite de leurs opérations commerciales; que des obstacles multiples se sont présentés devant eux, lorsqu'ils avaient à faire face à des engagements portant sur des quantités considérables de marchandises, représentan- des sommes d'argent également considérables ; que ces dift ficultés ont été la suite d'événements politiques dont personne ne pouvait soupçonner l'imminence, et d'un état de guerre dont la répercussion s'est fait sentir à un degré inouï dans la vie économique des nations belligérantes, et même des peuples neutres ; que tous, collectivités et particuliers, dans des proportions plus ou moins grandes, en ont été atteints ; qu'il serait donc injuste, en ce qui touche spécialement le litige actuellement soumis à l'examen du tribunal, que les sieurs Lefebvre et Lemann fussent seuls à supporter les conséquences d'événements qui ont été en dehors de toutes prévisions des parties ; qu'il est au contraire conforme à l'équité, que chacun ait sa part des pertes que ces événements ont occasionnés ; — Attendu que c'est en faisant état de ces considérations, qu'il convient de statuer sur les réclamations formulées par les demandeurs ; — Attendu que le chiffre de 2775 francs auquel ils fixent le montant de la réparation à eux due résulte du prix moyen des orges aux diverses époques de livraison : — Attendu que ces prix paraissent avoir été fournis aux de mandeurs par la « Société pour la défense du Commerce des grains de Tunis » aux renseignements de laquelle s'en rapporte, en temps ordinaire, la presque unanimité des négociants en céréales de la place ; que ces renseignements sont d'ailleurs la seule base d'appréciation sur laquelle le tribunal puisse s'appuyer;

que les prix auxquelles ont été payées les orges réquisitionnées par l'administration, ne sont pas à retenir ; qu'ils sont en effet très souvent influencés par des circonstances exceptionnelles et autres que celles qui déterminent les cours, et que, s'ils pouvaient être retenus pour les livraisons d'août, époque à laquelle les réquisitions ont eu lieu, ils seraient sans valeur pour les livraisons des mois suivants ; que pas davantage, les primes stipulés dans leurs marchés par certains contractants ne sont à envisager ; que les stipulations de primes constituent des accords particuliers par lesquels les parties conviennent, en dehors de toute prévision du cours probable des denrées, de limiter soit leur perte, soit leur gain, en cas d'inexécution; — Attendu d'autre part qu'une expertise ne fournirait pas de données plus certaines et qu'il est à prévoir que les experts seraient amenés par la force des choses, et en raison du défaut de toute autre source d'information, à se documenter dans les archives même de la « Société pour la défense du commerce des grains » ; — Attendu que les cours des orges, tels qu'ils résultent des chiffres produits par les demandeurs, ne sont, en eux-mêmes, et quant à leur exactitude matérielle, l'objet d'aucune contestation de la part des défendeurs ; mais que ceux-ci font à juste raison valoir qu'ils ne correspondent pas à la réalité de la situation commerciale aux époques envisagées; que ce sont des cours anormaux; qu'ils exposent qu'en raison du trouble apporté aux affaires par les événements, un arrêt presque complet s'est produit dans les négociations ; qu'aucun marché de quelque importance n'a été traité après le 1er août; que seuls des marchés relatifs à d'infimes quantités ou de consommation ont pu être négociés à des prix surélevés d'une façon anormale ; que les cours qui en ont découlé sont donc dépourvus de base sérieuse ; — Attendu que la justesse de ces observations ne peut être méconnue, et que le tribunal ne saurait négliger les indications qui en découlent ; que l'on peut admettre que les prix proposés par les demandeurs correspondent à une hausse anormalement surlevée dans la proportion de 25 pour cent ; que cette évaluation, en

dehors de tout autre élément dont on puisse faire état, est la seule qui paraisse pouvoir être adoptée ; — Attendu dès lors qu'il convient, pour rester aussi près que possible de la réalité, de réduire les sommes réclamées par les demandeurs à titre de dommages intérêts, dans la proportion qui vient d'être posée, que cette réduction opérée $\left(\frac{2.775 \times 25}{100} = 693 \text{ fr. } 75\right)$ le chiffre de la demande se trouve être ramené à 2.775 fr. moins 693 fr. 75, soit 2.081 fr. 25 centimes ; — Attendu d'autre part que, si l'on tient compte de ce qui a été dit plus haut, il échet de décider que le tiers du préjudice ainsi fixé restera à la charge des demandeurs, de façon à ce que chacune des parties supporte en définitive, dans la proportion d'un tiers pour les acheteurs et deux tiers pour les vendeurs, les conséquences d'événements imprévus, d'une gravité exceptionnelle, qui se sont imposés à l'une et à l'autre et qui ne sont imputables au fait ni de l'une ni de l'autre ; — Attendu que, en dernière analyse, le montant de la condamnation encourue par Lefebvre et Lemann doit être de : $\frac{2.081 \text{ fr. } 25 \times 2}{3} = 1.387 \text{ fr. } 50$;

Attendu que, outre l'instance engagée contre eux par G. Caruso et fils, Lefebvre et Lemann ont été assignés par un certain nombre d'autres acheteurs ; que ces assignations ont éte enrolées sous les nos 101, 582, 189, 354, 379, 448, 484, 564, 127, 581 et 584 ; que Lefebvre et Lemann ont conclu à la jonction de ces affaires à celle qui fait l'objet du présent procès, toutes concernant comme celle-ci, des marchés d'orge à livrer, consentis avant la déclaration de guerre, avec livraisons mensuelles d'août à décembre 1914 ; — Attendu que les affaires dont il s'agit n'ont d'autre point commun que les conditions dans lesquelles les marchés ont été passés et les circonstances dans lesquelles les litiges ont été engagés ; mais qu'elles n'ont entre elles aucune connexité et qu'elles touchent à des intérêts distincts ; qu'il n'y a donc lieu d'en ordonner la jonction ;

Attendu qu'il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire demandée par Caruso et fils ; que Lefebvre et Lemann

avaient en effet pris vis-à-vis d'eux un engagement qu'ils n'ont pas tenu ; qu'il y a de leur part, promesse reconnue.

Par ces motifs ; — Statuant en matière commerciale contradictoirement et en premier ressort ; — Dit n'y avoir lieu à jonction des instances plus haut énumérées ; — Dit et déclare que les sieurs G. et H. Lefebvre et G. Lemann ne sont pas fondés à soutenir qu'ils sont dégagés de leurs obligations par un cas de force majeure ; — Dit que c'est à tort qu'ils n'ont pas exécuté le marché qui les liait aux sieurs G. Caruso et fils ; — Déclare en conséquence le dit marché résilié à leurs torts et griefs ; — Les condamne conjointement et solidairement à payer aux demandeurs la somme de 1.387 fr. 50 centimes montant des causes ci-dessus énoncées, en réparation du préjudice causé à ces derniers par l'inéxécution de leurs engagements et ce, avec intérêts de droit à partir du jour de la demande en justice ; — Déclare respectivement les parties mal fondées en toutes autres demandes, fins et conclusions ; — Condamne Lefebvre et Lemann aux dépens.

(Min. publ. M. DE CHELLE subst. ; — Mes A. DE MATTEIS et DE GENTILE, av.).

TRIBUNAL DE 1re ISTANCE DE SOUSSE

Audience du 5 mars 1914. — Présidence de M. BONNEFOND, *président.*

Servitude. Immeuble immatriculé. Immeuble non immatriculé. Fonds servant non immatriculé. Droit applicable à ce dernier. Loi foncière. Non application. Décisions contraires.

Lorsqu'un immeuble immatriculé est limitrophe d'un immeuble non immatriculé, les servitudes sont régies suivant la législation du fonds servant : un fond n'est tenu de supporter une servitude passive que si cette servitude dérive du droit qui lui est applicable.

On peut contester par suite l'exercice d'une servitude active sur le fonds non immatriculé, si elle n'est pas conforme aux règles du droit tunisien, bien que certaines décisions aient déclaré la loi foncière applicable aux immeubles immatriculés, à l'encontre des immeubles non immatriculés, sans distinction entre le fonds servant et le fonds dominant.

BANQUE DE TUNISIE C/ Vve CAMISULI et LORENZO SAÏD

Le Tribunal ; — Attendu que par exploit du 14 juin 1910 la Banque de Tunisie propriétaire d'un immeuble immatriculé (titre foncier) sis à Sousse, rond-point de la Douane et rue Jules-Ferry, a fait assigner les héritiers Camisuli et Lorenzo Saïd co-propriétaires d'un immeuble contigu, pour demander la fermeture de deux fenêtres existant au premier et au second étage de leur maison, dans le mur de la façade sud est de leur immeuble, et prenant vue directement dans la cour de l'immeuble de la demanderesse ; — Attendu que celle-ci se plaint que malgré ses invitations réitérées, et nonobstant même un engagement écrit du 30 janvier 1902, les défendeurs se sont refusés à faire disparaître ces servitudes ; qu'en effet l'un d'eux, Lorenzo Saïd lui a écrit le 30 janvier 1902 : « Par les présentes je vous autorise à fermer à votre gré la fenêtre de ma maison qui donne sur votre terrain situé à Sousse, la Zebla, rue Jules Ferry » ; — Attendu que les défendeurs prétendent au contraire lui imposer cette servitude de vue, soit parce que l'autorisation donnée par Saïd seul ne saurait, en vertu de l'article 1322 du code civil, lier les autres propriétaires qui n'ont pas signé, soit parce que, leur immeuble n'étant pas lui-même immatriculé, ils pourraient invoquer à leur profit le droit tunisien, et qu'en fait ils soutiennent, sans d'ailleurs en rapporter la preuve, que les fenêtres dont s'agit existent depuis 20 ans ;

Attendu que le premier argument n'aurait de portée que s'il s'agissait de la renonciation à un droit acquis ; qu'en effet, en vertu de l'article 1322 du code civil, la déclaration

de Lorenzo Saïd pourrait n'être pas opposable à ses co-propriétaires, faute de mandat régulier ; mais attendu que la demanderesse n'entend invoquer l'écrit du 30 janvier 1902 qu'à titre de simple renseignement ; qu'elle s'appuie principalement sur les dispositions de la loi foncière, seule applicable à l'espèce ; — Attendu en effet que lorsqu'un immeuble immatriculé est limitrophe d'un autre immeuble non immatriculé, les servitudes sont régies suivant la législation du fonds servant ; qu'un fonds n'est tenu de supporter une servitude passive que si cette servitude dérive du droit qui lui est applicable ; que dans l'espèce, on pourrait contester à la Banque de Tunisie l'exercice d'une servitude active sur le fonds Camisuli Saïd non immatriculé, si elle n'était pas conforme aux règles du droit tunisien, bien que certaines décisions aient déclaré la loi foncière applicable aux immeubles immatriculés à l'encontre des immeubles non immatriculés sans distinction entre le fonds servant et le fonds dominant ; mais, que dans tous les cas, le fonds non immatriculé ne peut invoquer aucune servitude sur le fonds immatriculé qu'en conformité de la loi foncière ; que ces principes ont été consacrés par la jurisprudence (*Jour. Trib. 1894, p. 194-95 p. 566. Cour d'Alger, 30 janvier 1897, an. 98 p. 61. Cour d'Alger 15 novembre 1907 an. p. 1908, p. 411)* ; qu'ils découlent des termes formels de l'article 19 qui ne reconnait que les droits réels inscrits sur le titre de propriété ; — Or attendu que, d'après le titre, le fonds de la Banque de Tunisie n'est grevé d'aucune servitude au profit du fonds voisin appartenant aux défendeurs ; que les jours dont elle demande la suppression ne sont pas de ceux qui constituent une servitude légale prévue par les articles 185 et s. ; que la servitude dont s'agit ne pourrait résulter que d'une convention ; que non seulement cette convention n'est pas alléguée mais que l'écrit du 30 janvier 1902 suffirait à démontrer que la Banque de Tunisie a protesté contre l'existence des fenêtres et ne les a supportées tout d'abord que par une simple tolérance à laquelle elle a le droit de mettre fin ;

Attendu qu'elle réclame 400 francs de dommages intérêts pour le préjudice causé, mais que le dommage subi sera suffisamment réparé par l'allocation des dépens;

Par ces motifs ; — Dit que, dans la huitaine de la signification du présent jugement, les héritiers Camisuli et Lorenzo Saïd seront tenus, sous peine de dix francs par jour de retard, (pendant 30 jours passé lesquels il sera fait droit), de boucher les fenêtres du premier étage et celles du second étage existant actuellement dans le mur de la façade sud-est de leur immeuble, donnant directement dans la cour de l'immeuble de la Banque de Tunisie.

Les condamne en outre aux dépens pour tous dommages-intérêts.

(Min. publ. M. VAISSIÉ proc. ; Mes KRAFT, DANINOS et BOCCARA, av.).

Imprimerie Française. *Le Gérant* : B BORREL.

XXVII^me ANNÉE. — 1915

TABLES

COUR DE CASSATION
BIBLIOTHÈQUE

TABLE CHRONOLOGIQUE

LÉGISLATION

LÉGISLATION

TABLE CHRONOLOGIQUE

				PAGES
15	septembre	1914.	*Code la route*.....	1, 41
30	décembre	1914.	*Taxe personnelle.* Modification des règles de perception	17
18	janvier	1915.	*Guerre.* Successions immobilières des victimes	57
28	id.		*Échéances commerciales.* Prolongation 18, 58, 105,	111
27	mars	1915.	*Loyers.* Prolongation des délais..	106
3	avril	1915.	*Fiches anthropométriques*.....	106
4	id.		*Mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux*.....	107
4	id.		*Interdiction de faire le commerce avec une puissance ennemie*....	108
7	id.		*Rapport des décrets de naturalisation des sujets de puissances en guerre avec la France*.....	109
8	id.		*Loi instituant une croix dite « Croix de guerre »*	145
23	id.		*Réglementation et application de la loi ayant institué la « Croix de guerre »*.....	146
26	id.		*Pêche dans le lac de Tunis*	149
11	mai	1915.	*Modification des décrets des 10 août et 15 décembre 1914 relatifs à la suspension des prescriptions, péremptions et délais*	151

PAGES

20 mai 1915. *Fin du moratorium des valeurs négociables en Tunisie*..... 152
5 juin 1915. *Maktar*. Suppression de la justice de paix provisoire..... 243
5 id. *Institut Pasteur*. Personnalité civile..... 273
9 id. *Ajournement des élections des conseils de discipline et des bâtonniers des avocats*..... 285
12 juin 1915. *Maktar*. Autorisation au Juge de paix du Kef de tenir une audience supplémentaire par mois 244
17 id. *Maktar*. Création d'un office d'huissier..... 244
20 id. *Procédure aux débiteurs pour éviter le protêt*..... 237
25 id. *Loyers*. Prolongation du moratorium..... 240
3 juillet 1915. *Autorisation à la femme mariée d'ester en justice pendant la durée de la guerre*..... 285
7 id. *Interdiction de la consommation de l'alcool et des boissons*..... 277
15 id. *Modification des articles 407 et 436 du Code de commerce*..... 289
16 id. *Actes de l'Etat Civil*. Code civil. Homologation de la loi française concernant les actes de décès des militaires ou civils..... 283
16 id. *Prohibition de la sortie de l'or*... 284
21 id. *Interdiction d'entretenir des relations d'affaires avec les sujets d'une puissance ennemie*..... 282
28 id. *Modification des articles 985 et 986 du Code civil*..... 291

			PAGES
4	août	1915. *Autorisation et restitution des droits sur les spiritueux*.....	286
28	id.	*Tunisie*. Brevet d'invention	305
22 septembre		1915. *Tunisie*. Interdiction de faire l'exportation des marchandises provenant des pays ennemis...	326
22	id.	*Pénalités pour tentative d'exportation des produits dont la sortie est interdite*.....	326
24	id.	*Prolongation des loyers*	307
6 octobre		1915. *Modification du paragraphe 1er de l'article 36 du décret du 18 mars 18 6*.....	328
18	id.	*Modif cation de l'art. 8 paragraphe 3 du Code civil*.....	350
25	id.	*Tunisie*. Introduction des marchandises en provenance des pays neutres.....	349
30	id.	*Sequestre*. Biens des rebelles....	328
5 novembre		1915. *Abrogation du décret du 13 août 1914 sur les permis de recherche de mines*	352
15	id.	*Driba*. Délégué auprès du tribunal	351
17	id.	*Modification de l'article 9 du décret du 5 novembre 1902*	351
20	id.	*Obligation militaire des Sénégalais*	350
20	id.	*Emprunt national*. Comptables tunisiens	352
23	id.	*Domaine forestier*. Exploitation, conservation.....	381

TABLE ANALYTIQUE

PAGES

A

Actes de l'Etat-civil. Code civil. Homologation de la loi française concernant les actes de décès des militaires ou civils 283
Article 8, paragraphe 3 du Code civil. Modification . 350
Article 9 du décret du 5 novembre 1902. Modification. 351
Articles 407 et 436 du Code de commerce. Modification 289
Articles 985 et 986 du Code civil. Modification..... 291
Autorisation à la femme mariée d'ester en justice pendant la durée de la guerre..... 285
Autorisation et restitution des droits sur les spiritueux. 286

C

Code de la route..... 1, 41
Conseils de discipline. Ajournement des élections. ... 285

D

Décrets des 10 août et 15 décembre 1914 relatifs à la suspension des prescriptions, péremption et délais. Modification..... 151
Décret du 18 mars 1896. Modification du § 1er de l'article 36..... 328
Domaine forestier. Exploitation, conservation 381
Driba. Délégué auprès du tribunal..... 351

E

Echéances commerciales. Prolongation.. 18, 58, 105, 111
Emprunt national. Comptables tunisiens 352

F

Fiches anthropométriques 106

PAGES

G

Guerre. Succession immobilière des victimes..... 57

I

Institut Pasteur. Personnalité civile 273
Interdiction de faire le commerce avec une puissance ennemie 108
Interdiction de la consommation de l'alcool et des boissons..... 277
Interdiction d'entretenir des relations d'affaires avec les sujets d'une puissance ennemie..... 282

L

Loi instituant une croix dite « Croix de guerre » 145
Loyers. Prolongation des délais 106

M

Maktar. Autorisation au Juge de paix du Kef de tenir une audience supplémentaire par mois..... 244
Maktar. Création d'un office d'huissier..... 244
Maktar. Suppression de la justice de paix provisoire. 243
Mariage par procurations des militaires et marins présents sous les drapeaux 107

O

Obligation militaire des Sénégalais..... 350

P

Pêche dans le lac de Tunis 149
Pénalités pour tentative d'exportation des produits dont la sortie est interdite..... 326
Permis de recherche de mines. Abrogation du décret du 13 août 1914..... 352
Procédure aux débiteurs pour éviter le protêt..... 237

PAGES

Prohibition de la sortie de l'or 284
Prolongation des loyers..... 307
Prolongation du moratorium des loyers 240

R

Rapport des décrets de naturalisation des sujets de puissances en guerre avec la France..... 109
Réglementation et application de la loi ayant institué la « Croix de guerre »..... 146

S

Sequestre. Biens des rebelles..... 328

T

Taxe personnelle. Modification des règles de perception 17
Tunisie. Brevet d'invention 305
Tunisie. Interdiction de faire l'exportation des marchandises provenants des pays ennemis 326
Tunisie. Introduction des marchandises en provenance des pays neutres 349

V

Valeurs négociables en Tunisie. Fin du moratorium . 152

DOCTRINE

A. de Matteis. — Commentaire du décret du 15 décembre 1914 modifiant certaines dispositions du décret du 10 août 1914..... 112
A. de Matteis et J. Ventre. — Influence de la guerre sur les marchés à livrer en Tunisie 188

JURISPRUDENCE

TABLE CHRONOLOGIQUE

PAGES

1911

Avril

7 Trib.Sousse(1re Ins.) 323

1912

Mai

21 Trib. Tunis (3e ch.). 260

Octobre

31 C. Cass. (ch. crim.). 73

Décembre

20 Trib.Sousse(1re Ins.) 218

1913

Février

6 Trib.Sousse(1re Ins.) 69
13 Trib.Sousse(1re Ins.) 35

Juin

27 C.App.Aix(ch.corr.) 200

Juillet

3 Trib.Sousse(1re Ins.) 94
3 Trib.Sousse(1re Ins.) 266
10 C. Cass. (ch. crim.). 19
28 C.App.Alger(1re ch.) 75

Décembre

26 Trib.Sousse(1re Ins.) 268

1914

Janvier

29 Trib.Sousse(1re Ins.) 96

PAGES

Mars

5 Trib.Sousse(1re Ins.) 417
23 Just. de paix du Canton Nord de Tunis. 223
27 Trib.Sousse(1re Ins.) 243

Avril

30 C. Cass. (ch. crim.). 160

Mai

7 Trib.Sousse(1re Ins.) 302

Juin

3 Trib. Tunis (1re ch.). 21
3 Trib. Tunis (1re ch.). 22
3 Trib. Tunis (1re ch.). 67
4 Trib.Sousse(1re Ins.) 297
11 Trib. Tunis (3e ch.). 88
14 Trib. Tunis (1re ch.). 352

Juillet

8 Trib. Tunis (2e ch.). 26
8 Trib. Tunis (1re ch.). 85
9 Trib.Sousse(1re Ins.) 346
9 Trib.Sousse(1re Ins.) 376
10 C. Cass. (ch. crim.). 245
23 Trib. Tunis (3e ch.). 210

Septembre

17 Conseil Permanent de Révision d'Alger 204
24 Trib. Tunis (3e ch.). 404

PAGES

Octobre

30 Conseil Permanent de Révision d'Alger 205

Novembre

10 C. Cass. (ch. civ.) .. 59
17 C. Cass. (ch. civ.) .. 292
20 Conseil Permanent de Révision d'Alger 207
27 Trib. Tunis (3e ch.). 91

Décembre

4 Trib. Tunis (3e ch.). 183
7 Trib. Tunis (1re ch.). 182
7 Trib. Tunis (1re ch.). 209
10 Trib. Tunis (4e ch.). 32
10 C. App. Alger (1re ch.) 61
11 Trib. Tunis (3e ch.). 255
21 Trib. Tunis (1re ch.). 313
23 Just. de paix du Canton Nord de Tunis. 100

1915

Janvier

4 Trib. Tunis (1re ch.). 77
14 Trib. Sousse (1re Ins.) 39
18 Trib. Tunis (1re ch.). 253
23 Trib. Tunis (4e ch.). 213

Février

5 Trib. Sousse (1re ch.) 220
11 C. App. Alger (1re ch.) 163

PAGES

19 Conseil Permanent de Révision d'Alger 170

Mars

12 Trib. Sousse (1er Ins.) 270
15 Trib. Tunis (1re ch.). 293
24 C. App. Toulouse 1re ch.)..... 167
25 C. App. Alger (1re ch.) 251

Avril

12 Trib. Tunis (1re ch.). 229
16 Trib. Tunis (3e ch.). 358
21 Trib. Tunis (2e ch.). 314

Mai

21 Trib. Tunis (3e ch.). 295
29 Trib. Tunis (4e ch.). 264

Juin

9 Trib. Tunis (2e ch.). 334
9 Trib. Tunis (2e ch.). 363
10 C. Cass. (ch. crim.). 248
17 Trib. Sousse (1re Ins.) 367
28 Trib. Tunis (1re ch.). 355

Juillet

23 C. App. Alger (ch. corr.)..... 308

Novembre

22 Trib. Tunis (1re ch.). 400

TABLE ANALYTIQUE

A

Action en justice. — Citation. Pluralité de défendeurs. Art. 159 C. proc. civile. Tribunal compétent. Choix du demandeur. Conditions (Trib. Tunis 3e ch., 23 juillet 1914) p. 210. — Conditions de recevabilité. Conservation d'un droit né et actuel (Trib. Tunis 1re ch., 7 décembre 1914) p. 209.

Appel. — Effet suspensif. Article 457 C. proc. civile. Confirmation du jugement. Conséquences au point de vue de l'exécution (Trib. Sousse, 9 juillet 1914) p. 376.

Architectes-experts. — Algérie. Tarif applicable. (C. Cass. ch. civile, 17 nov. 1914) p. 292.

Autorisation maritale. — Article 215 C. C. Incapacité relative. Application du statut personnel. Israélites étrangers. Loi mosaïque. Femme mariée. Statut personnel. Autorisation maritale inutile (C. App. Aix ch. corr., 27 juin 1913) p. 200.

Avocat. — Tunisie. Mandats. Réglements. Validité. Constitution de défenseur. Jugement par défaut faute de conclure. Signification. Défaut d'instruction de l'avocat au défenseur pour former opposition dans les délais. Itératif-défaut. Responsabilité personnelle de l'avocat (Trib. Tunis 1re ch., 12 avril 1915) p. 329.

B

Bail. — Absence de droit réel. Immeuble immatriculé. Application de la loi française. Preneur. Cas fortuit à sa charge. Sécheresse. Diminution de loyer. Irrecevabilité (Trib. Tunis 1re ch., 3 juin 1914) p. 21.

Bail à complant. — Céréales. Ensemencement fourni par le mégharsiste. Partage de la récolte. Usages. Trois quarts pour le mégharsiste, un quart pour le propriétaire. Estimation. Récolte sur pied. Paiement du prix. Partage

en nature après battage (Trib. Sousse 1re Inst., 3 juil. 1913) p. 94. — Résiliation. Créancier du mégharsiste. Tierce opposition. Article 1167 C. civ. Recevabilité (Trib. Sousse, 13 février 1913) p. 35.

C

Cassation. — Moyens. Exception touchant la capacité civile. Arrêt. Pourvoi avant solution du fond. Recevabilité (C. Cass. ch. crim , 10 juillet 1914) p. 245.

Citation. — Art. 72 et 73 C. proc. civile. Incident. Exploit non introductif d'instance. Inapplicabilité des délais (C. App. Alger 1re ch., 28 juillet 1913) V. Guerre p. 75.

Code forestier. — Loi du 21 mai 1827. Lois ultérieures. Tunisie. Non promulgation. Non application. Algérie. Loi spéciale du 21 février 1903. Tunisie. Projet de la loi spécial. Institution d'une commission (Trib. Tunis 3e ch., 21 mai 1912) p. 260.

Compétence. — Nationalité des parties. Action personnelle. Défendeur. Conclusions au fond. Moyen soulevé. Tardivité (Trib. Sousse, 3 juillet 1913) p. 266.

Compétence commerciale. — Contrat par correspondance. Article 420 C. proc. civile. Moment où le contrat devient parfait. Termes des correspondances. Circonstances de la cause. Question de fait (Trib. Sousse, 17 mars 1914) p. 343. — Société. Siège social. Succursales. Assignation à ce domicile. Validité. (Trib. Sousse, 26 déc. 1913) p. 268.

Conseil de guerre. — Refus d'obéissance. Art. 213 C. justice militaire. Bris de carreaux. Refus de cesser. Application du dit article. Violation de la loi. Conseil permanent de révision d'Alger (20 novembre 1914) p. 207. — Tunisie. Etat de siège. Décret beylical du 2 août 1914. Position de la question. Réponse. Jugement. Texte déterminant la peine. Mention de l'état de siège en Tunisie. Omission. Irrégularité (Conseil permanent de révision d'Alger, 30 oct. 1914) p. 205. — Voies de fait. Outrages à supérieur. Circonstances atténuantes. Loi du 19 juillet 1901. Conditions d'application. Temps de paix. Etat de guerre,

Non application (Conseil permanent de Révision d'Alger 17 sept. 1914) p. 204. V. Juridiction francaise.

Contrat par correspondance. — V. Compétence commerciale.

Conventions diplomatiques. — Convention franco-italienne du 25 janvier 1884. Abrogation. Italiens en Tunisie. Droits et prérogatives. Réglementation. Convention du 28 septembre 1896. Déclaration franco-italienne du 21 février 1868. Tunisie. Non-application (Conseil permanent de Réviston d'Alger, 19 février 1915) p. 170 — V. Réquisitions militaires.

Corruption de fonctionnaires. — Article 177 C. pénal. Loi du 4 juillet 1889. Son but. Tiers. Offres, promesses, dons. Influence alléguée, non réelle. Croyance à cette influence. Délit (Trib. Tunis 2e ch., 9 juin 1915) p. 363.

Courtier non assermenté. — Rôle. Intermédiaire entre vendeur et acheteur. Marché. Non exécution. Absence de garantie (Trib. Tunis 3e ch., 23 juillet 1914) p. 210.

D

Débit de boissons. — Exploitation. Direction de la sûreté publique. Autorisation personnelle. Vente du fonds. Acquéreur. Nouvelle autorisation. Refus de l'Administration. Action en dommages-intérêts contre le vendeur. Rejet de la demande. Motifs (Trib. Tunis 3e ch., 21 mai 1915) p. 295.

Droit maltais. — Ordonnance de 1873. Art. 8. Engagement contracté par la femme. Défaut d'autorisation maritale. Nullité (Trib. Tunis 1re ch., 8 juillet 1914) p. 85, — V. Succession.

Droit musulman. — V. Mariage. Minorité. Solidarité. Succession.

Droit rabbinique. — Succession paternelle. Enfants mâles. Filles. Exclusion de ces dernières. Droit exclusif à la dot. Filles mariées. Aucun droit. Obligation des héritiers. Entretien de leurs sœurs jusqu'à la majorité ou leur

mariage (Trib. Sousse) p. 346. — V. Autorisation maritale. Succession.

Droit tunisien. — V. Servitude.

E

Edit de 1778. — V. Expulsion. Protectorat français.

Etat de siège — V. Conseil de guerre. Réquisitions militaires. Juridiction française.

Etranger. — Naissance en France. Minorité. Arrêté d'expulsion. Domicile en France (Absence de). Français. Etranger. Naissance en France. Minorité. Arrêté d'expulsion. Participation aux opérations de recrutement. Incorporation (C. Cass. ch. crim., 10 juillet 1913) p. 19.

Expulsion. — Citoyen ou sujet français. Edit de juin 1778. Arrêté d'expulsion pris par le Résident général en Tunisie. Légalité. Sanction pénale. Défaut (C. App. Alger ch. corr., 23 juillet 1915) p. 308. — V. Protectorat français.

F

Faillite. — Art. 581 C. Com. Date de la cessation des paiements. Fixation. Délais. Forclusion. Guerre. Décret du 10 août 1914. Péremptions et prescriptions. Suspension. Applicabilité (Trib. Tunis 3e ch., 27 nov. 1914) p. 91.

G

Guerre. — Austro-Allemands. Relations commerciales. Interdiction. Décret du 27 septembre 1914. Sequestres. Circulaires et instructions. Interprétation. Recouvrement des créances. Actes de gestion et d'administration. Créanciers français. Conditions de paiement (C. App. Toulouse 1re ch., 24 mars 1915) p. 167. — Citation. Droit commun. Jugement par défaut. Expiration des délais. Décret du 10 août 1914. Suspension des délais. Instances par défaut. Constitution d'avoué. Arrêt de la procédure. Renvoi sine die. Continuation de l'instance. Autorisation régulière. Moyens exceptionnels (Trib. Sousse, 14 janv. 1915) p. 39.

— Commerçant. Taxe des denrées. Régularité. Conséquences. Obligation de vendre au prix de la taxe. Marchandises en magasin. Refus. Contravention à l'arrêté (Trib. Tunis 4e ch., 10 décembre 1914) p. 32. - Contrats. Force majeure. Condition d'application. Article 1148 C. C. Société en nom collectif. Mobilisation de partie de ses membres. Vente de céréales. Algérie. Tunisie. Interdiction d'exportation. Lieu de livraison. Choix du vendeur. Réquisition des céréales. Mise hors de commerce. Article 1302 C. C. Délivrance non identifiée. Non application. Moyens de transport. Main mise par l'Etat. Moratorium des banques. Gêne momentanée. Absence de cas de force majeure. Défaut d'empêchement absolu (Trib. Tunis 3e ch., 24 sept. 1914) p. 404. — Contrat de société. Allemand. Décret du 27 septembre 1914. Art. 3. Interdiction. Ordre public. Dissolution. Effet rétroactif du 4 août (Trib. Tunis 3e ch., 4 déc. 1914) p. 183. — Décret du 10 août 1914. Caractère exceptionnel. Article 5. Application. Conditions requises. Force majeure. Impossibilité absolue d'exécution (Justice de paix canton Nord de Tunis, 23 déc. 1914) p. 100. — Décret du 18 août 1914. Procédure. Mobilisés. Non mobilisés. Décret du 15 décembre 1914. Interprétation (C. App. Alger 1re ch., 11 février 1915) p. 163. — Décret du 9 août 1914. Valeurs négociables. Chèque. Moratorium. Débiteur. Droit de se prévaloir de ses effets. Dépositaire de fonds dans une maison de banque. Tireur. Rôle du banquier. Mandataire du tireur débiteur réel. Non paiement du chèque. Instructions conformes. Bénéficiaire. Action en paiement. Tireur. Moratorium. Recevabilité (Trib. Tunis 3e ch., 16 avril 1915) p. 358. — Loi du 5 août 1914. Mobilisés. Instance. Procédure civile et commerciale. Instance. Effets. Suspension. Faculté pour le mobilisé d'y renoncer. Citation. Valididité. Suspension jusqu'après cessation des hostilités (Trib. Sousse, 12 mars 1915) p. 270.

H

Habous.— Immeuble immatriculé au nom de la fondation. Dévolutaires. Demande d'inscription sur le titre foncier. Nature du litige. Article 20 loi foncière. Application. Tribunaux français. Compétence. Chose jugée par le tribunal mixte. Non atteinte. Fondation habous restant seule propriétaire (Trib. Tunis 1re ch., 3 juin 1914) p. 22.

I

Immatriculation. — Droits réels. Inscription. Tiers. Lésion. Dol. Action personnelle. Art. 384 loi foncière. Jugement d'immatriculation. Droits réels définitifs. Existence sur l'immeuble au jour du dépôt de la réquisition. Droits réels postérieurs. Dépôt avant le jugement. Inscription. Régime du droit commun. Possibilité d'annulation ou de modification. Art. 4 décret du 16 juillet 1899 (Trib. Sousse 1re instance, 4 juin 1914) p. 297.

Immeuble immatriculé. — Droits réels. Loi foncière de 1885. Art. 2. Code civil. Règles de succession. Statut personnel. Dispositions non contraires. Application (Trib. Tunis 1re ch., 3 juin 1914) p. 21. — V. Servitude.

Incendie. — Cas fortuit. Locataire. Indemnité. Privation de jouissance. Indemnité (Trib. Sousse 1re instance, 7 mai 1914) p. 302. — Contrat d'assurance. Clauses. Stipulation de droit étroit. Sinistre garanti par une deuxième compagnie. Perte éprouvée inférieure à mille francs. Non déclaration dans les délais à la 2e compagnie. Sinistre postérieur garanti par cette dernière. Invocation de déchéance. Non recevabilité. Objets distincts assurés par deux compagnies différentes. Résiliation de la police avec la première. Non dénonciation du fait à la deuxième. Sinistre. Indemnité demandée. Opposition de déchéance basée sur ce motif. Rejet (Trib. Tunis 2e ch., 21 avril 1915) p. 314. — Dépositaire d'objets. Obligations. Preuve. Fait d'un tiers. Cas fortuit ou force majeure. Cause inconnue (Trib. Tunis 3e ch., 1915) p. 88.

J

Jugements. — Article 153 C. proc. civ. Partie défaillante. Demande de défaut profit joint. Défaut d'intérêt au procès. Rejet (Trib. Sousse, 17 juin 1915) p. 367. — Exécution provisoire. Art. 135 C. proc. civile. Dommages-intérêts (C. App. Alger 1re ch., 28 juillet 1913) p. 75.

Jugements et arrêts. — Motifs insuffisants. Manque de base légale (C. Cass. ch. crim., 31 oct. 1912) p. 73.

Jugement étranger. — Exécution contre un européen. Exéquatur. Juridiction tunisienne. Jugement étranger. Tribunal français. Révision en la forme et au fond (Trib. Tunis 1re ch., 14 juin 1914) p. 352.

Jugement par défaut. — Procès-verbal de carence. Signification à un tiers. Article 159 C. proc. civile. Défendeur. Tardivité. Recevabilité. Motifs (Trib. Tunis 1re ch., 14 juin 1914) p. 352.

Juridiction française. — Tunisie. Convention du 25 janvier 1884. Abrogation. Convention du 28 sept. 1896 en vigueur. Italiens. Français. Tribunaux français. Assimilation. Etat de siège. Conseil de guerre. Crimes et délits. Sûreté de l'Etat. Pouvoirs établis. Paix publique. Réquisition. Refus d'obtempérer. Décret du 2 août 1914. Compétence (C. Cass. ch. crim. 10 juin 1915) p. 248.

L

Législation pénale nouvelle. — Atténuation de peine. Délit antérieur. Bénéfice au prévenu (Trib. Tunis 4e ch., 10 décembre 1914) p. 33.

Liquidation judiciaire. — Loi du 4 mars 1889. Art. 19. Demande de conversion en faillite. Requête enrôlée par le liquidateur. Recevabilité. Tribunaux de commerce. Pouvoirs d'appréciation le plus étendus. Exceptions. 2e partie de l'article 19 (Trib. Tunis 3e ch., 11 déc. 1914) p. 255.

Loi foncière. — Jugement d'immatriculation. Inscription définitive des droits réels immobillers. Titre permanent. Hypothèque. Jugement ordonnant l'inscription. Effet donné

à l'acte. Demande en nullité. Recevabilité (Trib. Tunis 1re ch., 8 juillet 1914) p. 85. — Tunisie. Titre inscrit. Article 295. Acte s. s. p. Titre authentique. Assimilation. Patrimoine immobilier du débiteur. Code de procédure civile. Tunisie. Application. Dérogation expresse. Art. 545 C. proc. civ. Commandement à toutes fins. Inscription à la Conservation. Acte s. s. p. Validité (C. App. Alger 1re ch., 10 déc. 1914) p. 61.

M

Mariage. — Droit musulman. Mari. Répudiation. Dissolution. Conditions de validité (Trib. Tunis 1re ch., 4 janvier 1915) p. 77.

Mariage mixte. — Célébration. Officier de l'état civil français. Décret beylical du 29 juin 1886. Volonté des époux de se soustraire à la loi musulmane. Répudiation. Lieu conjugal. Effet nul (Trib. Tunis 1re ch., 4 janv. 1915) p. 77.

Minorité. — Droit musulman. Puberté. Biens. Emancipation. Exercice ostensible du commerce. Autorisation supposée du tuteur légal. Souscription de billets. Validité (Trib. Sousse, 20 déc. 1912) p. 218.

N

Nantissement d'un fonds de commerce. — Abrogation de l'article 36, 2e paragraphe. Article 2075 C. civ. Loi du 17 mars 1909. Tunisie. Application (Trib. Sousse, 7 avril 1911) p. 323.

Nationalité. — Action civile. Action publique. Titres produits en 1re instance. Titres suspects. Ouverture d'une instruction criminelle. Application du principe, le criminel tient le civil en l'état (C. App. Alger 1re ch., 25 mars 1915) p. 251. — Décrets des 24 octobre 1870 et 7 octobre 1871. Citoyen français. Algériens. Israélites indigènes Convention du 5 juillet 1830. Ordonnance du 26 septembre 1841. Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865. Israélites algériens. Expatriation sans esprit de retour. Pays non soumis à la

juridiction française. Non applicabilité (C. Cass. ch. crim., 10 juil. 1914) p. 245. — Indigène musulman. Tunisie. Sujet tunisien. Preuve contraire. Décret du 19 juin 1914. Fils de tunisien né à l'étranger et y habitant. Nationalité tunisienne. Effet rétroactif (Trib. Sousse, 17 juin 1915) p. 367. — Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865. Indigènes. Qualité de citoyen français. Bénéficiaires. Femmes et enfants mineurs. Transmission à leurs descendants (Trib. Tunis 1re ch., 15 mars 1915) p. 293.

Nationalité française. — Acte de notoriété. Homologation. Acquisition. Insuffisance. Israélites algériens. Conventions du 5 juillet 1830. Décret du 26 septembre 1842. Loi française. Faculté d'adoption. Maintien du statut personnel. Sénatus-consulte du 14 juillet 1865. Bénéficiaires. Conditions. Acquisition de la qualité de citoyen français. Résidence en Algérie (C. App. Aix ch. corr. 27 juin 1913) p. 200.

Notariat tunisien. — Décret du 8 janvier 1875. Acte notarié. Mention d'enregistrement. Indication de la page du registre. Production en justice. Rédaction sur papier libre. Irrégularité grave. Non prise en considération (Trib. Sousse, 6 février 1913) p. 69.

P

Pension alimentaire.—V. Saisie-arrêt.—V. Succession.

Privilège. — Entreprise publique. Décret du 26 pluviose an II. Décret beylical du 1er août 1898. Ouvriers et fournisseurs. Fournitures. Rapport direct avec l'entreprise (C. Cass. ch. civ., 10 novembre 1914) p. 59.—Taxes municipales. Décrets des 16 septembre 1902 et 6 avril 1909. Immeuble immatriculé. Art. 228 loi foncière. Non inscription. Vente aux enchères. Ouverture d'ordre. Adjudicataire. Paiement des taxes arriérées. Cahier des charges. Subrogation légale. Dernier créancier inscrit colloqué. Action en remboursement. Recevabilité (Trib. Tunis 1re ch., 18 janvier 1915) p. 253.

Protectorat français. — Tunisie. Royaume de S. A. le Bey. Pays étranger. Pouvoir des Consuls. Echelles de Barbarie. Résident général. Edit de 1778. Art. 82. Loi et décrets postérieurs. Non abrogation. Prérogatives conférées aux Consuls. Nationaux. Sujets français. Arrêté d'expulsion. Musulman algérien. Edit de 1778. Validité (Trib. Tunis 4e ch., 29 mai 1915) p. 263. — V. Expulsion.

R

Récidivistes. — Loi du 27 mai 1885. Tunisie. Défaut de promulgation et de publication spéciales. Son application. Conditions d'applicabilité des lois françaises dans la Régence. Règles générales (Trib. Tunis 4e ch., 23 janv. 1915) p. 213.

Référé. — Juge de paix à compétence étendue. Attributions semblables à celles du président du tribunal de 1re instance. Ordre des juridictions. Tribunal civil. Juridiction d'appel. Juge de paix. Renvoi du référé devant le tribunal. Conséquences. Violation de l'ordre des juridictions (Trib. Tunis 1re ch., 3 juin 1914) p. 67. — Juge de paix à compétence étendue. Urgence. Mesures provisoires. Contestations entre associés commerciaux. Incompétence (Trib. Tunis 1re ch., 21 déc. 1914) p. 313. — Ordonnance. Appel. Tribunal civil. Compétence exclusive. Mesures provisionnelles. Examen du fond. Incompétence (Trib. Sousse, 29 janv. 1914) p. 96.

Réquisitions militaires. — Décret beylical du 22 octobre 1900. Italiens. Application. Décret du 2 août 1914. État de siège. Autorité militaire. Connaissance de certains crimes et délits. Droit de les référer aux tribunaux militaires. Dessaisissement préalable de la juridiction de répression ordinaire non exigé par le décret (Conseil permanent de Révision d'Alger, 19 février 1915) p. 170. — V. Conventions diplomatiques.

Responsabilité civile. — Chûte d'un balcon sur la voie publique. Propriétaire. Article 1.386 C. civil. Victime de l'accident ou ayants-droit. Preuve à la charge du demandeur.

Vice de construction ou défaut d'entretien. Présomption de faute du propriétaire. Locataire. Responsabilité. Preuve de la faute (Trib. Tunis 2e ch., 8 juillet 1914) p. 26. — Facteur convoyeur. Fourgon à sa disposition. Cie Bône Guelma. Cahier des charges. Art. 55. Obligations remplies. Maladie du facteur. Office Postal. Action en responsabilité. Justification de ses engagements vis-à-vis de la Cie de chemin de fer. Rejet de la demande (Trib. Tunis 1re ch., 28 juin 1915) p. 355.

S

Saisie-arrêt. — Loi du 12 janvier 1895. Pension alimentaire, Article 3. Dixième saisissable. Effets (Justice de Paix Canton Nord de Tunis, 23 mars 1914) p. 223.

Sequestres. — Biens austro-hongrois. Décret du 24 septembre 1914. Mission spéciale. Circulaire du 3 nov. 1914. Fonctionnement. Caractère conservatoire. Actes d'administration. Autorisation expresse. Mandat *ad litem*. Formalités. Défaut de justification. Ordre public. Sursis à statuer (Trib. Tunis 1re ch., 22 nov. 1915) p. 400.

Servitude. — Droit tunisien. Immeubles non immatriculés. Servitudes de vue. Modes d'acquisition. Convention. Ouvertures pratiquées sans convention. Droit du voisin. Fermeture des ouvertures. Durée de plus de dix annees. Obstruction par construction (Trib. Sousse, 5 fév. 1915) p. 220. — Immeuble immatriculé. Immeuble non immatriculé. Fonds servant non immatriculé. Droit applicable à ce dernier. Loi foncière. Non application. Décisions contraires (Trib. Sousse, 5 mars 1914) p. 417.

Simple police. — Contravention. Délit connexe non poursuivi. Compétence (C. Cass. ch. crim., 30 avril 1914) p. 160.

Solidarité. — Droit musulman. Stipulation expresse (Trib. Tunis 3e ch., 27 nov. 1914) p. 91.

Succession. — Droit rabbinique. Israélite protégé français. Tribunal français. Compétence. Loi mosaïque.

Veuve. Pension alimentaire. Calcul de la dite. Héritiers. Obligation. Cessation. Demande en remboursement de la Kétouba par la veuve. Nouveau mariage de cette dernière. Veuve soumise au lévirat. Durée de la pension dans ce cas (Trib. Tunis 2e ch., 9 juin 1915) p. 334. — Héritier. Droit français. Loi musulmane. Loi maltaise. Indignité. Déchéance (Trib. Sousse, 17 juin 1915) p. 367.

T

Taxe. — V. Architectes-experts.
Taxes municipales. — V. Privilèges.
Tierce-opposition. — V. Bail à complant.

TABLE DES NOMS DES PARTIES

PAGES

A

Abram 201, 245
Administration des Forêts 292
Administration des Habous 69
Administration des Habous et autres..... 21
Ahmed ben Ali ben Testouri 215
Ahmed ben Ferhat ben Amor et autres.... 23
Allaman ès q 401
Amamou Benjamin(faillite) 324
Amphoux (faillite)..... 60
Amraoui Ahmed ben Rabah 263, 309
Anfuso et Brusciano .. 330
Assous et Cie 210
Aversin fils..... 91
Avvocato (F) 39

B

Banque de Tunisie 418
Barrouk Freidja 209
Barsotti (Héritiers).... 27
Baudini (Dlle)..... 75
Bembaron (J. et B).... 324
Benezech et autres 167
Ben Ramdan Hassen.. 367
Bichet 295
Bokhors (Consorts).... 96
Bouau (A)..... 293
Bouau (E)..... 293
Bouau (Isaac)..... 182

PAGES

Boublil (faillite)..... 91
Boukhors Messaouda.. 346
Boukhors Samuel et Matouk..... 346
Boussac séquestre Schimdt..... 167
Bouzid ben Abdallah et autres..... 68

C

Camisuli (Ve)..... 418
Caruso et fils..... 405
Châtel François..... 94
Chevet (Dame)..... 363
Cheïkh Belgassem ben Hadj Mohammed. 267
Chimier..... 36
Clément..... 223
Cohen (V)..... 100
Cohen Tanugi (A)..... 184
Cie Algérienne.... 62, 359
Cie des Gaz et Eaux... 88
Cie La Paternelle..... 315
Couitéas..... 62

D

Debanne (E)..... 270
Dégout et Marro..... 204
Deguerra Agius..... 86
Dionisi Antoinette.... 78
Disegni et Attias..... 401

E

Errera Albert..... 220

F

Fellousse (Consorts)... 96

PAGES

G

Ganem fils (S).... 343, 377
Genevay..... 254
Guillot ès-q..... 359
Gutayar (Ch.)..... 39

H

H..... 164
Haddad et fils..... 69
Hadj Ibrahim ben Boubeker..... 267
Habous et autres..... 209
Hallot, Molco et Franco 210
Hammat ben Sliman Safrioune..... 78
Hassen El Abassi..... 21
Hassine ben Mohammed Mesmoudi et autres 94
Herna..... 260
Houtin (Epoux)..... 302

K

Karilla Mardochée.... 251
Karoubi..... 313

L

Leca Philippe..... 356
Lefebre et Lemann.... 40
Lejeune, liquidateur Si di Driss..... 256
Liscia..... 171, 249
Livolsi (Veuve)..... 220
Lopez..... 75
Lumbroso Giacomo... 302
Lumbroso Mathilde et Isaac Lumbroso.. 297

PAGES

M

Maarek et Boublil..... 27
Madar (Consorts) 334
Mamou Mariem..... 334
Massa et fils (V)..... 270
Menotti, Syndic Lumbroso.. 297
Merz d'Hardivillier.... 401
Mezali Salah 218
Ministère Public... 33, 161, 171, 204, 205, 207, 215, 260, 263, 309
Mohammed ben Esseghaïr b. Mahmoud et autres 23
Mohamed El Messaï... 253
Mohamed El Maherzi . 353
Moulin et autres 292
Mouraud..... 315

N

Naïm Joseph 377
Nizard frères 88

O

Office Postal Tunisien . 355
Orlo et Gruy..... 205

P

Pancrazi 313
Pavia André 85
Pès..... 359

R

Reddon, sequestre Hugo Konig 184
Résident Général 182, 251, 293
Rigaud 223
Ristori et autres (Cts).. 161

PAGES

Romano (Dame) 74
Romdan ben Romdan (héritiers) 367
Rouleau..... 207

S

Saïd Lorenzo 418
Saliba fils (L. et S.) ... 100
Scemama (J)..... 86
Scetbon Giacomo 268
Siry Etienne..... 94
Sliman ben Amara ben Yahmed 33
Société de Sidi Driss et autres..... 256
Société Générale de l'Afrique du Nord ... 218
Società Nazionale di servizi marittimi.. 268
Société Sfaxienne du Jujubier..... 36
Société Vidal, Gaudens, Ravotti et Cie..... 60
Sof 68
Soleil (Le)..... 98

T

Takali 91
Tordo 343
Tortora 19

V

Vaïs 254
Vanda Lusena (Dame). 201

X

X (Cie) 164
X (Me) et Y..... 330
Xerri..... 295